Montréal, P. Q.
M. le Percepteur du
Revenu Provincial,
445, St-Gabriel.

Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 17 MARS 1934.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 17TH MARCH, 1934

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: $1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: $1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.

Hôtel du Gouvernement. 1191—9-9

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. 1192—9-9

Lettres patentes

"Association d'Amusements Populaires, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de février 1934, constituant en corporation sans capital-actions: François Carrier, rentier, Adéodat Dubeau, gérant, et Adélard Desormeaux, Commis, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Posséder, organiser et exploiter un Club Social et Sportif pour l'accommodation de ses membres et de leurs amis, promouvoir le bien-être de ses membres et créer entre eux des relations amicales et d'affaires avec pouvoir de faire des règlements pour l'adminission, la suspension et l'expulsion des membres, l'établissement de différentes classes de membres, la perception d'un honoraire et d'une contribution, l'élection et la nomination de directeurs et d'autres officiers, la définition de leurs devoirs;

Exploiter, et organiser des salles de récréations et autres accommodations de logements pour ses membres;

Souscrire, acquérir et posséder les actions de toute autre corporation;

Faire des arrangements avec les autorités municipales, gouvernementales, locales ou autres, dans le but d'obtenir des droits, privilèges et concessions pouvant être utiles aux fins que se propose la corporation;

Acquérir, posséder, louer, vendre ou échanger toute propriété mobilière ou immobilière, droits, privilèges que la corporation pourra croire utiles;

Ouvrir des succursales, assumer comme exploitation active tout autre club ayant des objets semblables à ceux de cette corporation;

S'occuper du développement de la jeunesse en général, mais en particulier du progrès physique, intellectuel et moral de la jeunesse canadienne-française et catholique;

Organiser dans ce but tous genres de réunions récréatives ou intellectuelles, telles que conférences, concerts, voyages, jeux athlétiques, concours littéraires ou autres;

Letters patent

"Association d'Amusements Populaires, Inc.".

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of February, 1934, incorporating as a corporation without share-capital: François Carrier, annuitant, Adéodat Dubeau, manager, and Adelard Desormeaux, clerk, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To own, organize and operate a social and sporting club for the accommodation of its members and of their friends, to promote the welfare of its members and create among them friendly and business relations, with power of enacting by-laws for the admission, suspension and expulsion of members, the establishment of different classes of membership, the collection of a fee and contribution, the election and appointment of Directors and other officers, the defining of their duties;

To operate and organize recreation halls and other lodging conveniences for its members;

To subscribe for, acquire, and own stock in any other corporation;

To enter into agreement with municipal, government, local or other authorities for the purpose of obtaining any rights, privileges and concessions capable of being useful for the intended purposes of the corporation;

To acquire, own, lease, sell or exchange any movable or immovable property, rights, privileges which the company may deem useful;

To open branches, to take over as a going concern any other club having objects similar to those of this Corporation;

To promote the development of youth in general but especially the physical, intellectual and moral progress of French-Canadian and Catholic youth;

For this purpose, to organize all kinds of recreative or intellectual meetings, such as lectures, concerts, trips, athletic sports, literary or other contests;

Etendre son champ d'action dans toutes les parties de la province de Québec;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter des billets promissoires, lettres de change et autres effets négociables;

Charger des honoraires d'initiation, des souscriptions mensuelles ou autres, aux membres, avec le pouvoir d'établir différentes catégories de membres, de contracter des emprunts des membres ou de toute autre personne sur des garanties et aux termes qui seront convenus de temps à autre;

Maintenir et conduire un restaurant, une salle à manger et de rafraîchissements pour l'avantage et l'accommodation des membres seulement;

Avoir le pouvoir de construire, organiser et conduire des salles de quilles, salles de billard, bassins de natation, exhibitions théâtrales, de danses, de lutte et de boxe et en général procurer aux membres tous les privilèges, avantages, commodités et accommodations usuels d'un club;

Vendre ou autrement disposer toute entreprise de la corporation ou toute partie d'icelle pour telles considérations que la corporation jugera à propos d'accepter et en particulier pour des actions, débentures ou valeurs d'une autre corporation exploitant en tout ou en partie un commerce semblable;

Organiser, promouvoir, opérer et tenir des courses de chevaux, d'automobiles, d'hommes ou d'autre nature, ainsi que tous autres concours sportifs, athlétiques, récréatifs ou autres permis par la loi; offrir et payer des prix aux vainqueurs, percevoir des droits d'entrée des concurrents ainsi que des droits d'admission des spectateurs et généralement faire les affaires des personnes ou associations qui organisent des courses ou autres concours et amusements sportifs et athlétiques;

Former la dite association avec pouvoir de tenir un permis pour la vente des vins et toutes autres liqueurs alcooliques, conformément aux dispositions de la Loi des Liqueurs Alcooliques de la province de Québec et de tous amendements qui pourront être faits à la dite Loi;

Promouvoir de toute manière le bien-être de ses membres, et établir des dispositions sociales pour leur récréation et amusement; avec les droits et privilèges de fournir des bières et vins aux membres seulement du club, conformément aux dispositions de la loi des Liqueurs Alcooliques;

Propager les jeux de dames, de cartes, d'échecs, de billards et autres pouvant fournir à ses membres la récréation et l'instruction en même temps qu'un honnête amusement;

Promouvoir la maison du club de toutes les commodités jugées nécessaires, avec l'autorisation de vendre des bières et vins pour l'accommodation des membres et de leurs amis, conformément à la Loi des Liqueurs Alcooliques, avec le pouvoir de contrôler les conditions concernant l'admission des membres, avec le pouvoir de charger un honoraire spécial aux membres et autres personnes qui fréquentent le club;

Avoir le pouvoir d'introduire et d'adopter un système général de garde-robes et de service avec une garde-robes exclusive et séparée pour chaque membre du club, qui pourra obtenir tel service sur versement d'une certaine somme qui sera décidée par le club et qui sera payée par chaque membre jouissant de tel privilège spécial. Chaque garde-robes ainsi réservée constituera un achat et deviendra la propriété personnelle et exclusive du membre faisant l'achat d'une garde-robes du club;

To extend its activities over all parts of the Province of Quebec;

To draw, make, accept, endorse, discount promissory notes, bills of exchange and other negotiable instruments;

To charge initiation fees, monthly subscriptions or otherwise to members and also have power to establish different classes of membership, to borrow money from members or any other person, on such securities and under such terms as may from time to time be agreed upon;

To maintain and operate a restaurant, dining room, and refreshments for the benefit and accomodation of members only;

To have power to build, organize and conduct bowling alleys, billiard rooms, swimming pools, theatrical, dancing, wrestling and boxing exhibitions and, generally, to provide for the members all the usual privileges, advantages, conveniences and accommodations of a club;

To sell or otherwise dispose of any undertaking of the corporation or any part thereof for such consideration which the corporation may deem expedient to accept and in particular for shares, debentures or securities of any other corporation carrying on in whole or in part a similar business;

To organize, promote, operate and hold races, whether horse, motor or man races or others, and also any other sportive, athletic, recreative or other contests allowed by law; to award or pay prizes to the winners, to collect entrance fees from the contestants, and also admission fees from the spectators, and to carry on business generally as persons or associations engaged in the promoting of races or other sportive or athletic contests and amusements;

To form the said Association with power to hold a license for the sale of wine, and other alcoholic beverages, under the provisions of the Alcoholic Liquor Act of the Province of Quebec and any amendments that may be made to the said act;

To promote the welfare of the members in every way and to establish social measures for their recreation and amusement; with the right and privilege to supply beer and wine to members of the club only, in conformity with the provisions of the Alcoholic Liquor Act;

To propagate games of drafts, cards, chess, billiards, and others, capable of giving recreation and instruction to its members at the same time as wholesame amusement;

To provide the club-house with all conveniences deemed necessary, with authorization to sell beer and wine for the accommodation of the members and their friends, in conformity with the Alcoholic Liquor Act, with power to control conditions respecting the admission of members, with power to charge a special feet to members and other persons frequenting the club;

To have the right of introducing and adopting a general locker system and service, with an exclusive and separate locker for each club member, who may obtain such service upon payment of a certain sum fixed upon by the Club and to be paid by each member enjoying said special service. Each locker thus reserved shall constitute a purchase and shall become the personal and exclusive property of each member purchasing one of the Club's lockers;

Le droit d'encourager et de promouvoir tous sports légitimes, passe-temps ou jeux athlétiques à l'intérieur ou en plein air;

Avec le pouvoir et le droit de donner des amusements légitimes dans des endroits convenables, lesquels sont autorisés légalement dans la cité de Montréal ou dans tous autres endroits de la province de Québec, avec le droit de charger un droit d'entrée aux membres du club et au public qui désire y assister;

Avec le pouvoir d'acquérir l'actif et l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, permis, contrats ou droits de toute personne ou compagnie exerçant une industrie ou un commerce qu'une compagnie exerçant une industrie ou un commerce qu'une compagnie constituée en vertu de la présente loi peut exercer;

Faire toute autre chose qui pourrait être utile ou nécessaire à l'accomplissement des objets ci-dessus mentionnés, soit comme principal ou agent ou autrement, sous le nom de "Association d'Amusements Populaires, Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de trente-cinq mille dollars ($35,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce seizième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,
1531—o Sous-secrétaire de la Province.

The right of encouraging and promoting any legitimate sports, pastimes or athletic games, either indoors or in the open air;

With right and power to give legitimate amusements in suitable places, the same being legally authorized in the City of Montreal, or in any other places in the Province of Quebec, with right to charge an entrance fee to the members of the Club and to the public desiring to assist thereat;

With right to acquire the assets and undertaking, property, privileges, franchises, licenses, contracts or rights of any person or company carrying on a trade or business capable of being carried on by any company incorporated in virtue of the present Act;

To do any other things which may be incidental or conducive to the attainment of the foregoing purposes, either as principals, agent or otherwise, under the name of "Association d'Amusements Populaires, Inc.".

The amount to which the immovable property which the Corporation may hold, is to be limited, is thirty five thousand dollars ($35,000.00).

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1532 Assistant Provincial Secretary.

"Consolidated Chibougamau Gold Fields, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de février 1934, constituant en corporation: Allan-Angus Magee, conseil en loi du Roi, William Cedric Nicholson, Hugh O'Donnell, avocats, Helen-Mary Bagley, commis, et Margaret-Teresa Darrah, comptable, toutes deux nonmariées, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, carrières, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs énumérés dans les sections 105 à 112 de la Loi des Mines de Québec, (Chap. 80) de la manière y prescrite;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

"Consolidated Chibougamau Gold Fields, Limited".

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of February, 1934, incorporating: Allan Angus Magee, King's Counsel, William Cedric Nicholson, Hugh O'Donnell, advocates, Helen Mary Bagley, clerk, and Margaret Teresa Darrah, accountant, both unmarried, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals wahtsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, quarries, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

Build, maintain and exploit, upon its own properties or upon those under its control, telegraph and telephone lines, enbankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

Exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act (Chap. 80), in the manner therein prescribed;

Manufacture, buy and sell all kind of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émis par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut exercer ou faire elle-même en vertu de la présente loi, et les payer, en tout ou en partie, si cette personne ou compagnie y consent, par la remise d'actions libérées, et assumer les dettes et charges de l'actif ainsi acquis;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation, sous le nom de "Consolidated Chibougamou Gold Fields, Limited", avec un capital total de trois millions de dollars ($3,000,000.00), divisé en trois millions (3,000,000) d'actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-quatrième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,
1533 Sous-secrétaire de la Province.

Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid up shares, and undertake the debts and charges of the same;

Do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated, under the name of "Consolidated Chibougamau Gold Fields, Limited", with a total capital stock of three million dollars ($3,000,000.00), divided into three million (3,000,000) of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal, in the province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1534-o Assistant Prvoincial Secretary.

"Construction and Maintenance, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de février 1934, constituant en corporation: John Baxter, entrepreneur, Gertrude-May Fellows, épouse de William-A. Fellows, séparée de biens, teneur de livres, Alfred-E. Underhay, vendeur, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs de travaux publics et privés en général;

Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers, représentants ou gérants pour d'autres personnes, firmes ou corporations;

Emettre la totalité ou aucune partie des actions de la compagnie comme entièrement acquittées et non-sujettes à appel en paiement de tous biens mobiliers ou immobiliers, ou autres biens acquis par la compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de toutes actions de la compagnie ou toutes débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou dans ou concernant la formation ou la promotion de la compagnie ou la conduite de ses opérations;

Placer et employer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de telle manière qui sera jugée convenable;

S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie similaires à ceux de la compagnie;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en espèce ou en nature, tous biens de la compagnie et en particulier toutes actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie appartenant à la compagnie ou dont la compagnie a le pouvoir de disposer, par voie de dividende légalement déclaré à même les profits nets de la compagnie, sous le nom de "Construction et Maintenance, Limited", avec un capital-actions de vingt

"Construction and Maintenance, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of February, 1934, incorporating: John Baxter, contractor, Gertrude May Fellows, wife of William A. Fellows, separate as to property, book-keeper, Alfred E. Underhay, salesman, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors for and of works both public and private;

To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers, representatives or managers for other persons, firms or corporations;

To issue the whole or any part of the stock of the Company as fully paid up and non-assessable in payment of any property moveable or immoveable, or other assets acquired by the company;

To remunerate any person or Company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares in the Company or any debentures or other securities of the Company, or in or about the formation or promotion of the Company or the conduct of its business;

To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required in such manner as may be deemed advisable;

To consolidate or amalgamate with any other Company having objects altogether or in a part similar to those of the Company;

To distribute among the shareholders of the Company, in specie or kind, any property of the Company and in particular any shares, debentures or securities in any other Company belonging to the Company or of which the Company may have the power of disposal, by way of dividends lawfully declared out of the net profits of the Company, under the name of "Construction and Maintenance, Limited", with a total capital

mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce seizième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,

1535 Sous-secrétaire de la Province.

stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,

1536-o Assistant Provincial Secretary.

"Customized Clothes, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de février 1934, constituant en corporation: Louis-H. Rohrlick, Reuben Spector, Meyer Gelfand et Ben Bernstein, tous avocats, et tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'importateurs, exportateurs, manufacturiers, marchands en gros et en détail, négociants de vêtements pour garçons, jeunes hommes et hommes, marchandises sèches, fournitures pour tailleurs, soies, satin, lainages, tissus de toutes sortes, drap et articles en coton, généralement des pyjamas, coupevents, chemises, bouffants, pantalons, culottes, robes de bain, kimonos, et sous-vêtements; exercer tous ou aucun commerce de drapiers, marchands de fourrures, tailleurs, marchands de drap, merciers, bonnetiers, marchands de modes, costumiers, chapeliers, gantiers, manufacturiers, importateurs et grossistes et marchands de détail de coton et de tissus de toutes sortes, fourrures et garnitures de robes, soutache, ornements, dentelles, boutons, nouveautés, articles en cuir, habillements et vêtements de toute description, agir comme agents, agents à commission ou représentants;

Exercer aucun autre commerce, (de fabrication ou autre) que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie, ou de les rendre profitables;

Acheter ou acquérir autrement et se charger de la totalité ou de toute partie de tout commerce dont les objets sont en tout semblables à ceux de la compagnie, avec les édifices, machines, le fonds de commerce, la clientèle et l'actif en général; se charger de la totalité ou de toute partie du passif de tel commerce et payer pour telle acquisition, totalement ou partiellement, en obligations, débentures ou actions de la compagnie entièrement acquittées et non sujettes à appel de versements, et les vendre, louer ou en disposer en totalité ou en partie;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter, et prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou autrement leur aider, souscrire ou autrement acqué-

"Customized Clothes, Ltd".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1934, incorporating: Louis H. Rohrlick, Reuben Spector, Myer Gelfand, and Ben Bernstein, all advocates, and all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of importers, exporters, manufacturers, wholesale and retail dealers and jobbers in boys', young men's and men's clothing, dry-goods, tailors' trimmings, silks, satins, woollens, textile fabrics of all kinds, cloth and cotton goods, generally, pyjamas, windbreakers, shirts, bloomers, pants, breaches, bathrobes, kimonas and underwear; to carry on all or any of the businesses of clothiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, hosiers, milliners, costumers, hatters, glovers, manufacturers, importers and wholesale and retail dealers in cotton and textile fabrics of all kinds, fur and dress trimmings, braids, cords, ornaments, laces, buttons, novelties, leather goods, garments and wearing apparel of every description; to act as agents, commission agents or representatives;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of any business with objects similar to those of the Company, together with buildings, machinery, stock-in-trade, good-will and assets generally; to assume in whole or in any part the liabilities of such business and to pay for the same wholly or partly in bonds, debentures or fully paid, and non-assessable stock of the Company, and to sell, lease or otherwise dispose of the same or any part thereof;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company;

To inter into partnership or into any arrangements for sharing of profits or union of interest with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the Company is authorized to carry on or engage in, and to make advances to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and

rir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir ou autrement les négocier;

Se fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de cette compagnie;

Vendre, louer, échanger, ou autrement aliéner, en tout ou en partie, les propriétés et l'entreprise de la compagnie pour telle considération qui pourrait être convenue, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs de toute compagnie qui en fera l'acquisition;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou approprier autrement la totalité ou toute partie des biens et des droits de la compagnie;

Faire la totalité ou aucune des choses susmentionnées comme principaux, agents, entrepreneurs et autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains ou tout intérêt en iceux, avec ensemble les bâtisses ou structures qui peuvent être sur lesdits terrains ou aucun d'eux, et vendre, louer, échanger, hypothéquer ou autrement disposer de tout ou partie des terrains et de tous ou aucun des édifices ou structures qui sont ou qui pourront à l'avenir y être érigés, et prendre telle garantie jugée nécessaire;

Faire toutes les choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Customized Clothes, Ltd", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,
1537 Sous-secrétaire de la Province.

"Dessaulles Seigniory Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de février 1934, constituant en corporation: Henry-John Hague, avocat et conseil en loi du Roi, Harry-McLeod Hague, avocat, et Demoiselle Annette Paterson MacDonald, fille majeure et sténographe, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter ou autrement acquérir, vendre, aliéner, donner en gage, hypothéquer, louer et négocier des propriétés réelles et personnelles de toutes sortes et en particulier des terrains et édifices, hypothèques, mortgages, actions, titres, débentures, valeurs et tout intérêt dans les propriétés réelles ou personnelles et rentes seigneuriales ou constituées;

Développer et faire valoir tous terrains acquis par la compagnie ou dans lesquels elle est intéressée et en particulier en les traçant et les préparant pour fins de construction, en construisant, modifiant, décorant, maintenant et améliorant des édifices ou autres propriétés immobilières et bâtir, améliorer ou avancer de l'argent aux personnes construisant sur ces terrains et autrement les débelopper de la manière qui sera jugée convenable aux intérêts de la Compagnie;

Exercer le commerce comme propriétaires de maisons de rapport et louer ou autrement des appartements ou leurs dépendances;

securities of any such company and to sell, hold or otherwise deal with the same;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this Company;

To sell, lease, exchange, or otherwise dispose of, in whole or in part, the property and undertaking of the Company for such consideration as may be agreed on, and in particular for shares, debentures or securities in any company purchasing the same;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

To do all or any of the above things as principal agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To purchase, lease, take in exchange, or otherwise acquire lands therein or interest therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security thereof as may be deemed necessary;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Customized Clothes, Ltd", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1538-o Assistant Provincial Secretary.

"Dessaulles Seigniory Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1934, incorporating: Henry John Hague, advocate and King's Counsel, Harry McLeod Hague, advocate, and Miss Annette Paterson MacDonald, spinster and stenographer, all of the city of Montreal, in the province of Quebec, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire, sell, alienate, mortgage, hypothecate, lease and deal in real and personal property of all kinds and in particular lands and buildings, hypothecs, mortgages, shares, stock, debentures, securities and any interest in real or personal property and seigniorial or constituted rents;

To develop and turn to account any land acquired by the Company or in which it is interested and in particular by laying out and preparing the same for building purposes, constructing, altering, decorating, maintaining and improving buildings or other immoveable property and to build on, improve or advance money to persons building on and otherwise develop the same in such manner as may seem expedient and to the Company's interest;

To carry on business as proprietors of flats and to let on lease or otherwise apartments or premises therein;

Acheter pour placement ou revente et négocier des terrains, maison et autres propriétés de toute tenure et aucun intérêt en iceux et faire des avances sur garantie de terrain ou maison ou autres, propriétés ou aucun intérêt en iceux et prendre comme garantie de telles avances, des hypothèques, mortgages ou nantissements ou propriétés réelles ou personnelles;

Acquérir et détenir tous titres, obligations, débentures, actions, certificats ou autres valeurs de toute corporation, gouvernement, état, municipalité ou dominion et les vendre, aliéner, hypothéquer, nantir ou autrement les négocier;

Exercer toute autre industrie, (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage sous permis ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions, réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement cesdites personnes ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie, ou les négocier autrement;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les objets de la compagnie ou aucun de ses objets et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirables, et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet

To purchase for investment or re-sale and traffic in land and house and other property of any tenure and any interest therein and to make advances upon the security of land or house or other property or any interest therein and to take as security for such advances hypothecs, mortgages or pledges or real or personal property;

To acquire and hold any stocks, bonds, debentures, shares, script, or other securities of any corporation, government, state, municipality or dominion and to sell, alienate, hypothecate, pledge or otherwise deal with the same;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the Company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the Company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee or otherwise deal with the same;

To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company;

To enter into any arrangement with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conductive to the Company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the Company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to

accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Construire, améliorer, maintenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler tous chemins, routes, embranchements ou voies d'évitement, ces deux derniers pour être construits et administrés sur les terrains possédés ou contrôlés par la compagnie et pour les fins de son commerce et de son industrie seulement: ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, magasins, boutiques et autres travaux et commodités qui sembleraient susceptibles de favoriser les intérêts de la compagnie, directement ou indirectement; contribuer, subventionner ou autrement les aider ou prendre part à la construction, l'amélioration, au maintien, à l'organisation, l'exercice ou le contrôle d'iceux;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par cesdites personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie, ou une partie quelconque de ladite entreprise, pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune charte, licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou toute corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront et pour au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, aucune autre compagnie ou corporation avec lesquelles la companie

grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purposes which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches, or sidings, these two latter to be constructed and managed on lands owned or controlled by the Company and for the purposes of its trade and industry only, bridges, reservoirs, watercourses wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences, which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable ar transferable instruments;

To sell or dispose of the under taking of the Company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any charter, license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the Company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the Company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country, to represent this Company, and to accept service for and on behalf of the Company of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture-stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have

serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation ou personne;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder, faire valoir ou approprier autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

Faire toutes ou aucune des choses susdites de la compagnie, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits de la compagnie, sous le nom de "Dessaulles Seigniory Company", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-septième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,
1539 Sous-secrétaire de la Province.

"Frances Emblems (Canada), Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de février 1934, constituant en corporation: Michael Garber, Westmount, Québec, Jacob Harold Blumenstein, Montréal, Québec, Théodore Herzl Shapiro, Notre-Dame de Grâce, Qué., tous avocats, et Irène Rubin, sténographe, fille majeure, d'Outremont, Qué., dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, distribuer, commercer et faire le commerce de toutes sortes de teintures, collants, machine à découper, ornements, emblèmes, écussons, insignes en étoffe et en celluloid, ou insignes faits de tout autre matériel, celluloid, métal, drap, papier et toutes autres nouveautés, et dispositifs de publicité de toutes sortes, y compris la manufacture, l'importation, l'exportation, en gros et en détail, du matériel brut dont chacun desdits articles pourraient être faits; manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de montres, diamants, bijouterie et articles de fantaisie de toutes sortes, et autres sortes de marchandise et biens; manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de quincaillerie et spécialités en quincaillerie de toutes sortes, et agir comme agents manufacturiers ou agents à commission ou distributeurs dans toutes sortes d'articles, ouvrés, effets, denrées, marchandise et matériaux;

Manufacturer, acheter, et de toute manière acquérir, posséder, détenir, et autrement mettre en valeur et vendre et de toute manière disposer et faire le commerce et le trafic d'articles, effets, marchandises et biens personnels de toute classe et description;

Acheter, revendre, accepter, prendre, recevoir, détenir, vendre ou aliéner en aucune manière, des actions, stocks, soit ordinaires ou privilégiés, débentures, bons et autres obligations de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en

business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any such person or persons;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conductive to the attainment of the above objects, under the name of "Dessaulles Seigniory Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1540–o Assistant Provincial Secretary.

"Frances Emblems (Canada), Ltd".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of February, 1934, incorporating: Michael Garber, Westmount, Quebec, Jacob Harold Blumenstein, Montreal, Quebec, Theodore Herzl Shapiro, Notre Dame de Grâce, Que., all advocates, and Irene Rubin, Stenographer, Spinster, of Outremont, Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, distribute, trade in and deal with all kinds of dies, adhesive, cutting machines, ornaments, emblems, crests, cloth and celluloid badges, or badges made of any other materials, celluloid, metal, cloth, paper and any other novelties, and novelties for advertising of all kinds, including the manufacture, importation, exportation, wholesale and retail, of the raw material of which any of the said articles may be made; to manufacture, buy, sell and deal in watches, diamonds, jewelry, and fancy articles of various kinds, and other kinds of merchandise and property; to manufacture, buy, sell and deal in hardware and hardware specialties and novelties of every kind, and to act as manufacturers' agents or commission agents or distributors in all kinds of manufactured articles goods, wares, merchandise and materials;

To manufacture, purchase, and in any manner acquire, to own, hold and otherwise turn to account and to sell, and in any manner dispose of and to trade in and deal with goods, wares, merchandise and personal property of every class and description;

To purchase, re-sell, accept, take, receive, acquire, hold or sell or dispose of in any way, shares, stocks, either common or preferred, debentures, bonds and other obligations of any other company having objects similar in whole or in part to the

partie semblables aux objets de cette compagnie ou exploitant toutes affaires pouvant être exploitées directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et voter toutes actions ainsi détenues par l'entremise de l'agent que les directeurs nommeront;

Acquérir, assumer, louer et exploiter toute corporation, compagnie, firme ou société exerçant un commerce se rapportant dans toutes les lignes directement ou indirectement au commerce qui sera exercé par "France Emblems (Canada) Ltd", et en payer le prix convenu soit en deniers comptants ou en actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie constituée par les présentes, ou partie en deniers comptants et partie en actions libérées;

Ouvrir et exploiter des succursales, fabriques, entrepôts, magasins, échoppes, agences privées, comptoirs dans des magasins à rayons et toutes sortes de places où le commerce de la compagnie peut être exercé;

Se fusionner à toute compagnie, société ou personne firme exploitant un commerce semblable en tout ou en partie à celui de la présente compagnie;

Prendre des agences pour toute compagnie, corporation, société ou personne exerçant toute industrie se rapportant en aucune spécialité aux objets de la présente compagnie;

Vendre, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce de la présente compagnie à toute corporation, société ou personne, et accepter en considération des actions, débentures, bons ou valeurs de toute autre compagnie;

Acquérir, acquérir par achat, acheter, louer, arrenter, vendre, échanger, ou aliéner en aucune manière toute propriété immobilière ou biens-fonds que la compagnie croira nécessaires ou utiles dans l'exercice d'aucun de ses commerces;

Emettre, vendre et répartir, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, soit professionnels ou autres, des actions entièrement acquittées du capital-actions de la présente compagnie;

Prêter de l'argent aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats à toute telle personne, sous le nom de "Frances Emblems (Canada) Ltd", avec un capital total de cinq mille dollars ($5,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,
1541 Sous-secrétaire de la Province.

objects of this Company or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this Company and to vote all shares so held through such agent as the Directors may appoint;

To acquire, take over, lease and operate any corporation, company, firm or partnership carrying on business in any line connected directly or indirectly with the business carried on by "Frances Emblems (Canada) Ltd,", and to pay for same the price agreed upon either in cash or in fully paid up shares of the capital stock of the Company hereby created, or partly in cash and partly in paid up shares;

To operate and open branches, manufactories, warehouses, stores, shops, private agencies, counters in departmental stores and all kinds of places where the business of the Company may be carried on;

To amalgamate with any company, partnership, person or firm carrying on a business similar in whole or in part to that of the present Company;

To take agencies for any company, corporation, partnership or person carrying on business in any line connected with the present Company's objects;

To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the present Company's business to any corporation, partnership or person and to accept in consideration shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To acquire, buy, purchase, lease, rent, sell, exchange or dispose of in any way, immoveable property or real estate which the present Company may consider necessary or useful to carry out any of its business;

To issue, sell and allot, with the approval of the shareholders, for services rendered to the Company, either professional or otherwise, fully paid up shares of the capital stock of the present Company;

To lend money to customers and others having dealings with the Company and to guarantee the performance of contracts to any such person, under the name of "Frances Emblems (Canada) Ltd", with a total capital stock of five thousand dollars ($5,000.00), divided into five hundred (500) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1542-o Assistant Provincial Secretary.

"Lionel LeBel Automobile, Limitée—Lionel LeBel Automobile, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de février 1934, constituant en corporation: Simon-Robert Lafleur, avocat, Outremont, Montréal, Jean Thibodeau, architecte, Montréal, Robert-John Pratt, contracteur, Outremont, Montréal, dans les buts suivants:

Importer, exporter, acquérir, posséder, acheter, manufacturer, assembler, vendre, céder et trafiquer des automobiles, camions, taxicabs, véhicules, moteurs, tracteurs, automobiles, motocycles, aéroplanes, hydroplanes, ainsi que tou-

"Lionel LeBel Automobile, Limitée—Lionel LeBel Automobile, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of February, 1934, incorporating: Simon Robert Lafleur, advocate, Outremont, Montreal, Jean Thibodeau, architect, Montreal, Robert John Pratt, contractor, Outremont, Montreal, for the following purposes:

To import, export, acquire, own, purchase, manufacture, assemble, sell, cede and deal in automobiles, trucks, taxicabs, vehicles, motors, autor-tractors, motorcycles, aeroplanes, hydroplanes and also any kind of machines or engines

tes espèces de machines ou engins mus, tirés ou opérés par la gazoline, l'électricité ou toute autre force motrice, aussi des carrosseries, châssis, moteurs, roues ou pneus, accessoires, appareils ou pièces servant ou nécessaires, en rapport avec ce qui précède, aussi de tous articles ou choses employés à entretenir et actionner les précédents; exercer un commerce de radios et accessoires, appareils frigorifiques et accessoires, exercer un commerce d'automobiles, véhicules, moteurs, camions, tracteurs, cycles ou aucun autre genre de commerce de garage, remisage, réparation, assemblage, rente ou trafiquage;

propelled, drawn or operated by gasoline, electricity or any other motive power, also bodies, frames, motors, wheels or tires, accessories, fixtures or parts used for or necessary in connection with the aforesaid and also any articles or things used to maintain and propel the aforesaid; to deal in radios and accessories and in cold storage plants and accessories, to deal in automobiles, motor vehicles, trucks, tractors, cycles or any other kind of garage, repair, assembling, sale or trading business;

Tenir en opération un ou plusieurs garages, pour les automobiles ou autres véhicules et tracteurs mécaniques pour des fins de location d'emmagasinage et de réparations;

To operate one or more garages for automobiles or other vehicles and mechanical tractors for hire, storage or repair purposes;

Tenir en opération un ou plusieurs dépôts, magasins, ou entrepôts pour l'exposition, la vente, l'échange, de radios, d'appareils frigorifiques et leurs accessoires;

To operate one or more depots, stores or warehouses for the exhibition, sale, exchange of radios, cold storage plants and the accessories thereof;

Être agents pour toute compagnie, société ou personne exerçant tout commerce semblable ou auxiliaire, et en assumer toutes les obligations;

To act as agents for any company, firm or person carrying on a similar or allied business and to take over the liabilities thereof;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, détenir, développer, posséder, vendre, céder toutes sortes d'immeubles et propriétés mobilières et immobilières, terrains, usines, entrepôts, boutiques, édifices et tous intérêts et droits s'y rapportant;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, hold, develop, own, sell, cede all kinds of real estate and moveable and immoveable property, lands, factories, warehouses, shops, buildings and any interests and rights connected therewith;

Acquérir par achat, bail, échange ou par tout autre titre légal et posséder des terrains, biensfonds et immeubles de toute description, nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie, y construire et ériger des bâtisses, garages, magasins, entrepôts, les vendre, louer, transporter, échanger et hypothéquer ou autrement en disposer;

To acquire by purchase, lease, exchange or any other legal title and own lands, real-estate and immovables of every description, necessary or useful for the purposes of the company, to build and erect thereupon buildings, garages, stores, warehouses to sell, lease, transfer, exchange and hypothecate or otherwise dispose of the same;

Exercer tout autre commerce ou industrie, soit en gros ou en détail que la compagnie jugera à propos;

To carry on any other business or trade, whether wholesale or retail, which the company may deem proper;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, droits, clientèle, biens et actif, y compris toute option concession de tout individu, firme, association ou corporation exerçant aucun commerce et industrie que la compagnie est autorisée à exercer, et les payer en argent ou en actions entièrement acquittées;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, rights, good-will, property and assets, including any option, concession of any individual, firm, association or corporation carrying on any business and industry which the company is authorized to carry on, and to pay for the same in cash or in fully paid up shares;

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des propriétés, biens, droits, entreprises ou clientèle de la compagnie et accepter en paiement total ou partiel de l'argent, obligations, actions ou autres valeurs de toute corporation ou compagnie;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets, rights, undertaking or good-will of the company, and to accept payment for the same wholly or in part in cash, bonds, stocks, or other securities in any corporation or company;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des chèques, billets promissoires, connaissements, lettres de change, mandats ou tous autres effets négociables;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue cheques, promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable instruments;

Acquérir, détenir, vendre ou autrement disposer du capital actions, valeurs ou entreprise de toute autre compagnie ayant pour aucun de ses objets l'exercice d'aucun des pouvoirs de la présente compagnie;

To acquire, hold, sell or otherwise dispose of the stock, securities or undertakings of any other company having for any of its objects the carrying on of any of the powers of the present company;

Se fusionner, s'unir ou se joindre avec toute autre personne, compagnie ou corporation exerçant tout commerce semblable ou auxiliaire, et en assumer les obligations en tout ou en partie;

To consolidate, amalgamate or unite with any other person, company or corporation carrying on any industry similar or allied to the said industry and take over its liabilities in whole or in part;

Emprunter toutes sommes d'argent nécessaires aux dits achats, ventes ou constructions et hypothéquer pour garantir tels prêts, tous terrains ou toutes propriétés de la compagnie;

To borrow all sums of money necessary for the said purchases, sales or constructions and to hypothecate, to secure such loans, any bonds or any property of the company;

Recevoir de ses clients ou futurs clients des dépôts de deniers applicables aux comptes de telles personnes en vue d'achats futurs, payer des intérêts sur tels dépôts aux taux et conditions qui seront trouvés convenables;

To receive from its customers or future customers deposits of money to be applied to the account of such persons in view of future purchases and to pay interest on such deposits at the rate and on the conditions found advisable;

Faire des prêts et avances d'argent aux clients et autres faisant affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie ou personne;

Emettre des actions acquittées ou une partie des obligations ou débentures de la compagnie à toute personne, firme ou corporation pour tous biens ou droits acquis par la compagnie, et rémunérer soit en argent ou avec l'approbation des actionnaires, avec des actions, obligations ou débentures tel que susdit dans les présentes, toute personne, firme ou corporation pour services rendus ou à être rendus à la compagnie, relativement à l'incorporation, la promotion ou l'organisation de la compagnie ou la conduite de son commerce, sous le nom de "Lionel LeBel Automobile, Limitée—Lionel LeBel Automobile, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents dollars ($49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Outremont, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,
1543–o Sous-secrétaire de la Province.

To make loans or advances of money to clients and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such company or person;

To issue paid up shares or a part of the bonds or debentures of the company to any person firm or corporation for any property or rights acquired by the company, and remunerate either in cash or, with the approval of the shareholders, with shares, bonds or debentures as hereabove, mentioned, any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered to the company, respecting the incorporation, promotion or organization of the company or the conduct of its business, under the name of "Lionel LeBel Automobile, Limitée—Lionel LeBel Automobile, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand nine hundred dollars ($49,900.00), divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Outremont, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary this twenty third day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1544 Assistant Provincial Secretary.

"Magog Gold Mines Corporation.—(Libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de février 1934, constituant en corporation: Louis-Joseph Béïque, avocat, Jacques Béïque, étudiant en droit, et Jules-Maurice Bernier, comptable, tous trois des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire des explorations et des recherches pour des mines et minéraux;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets susdits;

Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les sections 105 à 112 de la Loi des mines de Québec, (Chap. 80), en la manière y prescrite;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter, et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière, en paiement de minerais, terrains, marchandises ou travaux;

"Magog Gold Mines Corporation.—(Libre de responsabilité personnelle).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1934, incorporating: Louis Joseph Beïque, advocate, Jacques Beïque, law student, and Jules Maurice Bernier, accountant, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

Acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

Build, maintain and exploit, upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

Exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (Chap. 80), in the manner therein prescribed;

Manufacture, buy, and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut elle-même exercer en vertu de cette dite Loi, et les payer au moyen d'actions libérées en tout ou en partie, si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes;

Faire tous les autres actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Magog Gold Mines Corporation, (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de trois millions de dollars ($3,000,000.00) divisé en trois millions (3,000,000) d'actions d'un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,
1545 Sous-secrétaire de la Province.

"Maison Sylvia, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de février 1934, constituant en corporation: S.-Léon Mendelsohn, Harold-S. Freeman, avocats, A.-Hyman Mettarlin, notaire public, tous de Montréal, dans les buts suivants:

1. (*a*) Exercer principalement le commerce de confections pour dames, en gros et en detail, et acheter et vendre, manufacturer toutes sortes de confections, lingerie et articles de modes et leurs accessoires pour dames, et faire généralement le commeree de toutes confections, vêtements propres pour le marché et toutes autres choses s'y rapportant, et généralement faire le commerce de lainages et soieries et toutes sortes d'effets et autres articles, commodités, marchandises ou choses nécessaires aux fins de la compagnie;

(*b*) Acquérir, acheter, détenir, vendre, disposer, fournir, manufacturer et produire toutes sortes d'effets, articles et marchandises négociés ou appartenant ou incidents au commerce ou à aucune partie du commerce susdit;

(*c*) Importer, distribuer, exporter, manufacturer, acheter et vendre toutes sortes de confections, chapeaux, vêtements, habits, merceries pour hommes et dames, toutes sortes de marchandises-sèches et articles de fantaisie, garnitures et articles semblables;

2. Représenter d'autres manufacturiers, distributeurs, exportateurs et importateurs pour toutes ou aucune des marchandises susdites;

3. Conclure tout arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, ou tout risque conjoint similaire avec toute personne, personnes, firme ou comapgnie et que cette compagnie croira convenable;

4. Souscrire, prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la susdite compagnie, et les détenir, vendre ou autrement en disposer;

5. Exercer toute autre industrie, soit comme fabricants, négociants, marchands ou autrement, qui semblera convenable à la compagnie ou de nature à être exercée;

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid up shares, and undertake the debts and charges of the same;

Do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders of the Company shall incur no personal responsibility in excess of the amount paid or agreed to be paid for the company for its shares, under the name of "Magog Gold Mines—(No Personal Liability)", with a total capital stock of three million dollars ($3,000,000.00), divided into three million (3,000,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1546–o Assistant Provincial Secretary.

"Maison Sylvia, Inc.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1934, incorporating: S. Léon Mendelsohn, Harold S. Freeman, advocate , A. Hyman Mettarlin, notary public, all of Montreal, for the following purposes:

1. (*a*) To carry on principally the business of ladies' wear, wholesale and retail and to buy and sell and to manufacture all kinds of ladies' ready-to-wear, lingerie and millinery and the accessories thereof and to deal in generally all marketable wear, clothing and in all other things appertaining to the same, and to deal generally in woollens and silks and all kinds of goods and other articles, commodities, merchandise or things necessary for the purpose of the company;

(*b*) To acquire, purchase, hold, sell, dispose of, supply, manufacture and produce all nature of goods, wares and merchandise dealt in or appertaining or incidental to the business or any part of the business as aforesaid;

(*c*) To import, distribute, export, manufacture, buy and sell all kinds of men's and women's ready-to-wear garments, hats, wearing apparel, clothing, furnishings, all kinds of dry goods and fancy goods, trimmings and kindred articles;

2. To represent other manufacturers, distributors, exporters and importers for all or any of the above merchandise;

3. To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interests or any similar joint venture with any person, persons, firm or company which this company may think fit;

4. To subscribe for, take or otherwise acquire shares and securities of any company having objects altogether or in part similar to those of the above company to hold, sell or otherwise dispose of same;

5. To carry on any other business, whether as manufacturers, jobbers, dealers, or otherwise, which may seem to the company convenient or capable of being carried on;

6. Acquérir, assumer toute ou aucune partie du commerce, propriété et droits de toute personne, personnes, firme ou corporation exerçant aucun commerce que cette présente compagnie exerce ou peut exercer et les payer entièrement ou partiellement avec les actions acquittées de la présente compagnie;

7. Promouvoir et devenir actionnaire de toute compagnie ou compagnies aux fins d'acquérir tous ou aucun des biens et engagements de la compagnie ou pour aucune fin qui semblera devoir profiter directement ou indirectement à la compagnie et garantir le paiement du principal, et dividendes et intérêt sur les actions, titres, obligations, débentures et qutres valeurs de la compagnie et l'exécution des contrats par toute telle compagnie;

8. Acheter, vendre, louer, arrenter, échanger, acquérir ou disposer d'aucune manière toute propriété immobilière que la présente compagnie considèrera nécessaire ou utile pour exercer son commerce;

9. Aider et aider à prélever des deniers et aider par voie de bonus, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autrement, toute autre personne, firme, compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie ou corporation;

10. Faire tous autres actes que la compagnie jugera nécessaires ou convenables aux objets susdits ou susceptibles de les rendre profitables, sous le nom de "Maison Sylvia, Inc.", avec un capital total de cinq mille dollars ($5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,
1547 Sous-secrétaire de la Province.

"McLean-McNicoll, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de février 1934, constituant en corporation: Duart V. McLean, ingénieur chimiste, John Joseph Sophus, agent, tous deux de la cité de Lachine, Eugène McNicoll, comptable public licencié, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, mélanger, vendre, importer, exporter, louer, échanger, acheter ou autrement acquérir, faire le commerce et le trafic de marchandise de toutes sortes, accessoires et choses diverses, et plus particulièrement, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, des minéraux, et produits miniers de toutes sortes;

Acquérir par achat, concession, échange ou autre titre légal tous immeubles qui peuvent être requis pour les fins de la compagnie, et les détenir, exploiter, maintenir ou en disposer;

Exercer tout autre commerce qui pourrait être exercé convenablement par la compagnie en même temps que son commerce, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Agir comme agents de toute compagnie, société ou personne, possédant des pouvoirs semblables ou exerçant un commerce similaire;

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

6. To acquire, take over the whole or any part of the business, property and rights of any person, persons, firm or corporation carrying on any business which this present company carried on or may carry on and to pay for the same wholly or in part with paid up shares of the present company;

7. To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of any dividends and interest on the shares, stocks, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

8. To buy, sell, lease, rent, exchange, acquire or dispose of in any way any immoveable property which the present company may consider necessary or useful to carry on its business;

9. To aid and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

10. To do any other acts which the company may deem necessary or incidental to the foregoing objects or calculated to render them profitable, under the name of "Maison Sylvia, Inc.", with a total capital stock of five thousand dollars ($5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1548-o Assistant Provincial Secretary.

"McLean-McNicoll, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of February, 1934, incorporating: Duart V. McLean, Chemical Engineer, John Joseph Sophus, Agent, both of the City of Lachine, Eugene McNicoll, Certified Public Accountant, of the City of Montreal, all of the District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, produce, compound, sell, import, export, lease, exchange, purchase or otherwise acquire, deal in or with merchandise of all kinds, supplies and sundries, and more particularly, but without restricting the generality of the foregoing, minerals, and mining products of all kinds;

To acquire by purchase, concession, exchange, or other legal title all real estate that may be required for the purposes of the Company and to hold, operate, maintain or dispose of the same;

To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with the business or calculated, directly or indirectly, to enhance the value or render profitable any of the Company's property or rights;

To act as agents of the Company, partnership or person possessed of similar powers or carrying on similar business;

To prospect and explore for mines and minerals;

Faires toutes opérations qui consiste à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purposes of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined crushed, or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout autre intérêt en ces droits ou propriétés; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any other interest therein, mechanical contrivances patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphes et de téléphone, jetées, digues biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou tuiles pour ses opérations.

To build, maintain and exploit, upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

To build, acquire, possess charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émis par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

Acheter ou autrement acquérir et assumer tous ou aucun des biens, commerce, propriété, privilèges, contrats, droits, obligations et responsabilités de toute compagnie, société, firme ou personne exerçant aucune partie du commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou possédant des biens appropriés aux fins de cette compagnie ou toute compagnie dans laquelle cette compagnie détient des actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs, et les payer en argent ou en actions ou valeurs de cette compagnie, ou partiellement en argent ou partiellement en actions ou valeurs ou toute autre considération, et exercer le commerce de toute telle compagnie, société, association ou personne dont les biens sont ainsi acquis;

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any company, society, partnership or person carrying on any part of the business which the Company is authorized to carry on, or possessed of suitable for the purpose of this Company or any company in which this Company holds shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities, and to pay for the same in cash or in shares or securities of this Company, or partly in cash or partly in shares or securities or any other consideration, and to carry on the business of any such company, society, partnership or persons whose assets are so acquired;

Acquérir et détenir, vendre ou autrement disposer du capital, actions, valeurs ou entreprise de toute autre compagnie ayant pour un de ses objets l'exercice d'aucun des pouvoirs de la compagnie, et transférer ses entreprises ou biens à telle compagnie ou se fusionner avec elle;

To acquire and hold, to sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertaking of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of the Company, and to transfer its undertaking or assets to or to amalgamate with any such company;

Employer aucun de ses fonds à l'achat d'actions dans toute autre compagnie et, durant la possession ou détention de ces actions, exercer tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriété, y compris le droit de vote pour telles actions;

To use any of its funds in the purchase of stock in any other company and, while the owner or holder thereof, to exercise all the rights, powers and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie; garantir leurs contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the Company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront

To enter in any agreements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem

avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concession que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

Construire, acquérir, louer, posséder, exploiter et maintenir des entrepôts, cours ainsi que les usines nécessaires pour la vente, la livraison et le placement d'aucun des articles et marchandises sus-mentionnés;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change,connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie et obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en plaçant, en aidant à placer ou en garantissant le placement de toutes actions du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-obligations ou autres valeurs ou relativement à la formation ou l'organisation de la compagnie ou la gestionde ses affaires;

Prélever et aider à prélever, et aider par voie de bonus, prêts, promesse, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et garantir la réalisation des contrats par toute telle compagnie, corporation, ou par toute telle personne ou personnes;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres

conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authorities, any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on or exchange, hire or otherwise acquire any personal property, and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant or stock-in-trade;

To construct, acquire, lease, own, operate, and maintain storehouses, yards, as well as the necessary plant for the sale, delivery and disposal of any goods and above mentioned merchandise;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry on and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights, or privileges which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country to represent this company and to accept service for and behalf of the company of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares in the Company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company, or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of

d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou les donner en gage ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Payer les dépenses incidentes à la formation, l'incorporation et l'organisation de la compagnie et tout montant que les directeurs de la compagnie peuvent jugé raisonnable pour tous services rendus pour ou en faveur de la compagnie, soit dans sa promotion son incorporation, son organisation ou autrement, et soit que ces services aient été rendus avant son incorporation ou devront être rendus dans l'avenir;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des noms de commerce, marques de fabrique, brevets, licences, droits d'auteur, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, ou illimité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, formule, recette ou procédé qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis;

Vendre, améliorer, gérer, développer, louer, hypothéquer, aliéner, ou faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie;

Entreprendre ou prendre part dans l'administration, surveillance ou contrôle du commerce ou des opérations de toute corporation, compagnie ou entreprise, et pour cette fin, nommer et rémunérer tous directeurs, comptables ou autres experts, employés ou agents;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions libérées en paiement du prix d'achat;

Faire toutes ou aucune des choses sus-mentionnées et toutes choses autorisées par lettres patentes et par la loi, comme mandats, agents, entrepreneurs, ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "McLean-McNicoll, Limited".

Le capital-actions de la compagnie sera divisé en mille (1,000) actions sans valeur nominale et en cent (100) actions privilégiées d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de six mille dollars ($6,000.00). Les privilèges attachés à telles actions privilégiées sont les suivants:

art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To invest and deal with moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part of this company;

To borrow money, on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue or any money borrowed for the purpose of the company;

To pay the expenses of, or incidental to the promotion, incorporation, and organization of the Company and any amount which the Directors of the Company may deem reasonable for any service rendered for or on behalf of the Company, whether in its promotion, incorporation, organization or otherwise, and whether such services were rendered before incorporation or shall be rendered thereafter;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, copyrights, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

To sell, improve, manage, develop, lease, mortgage, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the Company's property;

To undertake or take part in the management, supervision or control of the business or operations of any corporation, company or undertaking and, for that purpose, appoint, and remunerate any directors, accountants or other experts employee or agents;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid payment of the purchase price thereof;

To do all or any of the above and all things authorized by letters patent and by law, as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others, under the name of "McLean-McNicoll, Limited".

The capital of the Company will be divided one thousand (1,000) shares having no par value and in one hundred (100) preferred shares of a value of one hundred dollars ($100.00) each, and the amount with which the Company will carry on its business is six thousand dollars ($6,000.00). The privileges attached to such preferred shares are the following:

Les actions privilégiées auront droit à un dividende semi-annuel de trois et demi pour cent (3½), payables les 1er janvier et 1er juillet de chaque année; et sera cumulatif, mais le détenteur ou les détenteurs de ces actions n'auront aucun vote à moins que trois dividendes successifs sur ces actions soient en défaut, quand le détenteur ou détenteurs de ces actions seront sur le même pied que le détenteur ou détenteurs des actions ordinaires pour fins de vote jusqu'à ce que les arrérages de dividendes privilégiés aient été payés. Sur le même pied veut dire que le détenteur ou détenteurs des actions privilégiées auront des droits de vote égaux aux mille actions ordinaires. Les arrérages de dividendes porteront intérêt au même taux que les actions. Les actions privilégiées seront rachetables en aucun temps au gré de la compagnie à leur valeur au pair, plus les dividendes et arrérages s'il y en a, jusqu'à la date de rachat. Le détenteur ou détenteurs de ces actions privilégiées auront un privilège contre le moulin ou outillage de la compagnie pour protéger ce placement. Aucun dividende ne sera payé sur les actions ordinaires jusqu'à ce que les dividendes sur les actions privilégiées soient payés à date.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, même district.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-sixième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,
1549 Sous-secrétaire de la Province.

"Morris Shaffer, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de février 1934, constituant en corporation: Jack Rudner, avocat, Michael Rudner, gérant, et Samuel Rudner, étudiant, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, acquérir et prendre comme une industrie en exploitation l'industrie ci-devant exercée par Morris Shaffer, sous les nom et raison sociale de "Morris Shaffer Attire for Women", et en faire le paiement en argent ou en actions ou en valeurs de cette compagnie ou en partie en argent et en partie en actions ou valeurs ou toute autre considération et exercer ledit commerce;

Acheter, vendre, échanger et généralement faire le commerce, et manufacturer des robes, manteaux, blouses et costumes pour dames, et faire le commerce, acheter et vendre des matières textiles, et généralement toute marchandise entrant dans la fabrication de confection pour dames, ainsi que manufacturer et vendre en gros et en détail tous autres produits, soit à son état brut ou comme produit fini entrant ou composant ce qui est communément désigné comme atour pour dames, et à cette fin, construire, ériger, posséder ou autrement acquérir et exploiter, aménager, maintenir et gérer des manufactures de robes, salles de marchandise, et tous autres édifices, appartenances et outillages nécessaires à la fabrication des articles susdits;

Acheter et vendre en gros et en détail, des soieries, lainages et cotonnades, à la verge, à la pièce et aux coupons, pour fin de fabrication des produits de la compagnie énoncés dans les présentes;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autrement) qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement

The preferred shares shall be entitled to a semi-annual dividend of three and one half percentum (3½%), payable on January 1st and July 1st of each year, and will be cumulative, but the owner or owners of the shares will have no vote unless three successive dividends on these shares are in arrears, when the holder or holders of these shares will rank equally with the holder or holders of the common stock for voting purposes until the arrears of the preferred dividends have been paid. By ranking equally shall mean that the holder or holders of the preferred stock will have equal voting power with one thousand shares of common stock. The arrears in dividends shall bear interest at the same rate as the stock. The preferred stock will be redeemable at any time at the option of the Company at par value, plus dividends and arrears if any to the date of redemption. The holder or holders of the preferred stock shall have a lien against the mill and equipment of the Company to protect that investment. There shall be no dividends paid on the common stock until such time as the dividends on the preferred stock shall be up to date.

The head office of the company will be in the city of Montreal, same district.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1550–o Assistant Provincial Secretary.

"Morris Shaffer, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of February, 1934, incorporating: Jack Rudner, advocate, Michael Rudner, manager, and Samuel Rudner, student, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, acquire and take over as a going concern the business heretofore carried on by Morris Shaffer, under the firm name and style of "Morris Shaffer Attire for Women", and to pay for the same in cash or in shares or in securities of this company or partly in cash and partly in shares or securities or any other consideration and to carry on the said business;

To buy, sell. exchange and generally deal in, and to manufacture women's dresses, cloaks, waists and suits and to deal, buy and sell textiles, fabrics and generally all merchandise entering into the manufacture of ladies' garments as well as to manufacture and to sell wholesale and retail any other products, either in its raw form or as a finished product, ntering into or composing what is commonly termed attire for women and for that purpose to construct, erect, own and otherwise acquire and operate, equip, maintain and manage dress factories, stock rooms and such other buildings, apprentices and equipments necessary for the manufacture of the above articles;

To buy and sell, both wholesale and retail, silks, woollens and cottons, by yards, pieces and remnants for the purpose of the manufacture of the products of the company herein referred to;

To carry on any other business, (whether manufacturing or otherwise), which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated di-

ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie;

Acheter ou autrement garantir et vendre ou autrement disposer de, améliorer, construire, modifier et autrement faire le trafic et le commerce de propriétés immobilières;

Acquérir ou se charger de la totalité ou toute partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant les biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie; garantir leurs contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce; prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables; vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'au-

rectly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

To buy, or otherwise secure and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immoveable property;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possess the property suitable for the purpose of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise to turn to account the property, rights or information required;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee , or otherwise deal with the same;

To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property, and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade, to lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments, to sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for

cune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action; vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, ou faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, pour garantir le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées, toutes actions, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

Etre autorisé à adopter telles règlementations et autres règlements qui sont permis conformément aux lois de la province de Québec, pour diriger et aider dans l'exercice de toutes ses fins et être autorisée de temps en temps à annuler, modifier et amender chacun des règlements adoptés pour la gouverne de la compagnie, sous le nom de "Morris Shaffer, Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et district de Montréal, dans le comté d'Hochelaga, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

1551

such consideration as the company may think fit, in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority, or corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country and to represent this company, and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit, to sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To hypothecate, pledge or otherwise affect the movable or immovable property of the company to secure the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company, either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all the property, movable or immovable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this company, upon such terms and conditions as this company may see fit;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To be permitted to adopt such rules and other by-laws which are permissible according to the laws of the Province of Quebec to direct and assist in the carrying out of all its purposes and to be permitted from time to time to annul, alter and amend any of the by-laws adopted for the regulation of the Company, under the name of "Morris Shaffer, Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal, in the county of Hochelaga, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

1552-o

"National Associated Women's Wear Bureau, (Quebec Division), Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de janvier 1934, constituant en corporation sans capital-actions: Jack-Herman Hirsch, Benjamin Silverman, Reuben-Manuel Leboff, Michael Dwire, Lawrence-Lazarus Sperber, Jack Margolese, Moses Kushner, Harold-Charles Fischel, Joseph-Myron Bernstein, William Levin, Bernard Goodman, Hyman Packer, Isadore Abrams, Isaac Cohen, Jack Aberman, et Myer Bloomfield, fabricants de vêtements, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

1. Organiser et maintenir une organisation protective de commerce et de crédit dans le but d'unir et coordonner les fonctions et les activités des organisations de commerce et/ou de crédit dans l'industrie de la fabrication de confections pour dames, merceries pour hommes et enfants, et vêtements et confections de toutes sortes, et unir en une organisation cohésive les manufacturiers d'aucune ou toutes les dites lignes de vêtements et confections et dans des négoces et industries alliés dans la province de Québec, et à cette fin organiser et aider à organiser, promouvoir et aider à promouvoir:

(*a*) L'établissement d'un système normal et uniforme de recherche et information de crédit, en vue de garantir et fournir à ceux qui sont engagés dans la dite industrie des informations entières et complètes concernant la valeur et les détails d'icelle, l'histoire et l'état financiers avec détails, de toute personne, firme ou corporation exerçant le commerce de confections pour dames, hommes ou enfants, ou dirigeant tout autre commerce se rapportant en aucune manière à l'industrie et à ses filiales ci-dessus mentionnées;

(*b*) Mettre à la disposition et garantir entre ceux qui sont engagés dans la dite industrie l'échange et la duplication réguliers et uniformes de toute information, détails ou données se rapportant ou relevant des intérêts commerciaux et du bien-être de ceux qui sont engagés dans la dite industrie;

(*c*) Etablir des pratiques et règlements commerciaux uniformes et éliminer les pratiques malhonnêtes et abus dans le commerce;

(*d*) Régler des disputes et différends entre les membres, et entre les membres et autres personnes, à l'exception des problèmes concernant le travail;

(*e*) Etablir et aider à établir un médium pour la perception des dettes de livres et billets recevables de ceux engagés dans la dite industrie, et mettre à leur disposition une agence de perception en général;

(*f*) Imprimer, publier et émettre tous journaux d'affaires ou autres pamphlets, journaux, magazine ou bulletin et acheter ou vendre des espaces d'annonce en iceux, dans l'intérêt de l'industrie dans laquelle les membres de l'association sont engagés;

(*g*) S'associer et coopérer avec d'autres bureaux, corporations et organisations ayant des objets similaires, en tout ou en partie, à ceux de cette association, et devenir membre de tout tel bureau, corporation et/ou organisation;

(*h*) Conclure tous arrangements avec toutes autorités, fédérales, provinciales, municipales ou autres, qui sembleront pouvoir favoriser les ob-

"National Associated Women's Wear Bureau, (Quebec Division), Limited".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1934, to incorporate as a corporation without share capital: Jack Herman Hirsch, Benjamin Silverman, Reuben Manuel Leboff, Michael Dwire, Lawrence Lazarus Sperber, Jack Margolese, Moses Kushner, Harold Charles Fischel, Joseph Myron Bernstein, William Levin, Bernard Goodman, Hyman Packer, Isadore Abrams, Isaac Cohen, Jack Aberman, and Myer Bloomfield, clothing manufacturers, all of the city of Montreal, for the following purposes:

1. To organize and maintain a protective trade and credit organization for the purpose of unifying and co-ordinating the functions and activities of trade and/or credit organizations in the industry of manufacturing ladies' ready-to-wear garments, men's and children's garments, and clothing and wearing apparel of all kinds, and to unite into a cohesive organization the manufacturers of any or all of the said lines of clothing and wearing apparel and in allied trades and industries in the Province of Quebec, and to that end to organize and assist in organizing, promote and assist in promoting:

(*a*) The establishment of a standard and uniform system of credit research and information, with a view to securing for and supplying to those engaged in the said industry full and complete information respecting the worth and the details thereof, for financial history and standing and the details thereof, of any person, firm or corporation carrying on the business of merchandising ladies', men's or children's ready-to-wear garments, or conducting any other business in any way associated with the industry and its affiliates hereinbefore mentioned;

(*b*) To make available for and secure between those engaged in the said industry regular and uniform exchange and duplication of all information, details or data respecting or relevant to the trade interests and welfare of those engaged in the said industry;

(*c*) To establish uniform trade practices and regulations and eliminate trade evils and abuses;

(*d*) To adjust disputes and differences amongst members, and between members and others, exclusive of labour problems;

(*e*) To establish or assist in establishing a medium for the collection of book accounts and bills receivable of those engaged in the said industry, and to secure for them a general collection agency;

(*f*) To print, publish and issue any trade paper or other pamphlet, journal, magazine or bulletin and to buy or sell advertising space therein, in the interests of the industry in which the members of the association are engaged;

(*g*) To associate and cooperate with other bureaus, corporations and organizations having objects similar, in whole or in part, to those of this association, and to become a member of any such bureau, corporation and/or organization;

(*h*) To enter into any arrangements with Federal, Provincial, Municipal or other authorities, which may seem conducive to the further-

jets de cette association ou aucun d'eux; et obtenir de toutes telles autorités tous droits, privilèges ou concessions qui sembleront utiles ou susceptibles de bénéficier directement ou indirectement à la corporation ou à ses membres, et utiliser, exercer tels arrangements, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(*i*) Organiser ou procurer la convocation et la tenue d'assemblées de ceux qui sont engagés dans la dite industrie, dans la province de Québec, aux fins de discuter et traiter des affaires et des intérêts de l'industrie;

2. Promouvoir, exploiter et faire entreprendre et réaliser tout travail de charité, de bienfaisance, de philanthropie ou de sociologie, et établir, aider, maintenir ou s'associer à toute autre corporation ou institution à ces fins, et contribuer et garantir de l'argent pour cette fin;

3. Acquérir par achat, bail, échange ou autre titre légal, et gager, hypothéquer, vendre ou autrement disposer de biens meubles et biens immobiliers en général, pour les montants requis pour les fins de son commerce et les objets corporatifs;

4. Les opérations de l'association seront exercées sans but de lucre pour ses membres, et tous profits ou autres bénéfices de l'association seront utilisés pour la promotion de ses objets corporatifs;

5. Si autorisés par règlement, ratifié par un vote de pas moins des deux-tiers en nombre des membres présents à une assemblée générale convoquée pour considérer le règlement, les directeurs pourront, lorsqu'ils le jugeront convenable:

a. Emprunter de l'argent sur le crédit de l'association;

b. Emettre des débentures ou autres garanties de l'association et les nantir ou vendre pour les sommes et prix qui seront considérés convenables;

c. Nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, gager ou nantir la propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, de l'association, pour garantir toutes telles débentures ou autres valeurs, ou donner partie seulement de pareilles garanties pour tel but; et constituer l'hypothèque, le gage, ou le nantissement ci-dessus mentionné, par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations, (Chap. 227, S. R. Q., 1925), ou en toute autre manière;

d. Hypothéquer ou nantir la propriété immobilière de la compagnie ou autrement grever la propriété mobilière ou donner semblables garanties pour garantir le paiement d'emprunts faits autrement que par l'émission de débentures, aussi bien que le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat ou obligation de l'association;

Les limitations et les restrictions contenues en cet article ne s'appliquent pas à l'emprunt d'argent par la compagnie sur lettres de change, billets promissoires faits, tirés, acceptés ou endossés par ou pour l'association;

6. Dans le cas où un associé d'une firme serait membre de l'association, le Bureau de direction aura le droit, à sa discrétion, d'admettre son associé ou ses associés (s'il y en a) comme membres de l'association sans paiement de toutes redevances ou cotisations; pourvu, cependant, que sous aucune circonstance, pas plus d'un associé de toute firme n'ait le droit d'être élu au bureau de direction pour toute année, et que seulement un associé de toute firme n'aura le droit de voter sur toute question ou résolution ou règlement à toute assemblée des directeurs ou des membres de l'association;

ance of the objects of this association or any of them; and to obtain from any such authority any rights, privileges or concessions which may seem useful or calculated directly or indirectly to benefit the corporation or its members, and to use, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(*i*) To arrange or procure the calling and holding of meetings of those engaged in the said industry in the Province of Quebec, for the purposes of discussing and dealing with the affairs and interests of the industry;

2. To promote, engage in and cause to be undertaken and fulfilled, any charitable, benevolent, philanthropic or sociological work, and to establish, assist, maintain or be associated with any other corporation or institution in that behalf, and to contribute and guarantee money for that purpose;

3. To acquire by purchase, lease, exchange or other legal title, and to mortgage, hypothecate, sell or otherwise dispose of real estate and immoveable property generally, to the extent required for the purposes of its business and corporate objects;

4. The operations of the association shall be carried on without purpose of gain for its members, and any profits or other accretions of the association shall be used in promoting its corporate objects;

5. If authorizing by by-law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in number of the members present at a general meeting called for considering the by-law, the directors may, when they deem it expedient:

(*a*) Borrow money upon the credit of the association;

(*b*) Issue debentures or other securities of the association, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(*c*) Notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable property, present or future, of the association, to secure any such debentures, or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes; and constitute the hypothec, mortgage or pledge above mentioned, by trust deed, in accordance with sections 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act (chap. 227 R. S. Q., 1925), or in any other manner;

(*d*) Hypothecate or mortgage the immoveable property of the company, or pledge or otherwise affect the moveable property, or give all such guarantees, to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the association;

The limitations and restrictions contained in this section shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the association;

6. In the event of a partner of any firm being a member of the association, the Board of Directors shall have the right, in its discretion, to admit his partner or partners (if any) to membership in the association without payment of any dues or assessments; provided, however, that under no circumstances shall more than one partner of any one firm have the right to be elected to the Board of Directors for any one year, and that only one partner of any firm shall have the right to vote on any one matter or resolution or by-law at any meeting of directors or of the members of the association;

7. Tant qu'une corporation sera membre de cette association, chaque officier de telle corporation-membre, excepté tel qu'autrement pourvu, aura le droit d'assister aux assemblées de cette association et de voter, et sera éligible comme membre du Bureau de direction ; pourvu qu'en aucun temps, pas plus d'un officier de toute corporation-membre ait le droit d'être élu au bureau de direction de l'association pour toute année, et pourvu aussi que seulement un officier de toute corporation-membre n'ait le droit de voter au nom de telle corporation-membre sur toute question, résolution ou règlement aux assemblées de cette association;

8. Utiliser et destiner les fonds de l'association à l'amélioration des conditions de crédit existantes et pour la réalisation des autres objets de l'association, sous le nom de "National Associated Women's Wear Bureau, (Quebec Division), Limited".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que l'association peut détenir, est de cent mille dollars.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de janvier 1934.

ALEX. DESMEULES,
1553 Sous-secrétaire de la Province.

7. While any corporation is a member of this association, every officer of such member-corporation, except as otherwise provided, shall have the right to attend at meetings of this association and vote thereat, and be eligible for election to the Board of Directors; provided, that at no time shall more than one officer of any member-corporation have the right to be elected to the Board of Directors of the association for any one year, and provided also that only one officer of any member-corporation shall have the right to vote on behalf of such member-corporation upon any matter, resolution or by-law at meetings of this association;

8. To use and apply the funds of the association for the improvement of existing credit conditions and for the fulfilment of the other objects of the association, under the name of "National Associated Women's Wear Bureau, (Quebec Division), Limited".

The amount to which the value of the immoveable property which the association may hold, is to be limited, is one hundred thousand dollars.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-second day of January, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1554-o Assistant Provincial Secretary.

"Nu-Way Fuel Oil Service, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de février 1934, constituant en corporation: Paul Gagnon, négociant, Edouard C. Locas, comptable, Adrien Gagnon, étudiant, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce sous toutes ses formes, en gros ou détail, d'huile et de gazoline sous toutes leurs formes, du charbon, coke, bois, gaz et combustible de tous genres, de tous leurs produits et sous-produits d'automobiles, de camions-automobiles, racteurs, motocycles, aéroplanes, hydroplanes et de tous autres genres de véhicules, ainsi que de moteurs ou d'engins mus ou actionnés par la gazoline, l'huile, l'électricité ou autres forces motrices;

Faire le commerce sous toutes ses formes, en gros ou en détail, d'instruments, outils, accessoires ou pièces de rechange se rapportant à chacun des objets ci-dessus mentionnés et faire aussi le commerce en gros ou en détail d'essences produits chimiques ou autres objets se rapportant au dit commerce;

Manufacturer, importer, exporter, acheter et vendre tous et chacun des objets ci-dessus mentionnés, ainsi que toutes sortes d'accessoires électriques, de ferblanterie, de plomberie, de système de chauffage, de brûleurs à l'huile, de briquetage et de briques, de glacières électriques et autres, de meubles, et, de toutes sortes de marchandises de nature similaire à ces choses ou autres;

Construire, acquérir, posséder, exploiter, vendre, louer ou autrement en disposer, des garages, manufactures, usines et entrepôts, puits d'huile et gazoline, mines, chantiers, se rapportant au commerce et à la fabrication des articles ci-dessus mentionnés;

Exploiter ces différents genres de commerce ou d'industrie, soit comme agent, soit comme manufacturier, soit comme marchand ou négociant; exploiter de même tous genres de commerce ou

---

"Nu-Way Fuel Oil Service, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of February, 1934, incorporating: Paul Gagnon, trader, Edouard C. Locas, accountant, Adrien Gagnon, student, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To deal, under all forms, wholesale and retail in oils and gazoline under all forms thereof, coal, coke, wood, gas and fuel of all kinds, in all products and by-products thereof, automobiles, motor trucks, tractors, motorcycles, aeroplanes, hydroplanes and other similar vehicles, also in motors or engines operated or driven by gasoline, oil electricity or other motive power;

To deal under all forms, wholesale or retail, in implements, tools, accessories and repair parts connected with any of the hereabove-mentioned objects and also deal, wholesale or retail, in fuel or chemical products and other objects relating to the aforesaid business;

To manufacture, import, export buy and sell all and any of the objects hereabove-mentioned as well as all electrical, tinsmithing, plumbing, heating system, soil burning, brick making and brick, electrical refrigerator and other accessories, furniture, and all kinds of merchandise of nature similar to these things or others;

To construct, acquire, own, exploit, sell, lease, or otherwise dispose of the garages, factories, workshops and warehouse oil, wells and gazoline, mines, workshops relating to the business and manufacture of the hereabove mentioned articles;

To exploit such various kinds of business or industry, either as agent, manufacturer, merchant, or trader; to also exploit any kind of business or industry that may enhance the value

d'industrie qui pourraient mettre en valeur ou rendre plus profitables les propriétés ou les entreprises de la compagnie tels qu'imprimeries, publications, revues, journaux, circulaires;

Acheter, acquérir, posséder, échanger, vendre, louer ou autrement aliéner des propriétés mobilières ou immobilières que la compagnie jugera utiles à son commerce ou à son industrie;

Prendre des garanties mobilières ou immobilières, réelles ou personnelles, sous quelque forme que ce soit;

Acquérir, posséder, exploiter, vendre, louer et autrement en disposer tout commerce et industrie, manufacture et usine se rapportant au commerce et à la fabrication des articles ci-dessus mentionnés;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou toute partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour toute autre fin qui paraîtra propre directement ou indirectement à profiter à la corporation;

Acquérir toutes entreprises semblables à celles de la compagnie, y compris la clientèle, le matériel et les pouvoirs de telles entreprises et en disposer de la manière qu'elle jugera à propos;

Faire société ou toute convention relative au partage des bénéfices ou frais, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec toute personne ou compagnie exerçant se livrant à ou sur le point d'exercer ou de se livrer à tout négoce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer, ou auquel elle peut se livrer, ou tout négoce ou genre d'affaires susceptibles à être exercés de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi prêter de l'argent, garantir des contrats ou autrement les vendre, détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer;

Souscrire, acheter, posséder, et détenir les actions, parts, débentures, obligations de toute corporation publique ou privée, les vendre ou autrement en disposer et agir comme actionnaire de telle compagnie;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des chèques, billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée et autrement que sur les actions de la compagnie;

Accepter des actions, des débentures, des hypothèques ou autres valeurs, d'autres personnes ou compagnies, en paiement intégral ou partiel des services rendus, de toutes ventes faites, dettes dues par telles personnes ou compagnies;

Avec l'approbation des actionnaires, émettre et répartir comme acquittées des actions du capital social de la compagnie en paiement complet ou partiel de tous services rendus avant ou après son incorporation, du prix d'achat de toutes propriétés mobilières ou immobilières, brevets ou droits de brevets, droits, franchises et clientèle;

Exercer un commerce de voiturage, camionnage et de transport en général, conduire, administrer et exploiter des écuries, garages, magasins, réparer des magasins, cours et toutes sortes de propriétés mobilières et immobilières s'y rapportant et utiles et convenables à la réalisation des dits objets;

Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer, la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés par cette

of or render profitable the property or undertakings of the Company, such as printing, publications, reviews, newspapers, circulars;

To purchase, acquire, own, exchange, sell, lease, or otherwise alienate moveable and immoveable property that the Company may deem useful for its business or industry;

To take moveable or immoveable securities, real or personal, under any form whatever;

To acquire, own, exploit, sell, lease and otherwise dispose of any business and industry, factory and workshop relating to the business and manufacture of the hereinabove mentioned articles;

To organize one or more companies to take over the whole or any part of the property and liabilities of the Company or for any other purpose which may appear directly or indirectly calculated to benefit the Corporation;

To acquire any business similar to that of the Company, including the goodwill, plant and powers of such business, and dispose thereof in the manner that may be deemed fit;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, or expense, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise, sell, hold, re-sell with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, purchase, possess and hold shares, stock, debentures, bonds of any public or private corporation, and sell or otherwise dispose of the same and to act as shareholders of such company;

To draw, make, accept, endorse, pay and issue cheques, promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To invest the moneys of the Company not immediately required in a manner which will be determined from time to time and otherwise than in the shares of the Company;

To accept stock, debentures, hypothecs or other securities of any other person or Company in full or part payment for services rendered, sale made, debt due by any such person or company;

With the approval of the shareholders, to issue and allot as paid up shares of the capital stock of the Company, in full or part payment for any services rendered before or after its incorporation, the purchase price of or any moveable or immoveable property, patents or patent rights, franchises and good-will;

To carry on a general cartage, trucking and transportation business, and to run, manage and generally exploit stables, garages, stores, repair shops, yards and all kinds of moveable and immoveable property in connection therewith and useful and profitable thereto;

To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, moveable or immoveable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed

compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs et de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Organiser, maintenir et exploiter des chaînes de magasins, postes de commerce, exhibits et salles d'échantillons étant en rapport et servant aux fins du commerce de la compagnie;

Demander, acheter, ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature ou toute invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements et de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées ou des obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Les pouvoirs dans chaque paragraphe ci-dessus ne sont en aucune façon limités ou restreints par les termes d'un autre paragraphe ci-dessus;

Faire tous les actes et opérations qui aideraient à la compagnie à atteindre le but pour lequel elle est incorporée et faire telles autres choses qui peuvent y être incidentes à conduire à la réalisation des objets ci-dessus, sous le nom de "Nu-Way Fuel Oil Service, Limited", avec un capital total de dix-huit mille dollars ($18,000.00), divisé en cent quatre-vingts (180) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dit district, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-huitième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,
1555-o Sous-secrétaire de la Province.

"Ritz Lace & Embroidery, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de février 1934, constituant en corporation: Saul-William Decker, Milan Oxorn, tous deux avocats, Freda Lecker, fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de négociants et manufacturiers en gros et en détail, de dentelle, broderie, emblêmes, écussons et autres dessins sur soieries, lainages et autres tissus utilisés dans la fabrication de robes, manteaux et costumes de toutes descriptions pour dames ainsi que vêtements, uniformes militaires et civils de toute description pour hommes;

Importer et exporter, acheter et vendre, négocier et faire le commerce de marchandises à la verge y compris soieries, lainages, cotonnades et autres sortes de tissus et filés, soit brodés ou non, ainsi que des nouveautés de toute description faites de tout autre matériel, celluloïde, métal, drap, papier et autres nouveautés d'annonce de toutes sortes;

by this company, upon such terms and conditions as this company may see fit;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To organize, maintain and operate chain stores, trading posts, exhibitions and sample rooms in connection with and for the purpose of the business of the Company;

To apply for, purchase, or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, or any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the Company's purposes or the acquisition of which may directly or indirectly benefit the Company;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities and assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To consolidate or amalgamate with any other company whose objects are in whole or in part similar to those of the present company;

The powers of each of the aforesaid paragraphs shall not in any way be limited nor restricted by the terms of any other aforesaid paragraph;

To do all acts and operations which will assist the company in the attainment of the objects for which it is incorporated and to do all other things which may be incidental to the attainment of the aforesaid objects, under the name of "Nu-Way Fuel Oil Service, Limited", with a total capital stock of eighteen thousand dollars ($18,000.00), divided into one hundred and eighty (180) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, said district, Province of Quebec

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1556 Assistant Provincial Secretary.

"Ritz Lace & Embroidery, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1934, incorporating: Saul William Decker, Milan Oxorn, both advocates, Freda Lecker, spinster, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of wholesale and retail dealers in and manufacturers of lace, embroidery, emblems, crests and other designs on silks, woollens and other fabrics used in the manufacture of ladies' dresses, cloaks and suits of all description as well as in men's clothing, military and civil uniforms of all description;

To import and export, buy and sell, deal in and deal with piece goods including silks, woollens, cottons and other kinds of textile fabrics and yarns, whether embroidered or not, as well as novelties of all description made of any other material, celluloid, metal, cloth, paper and other advertising novelties of all kinds;

Ouvrir et exploiter des succursales, manufactures, entrepôts, magasins, agences privées et toutes sortes d'endroits de commerce où le commerce de la compagnie peut être exercé;

Se fusionner avec toute compagnie, société ou personne exerçant un commerce dans toutes lignes se rapportant à aucun des objets de la présente compagnie, exercer aussi tout autre commerce, soit manufacturier ou autrement, que la compagnie croira pouvoir convenablement exercer en rapport avec son commerce ou susceptible d'augmenter la valeur de ses biens ou rendre profitable aucune des opérations ou droits de la compagnie;

Emettre des actions entièrement ou partiellement acquittées du capital-actions de la compagnie en paiement ou partie de paiement de toutes propriétés, biens ou droits;

Vendre, transférer ou autrement disposer de la totalité ou aucune partie du commerce de la compagnie à toute compagnie, société ou personne, acceptant en considération des actions, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie;

Faire aucun et tous actes nécessaires à l'entreprise, exercice et réalisation d'aucune des opérations que la compagnie est autorisée à exploiter et à exercer, sous le nom de "Ritz Lace & Embroidery, Limited", avec un capital-actions de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,
1557 Sous-secrétaire de la Province.

"Silks & Textiles, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de février 1934, constituant en corporation: Benjamin Shulman, Samuel-Alexander Shulman, avocats, et Dorothy Boretsky, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire et entreprendre l'importation, l'exportation et la fabrication d'effets, soieries et tissus, articles et marchandises de toutes sortes, nature et description, acheter et vendre telles marchandises, et faire un commerce d'importation, d'exportation et de fabrication en général; exercer des opérations mercantiles en général comme importateurs et négociants de toutes sortes d'effets, articles et marchandises, soit en gros ou en détail et au moyen de magasins, entrepôts, boutiques ou agences dans tous les endroits que la compagnie jugera être profitables et avantageux; agir comme agents à commission ou commerciaux relativement à toutes sortes de produits naturels importés ou manufacturés, de toute nature et description, et acheter et vendre toutes tels produits à commission, salaire ou autre considération légale; agir et exercer le commerce comme courtiers et agents en général pour l'achat et la vente de commodités propre au marché, de toute nature et description, et faire et conclure aucune et toutes sortes de contrats légaux en ce qui les concerne; procurer, posséder, louer et exploiter des moulins, et établissements manufacturiers pour la production de commodités et produits propre au marché, de toute nature et description, non défendus par la loi ou sujets à un permis

To open and operate branches, manufactories, warehouses, stores, private agencies and all kinds of places of business where the business of the company may be carried on;

To amalgamate with any company, partnership or person carrying on business in any line connected with any of the present company's objects as well as to carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or capable of enhancing its property or rendering profitable any of the company's business or rights;

To issue fully or partly paid up shares of the capital stock of the company in payment or in part payment of any property, assets or rights;

To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the company's business to any company, partnership or person, accepting in consideration therefor shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To do any and all acts necessary for the undertaking, carrying on and completion of any of the business which the company is authorized to engage in and carry on, under the name of: "Ritz Lace & Embroidery, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1558–o Assistant Provincial Secretary.

"Silks & Textiles, Inc.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of February, 1934, incorporating: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, advocates, and Dorothy Boretsky, fille majeure, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To enter upon and undertake the importing, exporting and manufacturing of goods, silks and textiles, wares and merchandise of every kind, character and description, to buy and sell such goods, and to do a general import and export and manufacturing business; to carry on a general mercantile business as importers and dealers in all kinds of goods, wares and merchandise, whether wholesale or retail and by means of stores, warehouses, shops or agencies in all such places as the Company may deem to be profitable and advantageous; to act as commission or commercial agents in respect of all kinds of natural imported or manufactured products of every nature and description, and to buy and sell all such products upon a commission, salary or other lawful consideration; to act and carry on business as brokers and agents generally for the buying and selling of merchantable commodities of every kind and description, and to make and enter into every and all kinds of lawful contracts in respect thereof; to procure, own, lease and operate mills, and manufacturing establishments for the production of merchantable commodities and products of every kind and description, not prohibited by law or subject to special license or other restriction, and in respect of any such arti-

spécial ou autre restriction, et en ce qui concerne tous tels articles ainsi limités, procurer, utiliser et disposer tel licence, permis, franchise ou autre autorité pour faire ainsi, et au moyen de tout contrat bon et valable, et pour toute autre considération;

Acquérir au moyen d'achat, échange, bail ou autrement, aucun commerce de nature semblable, y compris des machineries, fonds de commerce, clientèle, fournitures et autres accessoires, et les payer en argent, ou en actions entièrement acquittées de la compagnie, à tel prix et pour le nombre d'actions qui seront déterminés par la compagnie;

Acquérir, détenir, louer, vendre ou échanger des actions du capital ou des débentures ou valeurs de toute corporation exerçant un commerce semblable à celui de la présente compagnie;

Acquérir par achat, échange, location ou autrement et détenir, posséder, développer, faire le commerce, vendre ou autrement disposer de toutes sortes d'immeubles et propriétés immobilières, terrains, entrepôts, magasins et édifices et de tous intérêts ou droits y afférents;

Exercer toute autre industrie ou entreprise que la compagnie croira pouvoir exercer économiquement ou convenablement en rapport avec ou toute portion de l'industrie de la compagnie susceptible directement ou indirectement de promouvoir les intérêts de la compagnie;

Souscrire, acheter ou acquérir, ou accepter, détenir, en faire le commerce et disposer des obligations, débentures ou valeurs de toute compagnie ou corporation, et exercer tous les droits de vote attachés à ces valeurs, par l'entremise de ses officiers dûment autorisés ou par un procureur dûment nommé;

Faire des avances de deniers, au moyen de prêts, obligations ou autrement, aux personnes ou corporations ayant des relations commerciales avec la compagnie et à d'autres personnes, aux termes et pour les garanties qui seront jugés recommandables, et garantir l'exécution de toutes obligations ou entreprises par toute autre compagnie, firme ou individu en relations d'affaires avec la compagnie, ou avec lesquels elle est en aucune manière intéressée;

Agir comme administrateurs ou agents pour toute compagnie, société ou personne exerçant un négoce similaire ou semblable;

Se fusionner, s'unir ou se joindre avec toute autre personne, compagnie ou corporation exerçant un commerce semblable ou similaire et en assumer les obligations;

Vendre, louer, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce et de l'entreprise de la compagnie à toute autre personne, firme, compagnie et corporation, et accepter comme considération de telle vente, location ou transport, de l'argent ou toutes actions, titres, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

S'associer ou faire toute convention pour le partage des bénéfices, la coopération ou la fusion avec toute autre personne, société ou compagnie;

Emettre, soit des actions entièrement libérées ou partiellement libérées, des obligations, débentures de la compagnie, à toute personne, firme ou corporation, pour toute propriété ou pour tous droits acquis par la compagnie, et rémunérer, soit en argent ou en actions, obligations ou débentures, comme il est dit plus haut, toute personne, firme et corporation, pour services rendus à la compagnie en rapport avec son incorporation, sa formation ou son organisation ou en rapport avec la conduite des opérations de la compagnie, sous

cles so restricted to procure, use and dispose of such license, permit, franchise or other authority for so doing, and by means of any good and lawful contract, and for any kind of consideration;

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise, any business of a similar kind, including machinery, stock in trade, good-will, furniture and other accessories, and to pay for same in cash, or fully paid-up shares of the Company, for such price and for the number of shares as may be determined by the Company;

To acquire, hold, lease, sell or exchange, shares of stock or debentures or securities of any corporation carrying on a similar business to that of the present company;

To acquire by purchase, exchange lease or otherwise and to hold, own, develop, deal in, sell or otherwise dispose of all kinds of real estate and immovable property, lands, warehouses, stores, and buildings and any interests or rights connected therewith;

To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being economically or conveniently carried on in connection with any portion of the company's business or calculated directly or indirectly to enhance the company's interests;

To subscribe for, purchase, or acquire, or to accept, hold, deal in, sell and dispose of bonds, debentures or securities of any company or corporation and to exercise any and all voting powers thereon by its duly authorized officers or by proxy, duly appointed;

To make advances by way of loan, bonds or otherwise, to persons or corporations having dealings with the company and to other persons upon such conditions and security as may be deemed advisable, and to guarantee the fulfilment of any obligation or undertaking by any other company, firm or individual having dealings with the company or in which it is in any way interested;

To act as managers or agents for any company, partnership or person carrying on any similar or allied business;

To amalgamate, unite or join with any other person, company or corporation carrying on any similar or allied business and to assume the liabilities thereof;

To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertakings of the company to any other person, firm, company or corporation and to accept by way of consideration for such sale, lease or transfer, monies or shares, stock, debentures, bonds, or securities of any other company, or corporation;

To enter into partnership or any agreement for sharing profits, co-operating or amalgamation with any other person, partnership or company;

To issue either fully or paid up or partly paid up stock, shares, bonds, debentures of the company to any person, firm or corporation, for any property or rights acquired by the company and to remunerate, either in cash or in stock, bonds or debentures as aforesaid, any person, firm or corporation for services rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization or in connection with the conduct of the company business, under the name of "Silks & Textiles, Inc.", with a total capita

le nom de "Silks & Textiles, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce huitième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,
1559 Sous-secrétaire de la Province.

"Sterling Realties, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de février 1934, constituant en corporation: William-Patrick Creagh, commis en loi, John-Lawrence McCrory et Cecil-Bruce Cooke, tous deux sténographes, tous des cité et district de Montréal, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

(*a*) 1. Acheter ou acquérir par location, échange ou autrement, du terrain, des bâtisses, et des propriétés mobilières et immobilières d'aucune tenure ou description, et aucun immeuble ou intérêt afférent, et aucuns droits s'y rapportant, et les faire valoir, comme on le croira bon, et particulièrement en les disposant en lots à bâtir, en construisant, reconstruisant, altérant, améliorant, décorant, meublant et entretenant des bureaux, logements, maisons, conciergeries, fabriques, entrepôts, boutiques, quais, bâtisses, travaux et commodités de toute espèce, comprenant, sans limiter le sens général de ce qui précède, des résidences et des bâtiments adaptés spécialement pour faciliter et accommoder les personnes, firmes et corporations qui requièrent un local pour bureaux, magasins, banque, restaurants, fins industrielles ou autres fins commerciales; aussi en consolidant, en reliant, en subdivisant les propriétés, en les louant, exploitant et aliénant; administrer les terrains, bâtiments et autres propriétés situés tel que susdit, appartenant ou non à la Compagnie, collecter les loyers et revenus, fournir aux locataires, occupants et autres les rafraîchissements, les soins, les messagers, l'éclairage, des salles d'attente, de lecture, de réunion, d'opération, de cercle, salles de toilette, la buanderie, commodités électriques, garages, étables, ainsi que d'autres avantages, services, accessoires, selon leur profession ou occupation; et faire les opérations générales d'agents d'immeubles et de courtiers dans toutes leurs spécialités;

2. Exercer le commerce de courtiers en placement, capitalistes, financiers, concessionnaires, courtiers et agents, et exécuter et exercer toutes sortes d'opérations financières, commerciales, de négoce et autres, et exercer le commerce de courtiers en obligations et en placements et placer, souscrire, garantir, acheter, prendre ou autrement acquérir, et détenir soit comme principal ou agent et absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale, et vendre, échanger, voter ou autrement négocier toutes obligations, débentures, titres, actions, certificats ou valeurs de tout Gouvernement, Etat, Dominion, Province, Souveraineté ou autorité suprême, municipale, locale ou autrement, et dans des bons, débentures, titres, certificats, obligations, actions ou valeurs de toute Compagnie ou Corporation quelconque, soit publique ou privée, ou dans toute entreprise dans laquelle la Compagnie peut s'engager elle-même, ou qui peut être engagée par d'autres, telle que toutes propriétés mobilières ou

stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1560–o Assistant Provincial Secretary.

"Sterling Realties, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1934, incorporating: William Patrick Creagh, Law clerk, John Lawrence McCrory, and Cecil Bruce Cooke, both stenographers, all of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, for the following purposes:

(*a*) 1. To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise land, buildings and moveable and immoveable property of any kind, tenure or description, and any estate or interest therein and any rights over or connected therewith and to turn the same to account as may seem expedient and in particular by preparing building sites, and by constructing, reconstructing, altering, improving, decorating, furnishing and maintaining offices, flats, houses, apartments, factories, warehouses, shops, wharves, buildings, works and conveniences of all kinds, including, without limiting the generality of the foregoing, private residences and buildings specially designed to provide facilities and accommodation for persons, firms and corporations requiring premises for office, store, bank, restaurant, manufacturing or other commercial purposes, and by consolidating or connecting or subdividing properties and by leasing ,operating and disposing of same; and to manage land, buildings and other property situate as aforesaid, whether belonging to the company or not, and to collect rents and income, and to supply to tenants, occupiers and others refreshments, attendance, messengers, light waiting rooms, reading rooms, meeting rooms, operating rooms, club rooms, lavatories, laundry conveniences, electric conveniences, garages, stables and other advantages, service and supplies, according to their profession or business, and to carry on a general real estate development agency and brokerage business in all its branches;

2. To carry on business as investors, capitalists, financiers, concessionaries, brokers and agents and to execute and carry on all kinds of financial, commercial, trading and other operations, and to carry on the business of bonds and investment dealers, and to invest in, subscribe for, underwrite, buy, take or otherwise acquire, and to hold either as principal or agent and absolutely as owner or by way of collateral security, and to sell, exchange, vote or otherwise deal in any bonds, debentures, stocks, shares, scrip or securities of any Government, State, Dominion, Province, Sovereign or authority supreme, municipal, local or otherwise, and in bonds, debentures stock, scrip, obligations, shares or securities of any Company or Corporation whatsoever, whether public or private, or in any undertaking upon which the Company may enter itself or which may be entered into by others, as well as in any moveable or immoveable property whatsoever, and to invest and lend money at interest

immobilières quelconques, et placer et prêter de l'argent avec intérêt, avec ou sans garantie, et changer, modifier ou réaliser tous tels placements et placer de nouveau de la manière susdite tous les deniers que la Compagnie peut posséder en aucun temps;

(*b*) Acquérir par achat, location, échange ou autrement, et vendre, aliéner, développer, administrer, et faire le commerce de terrains, édifices, baux, droits riverains, permis, concessions forestières, machineries, outillage, fournitures, marchandises et toutes sortes de propriétés, et faire un commerce général d'immeubles et les opérations d'une agence générale, y compris les opérations attachées à la construction, l'entreprise de travaux, le développement, la promotion, le placement, l'audition et le courtage d'assurance, et exercer toute autre industrie que la Compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec aucun de ces objets ou jugée de nature à augmenter directement ou indirectement la valeur d'aucun des biens de la Compagnie, en faciliter la réalisation ou les rendre profitables;

(*c*) Promouvoir, organiser, administrer ou développer ou aider à la promotion, l'organisation, l'administration ou le développement de toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou autrement où la Compagnie aurait des intérêts ou dans les valeurs desquels la Compagnie aurait placé des fonds;

(*d*) Payer pour tous services rendus à la compagnie ou biens ou droits acquis par elle de la manière qui sera jugée convenable, et en particulier les payer en tout ou en partie par l'émission d'actions ou autres valeurs de la compagnie;

(*e*) Acheter ou autrement acquérir et détenir, ou autrement faire le commerce de biens réels ou personnels et droits et en particulier, des terrains, édifices, héritages, commerce, ou de maisons d'affaire ou d'industrie et entreprises, hypothèques, charges, contrats, concessions, franchises, rentes, brevets, permis, valeurs, polices, dettes de livres et tout intérêt dans des biens réels ou personnels, toute réclamation contre tels biens ou contre toute personne ou compagnie et des privilèges et choses en action de toutes sortes;

(*f*) Emettre des débentures, actions-débentures, bons, obligations et garanties de toutes sortes et les rédiger, les constituer et les garantir comme il semble convenable, avec plein pouvoir de les rendre transférables par livraison ou acte de transfert ou autrement et soit rachetables, convertibles ou autrement, les grever ou les garantir par acte de fiducie ou autrement sur l'entreprise de la Compagnie, ou sur des biens spécifiques et droits présents et futurs de la Compagnie, ou autrement de quelque manière que ce soit;

(*g*) Agir comme agents et courtiers pour la transaction d'aucun commerce, administration de successions, vente de propriété, le placement, la manipulation, le prêt, le paiement, la transmission et la perception de deniers pour aucun individu, corporation, firme ou cour de justice, et prendre, recevoir, détenir, transférer et transporter tous biens, immobiliers ou mobiliers, meubles ou immeubles, qui pourraient être accordés, transportés ou confiés à la présente Compagnie aux fins sus-énoncées;

(*h*) Exercer le commerce de courtiers en assurance, et agir comme agents d'assurances, et représenter aucune ou toutes compagnies, firmes ou individus engagés dans toute spécialité dudit commerce, et accepter ou payer toutes commissions ou autres rémunérations pour services rendus;

with or without security, and to change, alter or realize upon any such investments and to reinvest in the manner aforesaid any moneys which may at any time be in the hands of the Company;

(*b*) To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, and to sell, alienate, develop, administer and deal in lands, buildings, leases, water rights, licenses, timber limits, machinery, equipment, supplies, merchandise and all kinds of property, and to carry on a general real estate and general agency business, including building, contracting, development, promoting, investing, auditing and insurance brokerage, and to carry on any other business which may seem to be capable of being conveniently carried on in connection with any of the objects of the Company or calculated directly or indirectly to enhance the value of or facilitate the realization of or render profitable any of the Company's property;

(*c*) To promote, organize, manage or develop or to assist in the promotion, organization, management or development of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking or to take over, manage and dispose of in any manner whatsoever any business or undertaking in which the Company may be interested or in the securities of which it may have invested its funds;

(*d*) To pay for any services rendered to or any property or rights acquired by the company in such manner as may seem expedient and in particular to pay for the same in whole or in part by the issue of shares or other securities of the company;

(*e*) To purchase or otherwise acquire and hold or otherwise deal in real or personal property and rights and in particular lands, buildings, hereditaments, business or industrial concerns and undertakings, mortgages, charges, contracts, concessions, franchises, annuities, patents, licenses, securities, policies, book debts and any interest in real or personal property, any claims against such property or against any person or company, and privileges and choses in action of all kinds;

(*f*) To issue debentures, debenture stocks, bonds, obligations and securities of all kinds and to frame, constitute and secure the same as may seem expedient with full power to make the same transferable by delivery or by instrument of transfer or otherwise, and either redeemable, convertible or otherwise, to charge or securethe same by trust deed or otherwise on the undertaking of the company or upon any specific property and rights, present and future of the company, or otherwise howsoever;

(*g*) To act as agents and brokers for the transaction of any business, the management of estates, the sale of property, the investment, handling, loan, payment, transmission and collection of money for any individual, corporation, firm or court of law, and to take, receive, hold, transfer and convey all property, real or personal, moveable or immovable, which may be grranted, conveyed or committed to this company for the purposes aforesaid;

(*h*) To carry on the business of insurance brokers, and to act as insurance agents, and to represent any and all companies, firms or individuals engaged in any branch of the said business, and to accept or pay any commissions or other remunerations for services rendered;

(*i*) Etablir et supporter ou aider à l'établissement et au support d'associations, institutions, fonds, fiducie et commodités susceptibles de bénéficier aux employés ou ex-employés de la Compagnie ou ceux à qui ils sont alliés ou dont ils sont les soutiens, et payer des primes d'assurances pour eux, et souscrire ou garantir de l'argent pour toutes fins charitables, éducationnelles ou de bienfaisance ou pour toutes fins publiques, générales ou utiles, et établir et supporter ou aider à l'établissement et au support d'aucune association, institution, fonds ou fiducie pour la réalisation d'aucune de ces fins;

(*j*) Demander, acheter ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la Compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente Compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

(*k*) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements, ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la Compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la Compagnie, et émettre des actions acquittées ou obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

(*l*) Promouvoir et devenir actionnaire de, organiser, administrer ou développer ou aider à la promotion, l'organisation, l'administration ou le développement de toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou autrement où la Compagnie aurait des intérêts ou dans les valeurs desquels la Compagnie aurait placé des fonds, et garantir le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, capital-actions, obligations, débentures et autres valeurs de toute telle compagnie, corporation, syndicat, entreprise ou autrement et l'exécution de leurs contrats;

(*m*) S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisaton d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

(*n*) Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la Compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

(*i*) To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit servants or ex-servants of the company, or the dependants or connections of such persons, and to make payment towards their insurance and to subscribe or guarantee money for any charity or educational or beneficial object or any public, general or useful object, and to establish and support or aid in the establishment and support of any association, institution, fund or trust for the attainment of any of such objects;

(*j*) To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, tradenames, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(*k*) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the Company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

(*l*) To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal of, and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

(*m*) To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(*n*) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(*o*) Rémunérer soit au moyen de commission ou autrement toute personnes ou compagnies, pour services rendus ou à être rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement de toutes actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou pour ou concernant la formation ou promotion de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

(*p*) Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesses, endossement, garantie d'obligations, débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

(*q*) Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(*r*) Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même les surplus ou profits nets de la compagnie, ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres ou actionnaires, et en particulier les actions, les obligations, les débentures, ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif ou du passif de la présente compagnie;

(*s*) Se consolider et s'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

(*t*) Louer, vendre, ou autrement aliéner l'industrie, les biens ou l'entreprise de la compagnie, en tout ou en partie, pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*u*) Payer toutes ou chacune des dépenses de, incidentes à, ou encourues en rapport avec la formation et l'incorporation de la compagnie, et relativement au prélèvement de son capital-actions, ou faire des contrats avec toute compagnie pour payer lesdites dépenses;

(*v*) Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

(*w*) Hypothéquer, nantir, céder, transférer ou engager toute propriété mobilière ou immobilière présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs que la compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

(*x*) Exercer tout autre commerce ou toute autre activité que les directeurs croiront être convenables ou pouvant conduire à la réalisation des objets de la compagnie, ou susceptibles d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou rendre profitable aucun des biens et droits de la compagnie;

(*y*) Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs sus-énumérés et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles, et soit comme ou par l'entremise de mandants, agents, procureurs, entrepreneurs, facteurs, gérants, curateurs, bailleurs, locataires ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres; et poursuivre,

(*o*) To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the Company or any debentures, debenture stock or other securities of the Company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(*p*) To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

(*q*) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

(*r*) To distribute, in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus or net profits of the company or in the manner provided for by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members or shareholders, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

(*s*) To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

(*t*) To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(*u*) To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital, or to contract with any company to pay the same;

(*v*) To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(*w*) To hypothecate, mortgage, cede, transfer or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

(*x*) To carry on any other business or engage in any other activity deemed by the directors to be incidental or conducive to the attainment of the objects of the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property and rights;

(*y*) To pursue, exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth and all other necessary or useful objects and powers, and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, receivers, lessors, lessees or otherwise, and either alone or in conjunction with others and to pursue,

exercer ou exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs sans égard aux autres; tels objets et pouvoirs étant censés être distincts et indépendants les uns des autres, et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec;

Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers, ou employés, tel contrat ou transaction ne sera pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire, ait été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans tel cas, le fait d'avoir tel intérêt sera déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transacrion, sous le nom de "Sterling Realties, Limited";

Le capital-actions de la compagnie sera de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en cinq cents (500) actions privilégiées participantes cumulatives à 7% d'une valeur au pair de cinq dollars ($5.00) chacune, et en trois mille cinq cents (3,500) actions ordinaires d'une valeur au pair de cinq dollars ($5.00) chacune.

Les dites actions privilégiées et ordinaires porteront et seront respectivement sujettes aux préférences, priorités, droits, limitations et restrictions suivants, savoir:

1. Les porteurs enregistrés des actions privilégiées auront droit à recevoir à même le surplus ou les profits nets de la compagnie disponibles pour les dividendes, après déclaration par le bureau de direction de la compagnie, des dividendes privilégiés cumulatifs, fixes au taux de sept pour cent (7%) par année à compter des dates respectives ou de l'émission d'icelles. Nuls dividendes ne seront déclarés, payés ou mis de côté pour paiement sur toutes autres actions du capital-actions de la compagnie à moins que et jusqu'à ce que tous les dividendes privilégiés fixes accrus et accumulés sur toutes les actions privilégiées alors émises et en cours, y compris tel dividende pour l'année fiscale alors en cours de la compagnie, aient été déclarés et payés ou mis de côté pour paiement;

2. Après le paiement en aucune année du dividende privilégié fixe sur les actions privilégiées jusqu'à la fin de telle année courante, y compris tous arrérages accumulés de tels dividendes et le paiement en aucune année d'un dividende équivalent à sept pour cent (7%) sur chacune des actions ordinaires de la Compagnie, les porteurs des actions privilégiées auront droit, comme classe, de recevoir un tiers de tous montants additionnels distribués par voie de dividendes durant cette année.

3. Le capital acquitté sur telles actions privilégiées ne sera pas sujet à cancellation ou réduction pour cause de perte ou dépréciation.

4. Dans le cas de banqueroute, liquidation, dissolution ou ventilation de la compagnie, soit volontaire ou involontaire, les porteurs enregistrés des actions privilégiées auront droit, avant

exercise and carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the company, and no clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec;

And it is ordained and declared that in case the Company enters into contracts or transacts business with one or more of its Directors or with any firm of which one or more of its Directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the Company, even though the vote of the Director or Directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the Company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction, under the name of "Sterling Realties, Limited".

The capital stock of the Company shall be twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into five hundred (500) 7% Cumulative Participating Preferred Shares of the par value of five dollars ($5.00) each, and three thousand five hundred (3,500) common shares of the par value of five dollars ($5.00) each.

The said preferred and common shares shall respectively carry and be subject to the following preferences, priorities, rights, limitations and restrictions, namely:

1. The holders of record of preferred shares shall be entitled to receive out of the surplus or net profits of the Company available for dividends, when and as declared by the Board of Directors of the Company, fixed cumulative preferential dividends at the rate of seven per cent (5%) per annum from the respective dates or issue thereof. No dividends shall be declared, paid or set apart for payment on any other shares of capital stock of the Company unless and until all accrued and accumulated fixed preferential dividends upon all preferred shares then issued and outstanding, including such dividend for the then current fiscal year of the Company, shall have been declared and paid or set apart for payment.

2. After payment in any year of the fixed preferential dividend on the preferred shares up to the end of such current year, including any accumulated arrears of such dividends and payment in any year of a dividend equivalent to seven per cent (7%) on each of the common shares of the Company, the holders of the preferred shares shall, as a class, be entitled to receive one-third of any further amounts distributed by way of dividends in that year.

3. The capital paid up on such preferred shares shall not be subject to cancellation or reduction with respect to loss or depreciation.

4. In the event of the bankruptcy, liquidation, dissolution or winding-up of the Company, whether voluntary or involuntary, the holders of record of the preferred shares shall be entitled,

qu'aucun paiement ne soit fait ou qu'aucun des biens de la compagnie ne soit distribué entre les porteurs de toutes autres actions de la compagnie, de recevoir le paiement intégral du capital payé en ce qui concerne chaque action privilégiée détenue par eux respectivement, plus un montant équivalent à tous les dividendes privilégiés fixes impayés et accumulés sur telles actions privilégiées à la date de distribution, qu'ils aient été déclarés ou non ou qu'il y ait ou non des profits disponibles pour tels dividendes. Après que les paiements susdits auront été faits aux porteurs des actions privilégiées les biens restants de la compagnie, s'il y en a, disponibles pour distribution entre les actionnaires, seront d'abord attribués au paiement aux porteurs des actions ordinaires du montant intégral du capital payé sur les actions ordinaires détenues par eux respectivement ou tel montant inférieur disponible pour distribution en ce qui concerne chacune des dites actions détenues par eux respectivement, et la balance des dits biens, s'il y en a, sera distribuée également, action pour action, entre les porteurs des actions privilégiées et ordinaires.

5. Chaque action privilégiée aura droit à cinq votes et chaque action ordinaire à un vote, mais les porteurs des actions privilégiées auront un droit de vote exclusif pour l'élection des directeurs.

6. Les dispositions contenues dans les susdits paragraphes 1 à 5 inclusivement et les dispositions contenues dans ce paragraphe 6 ne seront pas révoquées, modifiées ou changées et il ne sera fait aucune augmentation dans le nombre des actions privilégiées autorisées à moins d'en être autorisé par règlement de la compagnie, lequel règlement, en plus d'être approuvé par les actionnaires comme il pourra être alors acquis par la loi, sera approuvé par pas moins des trois-quarts des votes donnés à une assemblée générale spéciale des porteurs d'actions privilégiées convoquée pour considérer le dit règlement, et à laquelle assemblée les porteurs de pas moins de la majorité des actions privilégiées alors en cours sont présents en personne ou représentés par procuration. Tel règlement sera de plus confirmé par lettres patentes supplémentaires.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quinzième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,
1561 Sous-secrétaire de la Province.

"St. Urbain Realties, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de février 1934, constituant en corporation: Jack Rudner, avocat, Michael Rudner, gérant, et Samuel-G. Rudner, étudiant, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire un commerce d'immeubles et d'agents financiers et agir comme agents pour l'achat, la vente, la location, la gestion et l'administration de propriétés immobilières et charger une commission pour ses services;

Acheter, louer ou autrement acquérir et posséder des immeubles; vendre, hypothéquer, louer, transporter, échanger, aliéner ou autrement négocier ces immeubles ou toute portion d'iceux, et développer, améliorer et disposer ces propriétés en lots à bâtir, rues, ruelles, squares ou autrement; cultiver aucun de ces immeubles et vendre ou disposer de leurs produits;

before any payment is made to or any of the assets of the Company distributed among the holders of any other shares of the Company, to receive payment in full of the capital paid up in respect of each preferred share held by them respectively, plus a sum equivalent to all unpaid and accumulated fixed preferential dividends on such preferred shares to the date of distribution, whether or not declared and whether or not there are profits available for such dividends. After the aforesaid payments shall have been made to the holders of the preferred shares the remaining assets of the Company, if any, available for distribution among the shareholders, shall be applied first to the payment to the holders of common shares of the full amount of capital paid up on the common shares held by them respectively or such lesser sum as may be available for distribution in respect of each of such shares held by them respectively, and the balance of such assets, if any, shall be distributed equally, share and share alike, among the holders of the preferred and common shares.

5. Each preferred share shall carry five votes and each common share shall carry one vote, but the holders of preferred shares shall have exclusive voting rights for the election of Directors.

6. The provisions contained in the foregoing paragraphs 1 to 5 inclusive and the provisions contained in this paragraph 6 shall not be repealed, modified or altered nor shall any increase in the number of authorized preferred shares be made unless authorized by by-law of the Company, which, in addition to being approved by the shareholders as may then be required by law, shall be approved by not less than three-fourths of the votes cast at a special general meeting of the holders of preferred shares called for considering the said by-law, and at which the holders of not less than a majority of the then outstanding preferred shares are present in person or represented by proxy. Such by-law shall be further confirmed by supplementary letters patent.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the Province of Quebec,

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1562-o Assistant Provincial Secretary.

"St. Urbain Realties, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1934, incorporating: Jack Rudner, advocate, Michael Rudner, Manager, and Samuel G. Rudner, Student, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as real estate and financial agents and act as agents for the purpose of buying, selling, leasing, managing, administering, immoveable property and charge commission for its services;

To purchase, lease, or otherwise acquire and to own real estate, to sell, hypothecate, lease, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate or any portion thereof and to develop, improve and lay out such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise; to farm any such real estate and to sell or dispose of the products thereof;

Agir comme agents ou procureurs pour l'administration d'immeubles, la vente de propriétés, le placement, la manipulation, le prêt, le paiement, la transmission et l'encaissement de deniers, rentes, intérêts et dividendes, hypothèques, obligations, débentures et autres valeurs et l'entreprise d'enquêtes, évaluations, ventes, échanges, locations, subdivisions et autres choses semblables;

Conclure tout arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou pour d'autres fins avec tout gouvernement, autorité, municipale ou locale, ou avec toute personne, firme ou compagnie exerçant ou exploitant tout commerce ou négoce pouvant être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie et garantir les contrats, soit avec ou sans garantie, et faire des prêts d'argent ou autrement aider toute personne, firme ou compagnie se chargeant de bâtir ou d'améliorer toute propriété dans laquelle la compagnie est intéressée, et généralement à telle personne, firme et compagnie et aux termes et conditions que la compagnie croira à propos;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, privilèges ou autres charges pour garantir le paiement du prix d'achat d'aucune propriété vendue par la compagnie ou de tous argents dus à la compagnie par les acheteurs, ou des deniers avancés par la compagnie aux acheteurs ou autres, pour fins de constructions ou autres améliorations;

Acquérir par achat, location ou autrement ou se charger de la totalité ou de toute partie du commerce, des franchises, biens, droits et obligations de toute personne, firme et compagnie exerçant tout commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens qui conviennent aux fins de cette compagnie;

Acheter, acquérir, détenir, transporter, vendre et aliéner les actions, titres, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de cette compagnie, ou exerçant tout commerce pouvant être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie;

Vendre, louer ou autrement aliéner les propriétés et l'entreprise de la compagnie, en tout ou en partie, pour les considérations et aux termes et conditions que la compagnie croira équitables, et en paiement ou paiement partiel accepter de l'argent, des actions, obligations, débentures, titres ou valeurs de toute autre compagnie;

Placer et attribuer les agents de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, dans telles valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

Vendre les actions de la compagnie et recevoir en paiement, soit de l'argent ou tout autre paiement, tel que l'acquisition d'autres biens;

S'unir avec tout individu, firme ou corporation exerçant un commerce dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, aux termes et conditions jugés acceptables;

Conclure des arrangements avec des autorités municipales, locales ou autres, qui pourraient favoriser les objets de la compagnie ou aucun des dits objets, et obtenir de telles autorités tous les droits, privilèges et concessions que cette compagnie croira désirable d'obtenir et exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits;

To act as agents or attorneys for the management of estates, the sale of property, the investment, handling, loan, payment, transmission and collection of moneys, rents, interest, dividends, mortgages, bonds, debentures and other securities and the undertaking of investigations, valuations, sales, exchanges, leases, subdivisions and the like;

To enter into any arrangements for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any government, municipal or local authorities or with any person, firm or Company carrying on or engaged in any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this Company, and to guarantee contracts of, either with or without security, and to lend moneys to or otherwise assist any person, firm or company undertaking to build or to improve any property in which the Company is interested and generally to such persons, firms or companies and upon such terms and conditions as the Company may think fit;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or other charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the Company or any money due to the Company from purchasers, or advances made by the Company to purchasers or others for building purposes or other improvements;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or undertake the whole or any part of the business, franchises, property, rights or liabilities or any person, firm or company carrying on any business which this Company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purpose of this Company;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stocks, debentures or securities in any other Company having objects similar in whole or in part to those of this Company or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this Company;

To sell, lease, or otherwise dispose of the property and undertaking of the Company or any part thereof for such consideration and upon such terms and conditions as the Company may see fit and to accept cash, shares, bonds, debentures, stock or securities of any other company in payment or in part payment therefor;

To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required, in such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To sell shares of the Company and to receive payment therefor, either in cash or by other payment, such as the acquisition of other assets;

To unite with any individual, firm or corporation carrying on business with objects altogether or in part similar to those of this company, on such terms and conditions as may be deemed advisable;

To enter into any arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the Company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the Company may think it desirable to obtain; to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

Tirer, faire, accepter, endosser et exécuter des billets à ordre, lettres de change, mandats, et autres effets négociables ou transférables;

Payer des commissions à toutes personnes, firme et compagnie comme considération d'avoir obtenu ou convenu d'obtenir des souscriptions, soit absolues ou conditionnelles, pour toutes actions de cette compagnie ou de toute compagnie mentionnée ci-dessus;

Vendre, nantir, gager, hypothéquer, céder, louer ou autrement disposer d'aucun ou tous les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs et droits que cette compagnie possède ou dont elle a la jouissance en aucun temps, aux termes et conditions que cette compagnie croira convenables;

Etre autorisée à adopter tels règles et autres règlements qui sont permis d'après les Lois de la province de Québec, diriger et aider à l'exercice de toutes ses fins et avoir l'autorisation, de temps à autre, d'annuler, modifier et amender aucun des règlements adoptés pour l'administration de la compagnie, sous le nom de "St. Urbain Realties, Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à 276, rue Saint-Jacques-Ouest, Chambre 114, en les cité et district de Montréal, dans le comté d'Hochelaga, en la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce septième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,
1563 Sous-secrétaire de la Province.

"The Eleanor Garment Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de février 1934, constituant en corporation: Anne-Elka Feldman, fille majeure, sténographe, de la cité d'Outremont, Nettye Steinberg, fille majeure, sténographe, Philip-Shrague Garonce, teneur de livres, tous deux de la cité de Montréal, et tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Manufacturer, négocier, prendre des contrats et faire le commerce, importer, exporter en gros et en détail des vêtements, costumes et robes pour dames et enfants, et aucune et toutes autres confections pour dames;

Exercer le commerce de négociants, importateurs, exportateurs, grossistes, détaillants, marchands et distributeurs de matériels textiles, lainages, soies, garnitures et tous autres matériels de toute description quelconque, et à cette fin faire aucune et toutes autres choses s'y rapportant;

Représenter des manufacturiers, distributeurs, négociants, importateurs, exportateurs, grossistes, détaillants pour toute confection propre au marché, lainages, garnitures, soies, à base de commission ou autrement;

Faire toute convention pour le partage des profits, l'union des intérêts ou autres entreprises conjointes semblables, avec toute personne, firme ou compagnie que la compagnie croira convenable;

Souscrire, prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, les détenir, vendre ou autrement en disposer;

To draw, make, accept, endorse and execute promissory notes, bills of exchange, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To pay commissions to any persons, firms or company in consideration of his or their procuring or agreeing to procure subscriptions, whether absolute or conditional, for any shares in this or in any such company aforesaid;

To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all the property, moveable or immoveable, present or future and rights at any time owned or enjoyed by this Company, upon such terms and conditions as this Company may see fit;

To be permitted to adopt such rules and other by-laws which are permissible according to the Laws of the Province of Quebec, to direct and assist in the carrying out of all its purposes and to be permitted from time to time to annul, alter and amend any of the by-laws adopted for the regulation of the Company, under the name of "St. Urbain Realties, Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at 276 Saint James Street West Room 114, in the City and District of Montreal, in the County of Hochelaga, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1564–o Assistant Provincial Secretary.

"The Eleanor Garment Company".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of February, 1934, incorporating: Anne Elka Feldman, spinster of the full age of majority, stenographer, of the city of Outremont, Nettye Steinberg, spinster of the full age of majority, stenographer, Philip Shrague Garonce, bookkeeper, both of the city of Montreal, and all of the district of Montreal, for the folowing purposes:

To manufacture, job, contract and deal in, import and export, wholesale and retail ladies' and children's cloaks, suits and dresses, and in any and all other women's apparel;

To carry on business as jobbers, importers, exporters, wholesalers, retailers, dealers and distributors of all textile materials, woollens, silks, linings and all other materials of any description whatsoever, and to that end to do any and all other things appertaining to the same;

To represent manufacturers, distributors, jobbers, importers, exporters, wholesalers, retailers for all marketable wearing apparel, woollens, linings, silks, on commission basis, or otherwise;

To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interests, or any similar joint venture, with any person, firm or company that the company may think fit;

To subscribe for, take or otherwise acquire shares and securities of any company having objects altogether or partly similar to those of the present company; to hold, sell, or otherwise dispose of the same;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, des biens et responsabilités de toute personne ou corporation exerçant tout commerce que la présente compagnie exerçait ou qu'elle a droit d'exercer, et les payer en tout ou en partie avec les actions libérées de la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété réelle ou personnelle, et tous droits et privilège que cette compagnie croira être nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et particulièrement tous fonds de commerce, machineries, usines et outillage;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats, et autres effets négociables et transférables;

Vendre et aliéner l'entreprise ou partie de l'entreprise de la compagnie pour telle considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables, ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger ou nommer des personnes en conformité des lois de ce dit pays étranger;

Prélever et aider à prélever de l'argent et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou valeurs ou autrement, aucune des entreprises de cette compagnie, et le commerce ainsi exercé, et garantir la réalisation des contrats par cette corporation ou par toute autre personne ou toutes personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

Prêter et emprunter au nom de la corporation telles sommes dont la Compagnie a besoin pour l'exploitation de son commerce, et de donner et recevoir des sûretés valables pour garantir le remboursement de telles sommes;

Prendre les moyens jugés convenables de faire connaître les produits de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans la presse, par des circulaires, la publication de livres et périodiques, et par l'octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, gérer, échanger, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire aucune ou toutes les choses précitées comme principaux, agents, entrepreneurs à contrats ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire aucune ou toutes les choses susdites, comme se rapportant à ou favorisant la réalisation des objets susdits, sous le nom de "The Eleanor Garment Company", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-quatrième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,
1565 Sous-secrétaire de la Province.

To acquire or take over the whole or any part of the business, property, and liabilities, of any person or corporation carrying on any business which the present company carried on or is entitled to carry on and to pay for the same wholly or partly with paid up shares of the present company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property, and any rights and privileges which the Company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any stock in trade, machinery, plant and equipment;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and any other negotiable and transferable instruments;

To sell and dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether in part similar to those of the Company;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or securities or otherwise any of the undertakings of this company, and the business so carried on, and to guarantee the performance of contracts by this corporation or by any other person or persons with whom the Company may have business relations;

To lend and borrow such sums in the corporate name as may become necessary in the pursuit of the company's business, and to give and receive valid security for the repayment of such sums;

To adopt such means of making known the products of the Company as may seem expedient and in particular, by advertising in the press, by circulars, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, exchange, dispose of, turn to account, or otherwise deal, with all or any part of the property and rights of the company;

To do any or all of the above things, and principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do any or all of the above things as are conducive or incidental to the attainment of the above objects, under the name of "The Eleanor Garment Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1566-o Assistant Provincial Secretary.

"West Indies Iron & Metal Exporters, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de février 1934, constituant en cor-

"West Indies Iron & Metal Exporters, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1934, incorporating: Samuel Edgar

poration: Samuel Edgar Schwisberg, Cyril Schwisberg, et Hilliard Ginsberg, avocats, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Importer, exporter, acheter, vendre, négocier et faire le commerce de toutes sortes de ferrailles et métaux et toutes sortes de machineries pour usine, outillage et accessoires, y compris, mais sans limiter la généralité des objets susdits, des machineries, outillage et accessoires soit, neufs ou usagés, pour usine, moulin, mines, chemin de fer et vaisseaux, et agir comme sauveteurs et démolisseurs de telles installations et en faire le sauvetage;

Donner une valeur marchande, et négocier toutes sortes de déchets et les convertir au moyen de la fabrication ou autrement;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que l'industrie de la compagnie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Emettre des actions entièrement ou partiellement acquittées de la compagnie en paiement ou partie de paiement de tous biens, actif, franchises, options, ou autres droits ou privilèges;

Vendre, transférer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce de la présente compagnie à toute personne, société ou corporation, et en accepter comme compensation les actions, débentures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie;

Faire tous autres actes nécessaires à l'entreprise, exercice et réalisation d'aucune des affaires que cette compagnie est autorisée à exploiter et à exercer, sous le nom de "West Indies Iron & Metal Exporters, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce douzième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,
1567 Sous-secrétaire de la Province.

Schwisberg, Cyril Schwisberg, and Hilliard Ginsberg, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To import, export, buy, sell, deal in and deal with all kinds of scrap iron and metals and all kinds of plant machinery, equipment and supplies including, but without limiting the generality of the foregoing, factory, mill, mining, railroad and shipping machinery equipment and supplies, both new and old, and to engage as wreckers and dismantlers of such plant and to reclaim their salvage;

To reclaim and to deal with every kind of waste material and to convert same by manufacture or otherwise;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or capable of enhancing the value of or rendering profitable any of the company's properties or rights;

To issue fully or partly paid up shares of the Company in payment or in part payment of any property, assets, franchises, options, or other rights or privileges;

To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the present company's business to any person, partnership or corporation, and accept in consideration therefor shares, debentures, bonds, or other securities of any other company;

To do any other acts necessary for the undertaking, carrying on and completion of any of the business which this company is authorized to engage in and carry on, under the name of "West Indies Iron & Metal Exporters, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1568–o Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Au Petit Versailles, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20, 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-troisième jour de février 1934, changeant le nom de la compagnie "Markowski & Lenoir, Limitée", en celui de "Au Petit Versailles, Limitée", et ratifiant un règlement augmentant son capital comme suit, savoir:

Que le capital autorisé soit porté à la somme de $50,000.00 et que ce nouveau capital, soit $20,000.00, soit divisé en 200 actions ordinaires ou communes de la valeur au pair de $100.00.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,
1569–o Sous-secrétaire de la Province.

Supplementary Letters Patent

"Au Petit Versailles, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 20, 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of February, 1934, changing the name of the company "Markowski & Lenoir, Limitée" to that of "Au Petit Versailles, Limitée", and ratifying a By-Law increasing its capital stock as follows, to wit:

That the authorized capital stock be increased to the sum of $50,000.00, and that this new capital stock, namely $20,000.00, be divided into 200 ordinary or common shares of a par value of $100.00.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1570 Assistant Provincial Secretary.

"Elias Rogers Company Montreal, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et unième jour de février 1934, à la compagnie: "Elias Rogers Company, Montreal, Limited", amendant les lettres patentes de la compagnie en ajoutant à l'énumération des pouvoirs contenus dans les dites lettres patentes, le paragraphe suivant:

"25. Nonobstant aucune chose contenue dans le paragraphe 24, les pouvoirs de la compagnie pourront être exercés seulement dans la province de Québec et nulle part ailleurs.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt et unième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,
1571 Sous-secrétaire de la Province.

"Elias Rogers Company Montreal, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 30 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of February, 1934, to the Company: "Elias Rogers Company Montreal, Limited", amending the letters patent of the Company by adding to the enumeration of the powers therein contained the following paragraph:

"25. Notwithstanding any thing contained in paragraph 24, the powers of the Company shall be exercisable only within the Province of Quebec and not elsewhere.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1572–o Assistant Provincial Secretary.

"Northmount Land Co.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 48 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-deuxième jour de février 1934, à la compagnie "Northmount Land Co.", ratifiant un règlement de la compagnie réduisant son capital comme suit, à savoir:

Que les actions de la compagnie aient une valeur au pair de soixante-quatorze dollars par action, au lieu de cent dollars par action, et que le capital autorisé de la compagnie "Northmount Land Co.", soit de deux mille actions de soixante-quatorze dollars par action, au lieu de deux mille actions de cent dollars chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,
1573–o Sous-secrétaire de la Province.

"Northmount Land Co.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 48 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of February, 1934, to the company: "Northmount Land Co.", ratifying a by-law of the company reducing its capital stock as follows, to wit:

That the shares of the company shall have a par value of seventy four dollars per share, instead of one hundred dollars per share, and that the authorized capital stock of the company "Northmount Land Co.", be of two thousand shares of seventy four dollars per share instead of two thousand shares of one hundred dollars each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1574 Assistant Provincial Secretary.

"The J. M. Stobo Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 41, 48, 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du neuvième jour de février 1934, à la compagnie "The J. M. Stobo Company, Limited", ratifiant un règlement de la compagnie, comme suit, à savoir:

1. Que ses mille (1,000) actions d'une valeur au pair de cent dollars ($100.) chacune, présentement en cours, soient changées et converties en deux mille cinq cents (2,500) actions ordinaires entièrement acquittées, d'une valeur au pair de cinq dollars ($5.) chacune, et que la répartition de telles nouvelles actions ordinaires soit faite parmi les détenteurs actuels d'actions ordinaires sur une base proportionnée à leurs présentes détentions, et en échange de leurs présents certificats, qui seront retournés et annulés, et

2. Que la compagnie créera sept cent cinquante (750) actions privilégiées d'une valeur au pair de cent dollars ($100.) chacune, et

3. Que les dites actions privilégiées auront droit à un dividende privilégié, semi-annuel, cumulatif, fixe, au taux de huit pour cent (8%) par année sur le capital acquitté sur icelles et prendront rang quant au dividende à compter du 1er janvier 1934, et

"The J. M. Stobo Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 41, 48, 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of February, 1934, to the company "The J. M. Stobo Company, Limited", ratifying a by-law of the company, as follows, to wit:

1. That its one thousand (1,000) shares of a par value of one hundred dollars ($100.) each, now outstanding, be changed and converted into two thousand five hundred (2,500) fully paid up Common Shares, of a par value of five dollars ($5.) each, and that the allotment of such new Common Shares be made amongst the present holders of Common Shares on a basis *pro-rata* to their present holdings, and in exchange for their present certificates, which shall be returned and cancelled, and

2. That the Company do create seven hundred and fifty (750) preference shares, of a par value of one hundred dollars ($100.) each, and

3 That the said preference shares shall carry the right to a fixed cumulative half-yearly preferential dividend at the rate of eight per centum (8%) per annum on the capital paid up thereon and shall rank for dividend as from January 1, 1934, and

4. Que les dites actions privilégiées, en ce qui concerne le capital, dividendes et arrérages de dividendes, prendront rang de priorité sur toutes autres actions de la compagnie, et

5. Que les porteurs des dites actions privilégiéesn'auront pas le droit de voter à toute assemblée des actionnaires de la compagnie à moins et jusqu'à ce que quatre (4) dividendes semi-annuels consécutifs sur telles actions restent impayés, ou qu'un montant équivalent à quatre (4) dividendes semi-annuels reste impayé, dans lequel cas les porteurs d'actions privilégiées auront le droit de voter à toute assemblée des actionnaires de la compagnie jusqu'au moment où tous les dividendes dûs et accrûs aient été payés, et

6. Que la possession d'actions privilégiées ne qualifiera aucune personne à la charge de directeur de la compagnie excepté dans le cas de défaut dans le paiement des dividendes, tel qu'énoncé dans le paragraphe 5 des présentes, dans lequel cas le propriétaire de cinq (5) actions privilégiées qualifiera toute personne à la charge de directeur de la compagnie, durant la période de tel défaut, et

7. Que la compagnie aura le droit à son gré, de racheter, en aucun temps, la totalité ou aucune partie des actions privilégiées en cours créées par les présentes, trente (30) jours après la publication dans un journal publié en langue anglaise, en la cité de Québec, de son intention de ce faire, sur paiement aux porteurs de telles actions de la somme de cent trois dollars ($103) par action et les dividendes accrûs sur icelles. Dans le cas où une partie seulement des actions privilégiées en cours étaient rachetées, les actions à être ainsi rachetées le seront par tirage au sort et la détermination de la méthode de tirage au sort restera aux directeurs, et

8. Que telles actions privilégiées seront émises et réparties de telle manière et dans la proportion que les directeurs le croiront propre au bénéfice de la compagnie.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce neuvième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,
1575 Sous-secrétaire de la Province.

4. That the said preference shares shall rank, both as to principal, dividends and arrears of dividends, in priority to all other shares of the Company, and

5. That the holders of such preference shares shall not have the right to vote at any meeting of the shareholders of the company unless and until four (4) consecutive half-yearly dividends upon such shares remain unpaid, or that an amount equivalent to four (4) half-yearly dividends remains unpaid, in which event the holders of preference shares shall have the right to vote at any meeting of the shareholders of the Company until such time as all dividends due and accrued have been paid, and

6. That the possession of preference shares shall not qualify any person to be a Director of the Company except in the case of default in the payment of dividends, as set out in paragraph 5 hereof, in which event the ownership of five (5) preference shares shall qualify any person for the office of Director of the Company, during the period of such default, and

7. That the Company shall have the right, at its option, to redeem at any time the whole or any part of the outstanding preference shares hereby created, thirty (30) days after the publication in a newspaper published in the English language in the city of Quebec, of its intention so to do, upon payment to the holders of such shares of the sum of one hundred and three dollars ($103) per share and accrued dividends thereon. In the event of a portion only of the outstanding preference shares being redeemed, the shares to be so redeemed shall be drawn by lot and the determination of the method of drawing by lot shall rest with the Directors, and

8. That such preference shares be issued and allotted in such manner and proportion as the directors may deem proper for the benefit of the Company.

Dated at the office of the Provincial Secretary this ninth day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1576–o Assistant Provincial Secretary.

"British Colonial Clothes Shops, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du deuxième jour de mars 1934, changeant le nom de la compagnie "Picadilly Cloth Shop, Incorporated", en celui de "British Colonial Clothes Shops, Inc.".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce deuxième jour de mars 1934.

ALEX. DESMEULES,
1579–o Sous-secrétaire de la Province.

"British Colonial Clothes Shops, Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of March, 1934, changing the name of the company "Picadilly Cloth Shop, Incorporated", to that of "British Colonial Clothes Shops, Inc.".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of March, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1580 Assistant Provincial Secretary.

"Thelma Hat Shop, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et 30, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuvième jour de février 1934, changeant le nom de la compagnie "Dominion Broadcasting Corporation", en celui de "Thelma Hat Shop, Limited", et de plus que le paragraphe "a" des lettres patentes de la compagnie soit changé en le paragraphe "a" suivant:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, exercer le commerce et l'industrie de

"Thelma Hat Shop, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 20 and 30, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1934, changing the name of the company: "Dominion Broadcasting Corporation", to that of "Thelma Hat Shop, Limited", and moreover that paragraph "a" of the Letters Patent of the Company be changed to the following paragraph "a":

To manufacture, buy, sell, import, export, trade in and deal with all kinds of silks, woollens,

toutes sortes de soies, lainages, vêtements, chapeaux, ruban, formes, modes, confections, tweeds, tissus, marchandises sèches, tapis, fourniture, doublures de chapeaux, casquettes, fourrures, coton, drap et dentelles, articles en caoutchouc et imperméables, parapluies, cannes, ornements, accessoires de toilette, parfum, savon et tous autres articles, commodités, marchandise ou choses nécessaires aux fins de la compagnie, et agir comme tailleurs, drapiers, bonnetiers, costumiers, marchands de fourrure, gantiers, chapeliers et marchands de caoutchouc, et agir comme agents de manufacturiers ou agents à commission de toutes sortes d'articles ouvrés, effets, denrées et marchandise et matériaux et faire le commerce et le négoce d'effets, denrées, marchandises et biens personnels de toute nature et description.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,
1577 Sous-secrétaire de la Province.

clothing, hats, ribbons, frames, shapes, millinery, wearing apparel, tweeds, fabrics, dry goods, rugs, furniture, hat linings, caps, furs, cottons, cloth, and laces, india rubber and waterproof goods, umbrellas, walking sticks, ornaments, toilet requisites, perfumery, soap and any other articles, commodities, merchandise or things necessary for the purpose of the company, and to act as tailors, drapers, hosiers, costumiers, furriers, glovers, hatters, and dealers in india rubber, and to act as manufacturers agents or commission, agents in all kinds of manufactured articles goods, wares, merchandise and materials, and to trade in and deal with goods, wares, merchandise and personal property of every class and description.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1578–o Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis public est donné que la Corporation de Crédit & d'Entreposage, constituée par la loi 21 George V, chapitre 143, s'adressera à la Législature de Québec, au cours de sa présente session, pour faire amender sa charte en prolongeant le délai dans lequel elle pourra commencer ses opérations, et pour d'autres fins.

Montréal, 5 mars, 1934.

Corporation de Crédit & d'Entreposage,
Par le secrétaire,
1595—11–4–o CHARLES LUSSIER

Avis est donné, par les présentes, que les Syndics de la Paroisse de Saint-François-Xavier-de-Chicoutimi s'adresseront à la Législature de Québec, à sa présente Session, pour obtenir une loi ratifiant les résolutions adoptées par les détenteurs et porteurs d'obligations des dits Syndics, aux deux assemblées tenues en la cité de Québec, le 22 décembre 1933, fixant l'échéance des dites obligations au 1er mars 1944 et donnant aux Syndics les pouvoirs requis pour assurer le remboursement des dites obligations lors de leur échéance.

Québec, le 12 mars 1934.

Les syndics de la Paroisse de Saint-François-
1599—11–4–o Xavier-de-Chicoutimi.

Avis est donné que lors de l'étude par la Législature de Québec du Bill No 81 intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Mont-Royal", demande sera faite pour ratifier le règlement No 68 de la dite ville.

Le procureur,
1441—10–4–o ALPH. DÉCARY.

La Ville Laval des Rapides s'adressera à la Législature de Québec à sa présente session, pour l'adoption d'amendements à sa charte quant à l'évaluation et la taxation des terres en culture, réservoirs des compagnies de pouvoir hydraulique dans son territoire, et pour autres fins.

Ville Laval des Rapides, le 3 mars 1934.

Le secrétaire-trésorier de la
Ville Laval des Rapides,
1443—10–4–o J.-A. PAQUETTE.

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that Credit & Warehousing Corporation, incorporated by the Act 21 George V, chapter 43, will apply to the Quebec Legislature, in the course of its present session, for an amendment to its charter prolonging the delay within it may commence its operations, and for the other purposes.

Montreal, 5th March, 1934.

Credit & Warehousing Corporation,
Per CHARLES LUSSIER,
1596—11–4–o Secretary.

Notice is hereby given that The Trustees for the parish of Saint François Xavier de Chicoutimi will apply to the Legislature of Quebec, during its present Session, for an Act ratifying the resolutions adopted by the holders of the bonds issued by the said Trustees, at the two meetings held in the city of Quebec, on the second day of December, 1933, fixing the first day of March, 1944, as the due date of the said bonds and giving to the Trustees required powers to provide for the reimbursement of the said bonds when due.

Quebec, March 12th., 1934.

The Trustees for the Parish of Saint François
1600—11–4–o Xavier de Chicoutimi.

Notice is given that when the Bill No. 81 entitled "An Act to modify the Charter of the Town of Mount Royal", will be studied by the Legislature of the Province of Quebec, application shall be made to have by-law No. 68, of the said Town, ratified.

ALPH. DECARY,
1442—10–4–o Attorney.

The Town of Laval des Rapides shall apply to the Legislature of Quebec at its present Session for the adoption of amendments to its charter regarding the valuation and taxation of farm lands, reservoir of hydraulic power companies in its territory and for other purposes.

Town of Laval des Rapides, March 3rd., 1934.

J. A. PAQUETTE,
Secretary-Treasurer of the
1444—10–4–o Town of Laval des Rapides.

Avis public est, par les présentes, donné que M. Hector Grothé, bourgeois, de la cité de Westmount, district de Montréal, et Dame Célina Grothé, de la cité d'Outremont, district de Montréal, épouse de Me J.-Wilfrid Jalbert, avocat, du même lieu, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi concernant les conditions et les titres d'aliénation (définitive) des biens provenant des substitutions créées au testament de feu Louis-Ovide Grothé, en date du 30e jour de mai 1911, reçu devant Me C.-E. Leclerc, N.P., et l'emploi ou le remploi des deniers appartenant aux dites substitutions.

Montréal, ce 21e jour de février 1934.

Les procureurs des requérants,
PATENAUDE, MONETTE, FILION et PATENAUDE.
1183—8-4-o

Avis est donné que Gustave Hardy, rentier, de la cité et du district de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa présente session, pour obtenir une loi légalisant l'adoption de Rosa Mongrain *alias* Rosa ou Rosette Hardy, à toutes fins que de droit.

Montréal, ce 22ème jour de février 1934.
1243—9-2-o GUSTAVE HARDY.

Public notice is hereby given that Mr. Hector Grothé, gentleman of the city of Westmount, district of Montreal, and Dame Célina Grothé, of the city of Outremont, district of Montreal, wife of Mtre J. Wilfrid Jalbert, advocate, of the same place, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an act respecting the conditions and final titles of alienation of property from the substitutions created by the will of the late Louis Ovide Grothé, dated the 30th day of May, 1911, received before Mtre C. E. Leclerc, N. P., and investment and reinvestment of the moneys belonging to the said substitutions.

Montreal, this 21st day of February, 1934.
PATENAUDE, MONETTE, FILION and PATENAUDE,
Attorneys for petitioners.
1184—8-4

Notice is hereby given that Gustave Hardy, annuitant, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its present session, for the passing of an Act legalizing the adoption of Rosa Mongrain *alias* Rosa ou Rosette Hardy, for all lawful intents and purposes.

Montreal, this 22nd. day of February, 1934.
1244—9-2 GUSTAVE HARDY.

Liquidation—Avis de

AVIS DE NOMINATION DE LIQUIDATEUR.

Avis est par le présent donné que le soussigné a été nommé liquidateur de la Société Saint-Jean-Baptiste de Salaberry de Valleyfield, à une assemblée générale spéciale des membres de cette société, tenue en l'hôtel de ville de Valleyfield, le dimanche 11 février 1934, conformément à l'article 276 de la Loi des Assurances de Québec.

Toutes les personnes endettées envers la dite société et celles qui pourraient avoir des réclamations contre elle sont priées de communiquer avec le soussigné dans les trente jours qui suivront la publication de cet avis.

Donné à Valleyfield, ce 8ème jour de mars 1934.

Le liquidateur,
1479—10-2-o ALBERT WALLOT.

Winding up Notice

NOTICE OF THE APPOINTMENT OF A LIQUIDATOR.

Notice is hereby given that the undersigned has been named liquidator of the Société Saint Jean Baptiste de Salaberry de Valleyfield, at a special general meeting of the members of the said society, held at the City Hall of the Town of Salaberry de Valleyfield, on Sunday, February 11th., 1934, pursuant to article 276 of the Quebec Insurance Act.

All persons indebted towards the said society and those having claims against it are requested to communicate with the undersigned within thirty days following the publication of the present notice.

Given at Valleyfield, this 8th. day of March, 1934.

ALBERT WALLOT,
1480—10-2 Liquidator.

Assemblée

"MONTREAL TRAMWAYS COMPANY"

Assemblée générale annuelle.

Avis est par les présentes donné que conformément aux règlements de la compagnie, l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie "Montreal Tramways Company", sera tenue aux bureaux de la compagnie, édifice "Tramways Building", 159, rue Craig-Ouest, Montréal, à midi, lundi, le 12 mars 1934. Cette assemblée sera tenue pour la réception du Rapport Annuel, l'élection des directeurs, et la transaction de telles autres affaires qui peuvent légalement être soumises à la dite assemblée;

L'assemblée se rouvrira tel que convoquée et immédiatement ajournée jusqu'à jeudi, le 26 avril 1934, à la même heure et au même endroit.

Meeting

"MONTREAL TRAMWAYS COMPANY"

Annual General Meeting.

Notice is hereby given that in accordance with the By-laws of the Company, the Annual General Meeting of the Shareholders of "Montreal Tramways Company", will be held at the Company's Office, Tramways Building, 159 Craig Street West, Montreal, at 12 o'clock noon, on Monday, the 12th March, 1934. This meeting will be held for the reception of the Annual Report, Election of Directors, and the transaction of such other business as may legally come before said Meeting.

The Meeting will be convened as called, and immediately adjourned until Thursday, the 26th April, 1934, at the same time and place.

Les actionnaires sont par les présentes et seront plus spécialement requis, à la dite assemblée, de ratifier les amendements aux Règlements de la compagnie ci-devant décrétés par les directeurs, comme suit:

1. Que la section 4 de l'article III des règlements de la compagnie soit annulée et remplacée par ce qui suit:

4. Les directeurs, à leur première assemblée après leur élection, éliront parmi leur nombre un Président et un Vice-Président. Ils peuvent aussi élire un ou plusieurs Vice-Présidents qui n'ont pas besoin d'être membres du Bureau de direction.

2. Que la section 6 de l'Article III des règlements de la compagnie soit amendée en ajoutant après le mot "Vice-Président" dans la quatrième ligne, les mots "qui est membre du Bureau de direction".

3. Que la section 2 de l'article VI des règlements de la compagnie soit amendée en ajoutant après le mot "Vice-Président" dans la première ligne, les mots "qui est membre du Bureau de direction", et en y substituant le mot "tel" au mot "le" avant le mot "Vice-Président" dans la cinquième ligne.

4. Que la section 3 de l'article VI des règlements de la compagnie soit amendée en supprimant les mots "Le Bureau de direction peut nommer un de ses membres, directeur-gérant de la compagnie et il" et en y substituant les suivants "Aucun Vice-Président élu par les Directeurs".

5. Que la section 4 de l'article VI soit amendée en insérant le mot "Général" après le mot "Gérant" dans la première ligne.

6. Que la section 5 de l'article VI soit amendée en supprimant les mots "Vice-Président, Directeur-Gérant" dans les sixième et septième lignes, et en y substituant les suivants "aucun Vice-Président".

Les régistres de transfert seront fermés à compter du 21ème jour de février 1934, au 12ème jour de mars 1934, les deux dates inclusivement.

Par ordre du Bureau de Direction.

Le secrétaire-trésorier,
PATRICK DUBEE.

Lundi, le 22 janvier 1934. 711—5—4

The Shareholders are hereby and will further be requested at the said Meeting to ratify amendments to the Company's By-laws heretofore enacted by the Directors, as follows:

1. That Section 4 of Article III of the Company's By-laws be repealed and re-enacted to read as follows:

4. The Directors at their first meeting after their election shall elect from among their number a President and a Vice-President. They may also elect one or more other Vice-Presidents who need not be members of the Board.

2. That Section 6 of Article III of the Company's By-laws be amended by adding after the word "Vice-President", in the fourth line, the words "who is a member of the Board."

3. That Section 2 of Article VI of the Company's By-laws be amended by adding after the word "Vice-President" in the first line, the words "who is a member of the Board", and by substituting the word "such" for the word "the" before the word "Vice-President" in the fifth line.

4. That Section 3 of Article VI of the Company's By-laws be amended by deleting the words "The Board of Directors may appoint one of its members to be the Managing Director of the Company and he" and substituting therefore the following "Any Vice-President elected by the Directors".

5. That Section 4 of Article VI be amended by inserting the word "General" before the word "Manager" in the first line.

6. That Section 5 of Article VI be amended by deleting the words "Vice-President, Managing Director" in the sixth and seventh lines, and substituting therefore the following: "any Vice-President".

The transfer Books will be closed from the 21st February, 1934, to the 12th March, 1934, both days inclusive.

By order of the Board.

PATRICK DUBEE,
Secretary-Treasurer.

Monday, January 22nd, 1934. 712—5—4—o

Charte:—Abandon de

En vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la Compagnie "Montreal Commercial Coal Company, Limited" donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec pour lui demander la permission d'abandonner sa charte, à compter de la date qui sera fixée par le Lieutenant-Gouverneur.

Le président,
J. GORDON.

1593

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie dite "Bruneau Incorporé", donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au lieutenant-gouverneur pour lui demander la permission d'abandonner sa charte et sa cancellation, à compter d'une date à être fixée par lui.

Daté à Québec, ce douzième jour de mars 1934.

Le président,
G.-I. LACHANCE.

1597—o

Charter:—Surrender of

Under the provisions of the Quebec Companies Act the Montreal Commercial Coal Company, Limited hereby gives public notice that it will make application to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for acceptance of the surrender of its Charter, on and from a date to be fixed by the Lieutenant-Governor.

J. GORDON,
President.

1594—o

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, Bruneau Incorporated, hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor for acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Dated at Quebec, this twelfth day of March, 1934.

G. I. LACHANCE,
President.

1598—o

AVIS DE FORMATION D'UNE SOCIÉTÉ CHARITABLE

Avis est par les présentes donné que la formation d'une société charitable sous le nom de "Association de Fraternité Spirituelle" a été autorisée par un arrêté en conseil portant le No 436, et approuvé par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le 3ième jour de mars, 1934.

Les fins de la dite société sont exprimées comme devant être: au moyen de contributions ou souscriptions volontaires, dons ou donations de ses membres ou du public, de secourir les affligés par suite de maladie, accident, revers de fortune, les veuves et les orphelins, ou de retirer du vice et de réformer les femmes déchues et de prévenir les actes de cruauté envers les femmes et les enfants ou d'atteindre d'autres objets analogues.

Le bureau chef de la dite société est fixé à Montréal.

Donné conformément aux dispositions de la sous-section 5 de la section 66 de la Loi des Assurances de Québec, ce 9ième jour de mars 1934.

Le surintendant des Assurances,
B.-A. DUGAL

Service des Assurances,
Département du Trésor,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, P. Q. 1581-o

NOTICE OF FORMATION OF A CHARITABLE ASSOCIATION

Notice is hereby given that the formation of a charitable association under the name of "Association de Fraternité Spirituelle" has been authorized by an order in council bearing No. 436 and approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 3rd day of March, 1934.

The purposes of the said association are stated to be by means of voluntary contributions, subscriptions, gifts, donations from its members or from the public, of making provision for those afflicted by sickness, accident or reverses of fortune, and for widows and orphans or for rescuing from vice and reforming fallen women, for the prevention of cruelty to women and children, or for the purpose of attaining any other similar object.

The head office of the said association is fixed at Montreal.

Given pursuant to the provisions of subsection 5 of section 66 of the Quebec Insurance Act, this 9th day of March 1934.

B. A. DUGAL,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Parliament Buildings,
Quebec, P. Q. 1582-o

RE: LONDON GUARANTEE AND ACCIDENT COMPANY LIMITED

Avis est par le présent donné que la London Guarantee and Accident Company Limited a obtenu l'autorisation de faire des affaires d'assurance des chaudières à vapeur dans la province de Québec, en plus des pouvoirs déjà autorisés pour cette compagnie.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, ce 9ième jour de mars, 1934.

Pour le trésorier de la Province.

Le surintendant des Assurances,
B.-ARTHUR DUGAL.

Service des Assurances,
Département du Trésor,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, P. Q. 1583—11-2-o

RE: LONDON GUARANTEE AND ACCIDENT COMPANY LIMITED

Notice is hereby given that the London Guarantee and Accident Company Limited, has been authorized to transact in the province of Quebec, the business of boiler insurance, in addition to other powers already authorized.

Given pursuant to section 121 of the Quebec Insurance Act, this 9th day of March 1934.

For the Treasurer of the Province.

B. ARTHUR DUGAL,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Parliament Buildings,
Quebec, P. Q. 1584—11-2-o

AVIS DE FORMATION DE COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Louis-de-Chambord, dans le comté de Roberval, dans la province de Québec, a satisfait aux dispositions de l'article 59 du chapitre 243 des Statuts refondus de Québec, 1925, et que 43 personnes dûment qualifiées ont signé leurs noms sur le livre de souscriptions et se sont engagées à prendre un montant total d'assurance de $35,600.

Donné conformément au dit article 59, ce sixième jour de mars mil neuf cent trente-quatre.

Le président,
CERENUS GIRARD.

Le secrétaire,
JEAN-JOS. BRASSARD. 1585-o

NOTICE OF FORMATION OF A MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY

Notice is hereby given that "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Louis de Chambord", in the county of Roberval, in the Province of Quebec, has complied with the provisions of Article 59 of Chapter 243 of Revised Statutes of Quebec, 1925, and that 43 duly qualified persons have signed their names in the subscription book and bound themselves to effect the insurance to the total amount of $35,600.

Given pursuant to the said Article 59, this sixth day of March one thousand nine hundred and thirty four.

CERENUS GIRARD,
President.

JEAN-JOS. BRASSARD,
Secretary. 1586-o

Action en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No D-129370. Dame Esther Guysenir, de la cité d'Outremont, district de Montréal, épouse commune en biens de Max Gertsman, du même lieu, demanderesse; vs Max Gertsman, de la cité d'Outremont, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 3 mars 1934.

Montréal, le 5 mars 1934.

Le procureur de la demanderesse,
MILTON L. KLEIN.

276, rue Saint-Jacques-Ouest,
Suite 715 La. 0607 1587

Province de Québec, district de Beauharnois, Cour Supérieure, No 7010. Dame Euphrasie Rochefort, du canton de Hinchinbrooke, épouse commune en biens de Alcide Allen, cultivateur, du même lieu, demanderesse; vs Alcide Allen, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur, le dixième jour de mars 1934.

Les procureurs de la demanderesse,
1603–o LAURENDEAU & COSSETTE.

Action for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. D-129370. Dame Esther Guysenir, of the city of Outremont, district of Montreal, wife common as to property of Max Gertsman, of the same place, plaintiff; vs Max Gertsman, of the city of Outremont, district of Montreal, defendant.

An action in separation of property has been instituted in this case on March 3rd, 1934.

Montreal, March 5th., 1934.

MILTON L. KLEIN,
Attorney for plaintiff.

276 Saint James Street West,
Suite 715 La. 0607 1588–o

Province of Quebec, district of Beauharnois, Superior Court, No. 7010. Dame Euphrasie Rochefort, of the township of Hinchinbrooke, wife common as to property of Alcide Allen, farmer, of the same place, plaintiff; vs Alcide Allen, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant, on the tenth day of March, 1934.

LAURENDEAU & COSSETTE,
1604 Attorneys for plaintiff.

Bureaux-chefs

McLEAN-McNICOLL, LIMITED"

Avis est par les présentes donné que la "McLean-McNicoll, Limited" constituée en corporation par lettres patentes, émises le 28ème jour de février 1934, a établi son bureau-chef au No 1253 Avenue College McGill, Edifice "Confederation Life", dans les cité et district de Montréal.

Daté à Montréal, ce premier jour de mars 1934.

Le secrétaire,
1589 JOHN J. SOPHUS.

Le bureau principal de Pharmacies Modernes Inc., est situé à Montréal, dans la province de Québec, au numéro 6330 de la rue Saint-Hubert.

Le secrétaire,
1591–o ROD. DAGENAIS.

Chief Offices

"McLEAN-McNICOLL, LIMITED"

Notice is hereby given that the "McLean-McNicoll, Limited" incorporated by Letters Patent granted on 28th day of February, 1934, has established its place of business at No 1253 McGill College Avenue, Confederation Life Building, in the city and district of Montreal.

Dated at Montreal, this 1st day of March, 1934

JOHN J. SOPHUS,
1590–o Secretary.

The Head Office of "Pharmacies Modernes Inc.", is situated at Montreal, in the Province of Quebec, at No. 6330 Saint Hubert Street.

ROD. DAGENAIS,
1592 Secretary.

Soumissions

Province de Québec, Municipalité Scolaire de la cité de Lachine.

Avis est par les présentes donné que des soumissions seront reçues par le soussigné pour l'achat d'une émission de débentures au montant de $21,000.00, datées du 1er avril 1934, remboursables en séries en sept ans du 1er avril 1935 au 1er avril 1941, au taux de 5½% l'an.

Les dites soumissions seront reçues jusqu'à mardi, le 3 avril 1934, à 5 heures, p. m.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté à l'ordre des dits Commissaires au montant de 1% du chiffre de la soumission; le chèque du soumissionnaire dont l'offre

Tenders

Province of Quebec, School Municipality of the city of Lachine.

Notice is hereby given that tenders will be received by the undersigned for the purchase of the issue of $21,000.00 bonds, dated April 1st., 1934, redeemable serially in seven years from the first of April, 1935, to the first April, 1941, at the rate of 5½% per annum.

Said tenders will be received until Tuesday, the 3rd. of April, 1934, at 5 o'clock, p. m.

To each tender shall be annexed an accepted cheque to the order of the said School Commissioners, representing 1% of the amount of the tender; the cheque of the party whose tender

sera acceptée ne lui sera remis qu'après l'exécution de son contrat.

Les dites soumissions seront prises en considération à une séance publique des dits Commissaires qui sera tenue le 3 avril 1934, à 8 heures, p. m., au bureau de la Commission.

Toute soumission devra spécifier que les intérêts accrus seront payés en outre du prix offert.

Les dits Commissaires ne s'engagent à accepter aucune des soumissions qui seront présentées.

Daté à Lachine, ce 10ème jour de mars 1934.

Le secrétaire-trésorier,
1601–o ALBERT ST-DENIS.

will be accepted shall be given back to him only after the fulfilment of his contract.

Said tenders will be taken into consideration at a public meeting of the said Commissioners, which will be held on the 3rd. of April, 1934, at 8 o'clock, p. m., at the office of the board.

Each tender shall specify that the accrued interest will be paid in addition with the amount of the tender.

Said Commissioners do not bind themselves to accept any of the tenders.

Dated at Lachine, this 10th. day of March, 1934.

ALBERT ST. DENIS,
1602–o Secretary-Treasurer.

Vente pour taxes municipales—Sale for municipal taxes

PROVINCE DE QUEBEC

MUNICIPALITE DU VILLAGE DE VAL BARRETTE

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné par Geo.-A. Guérin, secrétaire-trésorier, du Village de la Corporation de Val Barrette, que la Commission municipale de Québec, à une réunion de la dite Commission tenue à Montréal, le 17 février 1934, a ordonné au soussigné conformément aux dispositions de l'article 46a de la loi de la Commission municipale de Québec, de faire vendre les immeubles situé dans la municipalité du village de Val Barrette, sur lesquels il était dû des arrérages pour taxes et qu'en conséquence les lots ou parties de lot ci-après mentionnés, seront vendus par encan public dans la salle paroissiale de village de Val Barrette, MARDI, le (3) TROISIEME jour du mois d'AVRIL 1934, à DIX heures de l'avant-midi pour taxes dues à la municipalité du village de Val Barrette et à la commission scolaire du village de Val Barrette, à moins qu'elles ne soient payées avec les intérêts.

PROVINCE OF QUEBEC

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF VAL BARRETTE

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given by Geo. A. Guérin, Secretary-Treasurer, of the Village of the Corporation of Val Barrette, that the Quebec Municipal Commission at a meeting of the said Commission, held at Montreal, on the 17th of February, 1934, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of Article 46a of the Quebec Municipal Commission Act, to sell the immovables situate in the Municipality of the Village of Val Barrette, upon which are due arrears of taxes and consequently the lots and parts of lots hereinafter mentioned, will be sold by public auction in the Parish Hall of the Village of Val Barrette, on TUESDAY, the (3) THIRD day of the month of APRIL, 1934, at TEN o'clock in the forenoon, for taxes due to the Municipality of the Village of Val Barrette and to the School Commission of the Village of Val Barrette, unless same be paid, with interest and costs, before the sale.

Nom du propriétaire — Name of proprietors	No du cadastre — Cadastral No.	Taxes municipales — Municipal taxes	Intérêt—Interest	Taxes scolaires — School taxes	Intérêt—Interest	Taxes spéciales — Special taxes				Avis, paiements des taxes — Notice, payments of taxes	Total
						Taxes Reg. 43	Trottoir, paiements échus — Sidewalk, payments due	Intérêt—Interest	Trottoir, paiements à échoir — Sidewalk, payments to become due		
Boutin, Laurent	423	$ 3.00	$ .42	$ 3.25	$ .43	$ .14	$ 71.92	$22.47	$ 107.88	$1.05	210.56
Constantineau, Calixte	121	3.00	.42	3.25	.43	.14				.35	7.59
Diotte, Pierre	342	8.00	.64	14.50	1.05	1.12	51.07	16.49	34.04	1.75	128.66
Gauthier, Hermas	343	12.00	1.68	13.00	1.67	.56	50.58	16.31	33.71	1.75	131.26
Lacasse, William	233–234	33.00	3.90	37.75	3 49	2.10				.35	80.59
Lacasse, William	244–245	9.00	1.26	11.00	1.63	.42					23.31
Larocque, Acide	416–417	25.00	5.90	25.00	2.29	1.40	72.95	17.43	24.31	1.05	175.33
Leclerc, Adelphat, Mme–Mrs.	232	3.00	.42	1.25	.10	.14				1.05	5.96
Maillé, Mme-Mrs. H	247–354	3.00	.42	9.75	1.26	.42	31.89	10.30	21.28	1.40	79.72
Maillé, Patrick (Célestin)	363	21.00	2.94	15.75	1.31	.98				1.40	43.38
Sigouin, Antonio	7	12.00	1.68	17.00	1.73	.56				1.75	34.72
Picné, L.-A	346	10.00	1.10	8.75	.52	.70	63.80	20.59	42.54	1.05	149.05

Donné à Val Barrette, ce 6ième jour de mars 1934.

Le délégué spécial,
1421—10–20 GEO.-ALB. GUERIN.

Given at Val Barrette, this 6th day of March, 1934.

GEO. ALB. GUERIN,
1422—10–20 Special Delegate.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, "En liquidation", No 50. Dans l'affaire de: Abercorn House Limited, Abercorn, P. Q., "En liquidation"; et J.-Albert Lejour, liquidateur.

AVIS DE VENTE.

En conformité avec un jugement de la Cour Supérieure, le liquidateur soussigné vendra par encan public, MERCREDI, le VINGT-UNIEME jour de MARS 1934, à ONZE (11) heures de l'avant-midi, au bureau du shérif à Montréal, les immeubles ci-après désignés:

DÉSIGNATION.

1. Le lot de terre numéro deux cent trente et un (No 231) des plan et livre de renvoi officiels du village de Sutton, contenant une demie d'une acre de terre en superficie, plus ou moins;

2. Un morceau de terre du côté du coin nord-est ou toute la terre du lot numéro deux cent trente (230) situé au nord de la ligne nord de la partie dudit lot vendue par Francis F. Fyles à James S. Hall;

3. L'extrémité sud des lots de terre numéros deux cent trente-deux et deux cent trente-trois (Nos 232 et 233) la ligne nord des dites extrémités sud étant la prolongation de la ligne nord dudit lot deux cent trente et un s'étendant aussi loin que la rivière à l'ouest et au nord assez loin pour inclure le moulin à vent érigé sur le dit morceau de terre;

4. Le droit d'utiliser, en commun avec Herbert H. Barnes ou ses représentants, de la terre située au nord dudit lot mentionné en premier lieu, connue sous le numéro deux cent trente-cinq (235) des plan et livre de renvoi dudit cadastre officiel dudit village de Sutton, sujet aux stipulations et termes mentionnés dans un certain bail emphytéotique passé devant le notaire J. T. Langlois entre Garret Safford et le dit H. H. Barnes, dont une copie est dûment enregistrée au Bureau d'Enregistrement du comté de Brome sous le numéro 16996 Vol. 23 p. 421;

5. D'un certain morceau de terre formant partie du lot de terre numéro deux cent trente-quatre (No 234) des plan et livre de renvoi dudit cadastre officiel, borné et décrit comme suit:—Commençant au coin nord-ouest dudit lot de terre numéro deux cent trente-cinq (No 235) des dits plan et livre officiels, servant maintenant de ruelle, s'étendant alors dans une direction nord-ouest à une distance de dix pieds à l'ouest de l'arrière du hangar à bois maintenant érigé, s'étendant alors au sud gardant la dite distance de dix pieds à l'est de l'arrière dudit hangar à la ligne nord du lot numéro deux cent trente et un (231), alors à l'est suivant la ligne nord dudit lot mentionné en dernier lieu et assez loin pour éviter le dit hangar, alors à la place du commencement, en soit le contenu comme il peut être, avec le droit pour la dite acquéreure (Madame Pearl Zitnick) ses héritiers ou ayants-droit, à partir de ce jour et pour toujours, d'utiliser en commun avec le dit H. H. Barnes ou ses représentants comme un passage ou chemin et dans le but de réparer leurs bâtisses respectives, dudit lot de terre numéro deux cent trente-cinq (235) aucune partie ni leurs héritiers ou ayants-droit ne devant avoir le droit de clôturer ou obstruer en aucune manière la dite

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, "Under the Winding-Up Act", No. 50. In the matter of: Abercorn House Limited, Abercorn, P. Q., In Liquidation; and J. Albert Lejour, Liquidator.

NOTICE OF SALE.

In conformity with a judgment of the Superior Court, the undersigned will sell by public auction, on WEDNESDAY, the TWENTY FIRST day of MARCH, 1934, at ELEVEN (11) o'clock in the forenoon, at the Sheriff's office at Montreal, the immoveables hereinafter designated:

DESIGNATION.

1. The lot of land number two hundred and thirty one (No. 231) of the official plan and book of reference of the township of Sutton, containing one half of an acre of land in superficies, more or less;

2. The North East corner side strip off or all the land of lot number two hundred and thirty (No. 220) lying North of the North line of part of said lot sold by one Francis F. Fyles to one James S. Hall;

3. The South end of the lots of land numbers two hundred and thirty two and two hundred and thirty three (Nos. 232 and 233), the North line of said South ends being the prolongation of the North line of said lot two hundred and thirty-one running as far as the river to the West and Northerly far enough so as to include in the windmill erected on said piece of land;

4. The right to use, in common with one Herbert H. Barnes or representatives, of the land lying North of the said first mentioned lot, known as number two hundred and thirty five (235) of the said official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Sutton, subject to the stipulations and terms mentioned in that certain emphyteutic lease passed before J. T. Langlois, N. P., between one Garret Safford and said H. H. Barnes, a copy whereof is duly registered in the Brome county Registry Office under number 16996 Vol. 23 p. 421;

5. That certain piece of land forming part of the lot of land number two hundred and thirty four (No. 234) of the said official cadastral plan and in said book of reference, bounded and described as follows:—Beginning at the North West corner of the said lot of land number two hundred and thirty five (No. 235) of said official plan and in the said book, now used as lane, thence running in a North Westerly direction to a point ten feet West from the back of the wood shed as now erected, thence running Southerly keeping at said distance of ten feet East of the back of said wood shed to the North line of lot number two hundred and thirty one (No. 231), thence Easterly following the North line of said last mentioned lot and far enough to clear the said shed, thence to the place of beginning, be the contents thereof had it may, together with the right for the said purchaser (Mrs. Pearl Zitnick) her heirs and assigns, from this day forth forever, to use in common with the said H. H. Barnes or representatives as a passage or drive way and for the purpose of repairing their respective buildings, of the said lot of land number two hundred and thirty five (No. 235), neither parties nor their heirs and assigns shall have the right to fence or obstruct

ruelle de passage—le tout avec les bâtisses et améliorations y érigées et faites sur le terrain.

Les dits immeubles seront vendus en conformité avec les dispositions des Articles 2161 (D) à 2161 (K) inclusivement du Code Civil de la province de Québec, pour donner à la dite vente l'effet d'une vente au shérif.

Pour autres conditions de vente et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le liquidateur,
J.-ALBERT LEJOUR.

261, Sainte-Catherine ouest,
Montréal.
LA. 8253. 1063—7-2-o

Canada, Province de Québec, district de Montréal, No 277. Dans l'affaire de R.-H. Beaulieu, notaire, ayant sa place d'affaires au No 10 rue Saint-Jacques, Est, Montréal.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un emplacement ayant front sur la rue LeCaron, dans le quartier Saint-Paul, de la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, comme étant les lots numéros dix-neuf et vingt de la subdivision du lot originaire numéro trois mille neuf cent trente (3930-19 et 20) contenant ensemble cinquante pieds de largeur par toute la profondeur des dits lots, soit quatre-vingts pieds, mesure anglaise plus ou moins; avec droit de passage dans la ruelle située en arrière dudit emplacement en commun avec ceux y ayant droit, sans pouvoir l'obstruer et aux conditions ordinaires d'entretien—avec une maison en bois et briques à trois étages portant les Nos civiques 2224 à 2234 de la dite rue LeCaron et autres bâtisses y érigées.

Sera vendu suivant un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, en matière de faillite, rendu le 26 février 1934, portant le No 277 des dossiers de la dite Cour, aux enchères publiques suivant les dispositions de l'article 45 de la Loi de Faillite et après les avis requis par le Code de Procédure Civile de la province de Québec, de manière à donner à ladite vente l'effet du décret, au bureau du shérif du district de Montréal, situé au Palais de Justice, en la cité de Montréal, JEUDI, le DOUZIEME jour du mois d'AVRIL, mil neuf cent trente-quatre, à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions de paiement: 10% comptant, la balance sous trois jours.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Montréal, le 7 mars 1934.

Le syndic,
ALBERT LAMARRE.

Du bureau de: Lamarre, Lamarre & Inns,
19 est, rue Saint-Jacques,
Montréal. 1521—10-2-o

SOUS LA LOI DES LIQUIDATIONS.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, en liquidation, No 20. IN RE: L'Etoile Incorporée, 4305 rue Orléans, Montréal, en liquidation; et Charette & Labelle, liquidateurs.

AVIS DE VENTE.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, en date du 19 février 1934, seront vendus par enchère publi-

in any way or manner the said lane of passage—together with all the buildings and improvements erected and made on the land.

The said immoveables will be sold in conformity with the dispositions of Articles 2161 (D) to 2161 (K) inclusive of the Civil Code of the Province of Quebec, to give the said sale the effect of a sheriff's sale.

For other conditions of sale and book of charges, apply to the undersigned.

J. ALBERT LEJOUR,
Liquidator.

261, Sainte Catherine West,
Montreal.
LA. 8253. 1064—7-2-o

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, No. 277. In the matter of R. H. Beaulieu, notary, having his place of business at No. 10 Saint James Street East, Montreal.

Public notice is hereby given that the immovable designated as follows:

An emplacement fronting on LeCaron Street, in Saint Paul's Ward, of the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, as being lots numbers nineteen and twenty of the subdivision of original lot number three thousand nine hundred and thirty (3930-19 and 20) together measuring fifty feet in width by the whole depth of the said lots, namely eighty feet, English measure, more or less—with right of way in the lane situate in rear of the said emplacement in common with those having a right thereto, without power to encumber same and subject to the customany conditions of maintenance—with a three story wood and brick house bearing civic Nos. 2224 to 2234 of said LeCaron Street and other buildings thereon erected.

Will be sold pursuant to a judgment of the Superior Court for the district of Montreal, Sitting in Bankruptcy, rendered the 26th of February, 1934, bearing No. 277 of the records of the said Court, at public auction pursuant to the provisions of Article 45 of the Bankruptcy Act and after the notices required by the Code of Civil Procedure of the Province of Quebec, in such a manner as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, at the Sheriff's Office of the district of Montreal, situate in the Court House in the city of Montreal, on THURSDAY, the TWELFTH day of the month of APRIL, nineteen hundred and thirty four, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions of payment: 10% cash, the balance within three days.

For information and list of charges, apply to the undersigned.

Montreal, March 7th., 1934.

ALBERT LAMARRE,
Trustee.

Of the Office of: Lamarre, Lamarre & Inns,
19, Saint James Street East,
Montreal. 1522—10-2

UNDER THE WINDING-UP ACT.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, Under the Winding up Act, No. 20. IN RE: L'Etoile Incorporée, 4305 Orleans Street, Montreal, in Liquidation; and Charette & Labelle, liquidators.

NOTICE OF SALE.

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the Superior Court, dated February 19th., 1934, there will be sold by public auction,

que, au bureau du shérif du district de Montréal, au Palais de Justice, à Montréal, le JEUDI, le CINQUIEME jour d'AVRIL 1934, à ONZE heures de l'avant-midi, les immeubles ci-après désignés:

1. Un emplacement étant le coin nord-est des rues Orléans et Nolan, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant les lots numéros onze cent quatre-vingt-dix-sept, onze cent quatre-vingt-dix-huit, onze cent quatre-vingt-dix-neuf du lot originaire numéro dix-huit (18–1197–1198–1199) aux plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé d'Hochelaga—avec une laiterie et autres bâtisses dessus érigées portant le numéro civique quatre mille trois cent cinq (4305) de la dite rue Orléans, et les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble et droit de passage en commun avec tous les autres y ayant droit, aux charges ordinaires, dans la ruelle connue et désignée comme étant le numéro onze cent quatre-vingt-seize de la dite subdivision numéro dix-huit (18–1196).

Sauf à distraire les machines suivantes, ayant servi à l'exploitation de la laiterie et qui appartiennent à B. Trudel & Cie, savoir:

Bouilloire et tous les accessoires annexés à ladite bouilloire, soit: tuyau à eau, à vapeur, grilles, tuyau à fumée, machine à froid comprenant tous les accessoires, réservoir à saumure, condensateur, tuyauterie, installation pour distribution etc., tous les tuyaux à l'eau et à la vapeur, connections sanitaires, etc., thermomètres, balance à crème, fils, bassin de réception, refroidisseur, balance Avery et plateforme, pompe, moteur, un filtre Ormsby, pasteurisateur, un moteur d'une force, refroidisseur, un autre moteur, liège isolant pour la glacière, bassin avec tuyaux sanitaires, bassin centrifuge, bassin pour laver les bouteilles avec moteur, un pasteurisateur de Laval avec moteur, une baratte avec moteur, machine à laver et moteur, machine à laver des canistres avec moteur, un séparateur de Laval à turbine, une embouteilleuse Milwaukee, un capeur à main, un thermomètre de Laval, un thermomètre, un manomètre à saumure, une pompe avec moteur, un bassin à chauffer, une embouteilleuse, un décapeur avec moteur sur système à eau, un moteur, un pasteurisateur de 400 gallons, un réservoir de 100 gallons, un homogénéisateur genre Gaulin;

2. Trois lots de terre ayant front sur la dite rue Orléans, connus et désignés comme étant les lots numéros douze cent trente-six, douze cent trente-sept et douze cent trente-huit du lot originaire numéro dix-huit (18–1236, 1237 et 1238) aux susdits plan et livre de renvoi officiels—avec tous les droits sans exception et toutes servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées aux lots sus décrits.

Les dits immeubles seront vendus conformément aux dispositions de la Loi des Liquidations, chapitre 213, et ses amendements, Statuts Revisés du Canada 1927, et aussi selon les dispositions des articles 9 à 15 inclusivement du chapitre 277 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1925, et amendements, pour donner à la dite vente l'effet du décret.

L'adjudicataire devra payer comptant au moment de l'adjudication la somme de $1,000.00.

Les liquidateurs,
CHARETTE & LABELLE.

Edifice: "La Sauvegarde",
152, est, rue Notre-Dame,
Montréal. 1245—9-2-o
4

at the Sheriff's Office, of the district of Montreal, in the Court House, at Montreal, on THURSDAY, the FIFTH day of APRIL, 1934, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the immovables hereinafter designated:

1. An emplacement being the Northeast Corner of Orleans and Nolan Streets, in the city of Montreal, known and designated as being lots numbers eleven hundred and ninety seven, eleven hundred and ninety eight, eleven hundred and ninety nine of original lot number eighteen (18–1197, 1198, 1199) of the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Hochelaga—with a dairy and other buildings thereon erected bearing civic numbers four thousand three hundred and five (4305) of said Orleans Street, and the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovable and right of way in common with all others having a right thereto, subject to usual charges of maintenance, in the lane known and designated as being number eleven hundred and ninety six of said subdivision number eighteen (18–1196).

Save to be deducted the following machines, having been used in the operation of the dairy and which belong to B. Trudel & Cie, to wit:

Boiler and all accessories annexed to the said boiler, being: water and steam piping, grates, smoke pipe, a refrigerator and all its accessories, a brine reservoir, condenser, piping, distributing installation, etc., all the water and steam pipes, sanitary connections, etc., thermometers, cream scales, wires, milk tank, cooler, Avery scale and platform, pump, motor, one Ormsby filter, pasteurizer, one H. P. motor, cooler, another motor, cork insulation for the refrigerator, tank with sanitary pipes, separator, tank for washing bottles with motor, Laval Pasteurizer, churn with motor, washing machine and motor, machine for washing the cans with motor, one Laval turbine separator, one Milwaukee bottler, one hand capper, one Laval thermometer, one thermometer, one brine manometer, one motor pump, one heating thank, one bottler, one decapper with water power motor, one motor, one pasteuriser for 400 gallons, one 100 gallon reservoir, one Gaulin homogenizor;

2. Three lots of land fronting on said Orleans Street, known and designated as being lots numbers twelve hundred and thirty six, twelve hundred and thirty seven and twelve hundred and thirty eight of original lot number eighteen (18–1236, 1237 and 1238) of the aforesaid official plan and book of reference—with all the rights without exception and all active and passive servitudes, apparent and unapparent attached to the hereinabove described lots.

The said immovables will be sold pursuant to the provisions of the Winding-up Act, chapter 213, and its amendments, Revised Statutes of Canada, 1927, and also according to the provisions of articles 9 to 15 inclusively of chapter 277 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1925, and amendments, to give the said sale the effect of a Sheriff's sale.

The purchaser must pay in cash at the time of the sale, the sum of $1,000.00.

CHARETTE & LABELLE,
Liquidators.

"La Sauvegarde" Building,
152, Notre Dame Street, East,
Montreal. 1246—9-2

Canada, Province de Québec, district de Montréal, No 277. Dans l'affaire de R.-H. Beaulieu, notaire, ayant sa place d'affaires au No 10 rue Saint-Jacques-Est, Montréal.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un emplacement ayant front sur la rue Le Caron, quartier Saint-Paul, à Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Montréal, comme étant le lot numéro quatre de la subdivision du lot numéro originaire trois mille neuf cent trente (3930-4) mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; avec droit de passage dans la ruelle située en arrière dudit emplacement en commun avec ceux y ayant droit, sans pouvoir l'obstruer et aux conditions ordinaires d'entretien et avec une maison en bois et briques à trois étages, comprenant trois logements portant les numéros civiviques 2322 à 2326 de la rue LeCaron et autres bâtisses dessus érigées.

Sera vendu suivant un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, en matière de faillite, rendu le 26 février 1934, portant le No 277 des dossiers de la dite Cour, aux enchères publiques suivant les dispositions de l'Article 45 de la Loi de Faillite et après les avis requis par le Code de Procédure Civil de la Province de Québec, de manière à donner à ladite vente l'effet du décret, au bureau du Shérif du district de Montréal, situé au Palais de Justice, en la cité de Montréal, JEUDI, le DOUZIEME jour du mois d'AVRIL mil neuf cent trente-quatre, à ONZE heures et TRENTE minutes de l'avant-midi.

Conditions de paiement: 10% comptant, la balance sous trois jours.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
ALBERT LAMARRE.

Montréal, le 7 mars 1934.

Du bureau de:
Lamarre, Lamarre & Inns,
19-Est, rue Saint-Jacques,
Montréal. 1523—10-2-o

Canada, Province de Québec, District de Montréal, No 277.

Dans l'affaire de R.-H. Beaulieu, notaire, ayant sa place d'affaires au No 10 rue Saint-Jacques, Est, Montréal.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un emplacement situé au coin des rues Rielle et Galt dans le quartier Saint-Paul, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant les lots numéros trois et quatre de la subdivision du lot originaire numéro trois mille neuf cent quatre-vingt-un (3981-3 et 4) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec une bâtisse à trois étages dessus érigée, portant les numéros civiques 5553 à 5561 de la rue Rielle maintenant rue Laurendeau et 1800 à 1806 de la rue Galt et toutes autres bâtisses dessus érigées.

Sera vendu suivant un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, en matière de faillite, rendu le 26 février 1934, portant le No 277 des dossiers de la dite Cour, aux enchères publiques suivant les dispositions de l'article 45 de la Loi de Faillite et après les avis requis par le Code de Procédure Civil de la Province de Québec, de manière à donner à ladite vente l'effet du décret, au bureau du shérif du district de Montréal, situé au Palais de Justice, en la cité de

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, No. 277. In the matter of R. H. Beaulieu, notary, having his place of business at No. 10 Saint James Street East, Montreal.

Public notice is hereby given that the immovable designated as follows:

An emplacement fronting on LeCaron Street, Saint Paul's Ward, at Montreal, known and designated on the official plan and book of reference for the Parish of Montreal, as being lot number four of the subdivision of original lot number three thousand nine hundred and thirty (3930-4) measuring twenty five feet in width by eighty feet in depth, English measure and more or less, with right of way in the lane situate in the rear of said emplacement, in common with others having rights therein, without right to encumber the same and subject to the customary charges of maintenance, and with a wood and brick three story house, containing three dwellings, bearing civic numbers 2322 to 2326 LaCaron Street and other buildings thereon erected.

Will be sold pursuant to a judgment of the Superior Court for the district of Montreal, sitting in Bankruptcy, rendered the 26th of February, 1934, bearing No. 227 of the records of the said Court, at public auction, in conformity with the formalities of article 45 of the Bankruptcy Act and after notice given pursuant to the provisions of the Code of Civil Procedure of the Province of Quebec, so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, at the Sheriff's office for the district of Montreal, situate in the Court House, in the city of Montreal, on THURSDAY, the TWELFTH day of the month of APRIL, nineteen hundred and thirty four, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions of payment: 10% cash, the balance within three days.

For information and list of charges, apply to the undersigned.

Montreal, March 7, 1934.

ALBERT LAMARRE,
Trustee.

Of the Office of:
Lamarre, Lamarre & Inns,
19 Saint James Street East,
Montreal. 1524—10-2

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 277.

In the matter of R. H. Beaulieu, notary, having his place of business at No. 10, Saint James Street East, Montreal.

Public notice is hereby given that immovable designated as follows:

An emplacement situate at the corner of Rielle and Galt Streets in Saint Paul's Ward, in the City of Montreal, known and designated as being lots numbers three and four of the subdivision of the original lot number three thousand nine hundred and eighty one (3981-3 and 4) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal—with a three story building thereon erected, bearing civic numbers 5553 to 5561 of Rielle Street now Laurendeau Street and 1800 to 1806 of Galt Street and any other buildings thereon erected.

Will be sold pursuant to a judgment of the Superior Court for the district of Montreal, sitting in Bankruptcy, rendered the 26th. of February, 1934, bearing No. 277 of the records of the said Court, at public auction, in conformity with the formalities of article 45 of the Bankruptcy Act and after notice given pursuant to the provisions of the Code of Civil Procedure of the Province of Quebec, so as to give the said sale

Montréal, VENDREDI, le TREIZIEME jour du mois d'AVRIL, mil neuf cent trente-quatre, à ONZE heures et TRENTE minutes de l'avant-midi.

Conditions de paiement: 10% comptant, la balance sous trois jours.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Montréal, le 7 mars 1934.

Le syndic,
ALBERT LAMARRE.

Du bureau de: Lamarre, Lamarre & Inns,
19 est, rue Saint-Jacques,
Montréal. 1525—10-2-o

Canada, Province de Québec, district de Montréal, No 277. Dans l'affaire de R.-H. Beaulieu, notaire, ayant sa place d'affaires au No 10 rue Saint-Jacques-Est, Montréal.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un emplacement faisant front sur la rue Mazarin, dans le quartier Saint-Paul, ci-devant quartier Emard, à Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Montréal, comme étant le lot numéro six cent dix de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-610)—avec une maison en bois et briques à deux étages, comprenant deux logements portant les numéros civiques 6023 et 6025 de la rue Mazarin et autres bâtisses dessus érigées et droit de passage dans la ruelle située en arrière du dit emplacement sans pouvoir l'obstruer et aux conditions ordinaires d'entretien.

Sera vendu suivant un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, en matière de faillite, rendu le 26 février 1934, portant le No 277 des dossiers de la dite Cour, aux enchères publiques suivant les dispositions de l'article 45 de la Loi de Faillite et après les avis requis par le Code de Procédure Civil de la Province de Québec, de manière à donner à ladite vente l'effet du décret, au bureau du Shérif, du district de Montréal, situé au Palais de Justice, en la cité de Montréal, VENDREDI, le TREIZIEME jour du mois d'AVRIL mil neuf cent trente-quatre, à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions de paiement: 10% comptant, la balance sous trois jours.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
ALBERT LAMARRE.

Montréal, le 7 mars 1934.

Du bureau de:
Lamarre, Lamarre & Inns,
19-Est, rue Saint-Jacques.
Montréal. 1527—10-2-o

the effect of a Sheriff's sale, at the Sheriff's office for the district of Montreal, situate in the Court House, in the city of Montreal, on FRIDAY, th THIRTEENTH day of the month of APRIL, nineteen hundred and thirty four, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions of payment: 10% cash, the balance within three days.

For information and list of charges, apply to the undersigned.

Montreal, March 7, 1934.

ALBERT LAMARRE,
Trustee.

Of the Office of: Lamarre, Lamarre & Inns,
19 Saint James Street East,
Montreal. 1526—10-2

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 277. In the matter of R.-H. Beaulieu notary, having its place of business at No. 10,, Saint James Street East, Montreal.

Public notice is hereby given that the immovable designated as follows:

An emplacement fronting on Mazarin Street, in Saint Paul's Ward, heretofore Emard Ward, at Montreal, known and designated on the official plan and book of reference for the Parish of Montreal, as being lot number six hundred and ten of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-610)—with a wood and brick two story house containing two dwellings and bearing civic numbers 6023 and 6025 Mazarin Street, and other buildings thereon erected, and right of way in the lane situate in the rear of said emplacement, without right to encumber the same, and subject to the customary charges of maintenance.

Will be sold pursuant to a judgment of the Superior Court for the district of Montreal, sitting in Bankruptcy, rendered the 26th of February, 1934, bearing No. 277 of the records of the said Court, at public auction, in conformity with the formalities of article 45 of the Bankruptcy Act and after notice given pursuant to the provisions of the Code of Civil Procedure of the Province of Quebec, so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, at the Sheriff's office for the district of Montreal, situate in the Court House, in the city of Montreal, on FRIDAY, the THIRTEENTH day of the month of APRIL, nineteen hundred and thirty four, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions of payment: 10% cash, the balance within three days.

For information and list of charges, apply to the undersigned.

Montreal, March 7, 1934.

ALBERT LAMARRE,
Trustee.

Of the Office of:
Lamarre ,Lamarre & Inns,
19 Saint James Street East,
Montreal. 1528—10-2

Bureaux-chefs

Avis est, par les présentes, donné que la Compagnie "Midland Mining Corporation, Limited, (No Personal Liability), constituée en corporation par Lettres Patentes en date du 22e jour de janvier 1934, et ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, a établi son bureau au No 231, Notre-Dame ouest, en ladite cité de Montréal.

Chief Offices

Notice is hereby given that the Company "Midland Mining Corporation, Limited, (No Personal Liability), incorporated by Letters Patent dated the 22nd. day of January, 1934, and having its head office in the city of Montreal, in the Province of Quebec, has established its office at No. 231, Notre Dame West, in the said city of Montreal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 13e jour de février 1934.

Le président,
1647–o J.-A. SABOURIN.

JOHN MILLEN MONT-JOLI, LIMITÉE.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "John Millen Mont-Joli, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, le cinquième jour de mars 1934, et ayant son bureau-chef à Mont-Joli, a établi son bureau-chef sur la rue C. N. R., Mont-Joli, P. Q.

Daté en la cité de Montréal, province de Québec, ce douzième jour de mars 1934.

Le président,
1671 J.-ERNEST MILLEN.

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "Lanoraie Natural Gas Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 janvier 1934 et ayant son bureau-chef en la cité de Hull, a établi son bureau au No 167, rue Principale.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré comme étant le bureau-chef de la compagnie.

Daté à Hull, ce 29ème jour de janvier 1934.

Le secrétaire,
1673 J.-R. CULBERT.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 13th. day of February, 1934.

J. A. SABOURIN,
1648 President.

JOHN MILLEN MONT-JOLI, LIMITEE.

Notice is hereby given that John Millen Mont-Joli, Limitée, incorporated by Letters Patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on the fifth day of March, 1934, and having its head office, at Mont Joli, has established its head office, on C. N. R. Street, Mont Joli, P. Q.

Dated at the city of Montreal, Province of Quebec, this twelve day of March, 1934.

J. ERNEST MILLEN,
1672–o President.

Notice is hereby given that "Lanoraie Natural Gas Company, Limited", incorporated by letters patent on the 26th day of January, 1934, and having its head office in the city of Hull has established its office at No. 167 Main Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Hull, this 29th day of January, 1934.

J. R. CULBERT,
1674–o Secretary.

Charte:—Abandon de

"ALGONQUIN POWER COMPANY"

"Algonquin Power Company", par les présentes donne avis qu'elle fera application au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de la province de Québec, suivant les dispositions de l'article 25 de la loi des compagnies de Québec, pour l'abandon de sa charte, à compter d'une date à être fixée par le secrétaire de la Province.

Montréal, le 14 mars 1934.

Le secrétaire,
1665–o AUGUSTE MATHIEU.

Charter:—Surrender of

"ALGONQUIN POWER COMPANY"

"Algonquin Power Company", hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor in council of the Province of Quebec, under the provisions of section 25 of the Quebec Companies' Act, for acceptance of the surrender of its charter, on and from a date to be fixed by the Secretary of the Province.

Montreal, March 14th, 1934.

AUGUSTE MATHIEU,
1666–o Secretary.

Liquidation—Avis de

The Union Indemnity Company, un corps politique et incorporé, dûment incorporé, ayant son bureau chef, et principale place d'affaires dans la ville de la Nouvelle-Orléans, dans l'Etat de la Louisiane, un des Etats-Unis de l'Amérique, et ayant sa principale place d'affaires pour le Dominion du Canada, dans les cité et district de Montréal, en Liquidation.

Avis est par les présentes donné que, conformément aux dispositions des sections 167 et 169 de la Loi des Liquidations, en ma qualité de Liquidateur de la Union Indemnity Company, (en liquidation), j'ai l'intention, le 1er jour de mai 1934, de déposer au Département des Assurances, une liste de toutes les personnes qui, d'après les livres et registres de la compagnie, paraissent être des créanciers de la compagnie ou des réclamants en vertu de toute police, y compris toute police échue, évaluée ou annulée; et,

Winding up notice

The Union Indemnity Company, a body politic and corporated, duly incorporated, having its Head Office and chief place of business in the city of New Orleans, in the State of Louisiana, one of the United States of America, and having its chief place of business for the Dominion of Canada, in the city and district of Montreal, In Liquidation.

Notice is hereby given that in accordance with the provisions of sections 167 and 169 of the Winding Up Act, in my quality as Liquidator of the Union Indemnity Company, in Liquidation, I intend on the 1st day of May, 1934, to file in the Department of Insurance a statement of all the persons appearing by the books and records of the company to be creditors of the company or to be claimants under any policy including any matured, valued or cancelled policy, taking cognizance in this connection of all claims

à cet égard, je dois prendre connaissance de toutes les réclamations qui ont découlé des termes des polices et dont j'ai reçu avis, et cette liste doit indiquer le montant, pour lequel chacune de ces personnes doit prendre rang à titre de réclamant ou de créancier, et chaque pareille personne doit être colloquée et prendre rang comme réclamant ou créancier, et être admise à exercer ce droit, pour le montant ainsi déterminé par moi, sans avoir à produire de réclamation, avis ou preuve, ni sans avoir à agir d'autre manière. Cependant, tout intéressé peut contester cette collocation, et toute personne non colloquée, ou non satisfaite de sa collocation, peut produire sa propre réclamation.

Le dit état peut être examiné par tout créancier aux bureaux du liquidateur soussigné.

Montréal, ce 15ième jour de mars 1934.

Le liquidateur,
PAUL-L. TURGEON.

445 Saint-François-Xavier,
Montréal, P. Q. 1649–o

which have arisen in accordance with the terms of the policies of which I have notice, and such statement shall show the amount, for which each person is to rank as a claimant or a creditor and every such person shall be collocated and ranked as, and shall be entitled to the right of a claimant or a creditor for the amount so ascertained by me, without filling any claim, notice or evidence, or taking any action: Provided that any such collocation may be contested by any person interested, and any person who is not collocated, or who is dissatisfied with the amount for which be is collocated, may file his own claim.

Said statement is open to inspection by creditors at the office of the undersigned liquidator.

Montreal, this 15th. day of March, 1934.

PAUL L. TURGEON,
Liquidator.

445 Saint Francois Xavier Street,
Montreal, P. Q. 1650–o

Minutes de notaire

Québec, le 13 mars 1934.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plus à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté en conseil en date du 13 mars 1934, d'accorder à M. Henri Desaulniers, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Flore, dans le district de Trois-Rivières, la transmission des minutes, répertoire et index de feu le notaire Joseph-Hector Desaulniers, en son vivant demeurant et pratiquant à Sainte-Flore, district de Trois-Rivières.

ALEX. DESMEULES.
1651–o Sous-secrétaire de la Province.

Notarial Minutes

Quebec, March 13, 1934.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased by Order-in-Council dated the 13th of March, 1934, to grant in favour of Mr. Henri Desaulniers, notary, residing and practicing at Sainte Flore, in the district of Trois-Rivières, the transfer of the minutes, repertory and index of the late notary Joseph Hector Desaulniers, in his lifetime residing and practising at Sainte Flore, district of Trois-Rivières.

ALEX. DESMEULES,
1652 Assistant Provincial Secretary.

Nominations

Il a plu à son honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 7 mars 1934.

M. Victor Cusson, de la Cité de Montréal: membre de la Commission des Tramways de Montréal, et président de ladite commission, pour tenir, exercer ladite charge pour une période de dix années et durant bonne conduite et en jouir, avec tous les droits, pouvoirs, autorité, privilèges et avantages s'y rapportant de droit.

L'avis re: La nomination de M. Victor Cusson, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 3 mars 1934, à la page 1105 est nul.

Québec, le 8 mars 1934.

MM. Henri-Alfred Demers, de la cité de Québec, 14 Chemin Saint-Louis: juge de paix, avec juridiction sur le district de Québec, Aquila Hébert, de Saint-Léonard, Co. Nicolet, et Ernest-O. Gingras, de Marbleton, Co. Wolfe: juges de paix, avec juridiction dans toute la province de Québec, tous aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358, chapitre 145, Statuts Refondus de Québec, 1925.

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, March 7, 1934.

Mr. Victor Cusson, of the City of Montreal: To be a member of the Montreal Tramways Commission and President of the said Commission, to hold and exercise the said office for a period of ten years and during good conduct and to enjoy the same, with all the rights, powers, authorities, privileges and advantages duly attached thereto.

The notice re: The appointment of Mr. Victor Cusson, published in the *Quebec Official Gazette*, dated March 3, 1934, on page 1105, is null.

Quebec, March 8, 1934.

Messrs Henri Alfred Demers, of the city of Quebec, 14 Saint Louis Road; to be Justice of the Peace with jurisdiction over the district of Quebec, Aquila Hébert, of Saint Léonard, Co. Nicolet, and Ernest O. Gingras, of Marbleton, Co. Wolfe: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the whole province of Quebec, all for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358, chapter 145, Revised Statutes of Quebec, 1925.

M. Stanislas Gouin, de Saint-Julien-de-Wolfestown: juge de paix pour le district de Saint-François.

M. D.-J. Stuart, de Verdun, 654, Avenue Richard: juge de paix, avec juridiction dans le district de Montréal.

M. James-J. Lawn, de Campbell's Bay: juge de paix, avec juridiction dans le district de Pontiac, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'Article 358, chapitre 145, Statuts Refondus de Québec, 1925.

Québec, le 9 mars 1934.

M. Joseph-Alghonse Mercier, de Saint-Patrice-de-Beaurivage, comté de Lotbinière, marchand: juge de paix, avec juridiction sur le district de Québec, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux adispositions de l'article 358, chapitre 145, Statuts Refondus, 1925. 1653–o

Mr. Stanislas Gouin, of Saint Julien de Wolfestown: to be Justice of the Peace for the district of Saint Francis.

Mr. D. J. Stuart, of Verdun, 654 Richard Avenue: to be Justice of the Peace, with jurisdiction over the district of Montreal.

Mr. James J. Lawn, of Campbell's Bay: to be Justice of the Peace, with jurisdiction over the district of Pontiac for the purpose of administering the oath only, according to the provisions of Article 358, Chapter 145, Revised Statuts of Quebec, 1925.

Quebec, March 9, 1934.

Mr. Joseph Alphonse Mercier, of Saint Patrice de Beaurivage, county of Lotbinière, merchant: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the district of Quebec, for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358, chapter 145, Revised Statutes, 1925. 1654

Vente d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné au public, sous l'autorité de la Loi des chemins de fer du Canada, que la compagnie de messageries "Canadian Pacific Express Company" vendra à l'encan public, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, vendredi, le 11 mai 1934, toutes les consignations non réclamées reçues avant le premier mai 1933, dans les bureaux de la division dite Atlantique.

Le président et gérant-général,
1667—11–6–o T.-E. McDONNELL.

Sale of unclaimed freight

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Canadian Pacific Express Company will sell at public auction, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, on Friday, May 11th., 1934, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to May 1st., 1933, at offices in the Atlantic division.

T. E. McDONNELL,
1668—11–6–o President and General Manager.

Avis divers

ALGONQUIN POWER COMPANY.

Avis est par les présentes donné que le règlement suivant a été régulièrement décrété par les directeurs de Algonquin Power Company, et approuvé par ses actionnaires.

REGLEMENT NO 33.

Règlement pour la distribution de l'actif de la Compagnie.

Attendu que Algonquin Power Company, a discontinué ses opérations, sauf pour les fins de sa liquidation et a pourvu au paiement de toutes ses dettes et obligations; et

Attendu qu'il est opportun de distribuer l'actif de la compagnie.

Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme règlement numéro 33 des règlements de Algonquin Power Company, que l'actif de la compagnie soit distribué aux actionnaires proportionnellement, le tout conformément aux dispositions de la section 81 de la loi des compagnies de Québec.

Décrété le 14ième jour de mars 1934.

Le vice-président,
J.-M. ROBERTSON.
Le secrétaire,
1663–o AUGUSTE MATHIEU.

Miscellaneous Notices

ALGONQUIN POWER COMPANY.

Notice is hereby given that the following by-law has been regularly enacted by the Directors of Algonquin Power Company, and approved by the shareholders.

BY-LAW NO. 33.

A by-law to provide for the distribution of the assets of Algonquin Power Company.

Whereas Algonquin Power Company, has ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs and has no debts or obligations that have not been provided for or protected; and

Whereas it is deemed expedient to distribute the assets of the Company.

Therefore, be it enacted and it is hereby enacted as by-law No. 33 of the by-laws of Algonquin Power Company, that the assets of the Company be distributed ratably among the shareholders of the Company, the whole in conformity with the provisions of Section 81 of the Quebec Companies Act.

Enacted the 14th day of March, 1934.

J. M. ROBERTSON,
Vice-President.
AUGUSTE MATHIEU,
1664–o Secretary.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM DES FEMMES

ORDONNANCE No 14*a* (PROVISOIRE)

En remplacement de l'Ordonnance No 14 en vigueur antérieurement.

Couvrant les filles et femmes employées dans l'industrie de l'alimentation

Comprenant la fabrication des bonbons, chocolats et confiseries, biscuits, pain, pâtes alimentaires; confitures, gomme, conserves et produits alimentaires, fruits pressés, sirop, marinades, ainsi que les crèmeries, beurreries et fromageries, entrepôts de salaison et industries connexes.

1. Minima: Aucun salaire par semaine ne sera inférieur à ceux mentionnés ci-dessous:

VILLE ET ILE DE MONTRÉAL

Et un rayon de dix milles autour de l'Ile de Montréal.

Commençantes, pas moins de	$ 7.00
Après 6 mois d'expérience au métier	8.50
Après 12 mois d'expérience au métier	10.00

PROVINCE DE QUÉBEC

A l'exception de la Ville et de l'Ile de Montréal et un rayon de dix milles autour de l'Ile de Montréal

Commençantes, pas moins de	$ 6.00
Après 6 mois d'expérience au métier	7.50
Après 12 mois d'expérience au métier	9.00

2. Heures de travail: La période de travail à laquelle ces minima de salaire s'appliqueront sera de 50 heures par semaine.

a. Tout travail, en plus de la période de travail plus haut mentionnée sera considéré comme temps supplémentaire et devra être payé à pas moins que le taux des salaires minimum fixés par cette Ordonnance.

b. Tout travail fait en moins de la période de travail plus haut mentionnée pourra être compté comme temps réduit et être payé au *pro rata* des salaires minimum fixés par cette Ordonnance.

c. Le total des heures de travail ne pourra en aucun cas dépasser 55 heures par semaine à moins d'avoir obtenu un permis spécial du Département d'Inspection des Edifices Publics et Établissements Industriels.

3. Nombre maximum d'apprenties: Le nombre d'employées de moins de 12 mois d'expérience et gagnant moins de $10.00 par semaine pour la ville et l'île de Montréal, et $9.00 par semaine pour la province de Québec à l'exception de la ville et l'île de Montréal et un rayon de 10 milles autour de l'île de Montréal, ne pourra excéder 50 pour cent du nombre total des ouvrières.

4. Travail à la pièce: Durant les premiers six mois d'apprentissage dans l'industrie, le salaire d'une ouvrière travaillant à la pièce, ne devra pas être moins de $7.00 par semaine dans la ville et l'île de Montréal et un rayon de 10 milles autour de l'île de Montréal, et pas moins de $6.00 par semaine pour la balance de la province de Québec, ou le *pro rata* de ce salaire suivant les heures faites. Dans le cas d'ouvrières travaillant à la pièce et ayant plus de six mois d'apprentissage, il sera suffisant que 80 pour cent de celles-ci reçoivent un salaire conforme à cette Ordonnance, si ce

MINIMUM WAGE BOARD

ORDER No. 14*a* (PROVISORY)

Replacing Order No. 14 which was in force previously.

Governing female employees in factories making or preparing food

Including the making of confectionery, chocolate, biscuits, bread, macaroni and cereals of all kinds; jam, gum, grocery specialties, crushed fruit, syrup, pickles, creameries, butter and cheese factories, together with packing-houses and all allied industries.

1. Minimum: No wage shall be less per week than is set forth in the following table:

CITY AND ISLAND OF MONTREAL

And a radius of ten miles around and beyond the Island of Montreal.

Beginners, not less than	$ 7.00
After 6 months' experience at the trade	8.50
After 12 months' experience at the trade	10.00

PROVINCE OF QUEBEC

Excepting the City and Island of Montreal and a radius of ten miles around and beyond the Island of Montreal

Beginners, not less than	$ 6.00
After 6 months' experience at the trade	7.50
After 12 months' experience at the trade	9.00

2. Hours of Work: The work-period for which these minimum wages shall be paid, shall be 50 hours per week.

a. Work in excess of the above work-period shall be counted as overtime and shall be paid for at not less than the minimum wages fixed by this Order.

b. Work for less than the above work-period may be counted as short-time and be paid for *pro rata* of the minimum wages fixed by this Order.

c. The total of working hours cannot in any case exceed 55 hours per week unless a special permit has been obtained from the Public Buildings and Industrial Establishments Inspection Department.

3. Maximum of Apprentices: The number of employees of less than twelve months experience and earning less than $10 per week for the City and Island of Montreal, and $9 per week for the Province of Quebec, excepting the City and Island of Montreal and a radius of ten miles around and beyond the Island of Montreal, shall not exceed one half of the total female working force.

4. Piece Work: During the first six months experience at the trade, the wage of an apprentice working on piece work shall not be less than $7.00 per week in the City and Island of Montreal and a radius of ten miles around and beyond the Island of Montreal, and not less than $6.00 per week in the balance of the Province of Quebec, or the *pro rata* wage according to hours worked. In the case of pieceworkers of more than six months experience, it is sufficient if at least 80 per cent receive wages conformable to this Order. If the 80 per cent is not attained, the basic piece

80 pour cent n'est pas atteint, le salaire de base du travail à la pièce sera considéré comme trop bas et devra être augmenté en conséquence.

5. Déduction pour absence: Toute déduction faite pour cause d'absence n'excèdera pas la valeur du temps perdu.

6. Attente: Toute employée obligée d'attendre dans l'établissement sera payée pour ce temps d'attente. Les ouvrières à la pièce seront payées à un taux au moins égal à celui fixé pour la catégorie à laquelle elles appartiennent.

7. Permis: La Commission pourra émettre des permis autorisant des ouvrières âgées, infirmes ou handicapées à travailler à des taux de salaire moindres que ceux fixés par la présente Ordonnance. Elle pourra aussi modifier ou suspendre un ou plusieurs de ces règlements pour faire face à des situations exceptionnelles. Les patrons et les employées sont invités à consulter la Commission sur tout problème ou malentendu que cette Ordonnance pourrait occasionner.

8. Pénalités: Toute infraction à cette Ordonnance est passible de l'amende édictée par la loi. (Voir Section 12 de la loi.)

9. Affichage: Copie de cette Ordonnance devra être affichée dans un endroit bien en vue dans l'atelier.

10. Cette Ordonnance sera en force et effective pour une période de douze mois à partir du 15 mai 1934.

GUS. FRANCQ, Président.
OMER BRUNET.
C.-J. GRIFFIN.
EUG. RICHARD,

Montréal, 9 mars 1934. 1655–o

work rate shall be considered as too low and shall be increased accordingly.

5. Deduction for Absence: No deduction below the minimum wage line for absence shall exceed the value of the time lost.

6. Waiting Time: Any employee required to wait on the premises shall be paid for the time thus spent. Pieceworkers shall be paid at a rate not less than that fixed for the class to which they belong.

7. Permits: The Board may issue permits for lower wages than those fixed by this Order on behalf of aged or handicapped workers. It may also grant permits of variation or suspension of any of these regulations in case of exceptional conditions. Employers and employees are invited to consult the Board regarding any problems or misunderstanding which this Order may concern.

8. Penalties: Any violation of this Order is punishable by fine. (See Section 12 of the Act.)

9. Posting: Each establishment shall keep a copy of this Order posted in a conspicuous place in the shop.

10. This Order shall be in force and effective for a period of twelve months, starting the 15th of May, 1934.

GUS. FRANCQ, Chairman.
OMER BRUNET.
C. J. GRIFFIN.
EUG. RICHARD.

Montreal, March 9, 1934. 1656–o

Département de l'Instruction publique

No 133-30.

Québec, le 14 mars 1934.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 13 mars (1934), de détacher de la municipalité scolaire de Hébertville, village, dans le comté du Lac Saint Jean, les lots Nos 14, 15, 16 et 17 du rang Ouest, chemin Kénogami, canton Labarre, et de les annexer à la municipalité scolaire de Hébertville, paroisse, même comté.

1661–o

No 996-22.

Québec, le 12 mars 1934.

Considérant que des erreurs se sont glissées lors de l'érection de la municipalité scolaire de Notre-Dame-Auxiliatrice, dans le comté de Saint-Jean, le Surintendant de l'Instruction publique donne avis, qu'il est opportun de rescinder l'ordre en conseil No 1083, en date du 26 juin 1923, et de le remplacer par un autre qui se lira comme suit:

"Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Jean ville, dans le comté de Saint-Jean, le territoire compris dans les limites de la paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice, borné comme suit: au sud, par les limites nord des propriétés du Pacifique Canadien; à l'ouest, au nord et à l'est, par les limites ouest, nord et est de la cité de Saint-Jean, et de former du dit territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de Notre-Dame-Auxiliatrice", même comté."

1675—11-2-o

Department of Education

No. 133-30.

Quebec, March 14, 1934.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council, has been pleased, by Order in Council dated March 13, (1934), to detach from the School Municipality of Hébertville, Village, in the County of Lake Saint John, lots Nos. 14, 15, 16 and 17, in range West, Kenogami Road, township of Labarre, and to annex the same to the School Municipality of Hébertville parish, same county.

1662

No. 996-22.

Quebec, March 12, 1934.

Whereas certain errors were committed at the time of the erection of the school municipality of Notre-Dame-Auxiliatrice, in the county of Saint John's, the Superintendent of Public Instruction gives notice that it is expedient to cancel Order-in-Council No. 1083, dated the 26th of June, 1923 and to replace same by another which will read as follows:

Application is made to detach from the school municipality of the town of Saint Jean, in the county of Saint John's, the territory comprised within the limits of the parish of Notre-Dame-Auxiliatrice, bounded as follows: on the South by the Northern limits of the properties of the Canadian Pacific, on the West, North and East by the Western, Northern and Eastern limits of the city of Saint John's, and to erect the said territory into a separate school municipality, under the name of "The School Municipality of Notre-Dame-Auxiliatrice", same county.

1676—11-2

VENTES PAR LE SHÉRIF

BEAUCE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: J.-ARTHUR FOURNIER, demandeur; contre GEDEON GIGUERE, défendeur.
No 14227.

Le lot numéro quatorze (14) du cadastre officiel pour le rang neuf du canton Langevin, paroisse de Sainte-Justine—avec bâtisses, circonstance et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Justine, le VINGT-NEUVIEME jour de MARS prochain 1934, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 20 février 1934.
[Première publication, 24 février, 1934]
1119—8-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: PANTALEON LEBRUN, demandeur; contre OMER GENEST, défendeur.
No 14241.

a. Le lot No dix-neuf-A (19A) du cadastre officiel pour le huitième rang du canton de Shenley-Nord, comté de Beauce—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, avec aussi le grément de la sucrerie, à distraire l'emplacement de la beurrerie en faveur de qui de droit suivant titres.

b. Un autre terrain étant partie du lot numéro vingt-B (ptie 20-B) du cadastre officiel pour le huitième rang du canton Shenley-Nord, comté de Beauce, borné des deux bouts aux lignes rectangulaires du rang, d'un côté au terrain de Joseph Busque et de l'autre côté à celui de Léonidas Gilbert—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Honoré de Shenley, le VINGT-SEPTIEME jour de MARS prochain 1934, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 17 février, 1934.
[Première publication, 24 février, 1934]
1121—8-2-o

SHERIFF'S SALES

BEAUCE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: J. ARTHUR FOURNIER, plaintiff; vs GEDEON GIGUERE, defendant.
No. 14227.

Lot number fourteen (14) on the official cadastre for Range nine of the township of Langevin, parish of Sainte Justine—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Justine, on the TWENTY NINTH day of MARCH next, 1934, at TEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, February 20, 1934.
[First publication, February 24th., 1934]
1120—8-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: PANTALEON LEBRUN, plaintiff: against OMER GENEST, defendant.
No. 14241.

a. Lot number nineteen-A (19-A) of the official cadastre for the eighth range of the township of North Shenley, county of Beauce—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, with also the sugary equipment, to be deducted the butter-factory emplacement in favour of the party entitled thereto according to deeds.

b. Another lot of land being part of lot number twenty B (Pt. 20 B) of the official cadastre for the eighth range of the township of North Shenley, county of Beauce, bounded at both ends by rectangular lines of the range, on one side by the land of Joseph Busque and on the other side by that of Léonidas Gilbert—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Honoré de Shenley, on the TWENTY SEVENTH day of MARCH next, 1934, at TEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, February 17, 1934.
[First publication, February 24th., 1934]
1122—8-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Chicoutimi, à savoir: PITRE BERGERON, médecin - chirurgien, domicilié à Manchester, dans l'état du New-Hampshire, l'un des Etats-Unis d'Amérique, demandeur; vs JESSIE ALLARD, de la paroisse de Saint-Dominique-de-Jonquière, défendeur.
No 6266.

1. Une terre formée du lot numéro vingt-sept (27) du sixième rang au cadastre officiel du canton Jonquière, et du lot vingt-sept-A (27-A) du rang cinq du même canton—avec ensemble toutes les

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Chicoutimi, to wit: PITRE BERGERON, physician - surgeon, residing at Manchester, in the State of New Hampshire, one of the United States of America, plaintiff; vs JESSIE ALLARD, of the parish of Saint Dominique-de-Jonquière, defendant.
No. 6266.

1. A farm composed of lot number twenty seven (27) of the sixth range of the official cadastre of the township of Jonquière, and of lot twenty seven-A (27-A) of range five of the same

bâtisses dessus érigées et toutes dépendances, située paroisse Saint-Dominique de Jonquière. Sauf à distraire:—Un certain lopin de terre d'une superficie de cinquante acres (50) connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière comme formant partie des lots numéros vingt-six-B et vingt-sept-A (Ptie 26-B et 27-A) dans le rang cinq (5) dudit canton et compris dans les bornes suivantes, au nord par le cordon divisant les rangs quatre et cinq dudit canton à l'est par le terrain de Arsène Lavoie, au sud par le résidu des dits lots dont il forme partie, propriété de Jessie Allard et à l'ouest par le terrain de Achille Fortin.

2. Les droits du défendeur en vertu d'un billet de location consenti en sa faveur par la Couronne, le 3 avril 1928 à l'immeuble suivant:—Le quart sud du lot No 25 du rang sept du canton de Jonquière, vingt-cinq acres. Borné vers le nord par le résidu du lot 25 appartenant à Anthime Larouche et Roger Bergeron ou représentants, vers l'est par le No 26, vers le sud par le No 24, vers l'ouest partie par le No 24 et partie par le No 23 du même rang; situé paroisse Saint-Dominique de Jonquière, laquelle partie du lot est maintenant connue aux plans et livres de renvoi du cadastre du canton Jonquière comme étant le numéro 25-B du rang 7 dudit cadastre.

3. Les droits que le défendeur possède sur le lot ci-après décrit, lequel est non patenté, lesquels droits sont ceux d'un détenteur de billet de location de la Couronne:

La demie ouest du lot No 25-A du rang 7 au cadastre officiel du canton Jonquière bornée au nord par le No vingt-sept (27) du rang six (6), à l'est par la demie est dudit lot No vingt-cinq-A (25-A) au sud par le lot No vingt-cinq-B (25-B), et à l'ouest par le No dix-neuf-A (19-A), dix-neuf B (19-B), vingt (20), vingt et un (21), vingt-deux (22) et partie de vingt-trois (23) du même rang-sept (7).

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église de Jonquière, en la ville de Jonquière, VENDREDI, le VINGTIEME jour d'AVRIL mil neuf cent trente-quatre, à DEUX heures de l'après-midi.

Le député-shérif,
Bureau du shérif, LEONIDAS GAGNE.
Chicoutimi, ce 14 mars 1934. 1677—11-2-o
[Première publication, le 17 mars 1934]

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Québec, à savoir: No 20180. CREDIT FONCIER FRANCO CANADIEN, corps politique et incorporé ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, et un bureau et une place d'affaires dans la cité de Québec, district de Québec, demanderesse; vs EDGAR CLAVEAU, cultivateur, de la paroisse de Chicoutimi, défendeur.

1. Le lot de terre connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi sous le numéro douze (12) du septième rang sud-ouest du canton de Chicoutimi, et de cent acres environ en superficie.

2. Une terre comprenant:

a. Le lot connu et désigné sous le numéro douze-B (12-B) du huitième rang sud-ouest dudit canton de Chicoutimi, contenant environ cinquante acres.

b. Le lot connu sous le numéro treize (13) dudit huitième rang sud-ouest, contenant environ cent acres, sauf et à distraire en faveur de Luc Boily

township—together with all the buildings thereon erected and all dependencies, situate in the parish of Saint Dominique de Jonquière. Save to be deducted:—A certain parcel of land of an area of fifty acres (50) known and designated on the official cadastre of the township of Jonquière as forming part of lots numbers twenty six-B and twenty seven-A (Pt. 26-B and 27-A) of range five (5) of the said township and comprised within the following boundaries, on the North by the cordon dividing ranges four and five of the said township of the East by the land of Arsène Lavoie, on the South by the residue of the said lots whereof it forms a part, property of Jessie Allard and on the West by the land of Achille Fortin.

2. The rights of the defendant in virtue of a location ticket issued in his favour by the Crown on April 3, 1928, to the following immovable:—The Southern quarter of lot No. 25 of range seven of the township of Jonquière, twenty five acres. Bounded on the North by the residue of lot 25 belonging to Anthime Larouche and Roger Bergeron or representatives, on the East by No. 26, on the South by No. 24, on the West partly by No. 24 and partly by No. 23 of the same range; situate in the parish of Saint Dominique de Jonquière, this said part of lot is now known on the official cadastral plan and book of reference of the township of Jonquière as being number 25-B of range 7 of said cadastre.

3. The rights which the defendant may own on the lot hereinafter described, which lot is not patented, said rights are those of a holder of a Crown loction ticket:

The Western half of lot No. 25-A of range 7 of the official cadastre of the township of Jonquière bounded on the North by No. twenty seven (27), of range six (6), on the East by the Eastern half of said lot No. twenty five-A (25-A) on the South by lot No. twenty five-B (25-B) and on the West by No. nineteen-A (19-A), nineteen-B (19-B), twenty (20), twenty one (21), twenty two (22) and part of twenty three (23) of same range seven (7).

To be sold *en bloc*, at the church door of Jonquière, in the town of Jonquière, on FRIDAY, the TWENTIETH day of APRIL, nineteen hundred and thirty four, at TWO o'clock in the afternoon.

LEONIDAS GAGNE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Chicoutimi, March 14, 1934. 1678—11-2
[First publication, March 17th, 1934]

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Quebec, to wit: No. 20180. CREDIT FONCIER FRANCO CANADIEN, a body politic and corporate having its head office and its principal place of business in the city of Montreal, and an office and a place of business in the city of Quebec, district of Quebec, plaintiff; vs EDGAR CLAVEAU, farmer, of the parish of Chicoutimi, defendant.

1. The lot of land known and designated on the official cadastre of the parish of Chicoutimi under number twelve (12) of the seventh Southwest range of the township of Chicoutimi, and having about one hundred acres in area.

2. A farm comprising:

a. The lot known and designated under number twelve-B (12-B) of the eighth Southwest range of the said township of Chicoutimi, containing about fifty acres.

b. The lot known under number thirteen (13) of said eighth Southwest range, containing about one hundred acres, save and to be deducted in

ou représentants, un terrain à être pris à l'angle nord-est dudit lot, mesurant deux arpents et un quart de largeur, au chemin de front, sur deux arpents de profondeur et compris dans les bornes suivantes: vers le sud-est audit chemin de front, vers le nord-est à la ligne qui divise le lot douze-B dudit lot numéro treize, et vers le sud-ouest et le nord-ouest par le résidu dudit lot treize.

c. Toute cette partie du lot connu au même cadastre sous le numéro quatorze du même huitième rang sud-ouest du canton de Chicoutimi, compris dans les bornes suivantes: vers le sud-est et le sud par la ligne qui suit les côtés sud-est et sud du pied du rocher qui coupe le lot de biais en partant du trécarré entre les septième et huitième rangs à l'intersection de la ligne latérale entre ledit numéro quatorze et le lot numéro quinze, vers le nord-ouest par les terres du neuvième rang, du côté sud-ouest par le terrain de Gabélus Tremblay ou représentants, et du côté nord-est par le lot numéro treize—avec toutes bâtisses sur lesdits terrains et toutes dépendances.

Pour être vendus, en la cité de Chicoutimi, au Bureau du shérif, dans le palais de justice, JEUDI, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL, mil neuf cent trente-quatre, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
Bureau du shérif, LEONIDAS GAGNE.
Chicoutimi, ce quatorzième jour de mars 1934.
[Première publication, 17 mars 1934]
1679—11-2-o

favour of Luc Boily, or representatives, a parcel of land to be taken at the Northeast angle of said lot, measuring two arpents and one quarter in width, on the front road, by two arpents in depth and comprised within the following boundaries: on the Southeast by the said front road, on the Northeast by the line which divided lot twelve-B from said lot number thirteen, and on the Southwest and Northwest by the residue of said lot thirteen.

c. All that part of the lot known on the same cadastre under number fourteen of the same eighth Southwest range of the township of Chicoutimi, comprised within the following boundaries: on the Southeast and South by the line which follows the Southeast and South sides of the foot of the rock which cuts the lot obliquely, starting at the "trait carré" between the seventh and eight ranges at the intersection of the lateral line between the said number fourteen and lot number fifteen, on the Northwest by the lands of the ninth range, on the Southwest side by the land of Gabélus Tremblay or representatives, and on the Northeast side by lot number thirteen—with all the buildings on the said lots of land and all dependencies.

To be sold, in the city of Chicoutimi, at the Sheriff's Office, in the Court House, on THURSDAY, the NINETEENTH day of APRIL, nineteen hundred and thirty four, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LEONIDAS GAGNE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Chicoutimi, this fourteenth day of March, 1934.
[First publication, March 17th, 1934]
1680—11-2

GASPÉ

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Rimouski.

Province de Québec, District de Rimouski, No 4466. } T.-R. MCKENZIE, contracteur de l'endroit appelé Campbellton, dans la province du Nouveau-Brunswick, demandeur; vs JAMES-R. FRASER, de l'endroit appelé Matapédia, district de Gaspé, défendeur, à savoir:

Le lot numéro sept (7) du premier rang Matapédia, canton de Restigouche, borné au sud-ouest par la rivière Matapédia, au sud-est par le lot No 6, au nord-est par la ligne du deuxième rang, et au nord-ouest par le lot No 8, ayant douze chaines de front sur cent neuf chaînes de profondeur, formant cent trente et une acres en superficie, y compris la partie occupée par le chemin de fer—avec les édifices sus-érigés, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Laurent-de-Matapédia, JEUDI, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL 1934, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, E.-W. SHEPPARD.
New-Carlisle, le 10 mars 1934.
[Première publication, le 17 mars 1934]
1611—11-2

GASPÉ

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Rimouski.

Province of Quebec, District of Rimouski, No. 4466. } T. R. MCKENZIE, contractor of the place called Campbellton, in the Province of New Brunswick, plaintiff; vs JAMES R. FRASER, of the place called Matapedia, district of Gaspe, defendant, to wit:

Lot number seven (7) of the first Matapedia range, township of Restigouche, bounded on the South West by the Matapedia River, on the South East by lot No. 6, on the North East by the line of the second range, and on the North West, by lot No. 8, having twelve chains of a front on one hundred and nine chains of a depth, forming one hundred and thirty one acres in superficies, including the Part Covered by the railroad—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Laurent de Matapedia, on THURSDAY, the TWENTY SIXTH day of APRIL, 1934, at TEN o'clock in the forenoon.

E. W. SHEPPARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
New Carlisle, March 10th., 1934.
[First publication, March 17th., 1934]
1612—11-2-o

HULL

Cour Supérieure.—District de Hull.

No 4710. } LA CORPORATION DU CANTON DE HINCKS, corps politique et incorporé en vertu des dispositions du

HULL

Superior Court.—District of Hull.

No. 4710. } THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF HINCKS, a body politic and corporate under the provisions

Code Municipal de la province de Québec, ayant sa principale place d'affaires au canton de Hincks, district de Hull, demanderesse; vs ZOTIQUE EMOND, du canton de Hincks, district de Hull, défendeur.

Les immeubles portant les numéros 26 et 27 du troisième rang du canton de Hincks—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse du Très Saint Nom de Marie du Lac Sainte-Marie, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, I. ST-PIERRE.
Hull, 13 mars, 1934. 1619—11-2-o
[Première publication, 17 mars, 1934]

of the Municipal Code of the Province of Quebec, having its principal place of business in the township of Hincks, district of Hull, plaintiff; vs ZOTIQUE EMOND, of the township of Hincks, district of Hull, defendant.

The immoveables bearing numbers 26 and 27 of the third range of the township of Hincks—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Très Saint Nom de Marie du Lac Sainte Marie, on the TWENTY FOURTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

I. ST-PIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, March 13, 1934. 1620—11-2
[First publication, March 17th., 1934]

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: No 2564. JACQUES CARTIER, avocat et Conseil du Roi, de la cité de Saint-Jean, district d'Iberville, demandeur; vs E.-N. CHEVALIER, de la ville d'Iberville, dans le dit district, défendeur; et JACQUES CARTIER, avocat, de la cité de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, demandeur en garantie; et GEORGES MARIEN, avocat, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, défendeur en garantie et intervenant, et le dit défendeur E.-N. CHEVALIER, contestant.

Saisi comme appartenant au défendeur et contestant:

L'immeuble portant le numéro trente-un (No 31) du cadastre officiel de la ville de Saint-Jean—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu au bureau du shérif, au Palais de Justice, en la cité de Saint-Jean, district d'Iberville, MARDI, le VINGT-SEPTIEME jour de MARS prochain 1934, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ADÉLARD FORGET.
Saint-Jean, Québec, le 19 février 1934.
[Première publication, le 24 février 1934]
1123—8-2-o

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Iberville.

Saint Johns, to wit: No. 2564. JACQUES CARTIER, lawyer and King's Counsel, of the city of Saint Johns, district of Iberville, plaintiff; vs E. N. CHEVALIER, of the town of Iberville, defendant; and JACQUES CARTIER, lawyer, of the city of Saint Johns and district of Iberville, plaintiff in guarantee; and GEORGES MARIEN, lawyer, of the city of Montreal, district of Montreal, defendant in guarantee and intervenant; and the said defendant, E. N. CHEVALIER, contestant.

Seized as belonging to the defendant and contestant:

An immovable property bearing number thirty one (No. 31) of the official cadastre of the city of Saint Johns—with buildings thereon erected.

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House, in the city of Saint Johns, district of Iberville, TUESDAY, the TWENTY SEVENTH day of MARCH next, 1934, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADELARD FORGET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, Que., February 19th., 1934.
[First publication, February 24th., 1934]
1124—8-2-o

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure, Québec.

Montmagny, à savoir: No 28100. DAME ANNA DORVAL, de la cité et du district de Québec, maîtresse de pension, épouse commune en biens de Wilfrid Gendron, père, interné pour démence et folie, à l'Hôpital Saint-Michel-Archange, en sa qualité de curatrice à Wilfrid Gendron, fils, duement autorisée à ester en justice, par l'un des juges de cette cour, demanderesse; contre ALPHONSE PROULX, de la cité et du district de Québec, défendeur.

1. Un terrain mesurant environ deux arpents de largeur sur trois arpents de profondeur, borné nord à la rivière Morigeau, sud au chemin public, nord-est au numéro 258, sud-ouest à l'acquéreur, sans garantie de mesure, et faisant partie du lot numéro quatre cent douze (412) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-François—avec la maison, la grange et dépendances dessus construites.

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court, Quebec.

Montmagny, to wit: No. 28100. DAME ANNA DORVAL, of the city and district of Quebec, boardinghouse-keeper, wife common as to property of Wilfrid Gendron, Sr., interned for insanity in the Saint Michel Archange Hospital, in her quality of curatrix of Wilfrid Gendron, Jr., duly authorized to *ester en justice* by one of the Judges of the said Court, plaintiff; against ALPHONSE PROULX, of the city and district of Quebec, defendant.

1. A lot of land measuring about two arpents in width by three arpents in depth, bounded on the North by the Morigeau river, South by the public road, Northeast by No. 258, Southwest by the purchaser, without warranty of exact measurement, and forming part of lot number four hundred and twelve (412) of the official cadastre for the parish of Saint François—with the house, barn and dependencies thereon erected.

2. Une terre mesurant quatre arpents de largeur sur environ seize à dix-sept arpents de profondeur, sans garantie de mesure et telle que bornée ci-après; nord au chemin public, sud à la rivière des Prairies, nord-est à Ernest Boulet, sud-ouest au terrain ci-après décrit plus bas et faisant partie des lots numéros quatre cent quatorze (414) et quatre cent quinze (415) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-François et dépendances.

3. Un terrain mesurant deux arpents de largeur sur environ quinze arpents de profondeur, borné nord au chemin public, sud à la rivière des Prairies, nord-est à un terrain ci-dessus décrit, sud-ouest à Adélard Gendron et faisant partie du lot numéro quatre cent onze (411), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-François—et dépendances.

4. Un autre terrain mesurant un arpent et quart de largeur sur environ trois arpents de profondeur, borné nord à la rivière Morigeau, sud au chemin public, nord-est Télesphore Boulet, sud-ouest à un terrain décrit plus haut et faisant partie du lot numéro deux cent cinquante-huit (258) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-François, et dépendances.

5. Les lots de terre portant les numéros deux cent soixante-dix-sept (277) et deux cent soixante-six (266) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-François, et dépendances.

Pour être vendus en bloc, comme une seule exploitation, suivant ordonnance de la Cour en date du 2 février 1934, à la porte de l'église de Saint-François, MARDI, le VINGT-SEPTIEME jour du mois de MARS prochain 1934, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-C. LISLOIS.
Montmagny, 19 février 1934. 1125—8-2-o
[Première publication, le 24 février 1934]

2. A farm measuring four arpents in width by about sixteen to seventeen arpents in depth, without warranty of exact measurement, and as hereinafter bounded: North by the public road, South by the Des Prairies river, Northeast by Ernest Boulet, Southwest by the land hereinafter described and forming part of lots numbers four hundred and fourteen (414) and four hundred and fifteen (415) of the official cadastre for Saint François, and dependencies.

3. A lot of land measuring two arpents in width by about fifteen arpents in depth, bounded on the North by the public road, South by the Des Prairies river, Northeast by a piece of land hereinabove described, Southwest by Adelard Gendron, and forming part of the lot number four hundred and eleven (411) of the official cadastre for the parish of Saint François and dependencies;

4. Another lot of land measuring one arpent and one quarter in width by about three arpents in depth, bounded on the North by Morigeau river, South by the public road, Northeast by Telesphore Boulet, Southwest by a piece of land herein above described and forming part of lot number two hundred and fifty eight (258) of the official cadastre for the parish of Saint François, and dependencies.

5. The lots of land bearing numbers two hundred and seventy seven (277) and two hundred and sixty six (266) of the official cadastre for the parish of Saint François, and dependencies.

To be sold "en bloc" as one and the same lot of land, according to the Order of the Court dated February 2, 1934, at the church door of Saint François, on TUESDAY, the TWENTY SEVENTH day of the month of MARCH next, 1934, at TWO o'clock in the afternoon.

J. C. LISLOIS,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, February 19, 1934. 1126—8-2
[First publication, February 24th, 1934]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No C-122906. DAME EMELY ADELAIDE CASSIDY, veuve de Richard Cassidy, demanderesse; vs RAOUL ARCHAMBAULT, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur à sa fille mineure Marcelle Archambault, défendeurs.

La ½ indivise d'un emplacement ayant front rue Bélanger en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot 1342 de la subdivision officielle du lot 192 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de MARS prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 20 février 1934. 1129—8-2-o
[Première publication, le 24 février 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No C-122798. DAME CÉLINA BEAUDRY, veuve de Edgar Turgeon, demanderesse; vs DAME FLAVIENNE DÉCARIE, épouse contractuelle-

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. C-122906. DAME EMILY ADELAIDE CASSIDY, widow of Richard Cassidy, plaintiff; vs RAOUL ARCHAMBAULT, both personally and in his quality of tutor to his minor daughter Marcelle Archambault, defendants.

The undivided ½ of an emplacement fronting on Belanger street in the city of Montreal, known and designated as being lot 1342 of the official subdivision of lot 192 of the official plan and book of reference for the Incorporated Village of Cote Visitation—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of MARCH next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 20th., 1934 1130—8-2
[First publication, February 24th., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. C-122798. DAME CELINA BEAUDRY, widow of Edgar Turgeon, plaintiff; vs DAME FLAVIENNE DECARIE, wife separate as to pro-

ment séparée de biens de Alphonse-X. Cardinal, et dûment autorisée par son dit époux, défenderesse.

Un emplacement ayant front sur la rue Pontiac, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision numéro quarante-deux du lot originaire numéro trois cent vingt-quatre (324–42) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—et avec bâtisses dessus érigées comprenant deux logements portant les numéros civiques 4527 et 4529 de la rue Pontiac à Montréal, et avec tous les droits de propriété et autres lui appartenant dans la ruelle située en arrière dudit emplacement et étant connue sous le numéro quarante-sept au plan de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent vingt-quatre (324–47).

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 22 février 1934. 1019—8-2-o
[Première publication,le 17 février 1934 est nulle.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ALLIANCE NATIONALE, demanderesse; vs ARTHUR PIGEON, défendeur.
No C-128020. }

1. Un emplacement situé en la cité de Verdun, ayant front sur l'Avenue Willibrord, contenant trente-cinq pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, étant désigné sous le numéro deux de la subdivision du lot numéro quatre mille quatre cent quarante-neuf (4449-2) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal;

2. Un emplacement situé en la cité de Verdun, ayant front sur l'Avenue Willibrord, contenant trente-cinq pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, étant le numéro un de la subdivision officielle du lot quatre mille quatre cent cinquante (4450-1) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

Avec une maison en béton, bois et brique et autres bâtisses érigées sur les deux lots susdits; et portant les numéros civiques 334 à 354 inclusivement de la dite Avenue Willibrord.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures ET DEMIE de l'après midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 20 février 1934. 1127—8-2-o
[Première publication, le 24 février 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH LABRECHE, demandeur; vs ALEXANDRE JODOIN, défendeur; et ALBERT-P. NOLET, curateur au délaissement.
No F-131171. }

Un emplacement situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Papineau, mesurant vingt-cinq pieds de largeur, par quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, connu et désigné sous le numéro sept de la subdivision du lot originaire numéro trois (3-7) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec une maison, contenant deux magasins et quatre logements, et avec toutes les autres bâtisses dessus construites.

perty by marriage contract of Alphonse X. Cardinal, and by her said husband duly authorized, defendant.

An emplacement fronting on Pontiac Street, in the city of Montreal, known and designated as being subdivision number forty two of the original lot number three hundred and twenty four (324–42) on the official plan and book of reference for the incorporated Village of Côte Saint Louis—and with buildings thereon erected including two dwellings bearing civic numbers 4527 and 4529 of Pontiac Street, at Montreal, and with all rights of ownership and others appertaining thereto, in the lane situate in the rear of said emplacement and being known under number forty seven on the official subdivision plan of the original lot number three hundred and twenty four (324–47).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 22nd., 1934. 1020—8-2-o
[First publication, February 17th., 1934 is null.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ALLIANCE NATIONALE, plaintiff; vs ARTHUR PIGEON, defendant.
No. C-128020. }

1. An emplacement situate in the City of Verdun, fronting on Willibrord Avenue, measuring thirty five feet in width by eighty feet in depth, English measure, more or less, being designated under number two of the subdivision of lot number four thousand four hundred and forty nine (4449-2) of the official plan and book of reference for the Municipality of the Parish of Montreal;

2. An emplacement situate in the City of Verdun, fronting on Avenue Willibrord, measuring thirty five feet in width by eighty feet in depth, English measure, more or less, being number one of the official subdivision of lot four thousand four hundred and fifty (4450-1), of the official plan and book of reference for the parish of Montreal.

With a concrete, wood and brick house and other buildings erected on the two aforesaid lots, and bearing civic numbers 334 to 354 inclusively of said Willibrord Avenue.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY NINTH day of MARCH, next, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 20, 1934. 1128—8-2
[First publication, February 24th, 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH LABRECHE, plaintiff; vs ALEXANDRE JODOIN, defendant; and ALBERT P. NOLET, curator to the surrender.
No. F-131171. }

An emplacement situate in the city of Montreal, fronting on Papineau Street, measuring twenty five feet in width by ninety five feet in depth, known and designated under number seven of the subdivision of original lot number three (3-7) of the official plan and book of reference for the Incorporated Village of Côte Saint Louis—with a house, containing two stores and four dwellings, and with all the other buildings thereon erected.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de MARS prochain, à DIX heures et DEMIE du matin.

Un dépôt de $900.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, en date du 9 février 1934.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 20 février 1934. 1135—8-2-o
[Première publication, 24 février, 1934]

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of MARCH next, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $900.00 will be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated February 9, 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 20, 1934. 1136—8-2
[First publication, February 24th., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: CONTINENTAL GUARANTY CORPORATION OF CANADA, LIMITED, demanderesse; vs THEOPHILE PEARSON, défendeur.
No E-130137.

Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Longue-Pointe, sous le numéro de cadastre vingt et un, subdivision cinq cent quatre-vingt-six (21-586), et portant les numéros civiques 2907 et 2909 de la rue Dickson, Quartier Mercier, en la cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 20 février 1934. 1131—8-2-o
[Première publication, le 24 février 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: CONTINENTAL GUARANTY CORPORATION OF CANADA, LIMITED, plaintiff; vs THEOPHILE PEARSON, defendant.
No. E-130137.

That lot of land known and designated on the official plan and book of reference for the Parish of La Longue Pointe, under cadastral number twenty one, subdivision five hundred and eighty six (21-586) and bearing civic numbers 2907 and 2909 of Dickson Street, Mercier Ward, in the City of Montreal.

To be sold at my office, in the City of Montreal, ou the TWENTY NINTH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 20, 1934. 1132—8-2
[First publication, February 24th, 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: NICK KONDRICK, demandeur; vs ALEX. CHARAK, défendeur.
No 115598.

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Clark, et étant connu comme étant la moitié nord-ouest de la subdivision quatre cent un du plan de subdivision dûment fait et déposé du lot numéro onze (11-401) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec les bâtisses susérigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de MARS prochain, à DIX heures ET DEMIE du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 20 février 1934. 1133—8-2
[Première publication, le 24 février 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: NICK KONDRICK, plaintiff; vs ALEX. CHARAK, defendant.
No. 115598.

A lot of land, situated in the City of Montreal, fronting on Clarke Street, and being known as the Northwesterly half of subdivision four hundred and one on the subdivision plan duly made and fyled of lot number eleven (11-401) on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of la Côte Saint Louis—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of MARCH next, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 20th, 1934. 1134—8-2-o
[First publication, February 24th, 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: JOSEPH VANIER, demandeur; vs ALEXANDRE JODOIN, défendeur.
No A-126141.

Un lot de terre ayant front sur le Park Row, cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-dix-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quarante-neuf (149-98) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la Cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour du mois de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 20 février 1934. 1139—8-2-o
[Première publication, le 24 février 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: JOSEPH VANIER, plaintiff; vs ALEXANDRE JODOIN, defendant.
No. A-126141.

A lot of land fronting on Park Row, city of Montreal, known and designated under number ninety eight on the official subdivision of original lot number one hundred and forty nine (149-98) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal —with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of the month of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 20, 1934. 1140—8-2
[First publication, February 24th, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } MARCEL PAIN-
No A-126109. } CHAUD, demandeur; vs GEORGES-W. FAUST, défendeur.

Un emplacement situé à Montréal, à l'angle nord-ouest des rues Vitré et Sanguinet, et connu et désigné sous le numéro cent quarante-six (146) sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis; mesurant dix-neuf pieds de largeur par soixante pieds de profondeur, plus ou moins—avec tous droits y inhérents et avec tous bâtiments dessus érigés, comprenant une maison de trois étages contenant un magasin et un logement, portant les numéros civiques 285 à 291 est, rue Vitré.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $850.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 20 février 1934.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 20 février 1934. 1137—8-2-o
[Première publication, le 24 février 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME LOUISE DE-
No D-111893. } GUIRE, veuve de Georges Millen, faisant seule le commerce de bois de construction, en la dite cité de Montréal, sous la raison sociale de "Millen et Frères", demanderesse; vs DAME LUCIA MARTIN, épouse séparée de biens de O. Gonthier, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défenderesse; et P.-A. LONGPRÉ, *es-qual.*, mis-en-cause.

Les lots de terre connus et désignés sous les numéros deux cent dix-huit et deux cent dix-neuf de la subdivision officielle du lot numéro cent quatre-vingt-sept (187-218 et 219) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Rose, dans le comté de Laval —avec les constructions y érigées, les dits immeubles se trouvant situés dans la ville de Plage Laval et bornés en front par la rue des Ormes.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, à Sainte-Rose, le VINGT-NEUVIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 21 février 1934. 1163—8-2-o
[Première publication, le 24 février 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TRERIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } PIERRE DUPUIS, de-
No E-124850. } mandeur; vs J.-HENRY SKELLY, en sa qualité de grevé autorisé à la substitution de feu James Skelly; et J.-A. ARCHAMBAULT, en sa qualité de curateur de la dite substitution, défendeurs.

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro trois cent vingt-quatre aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, en la cité de Montréal—avec bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 21, 23 et 25 de la rue Demontigny, et le No 360 de la rue Clarke et autres dépendances sus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } MARCEL PAIN-
No. A-126109. } CHAUD, plaintiff; vs GEORGES W. FAUST, defendant.

An emplacement situate at Montreal, at the Northwest Corner of Vitre and Sanguinet streets, and known and designated under number one hundred and forty six (146) of the official plan and book of reference for Saint Louis Ward, measuring nineteen feet in width by sixty feet in depth, more or less—with all the rights attached thereto and with all the buildings thereon erected, including a three story house containing a store and one dwelling, bearing civic numbers 285 to 291 Vitre street East.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $850.00 will be exacted from each and every bidder, before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated February 20th., 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 20th., 1934. 1138—8-2
[First publication, February 24th., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME LOUISE DE-
No. D-111893. } GUIRE, widow of Georges Millen, carrying on alone a lumber business in the said City of Montreal, under the firm name of "Millen et Frères", plaintiff; vs DAME LUCIA MARTIN, wife separate as to property of O. Gonthier, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, defendant; and P. A. LONGPRÉ, *es-qual.*, *mis-en-cause.*

Those lots of land known and designated under numbers two hundred and eighteen and two hundred and nineteen of the official subdivision of lot number one hundred and eighty seven (187-218 and 219) on the official plan and book of reference for the parish of Sainte Rose, in the county of Laval—with the buildings thereon erected, the said immovables being situate in the Town of Plage Laval and bounded in front by des Ormes Street.

To be sold at the Registry Office of the County of Laval, at Sainte Rose, on the TWENTY NINTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 21, 1934. 1164—8-2
[First publication, February 24th, 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } PIERRE DUPUIS,
No. E-124850. } plaintiff; vs J. HENRY SKELLY, in his quality of authorized institute in the substitution of the late James Skelly; and J. A. ARCHAMBAULT, in his quality of Curator to the said substitution, defendants.

A lot of land known and designated under number three hundred and twenty four on the official plan and book of reference for Saint Lawrence Ward, in the city of Montreal—with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 21, 23 and 25 of Demontigny Street, and No. 360 of Clarke Street, and other dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures et DEMIE du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 21 février 1934. 1165—8-2-o
[Première publication, le 24 février 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: MLLE IDOLA LA-
No F-131057. PIERRE, demanderesse; vs DAME ROSE DE LIMA BEAULIEU, veuve de feu Joseph Paquette, défenderesse.

1. L'immeuble suivant appartenant à la défenderesse pour un tiers indivis, décrit comme suit:

L'immeuble situé dans le quartier Villeray, de la cité de Montréal, formant le coin nord-est du Boulevard Crémazie et de la rue Foucher, étant une partie non subdivisée du lot de terre connu sous le numéro deux mille six cent vingt-neuf du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent; laquelle partie non subdivisée de lot contient quatre-vingt-quatre pieds de front sur le Boulevard Crémazie, par deux cents pieds de profondeur sur la rue Foucher, mesure anglaise et plus ou moins, et est bornée comme suit: en front au nord-ouest par le boulevard Crémazie, en arrière au sud-est par le lot numéro neuf cent cinquante-trois de la subdivision d'une partie du lot numéro originaire deux mille six cent vingt-neuf, d'un côté au sud-ouest par la rue Foucher et de l'autre côté, au nord-est, par partie du lot numéro originaire deux mille six cent trente dudit cadastre;

Avec la maison en pierre et dépendances dessus érigées.

A être distraite de cette partie non subdivisée de lot, toute l'étendue qui en a été expropriée par la cité de Montréal, pour l'élargissement du Boulevard Crémazie.

Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives y attachées.

2. L'immeuble appartenant à la défenderesse, portant le numéro civique 8620 de la rue Berri, en la cité de Montréal, et désigné aux plan et livre de renvoi officiels sous le numéro deux mille six cent quarante-trois (2643), subdivisions numéros deux mille cent quatre-vingt-trois (2183) et deux mille cent quatre-vingt-quatre (2184) du cadastre de la paroisse Saint-Laurent—avec bâtisse dessus érigée et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 21 février 1934. 1167—8-2-o
[Première publication, 24 février, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: NICAISE LAVOIE, de-
No F-89507. mandeur; vs ADRIEN LAVOIE, défendeur.

1. Une terre située partie en la paroisse de Saint-Philippe et partie en la paroisse de Saint-Constant, de la contenance d'environ cent arpents en superficie, bornée comme suit: à un bout par les représentants d'Edouard Cardinal, à l'autre bout par un chemin public dans Saint-Constant, d'un côté par le terrain des représentants de Gilbert Monette et de l'autre côté par le lot No

on the TWENTY EIGHTH day of MARCH next, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 21st., 1934. 1166—8-2
[First publication, February 24th., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: MISS IDOLA LAPIERRE,
No. F-131057. plaintiff; vs DAME ROSE DE LIMA BEAULIEU, widow of Joseph Paquette, defendant.

1. The following immovable belonging to the defendant for one undivided third, described as follows:

That immovable situate in Villeray Ward, in the city of Montreal, forming the Northeast corner of Crémazie Boulevard and Foucher Street, being an unsubdivided part of that lot of land known under number two thousand six hundred and twenty nine of the cadastre for the parish of Saint Laurent; said undivided part of lot measuring eighty four feet in front on Crémazie Boulevard, by two hundred feet in depth on Foucher Street, English measure and more or less, and being bounded as follows: in front, on the Northwest by Crémazie Boulevard, in the rear on the Southeast by lot number nine hundred and fifty three, of the subdivision of part of the original lot number two thousand six hundred and twenty nine, on one side on the Southwest by Foucher Street and on the other side on the Northeast by part of the original lot number two thousand six hundred and thirty of said cadastre—with the stone house and dependencies thereon erected.

To be deducted from said unsubdivided part of lot, all that parcel thereof expropriated by the city of Montreal for the widening of Crémazie Boulevard.

As the whole presently subsists, with all the active and passive servitudes attached thereto.

2. The immovable belonging to the defendant, bearing civic number 8620 of Berri Street, in the city of Montreal, and designated on the official plan and book of reference under number two thousand six hundred and forty three (2643), subdivision numbers two thousand one hundred and eighty three (2183) and two thousand one hundred and eighty four (2184) on the cadastre for the parish of Saint Laurent—with buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 21, 1934. 1168—8-2
[First publication, February 24th., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: NICAISE LAVOIE,
No. F-89507. plaintiff; vs ADRIEN LAVOIE, defendant.

1. A farm situate partly in the parish of Saint Philippe and partly in the parish of Saint Constant, containing about one hundred arpents in area, bounded as follows: at one end by the representatives of Edouard Cardinal, at the other end by a public road in Saint Constant, on one side by the land of the representatives of Gilbert Monette, and on the other side by lot No. twenty

vingt-six (26) de la paroisse de Saint-Constant, laquelle terre est connue et désignée comme formant partie du lot numéro trois cent trente-six (336 pt) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Philippe et partie du lot numéro vingt-neuf (29 pt.) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Constant—avec bâtisses. Cette terre fait maintenant partie de la paroisse de Saint-Mathieu.

2. Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Constant, contenant environ quatre-vingt-dix (90) arpents en superficie, tenant d'un bout à la Rivière La Tortue, de l'autre bout aux terres du rang de Saint-André en la paroisse de Saint-Philippe, d'un côté aux représentants de Richard Boyce et de l'autre côté à partie du lot No trois cent trente-six (336) de la paroisse de Saint-Philippe, formant le lot numéro vingt-six (26) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Constant. Cette terre fait encore partie de la paroisse de Saint-Constant.

Pour être-vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Mathieu, le VINGT-NEUVIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, 20 février 1934. 1169—8-2-o

[Première publication, le 24 février 1934]

six (26) of the parish of Saint Constant, the said farm being known and designated as forming part of lot number three hundred and thirty six (Pt. 336) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Philippe, and part of lot number twenty nine (Pt. 29) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Constant —with the buildings thereon erected. This farm now forms part of the parish of Saint Mathieu.

2. A parcel of land situate in the parish of Saint Constant, containing about ninety (90) arpents in area, bounded at one end by the "Rivière La Tortue", at the other end by the lands of Saint André range, in the parish of Saint Philippe, on one side by the representatives of Richard Boyce and on the other side by a part of lot No. three hundred and thirty six (336) of the parish of Saint Philippe, forming lot number twenty six (26) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Constant. This farm still forms part of the parish of Saint Constant.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Mathieu, on the TWENTY NINTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, February 20, 1934. 1170—8-2

[First publication, February 24th, 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No F-131148. THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA, demanderesse; vs PHILIPPE BRUNEAU, défendeur.

A. Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Zotique, en la cité de Montréal, mesurant en largeur, trente pieds, en front et vingt-huit pieds et sept dixièmes de pied, en arrière, par une profondeur de cent sept pieds dans la ligne de côté nord-est et cent huit pieds et deux dixièmes d'un pied dans la ligne de côté sud-ouest et composé:

1ment. De toute la subdivision numéro dix-sept cent quatre-vingt-treize du lot numéro deux cent huit (208-1793) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, mesurant une largeur de vingt-cinq pieds par cent sept pieds et deux dixièmes de pied en profondeur dans la ligne de côté nord-est et cent huit pieds et deux dixièmes de pied dans la ligne de côté sud-ouest, et;

2ment. De la partie sud-ouest de la subdivision numéro dix-sept cent quatre-vingt-quatorze du dit lot numéro deux cent huit (208-Ptie S. O. 1794) aux dits plan et livre de renvoi officiels, mesurant une largeur de cinq pieds sur une distance à partir de la ligne de la rue de soixante-quatorze pieds et trente centièmes de pied dans la ligne nord-est et soixante-quatorze pieds et cinquante centièmes de pied dans la ligne sud-ouest et à ce point la largeur de la dite partie est de quatre pieds et soixante-quinze centièmes de pied. A ce point se trouve un écart de soixante-quinze centièmes de pied faisant ainsi une largeur de quatre pieds sur une profondeur additionnelle de vingt pieds, alors une largeur de trois pieds et soixante-dix centièmes de pied sur une profondeur de douze pieds et soixante-dix centièmes de pied, étant le résidu de la profondeur de la dite partie, bornée la dite partie, en front, au sud-est, par la dite rue Saint-Zotique, en arrière, au nord-ouest, par une ruelle, d'un côté, au sud-ouest par la subdivision numéro dix-sept cent quatre-vingt-treize et de l'autre

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. F-131148. THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA, plaintiff; vs PHILIPPE BRUNEAU, defendant.

A. An emplacement fronting on Saint Zotique Street, in the city of Montreal, measuring a width of thirty feet in front and twenty eight feet and seven tenths of a foot in rear by a depth of one hundred and seven feet in the North-East side line and one hundred and eight feet and two tenths of a foot in the South-West side line and composed of:

1st. The whole of subdivision number seventeen hundred and ninety three of lot number two hundred and eight (208-1793), on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Côte de la Visitation, measuring a width of twenty five feet by one hundred and seven feet and two tenths of a foot in depth in the North-East side line and one hundred and eight feet and two tenths of a foot in the South-West side line, and;

2nd. The South-West portion of subdivision number seventeen hundred and ninety four of the said lot number two hundred and eight (208-S. W. pt. 1794), on the said official plan and book of reference, measuring a width of five feet for a distance from the line of the street of seventy four feet and thirty hundredths of a foot in the North-East line and seventy four feet and fifty hundreths of a foot in the South-West line and at this point the width of said portion is four feet and seventy five hundredths of a foot. At this point there is a jog of seventy five hundredths of a foot, thus making a width of four feet for a further depth of twenty feet, then a width of three feet and seventy hundredths of a foot for a depth of twelve feet and seventy hundredths of a foot being the remainder of the depth of said portion, bounded said portion in front to the South-East by said Saint Zotique Street, in rear to the North-West by a lane, on one side to the South West by subdivision number seventeen hundred and ninety three and on the other side to the North East by

côté, au nord-est, par le résidu de la dite subdivision numéro dix-sept cent quatre-vingt-quatorze.

Toutes les mesures ci-dessus sont d'après la mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la maison sus-érigée et avec droit de passage dans la ruelle en arrière de la dite propriété et dans les ruelles y conduisant, en commun avec d'autres ayant droit dans les dites ruelles;

B. Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Zotique, en la cité de Montréal, connu comme étant une partie de la subdivision numéro dix-sept cent quatre-vingt-quatorze du lot numéro deux cent huit (208-Ptie 1794) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, mesurant vingt pieds et trois dixièmes de pied en largeur en front sur une distance à partir de la ligne de la rue de soixante-treize pieds et six dixièmes de pied dans la ligne nord-est et soixante -quatorze pieds et trois dixièmes de pied dans la ligne sud-ouest et à ce point la largeur est de vingt pieds et cinquante-cinq centièmes de pied. A ce point se trouve un écart de soixante-quinze centièmes de pied, faisant ainsi une largeur de vingt et un pieds et trois dixièmes de pied sur une profondeur additionnelle de vingt pieds, de là vingt et un pieds et six dixièmes de pied en largeur pour le résidu du dit lot, savoir: douze pieds et soixante-dix centièmes de pied et bornée, la dite partie, comme suit: en front au sud-est par la dite rue Saint-Zotique, en arrière, au nord-ouest, par une ruelle, d'un côté, au nord-est, par la subdivision numéro dix-sept cent quatre-vingt-quinze (208-1795) et de l'autre côté au sud-ouest par le résidu de la dite subdivision numéro dix-sept cent quatre-vingt-quatorze (218-1794).

Toutes les mesures ci-dessus sont d'après la mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la maison sus-érigée et avec droit de passage dans la ruelle en arrière de la dite propriété et dans les ruelles y conduisant, en commun avec d'autres ayant droit dans les dites ruelles.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 21 février 1934. 1175—8-2
[Première publication, le 24 février 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J.-PAUL VERMETTE,
No A-84902. } J. demandeur; vs ZEPHIRIN HUOT, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la huitième Avenue, au quartier Rosemont, de la cité de Montréal, contenant seize pieds et huit pouces de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur mesure anglaise et plus ou moins, et composé de la partie sud-est du lot numéro sept cent vingt-huit de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-douze (No 172 Ptie S. E. 728) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, contenant huit pieds et quatre pouces de largeur, par soixante-dix-huit pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front au nord-est par la dite huitième avenue, en arrière au sud-ouest par une ruelle, d'un côté au nord-ouest par le résidu du dit lot No 728, et de l'autre côté au sud-est par le lot No 727 dudit lot de subdivision; et de l'extrême partie nord-ouest du lot numéro sept cent vingt-sept dudit lot de subdivision No cent soixante-douze (No 172 Ptie N. O. 727) the residue of said subdivision number seventeen hundred and ninety four.

All the above measurements are English measure and are more or less.

With the house thereon erected and with the right of passage in the lane in rear of said property and in the lanes leading thereto in common with others having rights in said lanes;

B. An emplacement fronting on Saint Zotique Street, in the city of Montreal, known as part of subdivision number seventeen hundred and ninety four of lot number two hundred and eight (208-Pt. 1794) on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Côte de la Visitation, measuring twenty feet and three tenths of a foot in width in front for a distance from the line of the street of seventy three feet and six tenths of a foot in the North-East line and seventy four feet and three tenths of a foot in the South-West line and at this point the width is twenty feet and fifty five hundredths of a foot. At this point there is a jog of seventy five hundredths of a foot, thus making the width twenty one feet and three tenths of a foot for a further depth of twenty feet, thence twenty one feet and six tenths of a foot in width for the remainder of the said lot, namely: twelve feet and seventy hundredths of a foot and bounded said portion as follows: in front to the South-East by said Saint Zotique Street, in rear to the North-West by a lane, on one side to the North-East by subdivision number seventeen hundred and ninety five (208-1795) and on the other side to the South-West by the residue of said subdivision number seventeen hundred and ninety four (218-1794).

All the above measurements are English measure and are more or less.

With the house thereon erected and with the right of passage in the lane in rear of said property and in the lanes leading thereto in common with others having rights in said lanes.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 21st, 1934. 1176—8-2-o
[First publication, February 24th, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J. PAUL VERMETTE,
No. A-84902. } J. plaintiff; vs ZEPHIRIN HUOT, defendant.

An emplacement fronting on Eighth Avenue, in Rosemount Ward, of the city of Montreal, measuring sixteen feet and eight inches in width by seventy eight feet in depth, English measure and more or less, and composed of the Southeast part of lot number seven hundred and twenty eight of the official subdivision of lot number one hundred and seventy two (No. 172 S. E. Pt. 728) on the official plan and book of reference for the Incorporated Village of Cote de la Visitation, measuring eight feet and four inches in width by seventy eight feet in depth, English measure and more or less, bounded in front on the North-east by said Eighth Avenue, in rear on the South-west by a lane, on one side on the Northwest by the residue of said lot No. 728 and on the other side on the Southeast by lot No. 727 of said subdivision lot; and of the extreme Northwestern part of lot number seven hundred and twenty seven of said subdivision lot number one

aux dits plan et livre de renvoi officiels, contenant huit pieds et quatre pouces de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, bornée en front au nord-est par la dite huitième avenue, en arrière au sud-ouest par une ruelle, d'un côté au nord-ouest par le dit lot No 728, et de l'autre côté au sud-est par le résidu dudit lot No 727—avec une maison à deux étages portant les numéros civiques 5184 et 5186 de la dite huitième avenue, dont les deux murs latéraux sont mitoyens, et les autres bâtisses y érigées et avec les fixtures électriques de la propriété, et avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans la ruelle en arrière dudit immeuble.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de MARS prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $360.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, en date du 1er février 1934.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 21 février 1934. 1177—8-2-o
[Première publication, le 24 février 1934]

hundred and seventy two (No. 172 N. W. Pt. 727) of said official plan and book of reference, measuring eight feet and four inches in width by seventy eight feet in depth, English measure and more or less, bounded in front on the Northeast by said Eighth Avenue, in rear on the Southwest by a lane, on one side on the Northwest by said lot No. 728 and on the other side on the Southeast by the residue of said lot No. 727—with a two story house bearing civic numbers 5184 and 5186 of said Eighth Avenue, the two lateral walls whereof are *mitoyens*, and the other buildings thereon erected and with the electric fixtures of the property, and with right of way in common with all others having a right thereto in the lane in rear of the said immovable.

As the whole presently subsists with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of MARCH next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $360.00 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated February 1st., 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 21st., 1934. 1178—8-2
[First publication, February 24th., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ALLIANCE NATIONALE, demanderesse; vs HENRI PREVOST, défendeur.
No F-119436. }

Un emplacement ayant front sur la rue Sainte-Zoé, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro mille neuf cent seize (1916) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $1,000.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. juge Surveyer, en date du 5 mars 1934.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 13 mars 1934. 1623—11-2-o
[Première publication, le 17 mars 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ALLIANCE NATIONALE, plaintiff; vs HENRI PREVOST, defendant.
No. F-119436. }

An emplacement fronting on Sainte Zoé Street, in the city of Montreal, known and designated as being lot number nineteen hundred and sixteen (1916) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit if $1,000.00 shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Surveyer, dated March 5, 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 13, 1934. 1624—11-2
[First publication, March 17th, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DIEUDONNE GAUTHIER *et al.*, demandeurs; vs ANTONIO JEANNOTTE DIT BELHUMEUR, défendeur; et TELESPHORE BRASSARD, *es-qual.*, mis-en-cause.
No B-127212. }

Un emplacement ayant front sur la rue Plessis, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le numéro 805 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $1,000.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, en date du 7 mars 1934.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 13 mars 1934. 1633—11-2-o
[Première publication, le 17 mars 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DIEUDONNE GAUTHIER *et al.*, plaintiffs; vs ANTONIO JEANNOTTE DIT BELHUMEUR, defendant; and TELESPHORE BRASSARD, *es-qual.*, *mis-en-cause.*
No. B-127212. }

An emplacement fronting on Plessis Street, in the city of Montreal, known and designated as being number 805 on the official plan and book of reference for Sainte Mary's Ward, in the city of Montreal—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $1,000.00 shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Surveyer, dated March 7, 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 13, 1934. 1634—11-2
[First publication, March 17th, 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No D-129210. OMER ARSENAULT, demandeur; vs DAME CLEMENTINE POIRIER, veuve de Jean-Baptiste Felx *et al.*, défendeurs.

A. Une terre située en la paroisse Sainte-Marthe, comté de Vaudreuil, bornée en front par le chemin du Rang Sainte-Julie, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Sainte-Marthe, sous le numéro cinquante-six (56)—avec les bâtisses dessus érigées.

B. Une terre située en la paroisse Sainte-Marthe, comté de Vaudreuil, bornée en front par le chemin du rang Sainte-Julie, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Sainte-Marthe, sous les numéros quatre et cinq (4 et 5)—sans bâtisse, le tout formant une seule et même exploitation.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Marthe, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 13 mars 1934. 1625—11-2-o
[Première publication, le 17 mars 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No F-125567. DELLE EMILIA BEAULIEU, demanderesse; vs ALPHONSE COUSINEAU, défendeur.

Une terre située dans la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, et connue et désignée sous le numéro cent quarante-six (No 146) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent—avec les bâtisses y érigées, bornée en front par le chemin public.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 13 mars 1934. 1627—11-2-o
[Première publication, 17 mars, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 113652. G.-E. DERY, demandeur; vs DAME MARIA CHAFFERS GIROUX, épouse contractuellement séparée de biens de Barthélemy Giroux, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défenderesse.

Avis est par le présent donné, que la vente de l'immeuble en cette cause, qui devait avoir lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le treizième jour d'avril 1933, aura lieu au même endroit le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain à DEUX heures et DEMIE de l'après-midi.

Un dépôt de $600.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, daté le 12 mars 1934.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 13 mars 1934. 1629-o
[Première publication, 17 mars, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No E-100930. EMPIRE TRUST COMPANY, demanderesse; vs WINDSOR INVESTMENT CO. LIMITED; et HENRY PIERCE, défendeurs.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. D-129210. OMER ARSENAULT, plaintiff; vs DAME CLEMENTINE POIRIER, widow of Jean Baptiste Felx *et al.*, defendants.

A. A farm situate in the parish of Sainte Marthe, county of Vaudreuil, bounded in front by the Sainte Julie range road, known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Sainte Marthe, under number fifty six (56)—with the buildings thereon erected.

B. A farm situate in the parish of Sainte Marthe, county of Vaudreuil, bounded in front by the Sainte Julie range road, known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Sainte Marthe, under numbers four and five (4 and 5)—without buildings, the whole forming but one and the same lot of land.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Marthe, on the NINETEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 13, 1934. 1626—11-2
[First publication, March 17th, 1934.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. F-125567. MISS EMILIA BEAULIEU, plaintiff; vs ALPHONSE COUSINEAU, defendant.

A farm situate in the parish of Saint Laurent, county of Jacques Cartier, and known and designated under number one hundred and forty six (No. 146) of the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Laurent—with the buildings thereon erected, bounded in front by the public road.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 13, 1934. 1628—11-2
[First publication, March 17th., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 113652. G. E DERY, plaintiff; vs DAME MARIA CHAFFERS GIROUX, wife separate as to property by marriage contract of Barthélemy Giroux, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovable in this cause formerly announced to take place at my office in the city of Montreal, on the thirteenth day of April, 1933, will take place at the same place on the TWELFTH day of APRIL next, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $600.00 shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Surveyer, dated March 12, 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 13, 1934. 1630
[First publication, March 17th., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. E-100930. EMPIRE TRUST COMPANY, plaintiff; vs WINDSOR INVESTMENT CO. LIMITED, and HENRY PIERCE, defendants.

Ce certain lot de terre, en la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, comme étant le No 868, borné en front au nord-ouest par la présente ligne de la rue Saint-Jacques, en arrière, partie nommément, à l'angle sud, par le lot numéro officiel No 869, propriété de la Canadian Transfer Company Limited, représentant actuellement Guillaume Pallascio, partie par un passage commun, d'un côté au sud par les lots officiels Nos 867 et 866 et de l'autre côté au nord-est par un autre passage commun, douze pieds (12′) ou à peu près en largeur—avec les édifices susérigés, autrefois connus sous les numéros civiques 400 à 418, rue Saint-Jacques et portant présentement les numéros civiques 840 à 856, rue Saint-Jacques ouest, dans Montréal.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures et DEMIE du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 13 mars 1934. 1631—11-2
[Première publication, le 17 mars 1934]

That certain lot of land in the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the Saint Antoine Ward as No. 868, bounded in front to the Northwest by the present line of Saint James Street, in rear partly, namely, at the Southerly corner by official lot No. 869, the property of Canadian Transfer Company Limited, now representing Guillaume Pallascio, partly by a passage in common on one side to the South by official lots Nos. 867 and 866 and on the other side to the Northeast by another passage in common, twelve feet (12′) or thereabouts in width—with the buildings thereon erected known previously as Civic Nos. 400 to 418 Saint James Street and bearing present Civic Nos. 840 to 856 Saint James Street West, in Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of APRIL next, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 13th., 1934. 1632—11-2-o
[First publication, March 17th., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ROYAL VICTORIA
No A-126054. } HOSPITAL, demandeur; vs PATRICK CLANCY, défendeur; et GORDON-A. STUART, curateur au délaissement.

Ce certain emplacement situé dans le quartier Laurier, en la cité de Montréal, étant la partie nord-ouest de la subdivision vingt-neuf de la subdivision dix de la subdivision officielle du lot numéro douze (12-10-29), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, contenant vingt-cinq pieds en largeur par cent pieds en profondeur, plus ou moins, borné en front par la rue Mance, en arrière par une ruelle, du côté nord-ouest, par la subdivision vingt-huit de la subdivision dix du dit lot numéro douze, et du côté sud-est par le résidu de la dite subdivision vingt-neuf—avec les édifices susérigés portant le numéro civique 2128 (actuellement 5320) rue Mance, dont les deux murs de pignon sont mitoyens.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 13 mars 1934. 1635—11-2
[Première publication, le 17 mars 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ROYAL VICTORIA
No. A-126054. } HOSPITAL, plaintiff; vs PATRICK CLANCY, defendant; and GORDON A. STUART, curator to the surrender.

That certain emplacement situate in the Laurier Ward of city of Montreal, being the North-West part of subdivision twenty nine of subdivision ten of the official subdivision of lot number twelve (12-10-29), on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Côte Saint Louis, containing twenty five feet in width by one hundred feet in depth, more or less, bounded in front by Mance Street, in rear by a lane, on the North-West side, by subdivision twenty eight of subdivision ten of said lot number twelve, and on the South-East side by the residue of said subdivision twenty nine—with the buildings thereon erected bearing civic number 2128 (now 5320) Mance Street, whereof both gable walls are *mitoyens*.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 13th, 1934. 1636—11-2-o
[First publication, March 17th, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CONRAD COMTOIS,
No 44001. } demandeur; vs DAME JULIE MONARQUE, épouse de feu Joseph Versailles et LOUIS DUPUIS, tous deux des cité et district de Montréal, défendeurs; et BERTRAND, GUERIN, GAUDRAULT et GARNEAU, avocats distrayants.

Comme appartenant à Conrad Comtois.

Un emplacement formant le coin nord-est des rues Lafontaine et Pie IX en la cité de Montréal, contenant quatre-vingt-quatorze pieds de largeur sur cent quarante pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins—avec les maisons et autres dépendances dessus construites, avec droit de passage dans les ruelles bornant le dit emplacement: le dit emplacement étant composé:

1. De tout le lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent cinquante-neuf (259) de la

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CONRAD COMTOIS,
No. 44001. } plaintiff; vs DAME JULIE MONARQUE, wife of the late Joseph Versailles, and LOUIS DUPUIS, both of the city and district of Montreal, defendants; and BERTRAND, GUERIN, GAUDRAULT and GARNEAU, advocates distracting for costs.

As belonging to Conrad Comtois.

An emplacement forming the Northeast corner of Lafontaine and Pie IX Streets, in the city of Montreal, measuring ninety four feet in width by one hundred and forty feet in depth, English measure, and more or less—with the houses and other dependencies thereon erected, with right of way in the lanes bounding the said emplacement; the said emplacement being composed of:

1. All the lot of land known and designated under number two hundred and fifty nine (259)

subdivision officielle du lot originaire numéro quatorze (14) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

2. Du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent cinquante-huit (258) de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatorze (14) aux susdit plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, à distraire cependant de la partie sud-est du dit lot, une lisière de six pieds de largeur sur toute la profondeur du dit lot pour l'élargissement de la rue Lafontaine et avec les servitudes actives et passives attachées aux dits immeubles.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, 14 mars 1934. 1681—11-2-o

[Première publication, 17 mars, 1934]

2. The lot of land known and designated under number two hundred and fifty eight (258) of the official subdivision of original lot number fourteen (14) of the aforesaid official plan and book of reference for the Incorporated Village of Hochelaga, to be deducted however from the Southeast part of said lot, a strip of six feet in width by the whole depth of the said lot for the widening of Lafontaine Street and with the active and passive servitudes attached to the said immovables.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, March 14, 1934. 1682—11-2

[First publication, March 17th., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No F-131166. SOCIÉTÉ D'ADMINISTRATION ET DE FIDUCIE, *es-qual.*, demanderesse; vs J.-B. EDMOND TESSIER dit LAVIGNE, défendeur.

Un immeuble ou emplacement ayant front sur l'Avenue Pacifique, aujourd'hui rue Lafleur, à Verdun, et composé de cinq lots de terre connus et désignés sous les numéros soixante et onze, soixante-douze, soixante-treize, soixante-quatorze et soixante-quinze de la subdivision du lot numéro trois mille quatre cent deux (3402-71, 72, 73, 74 et 75) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec toutes les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, 13 mars 1934. 1637—11-2-o

[Première publication, 17 mars, 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. F-131166. SOCIÉTÉ D'ADMINISTRATION ET DE FIDUCIE, *es-qual.*, plaintiff; vs J. B. EDMOND TESSIER dit LAVIGNE, defendant.

A lot of land or emplacement fronting on Pacific Avenue, now Lafleur street, at Verdun, and composed of five lots of land known and designated under numbers seventy one, seventy two, seventy three, seventy four and seventy five of the subdivision of lot number three thousand four hundred and two (3402-71, 72, 73, 74 and 75) of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, March 13, 1934. 1638—11-2

[First publication, March 17th., 1934]

PONTIAC

MANDAT DE FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour du Magistrat.—Pontiac.

Canada, Province de Québec, District de Pontiac, No 1633. RAOUL LABINE, hôtelier, du Village de Fort Coulonge, district de Pontiac, demandeur; vs ROBERT HARKNESS (Harkins) du village de Waltham, dans le canton de Waltham, district de Pontiac, défendeur.

Ces certains lots de terre connus et désignés d'après les plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Waltham, dans le comté de Pontiac, comme étant les lots numéros neuf, dix-A, dix-B, onze-A et onze-B, dans le troisième rang du dit canton de Waltham, comté de Pontiac—avec ensemble les édifices sus-érigés.

(Lots Nos 9, 10-A, 10-B, 11-A et 11-B, Rang III).

Pour être vendus au bureau d'enregistrement pour le comté de Pontiac, dans le village de

PONTIAC

WRIT OF FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Magistrate Court.—Pontiac.

Canada, Province of Quebec, District of Pontiac, No. 1633. RAOUL LABINE, hotel-keeper, of the Village of Fort Coulonge, district of Pontiac, plaintiff; vs ROBERT HARKNESS (Harkins) of the village of Waltham, in the township of Waltham, district of Pontiac, defendant.

Those certain lots of land known and designated according to the official plan and book of reference for the township of Waltham, in the county of Pontiac, as being the lots numbers nine, ten-A, ten-B, eleven-A and eleven-B, in the third range of the said township of Waltham, county of Pontiac—together with the buildings thereupon erected.

(Lots Nos. 9, 10-A, 10-B, 11-A and 11-B, Range III).

To be sold at the Registrar's Office for the county of Pontiac, in the village of Campbell's

Campbell's Bay, Québec, MARDI, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL 1934, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, DOMINIC SLOAN.
Campbell's Bay, le 12 mars 1934.
[Première publication, le 17 mars 1934]
1621—11-2

Bay, Quebec, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of APRIL, 1934, at TEN of the clock in the forenoon.

DOMINIC SLOAN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Campbell's Bay, March 12th., 1934.
[First publication, March 17th., 1934]
1622—11-2-o

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: No 27255. LA SOCIÉTÉ DE PRÊTS ET PLACEMENTS DE QUÉBEC, corporation légale ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec: contre AUGUSTIN TREMBLAY, de La Tuque, à savoir:

Les lots Nos 22-a-99 et 22-a-100 (vingt-deux-a-quatre-vingt-dix-neuf et vingt-deux-a-cent) du cadastre officiel pour le premier rang du canton Mailhot, comté de Champlain, étant des emplacements situés en la ville de La Tuque—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de La Tuque, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le député shérif,
Bureau du shérif, JOS.-ALBERT DELAGE.
Québec, le 28 février 1934. 1297—9-2-o
[Première publication, le 3 mars 1934]
[Deuxième publication, le 17 mars 1934]

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: No. 27255. LA SOCIETE DE PRETS ET PLACEMENTS DE QUEBEC, a body politic and corporate having its head office in the city of Quebec; against AUGUSTIN TREMBLAY, of La Tuque, to wit:

Lots Nos. 22-a-99 and 22-a-100 (twenty two-a-ninety nine and twenty two-a-one hundred) of the official cadastre for the first range of the Township of Mailhot, county of Champlain, being emplacements situate in the town of La Tuque—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of La Tuque, on the SIXTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. ALBERT DELAGE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, February 28th., 1934. 1298—9-2
[First publication, March 3rd., 1934]
[Second publication, March 17th., 1934]

RICHELIEU

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Richelieu, No 8864. AIMÉ LAPERRIERE, marchand, du village de Pierreville, district de Richelieu, demandeur; contre OSCAR LALANCETTE, cultivateur, de la paroisse de Saint-Gérard-de-Magella, dit district, et ANTOINE-ELPHEGE LALANCETTE, bourgeois, du village de Saint-François-du-Lac, dit district, défendeurs, à savoir:

Comme appartenant au défendeur Oscar Lalancette.

Deux portions de terre situées en la paroisse de Saint-Gérard-de-Magella, dit district, dans la concession Saint-Pierre, désignées comme suit:

A. Une de un demi-arpent de largeur sur dix arpents de profondeur, plus ou moins, et sans mesures précises, c'est-à-dire: sur la profondeur qu'il y a depuis l'extrémité sud de la dite portion de terre à aller au chemin de front qui coupe les terres de la dite concession sur le travers, tenant, d'un bout, vers le sud, au No 564 du cadastre de la paroisse de Saint-François-du-Lac, de l'autre bout, vers le nord, au dit chemin de front, d'un côté, au numéro 550 du cadastre de la paroisse de Saint-Pie-de-Guire et de l'autre côté à Georges Parenteau ou représentants, laquelle portion de terre est une partie, telle que présentement désignée du lot cadastral (551) cinq cent cinquante et un, de la paroisse de Saint-Pie-de-Guire;

B. Et l'autre portion de terre ayant trois quarts d'arpent de largeur, environ, sur une profondeur de trente arpents, environ, plus ou moins, tenant,

RICHELIEU

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Richelieu, No. 8864. AIMÉ LAPERRIERE, merchant, of the village of Pierreville, district of Richelieu, plaintiff; against OSCAR LALANCETTE, farmer, of the parish of Saint Gérard de Magella, said district and ANTOINE ELPHEGE LALANCETTE, bourgeois, of the village of Saint François du Lac, said district, defendants, to wit:

As belonging to the defendant Oscar Lalancette.

Two parcels of land situate in the parish of Saint Gérard de Magella, said district, in the Saint Pierre concession, designated as follows:

A. One of one half arpent in width by ten arpents in depth, more or less, and without warranty of exact measurement, that is to say: by whatever depth there may be from the South extremity of said parcel of land as far as the cross road, which cuts across the lands of the said concession, bounded at one end, towards the South, by No. 564 of the cadastre for the parish of Saint François du Lac, at the other end, towards the North, by the said front road, on one side by number 550 of the cadastre for the parish of Saint Pie de Guire and on the other side by Georges Parenteau or representatives, the said parcel of land is a part, as presently designated, of the cadastral lot (551) five hundred and fifty one of the parish of Saint Pie de Guire;

B. And the other parcel of land having about three quarters of an arpent in width, by a depth of about thirty arpents, more or less, bounded

d'un bout à la ligne cadastrale de la paroisse de Saint-François-du-Lac, à l'autre bout au numéro (539) cinq cent trente-neuf du cadastre de la paroisse de Saint-Pie-de-Guire, d'un côté à la partie du lot numéro cinq cent cinquante et un du susdit cadastre, ci-dessus désignée, et à cette autre partie du lot cinq cent cinquante et un appartenant à Elphège Lalancette et de l'autre côté à cette autre partie du lot cinq cent cinquante, appartenant à Anatole Lalancette; laquelle portion de terre, telle que présentement désignée, est une partie du lot cadastral cinq cent cinquante de la paroisse de Saint-Pie-de-Guire.

Avec les maison, granges, dépendances dessus construites; lesquelles portions seront vendues ensemble comme étant et formant un seul et même établissement agricole.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Saint-Gérard-de-Magella, MARDI, le DIX-SEPTIEME jour du mois d'AVRIL mil neuf cent trente-quatre (1934), à UNE heure de l'après-mdi.

Le shérif,

Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN.
Sorel, le 13 mars 1934. 1643—11-2-o
[Première publication, le 17 mars 1934]

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Richelieu, No 8864. } AIMÉ LAPERRIERE, marchand, du village de Pierreville, district de Richelieu, demandeur; contre OSCAR LALANCETTE, cultivateur, de la paroisse de Saint-Gérard-de-Magella, dit district; et ANTOINE-ELPHEGE LALANCETTE, bourgeois, du village de Saint-François-du-Lac, dit district, défendeurs, à savoir:

Comme appartenant au défendeur Antoine-Elphège Lalancette:

1. Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Gérard-de-Magella, dit district, de la contenance de un arpent et demi de largeur sur une profondeur moyenne de trente arpents, sans garantie de mesures précises, connue et désignée comme étant le numéro cadastral (575) cinq cent soixante-quinze de la paroisse de Saint-François-du-Lac—avec une grange.

2. Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Gérard-de-Magella, dans la concession Saint-Pierre, de la contenance de un demi arpent de largeur sur vingt arpents de profondeur, le tout plus ou moins, tenant d'un bout, vers le nord aux représentants de William Laramée, de l'autre bout au chemin de front qui coupe de travers les terres de la dite concession Saint-Pierre, d'un côté à Rodolphe Parenteau et de l'autre côté à Oscar Lalancette; laquelle portion de terre est une partie telle que présentement désignée du lot cadastral (551) cinq cent cinquante et un pour la paroisse de Saint-Pie-de-Guire; Ptie 551.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Saint-Gérard-de-Magella, MARDI, le DIX-SEPTIEME jour du mois d'AVRIL, mil neuf cent trente-quatre, (1934), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN.
Sorel, le 13 mars 1934. 1645—11-2-o
[Première publication, le 17 mars 1934]

FIERI FACIAS.
Cour de Circuit.

Province de Québec, District d'Arthabaska, No 975. } JOSEPH MACLURE, cultivateur, de la paroisse de Saint-Edmond-de-Grantham, demandeur; contre NOEL

at one end by the cadastral line of the parish of Saint François du Lac, at the other end by number (539) five hundred and thirty nine of the cadastre for the parish of Saint Pie de Guire, on one side by that part of lot number five hundred and fifty one of the aforesaid cadastre hereinabove designated, and by that other part of lot five hundred and fifty one belonging to Elphège Lalancette and on the other side by that other part of lot five hundred and fifty belonging to Anatole Lalancette; the said portion of land as presently designated, is a part of cadastral lot five hundred and fifty of the parish of Saint Pie de Guire.

With the house, barns, dependencies thereon erected; which parcels of land will be sold together as being and forming one single farm.

To be sold at the parochial church door of Saint Gérard de Magella, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of the month of APRIL, nineteen hundred and thirty four (1934), at ONE o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT GERMAIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, March 13, 1934. 1644—11-2
[First publication, March 17th, 1934]

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Richelieu, No. 8864. } AIME LAPERRIERE, merchant, of the Village of Pierreville, District of Richelieu, plaintiff; against OSCAR LALANCETTE, farmer, of the Parish of Saint Gérard de Magella, said district, and ANTOINE ELPHEGE LALANCETTE, gentleman, of the Village of Saint François du Lac, said district, defendants, to wit:

As belonging to the defendant Antoine Elphege Lalancette:

1. A parcel of land situate in the parish of Saint Gérard de Magella, said district, measuring one and one half arpent in width by an average depth of thirty arpents, without guarantee of exact measurement, known and designated as being cadastral number (575) five hundred and seventy five of the parish of Saint François du Lac—with a barn.

2. A parcel of land situate in the parish of Saint Gerard de Magella, in the Saint Pierre concession, measuring one half arpent in width by twenty arpents in depth, the whole more or less, bounded at one end, on the North, by the representatives of William Laramée, on the other side by the front road cutting across the lands of the said Saint Pierre Concession, on one side by Rodolphe Parenteau and on the other side by Oscar Lalancette; the said parcel of land, as hereby designated, being part of cadastral lot (551) five hundred and fifty one for the parish of Saint Pie de Guire; Pt. 551.

To be sold at the parochial church door of Saint Gérard de Magella, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of the month of APRIL, nineteen hundred and thirty four (1934) at TWO o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT-GERMAIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, March 13, 1934. 1646—11-2
[First publication, March 17th, 1934]

FIERI FACIAS.
Circuit Court.

Province of Quebec, District of Arthabaska No. 975. } JOSEPH MACLURE, farmer, of the parish of Saint Edmond de Grantham, plaintiff; against NOEL CHAU-

CHAUVETTE, de la paroisse de Saint-Edmond-de-Grantham, dit district, défendeur; à savoir:

Une terre située en la paroisse de Saint-Robert, sur la concession Saint-Pierre, connue et désignée au cadastre de la dite paroisse, comme étant les lots numéros deux cent soixante-quatorze et deux cent soixante-seize (Nos 274-276)—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Robert, MERCREDI, le VINGT-HUITIEME jour du mois de MARS, mil neuf cent trente-quatre (1934), à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN.
Sorel, le 19 février 1934. 1141—8-2-o
[Première publication, le 24 février 1934]

VETTE, of the parish of Saint Edmond de Grantham, said district, defendant, to wit:

A farm situate in the parish of Saint Robert, on the Saint Pierre concession, known and designated on the cadastre for the said parish as being lots numbers two hundred and seventy four and two hundred and seventy six (Nos. 274-276)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Robert, on WEDNESDAY, the TWENTY EIGHTH day of the month of MARCH nineteen hundred and thirty four (1934), at ONE o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT GERMAIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, February 19th., 1934. 1142—8-2
[First publication, February 24th., 1934]

ROBERVAL

FIERI FACIAS
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Roberval, No 7957. J. - V. TREMBLAY, avocat, Saint-Joseph d'Alma, demandeur; vs MAURICE SIMARD, cultivateur, de l'endroit appelé l'Ascension (Garnier), défendeur, à savoir:

1. Les lots de terre connus et désignés sous les numéros dix-huit (No 18) du sixième rang et dix-huit (No 18) du septième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Delisle—avec ensemble les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot de terre connu et désigné sous le numéro dix-sept (No 17) du sixième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Delisle—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus, le premier et le deuxième item séparément à la porte de l'église de la paroisse de L'Ascension, comté du Lac Saint-Jean, MERCREDI, le VINGT-HUITIEME jour de MARS prochain (1934), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, 19 février 1934. 1145—8-2-o
[Première publication, 24 février, 1934]

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Montréal, No 117582, Alias. C^IE EQUITABLE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU, corporation légalement constituée ayant sa place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demandeur; vs JOSEPH MONGER, de Saint-Jérôme, Co. Lac-Saint-Jean, district de Roberval, défendeur, à savoir:

1. Le lot de terre connu et désigné sous le numéro un-X (No 1-X) du rang A, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Métabetchouan, de la contenance d'environ dix-huit perches en superficie—avec bâtisses dessus construites et tous droits y inhérents;

2. Le lot de terre connu et désigné sous le numéro un-V (No 1-V) du rang A, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Métabetchouan, de la contenance d'environ vingt-trois perches en superficie—avec toutes les bâtisses y érigées et tous droits y inhérents;

ROBERVAL

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Roberval, No. 7957. J. V. TREMBLAY, advocate, of Saint Joseph d'Alma, plaintiff; vs MAURICE SIMARD, farmer, of the place called l'Ascension (Garnier), defendant, to wit:

Those lots of land known and designated under numbers eighteen (No. 18) in the sixth range and eighteen (No. 18) in the seventh range, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Delisle—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. That lot of land known and designated under number seventeen (No. 17) in the sixth range, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Delisle—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, the first and second item separately, at the church door of the parish of l'Ascension, county of Lake Saint John, on WEDNESDAY, the TWENTY EIGHTH day of MARCH next (1934), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, February 19, 1934. 1146—8-2
[First publication, February 24th., 1934]

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Montreal, No. 117582, Alias. T^HE EQUITABLE MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY, a body politic and corporate, having its place of business in the City and District of Montreal, plaintiff; vs JOSEPH MONGER, of Saint Jérôme, County of Lake Saint John, District of Roberval, defendant, to wit:

1. That lot of land known and designated under number one-X (No. 1-X) of range A, on the official cadastral plan and book of reference for the Township of Metabetchouan, containing eighteen perches in area—with buildings thereon erected and all rights appertaining thereto;

2. That lot of land known and designated under number one-V (No. 1-V) of range A, on the official cadastral plan and book of reference for the Township of Metabetchouan, containing about twenty three perches in area—with all the buildings thereon erected and all rights appertaining thereto;

3. Le lot de terre connu et désigné sous le numéro un-U (No 1-U) du rang A, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Métabetchouan, de la contenance d'environ sept perches en superficie—avec tous droits y inhérents;

4. Un autre terrain mesurant soixante pieds de front sur environ quatre-vingt-dix pieds de profondeur faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro un-T (Ptie No 1-T) du rang A, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Métabetchouan, borné en front vers l'est à la route de l'église, en arrière vers l'ouest et du côté nord au reste du dit lot un-T et au sud au lot numéro un-U des dits rang et canton—avec appartenances et dépendances.

Pour être vendus séparément à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jérôme (Métabetchouan), MARDI, le VINGT-SEPTIEME jour de MARS prochain (1934), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, le 19 février 1934. 1143—8-2-o
[Première publication, le 24 février 1934]

3. That lot of land known and designated under number one-U (No. 1-U) of range A, on the official cadastral plan and book of reference for the Township of Metabetchouan, containing about seven perches in area—with all rights appertaining thereto;

4. Another lot of land measuring sixty feet in front by about ninety feet in depth, forming part of that lot of land known and designated under number one-T (Pt. No. 1-T) of range A, on the official cadastral plan and book of reference for the Township of Metabetchouan, bounded in front on the East by the church road, in the rear, on the West and on the North side by the residue of said lot one-T and on the South by lot number one-U of said range and Township—with appurtenances and dependencies.

To be sold separately at the church door of the parish of Saint Jérôme (Metabetchouan), on TUESDAY, the TWENTY SEVENTH day of MARCH next, (1934), at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, February 19, 1934. 1144—8-2
[First publication, February 24th, 1934]

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Roberval, No 8286. } ALFRED PERRON, rentier, domicilié au No 578 de la rue Saint-Aimé, en la ville de Jonquière, district de Chicoutimi, demandeur; vs JOSEPH FORTIN, cultivateur, de Saint-Gédéon, dans le district de Roberval, *et al.*, défendeurs, à savoir:

Les immeubles ci-dessous désignés, situés dans la paroisse de Saint-Gédéon:—Toute cette partie des lots de terre connus et désignés sous les numéros quatre-B, quatre-C et cinq-A (Ptie 4-B, 4-C et 5-A), du dixième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Signaï et situés à l'est du chemin public du village de la Station; bornés comme suit, à l'ouest au chemin public susdit, à l'est à la profondeur du dixième rang, au sud au lot quatre-A appartenant à Didyme Tremblay et au nord au lot cinq-B appartenant à Charles Huot ou représentants—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Cependant sauf à en distraire les emplacements de Hermel Lavoie, Méridé Girard, Emile Lavoie, François Turcotte et Léonidas Langlois, tels qu'ils existent actuellement suivant leurs titres respectifs.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gédéon, MARDI, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain (1934), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, 13 mars, 1934. 1639—11-2-o
[Première publication, 17 mars, 1934]

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Roberval, No. 8286. } ALFRED PERRON, annuitant, residing at No. 578 Saint Aimé Street, in the town of Jonquière, district of Chicoutimi, plaintiff; vs JOSEPH FORTIN, farmer, of Saint Gédéon, in the district of Roberval *et al.*, defendants, to wit:

The hereinunder designated immoveables situate in the parish of Saint Gédéon:—All that part of the lots of land known and designated under numbers four-B, four-C and five-A (Pt. 4-B, 4-C and 5-A) of the tenth range, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Signaï and situate on the East of the public road of the village de la Station; bounded as follows: on the West by the aforesaid public road, on the East by the depth of the tenth range, on the South by lot four-A belonging to Didyme Tremblay and on the North by lot five-B belonging to Charles Huot or representatives—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Save however and to be deducted therefrom the emplacements of Hermel Lavoie, Méridé Girard, Emile Lavoie, François Turcotte and Léonidas Langlois, as they presently subsists according to their respective titles.

To be sold at the church door of the parish of Saint Gédéon, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of APRIL next, 1934, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, March 13, 1934. 1640—11-2
[First publication, March 17th., 1934]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour du Magistrat.

Canada, Province de Québec, District de Saint-François, No 2039. } L.-O. NOEL, INC., demanderesse; vs ALF. GRÉGOIRE, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, défendeur.

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Magistrate's Court.

Canada, Province of Quebec, District of Saint Francis, No. 2039. } L. O. NOEL, INC., plaintiff; vs ALF. GREGOIRE, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, defendant.

Saisis comme appartenant au défendeur:

Les lots trois cent quatre (304) et trois cent neuf (309) du cadastre pour le quartier est de la cité de Sherbrooke—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus au bureau du shérif, cité de Sherbrooke, SAMEDI, le VINGT-UNIEME jour d'AVRIL, prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-P.-C. LEMIEUX.

Bureau du shériff, Sherbrooke,
Ce 12 mars 1934. 1613—11-2-o
[Première publication, le 17 mars 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Saint-François, No 472. } NATIONAL BANK OF DERBY LINE, Etats-Unis, demanderesse; vs F.-C. HUMPHREY, du canton de Barnston, district de Saint-François, défendeur.

Saisis comme appartenant au défendeur.

Les sept-huitièmes indivis de: les lots No six-A (6-*a*) dans le quatrième rang, et six-C (6-*c*) dans le troisième rang; lot No cinq-B (5-*b*) dans le rang quatre; lots No six-D (6-*d*) dans le rang trois, et six-B (6-*b*) dans le rang quatre; lot No cinq-C (5-*c*) dans le rang quatre; tous sur le plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Barnston—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus "en bloc" au bureau d'enregistrement de Coaticook, MARDI, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
J.-P.C. LEMIEUX.

Bureau du shérif, Sherbrooke,
Ce 12 mars 1934. 1615—11-2-o
[Première publication le 17 mars 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Court de Circuit, pour le comté de Stanstead.—District de Saint-François.

Canada, Province de Québec, District de Saint-François, No 73. } LA CORPORATION DU VILLAGE DE ROCK-ISLAND, demanderesse; vs W.-W. WOODWORTH, du village de Derby Line, Etat du Vermont, défendeur.

Saisis comme appartenant au défendeur:

Partie et parcelle du reste et résidu du lot No 78 sur le plan cadastral et dans le livre de renvoi officiel du village de Rock-Island, dans le district de Saint-François, étant cette propriété située sur le côté est de la Rue Main du village de Rock-Island, vis-à-vis l'édifice de la Banque Royale, laquelle propriété est connue sous le nom de Border Theatre; et pour plus amples descriptions des dits immeubles, référence est présentement faite aux Registres du Bureau d'Enregistrement de la division de Stanstead, dans le Reg. B., Vol. 54, sous le No 26,468—avec toutes les bâtisses dessus érigées, améliorations, circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement de Stanstead, SAMEDI, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
J.-P.-C. LEMIEUX.

Bureau du shérif, Sherbrooke,
Ce 12 mars 1934. 1617—11-2-o
[Première publication, le 17 mars 1934]

Seized as belonging to the defendant:

The lots No. three hundred and four (304) and three hundred and nine (309) of the cadastral plan for the East-Ward of the city of Sherbrooke—with the buildings thereon erected.

To be sold at the Sheriff's Office, in Sherbrooke, SATURDAY, the TWENTY FIRST day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's Office, Sherbrooke,
This 12th. of March, 1934. 1614—11-2-o
[First publication, March 17th., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Saint Francis, No. 472. } NATIONAL BANK OF DERBY LINE, plaintiff; vs F. C. HUMPHREY, of the Township of Barnston, district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the defendant.

Seven undivided eighths of: lots numbers six-A (6-*a*) in the fourth range, and six-C (6-*c*) in the third rage; lot number five-B (5-*b*) in the fourth range; lots numbers six-D (6-*d*) in the third rage, and six-B (6-*b*) in the fourth range; lot number five-C (5-*c*) in the fourth range; all on the cadastral plan and book of reference of the township of Barnston—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold *en bloc* at the Registry Office in the town of Coaticook, TUESDAY, the TWENTY-FOURTH day of APRIL next, at TWO of the clock in the afternoon.

J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's Office, Sherbrooke,
This 12th of March 1934. 1616—11-2-o
[First publication March 17th., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court for the county of Stanstead.—District of Saint Francis.

Canada, Province of Quebec, District of Saint Francis, No. 73. } THE CORPORATION OF THE VILLAGE OF ROCK-ISLAND, plaintiff; vs W. W. WOODWORTH, of the village of Derby Line, State of Vermont, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

Part and parcel of the Rest and residue of lot seventy eight (78) upon the official cadastral plan and in the book of reference of the village of Rock-Island, in the district of Saint Francis, being that certain property situated on the Easterly side of the Main Street of said Rock-Island village, opposite the Royal Bank Building, which property is commonly known as the Border Theater, and for a fuller description as to the appurtenances, reference is herein made to the records of Stanstead division Registry Office, in Reg. B., Vol. 54, under No. 26,468—with all the buildings betterment and improvements thereon made and erected.

To be sold at the Registry Office of Stanstead, SATURDAY, TWENTY EIGHTH day of APRIL next, at THREE of the clock, in the afternoon.

J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's Office, Sherbrooke,
This 12th. day of March, 1934. 1618—11-2-o
[First publication, March 17th., 1934]

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: No 2392. } DOMINIQUE CAOUETTE, demandeur; contre AIMÉ MORISSETTE, défendeur.

1. Une terre sise et située en la paroisse de Sainte-Rosalie, sur le deuxième rang, de la contenance de trois arpents de large sur vingt-deux arpents de profondeur, le tout plus ou moins, étant le lot numéro cent vingt-deux (122) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses y érigées.

2. Un terrain sis et situé en la paroisse de Sainte-Rosalie, sur le deuxième rang, contigu au terrain précédent, de la contenance de trois arpents de large sur environ trois arpents de profondeur, faisant partie du lot numéro cent vingt-trois (P. 123) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse; ce terrain borné par un bout au lot No 122, par l'autre bout au terrain de la Compagnie du chemin de fer du Canadien Pacifique, d'un côté au No 116, et de l'autre côté au lot No 125—sans bâtisse.

Pour être vendus d'un bloc, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Rosalie, MERCREDI, le VINGT-HUITIEME jour de MARS prochain (1934), à UNE heure et DEMIE de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, le 19 février 1934.
[Première publication, le 24 février 1934]
1147—8-2-o

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: No 2329. } JOSEPH GEVRY, demandeur; contre ABRAHAM MENARD, défendeur.

Une terre à bois sise et située en la paroisse de Saint-Paul d'Abbotsford, sur le rang Elmire, d'une superficie d'environ trente-six arpents, plus ou moins, et bornée comme suit: au nord par le lot No 3, appartenant à un nommé Bulmer, à l'est par la ligne du chemin de fer Jonction du Saint-Laurent et Lac Champlain, au sud par Samuel Crossfield et M. Lacayade, à l'ouest par le rang Elmire, ce terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, comme faisant partie du lot numéro quatre (p. 4).

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul d'Abbotsford, MARDI, le VINGT-SEPTIEME jour de MARS prochain (1934), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, 19 février 1934.
[Première publication, 24 février, 1934]
1149—8-2-o

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, to wit: No. 2392. } DOMINIQUE CAOUETTE, plaintiff; against AIMÉ MORISSETTE, defendant.

1. A land situate in the parish of Sainte Rosalie, on the second range, containing three arpents in width by twenty two arpents in depth, the whole more or less, being lot number one hundred and twenty two (122) on the official cadastre of said parish—with the buildings thereon erected.

2. A piece of ground situate in the parish of Sainte Rosalie, on the second range, contigous to the hereabove lot, containing three arpents in width by about three arpents in depth, being a part of lot number one hundred and twenty three (P. 123) on the official cadastre of said parish, and bounded at one end by lot No. 122, by the other end the ground of the Canadian Pacific Railway line, on one side by lot No. 116, and on the other side by lot No. 125—without building.

To be sold *d'un bloc*, at the parochial church door of Sainte Rosalie, WEDNESDAY, on the TWENTY EIGHTH day of MARCH next, (1934), at HALF passed ONE o'clock in the afternoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, February 19th., 1934.
[First publication, February 24th., 1934]
1148—8-2-o

Superior Court.—District of Saint-Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, to wit: No. 2329. } JOSEPH GEVRY, plaintiff; against ABRAHAM MENARD, defendant.

A wooded farm situate in the parish of Saint Paul d'Abbotsford, on the Elmire range, of a superficies of about thirty six arpents, more or less, bounded at the North by lot No. 3, belonging to a named Bulmer, at the East by the Junction du Saint Laurent and Lac Champlain railroad line, at the South by Samuel Crossfield and M. Lacayade, at the West side by the Elmire range, known and designated as being a part of lot number four (p. 4) on the official cadastre of said parish.

To be sold at the parochial church door of Saint Paul d'Abbotsford, TUESDAY, on the TWENTY SEVENTH day of MARCH next (1934), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS.-L. CORMIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, February 19th., 1934.
[First publication, February 24th., 1934]
1150—8-2-o

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, No 5097. } ANELA ALIAS ANGELA THUSTAKEVICH, de Sainte-Sophie de Lacorne, dit district, demanderesse; vs RICHARD ALLEN, Jr., du même lieu, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur l'immeuble suivant, savoir:

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 5097. } ANELA ALIAS ANGELA THUSTAKEVICH, of Sainte Sophie de Lacorne, said district, plaintiff; vs RICHARD ALLEN, Jr., of the same place, defendant.

As belonging to the said defendant the following immovable, to wit:

Deux lots de terre situés en la paroisse de Sainte-Sophie, comté et district de Terrebonne, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Sophie, sous les numéros deux cent vingt-huit et deux cent vingt-neuf (Nos 228 et 229)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale catholique de Sainte-Sophie-de-Lacorne, district de Terrebonne, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL, mil neuf cent trente-quatre, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
J.-W. CYR.

Bureau du shérif,
Saint-Jérôme, le 12 mars 1934. 1605—11-2-o

[Première publication, le 17 mars 1934]

Two lots of land situate in the parish of Sainte Sophie, county and district of Terrebonne, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Sainte Sophie under numbers two hundred and twenty eight and two hundred and twenty nine (Nos. 228 and 229)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the Catholic parochial church door of Sainte Sophie de Lacorne, district of Terrebonne, on the NINETEENTH day of APRIL, nineteen hundred and thirty four, at TWO o'clock in the afternoon.

J. W. CYR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint Jerome, March 12th., 1934. 1606—11-2

[First publication, March 17th., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, No. 5070.

GONZAQUE VAILLANCOURT, de Sainte-Thérèse, dit district, demandeur; vs OVILA HOGUE, du même lieu, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement situé dans la ville de Sainte-Thérèse-de-Blainville, comté de Terrebonne, faisant partie de la terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du village de Sainte-Thérèse-de-Blainville, sous le numéro cent-quinze (Pt. 115) étant le dit emplacement de forme irrégulière et mesurant environ cent quinze pieds (115) de largeur en front sur la rue Blainville sur une profondeur de cent quarante (140) pieds dans la ligne de division côté est, entre Jérémie Deschambault ou représentants, Ernest Dubois, et partie du dit No 115 et deux cent vingt (220) pieds dans l'autre ligne, côté ouest; tel que clos et décrit à l'acte enregistré sous le No 22581 et donné par Dame Octavie Thibault à demoiselle Amanda Filion, suivant acte enregistré sous No 43467—avec maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique dans la ville de Sainte-Thérèse-de-Blainville, district de Terrebonne, le VINGT-ET-UNIÈME jour d'Avril, mil neuf cent trente-quatre, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-W. CYR.

Bureau du shérif,
Saint-Jérôme, le 7 mars 1934. 1607—11-2-o

[Première publication, le 17 mars 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 5070.

GONZAQUE VAILLANCOURT, of Sainte Therese, said district, plaintiff; vs OVILA HOGUE, of the same place, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovable, to wit:

An emplacement situate in the town of Sainte Therese de Blainville, county of Terrebonne, forming part of that lot of land known and designated on the official plan and book of reference for the Village of Sainte Therese de Blainville, under number one hundred and fifteen (Pt. 115) the said emplacement being of irregular figure and measuring about one hundred and fifteen (115) feet in width in front on Blainville Street, and one hundred and forty feet (140) in depth, in the division line, East side, between Jeremie Deschambault or representatives, Ernest Dubois and part of said No. 115, and two hundred and twenty (220) feet in the other line, West side; as fenced in, and described in a deed registered under No. 22581 and donated by Dame Octavie Thibault to Miss Amanda Filion, according to deed registered under No. 43467 —with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the Catholic parochial church door, in the town of Sainte Therese de Blainville, district of Terrebonne, on the TWENTY FIRST day of APRIL, nineteen hundred and thirty four, at TEN o'clock in the forenoon.

J. W. CYR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint Jerome, March 7th., 1934. 1608—11-2

[First publication, March 17th., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, No 4983.

ALEXANDRE VENNE, de la ville de Terrebonne, district de Terrebonne, demandeur; vs DAME MALVINA PERRON, veuve de feu Louis Brieve dit Fournier, du même lieu, défenderesse.

Comme appartenant à la dite défenderesse, l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement de forme irrégulière à demembrer du lot de terre, portant le numéro officiel quatre-vingt-seize, (No 96) de la ville de Terrebonne, au dit cadastre hypothécaire, et renfermé dans les bornes suivantes: en front, par la rue du Pont, où le dit terrain a trente-sept pieds de largeur, en arrière par le lot numéro quatre-vingt-dix-neuf, où la largeur est réduite à trente et un pieds, joignant du côté est les lots Nos 97 et 98 et du côté ouest partie du lot No 96—et avec maison et autres bâtisses dessus érigées.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 4983.

ALEXANDRE VENNE, of the town of Terrebonne, district of Terrebonne, plaintiff; vs DAME MALVINA PERRON, widow of the late Louis Brieve dit Fournier, of the same place, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovable, to wit:

An emplacement of irregular figure to be detached from that lot of land bearing official number ninety six (No. 96) of the town of Terrebonne, on said official cadastre, and enclosed within the following boundaries: in front by "du Pont" Street, where the said lot of land measures thirty seven feet in width, in the rear by lot number ninety nine, where the width is reduced to thirty one feet, adjoining on the East side, lots Nos. 97 and 98, and on the West side part of lot No. 96, and—with a house and other buildings thereon erected.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique de la ville de Terrebonne, district de Terrebonne, le VINGT-ET-UNIÈME jour d'AVRIL, mil neuf cent trente-quatre, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Saint-Jérôme, le 9 mars 1934. 1609—11-2-o
[Première publication, le 17 mars 1934]

To be sold at the Catholic parochial church door of the town of Terrebonne, district of Terrebonne, on the TWENTY FIRST day of APRIL, nineteen hundred and thirty four, at TWO o'clock in the afternoon.

J. W. CYR,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Jerome, March 9th., 1934. 1610—11-2
[First publication, March 17th., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat pour le district de Terrebonne.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, No 2818. } LES CURE ET MARGUILLIERS DE L'ŒUVRE ET FABRIQUE DE LA PAROISSE DE SAINT-JEROME, dit district, demandeurs; vs HENRI PERRON, de la ville de Saint-Jérôme, dit district, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir:

Un immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Saint-Jérôme, comme faisant partie du numéro un (P-1)—avec les bâtisses dessus érigées, moins les parties vendues suivant titres enregistrés au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne.

Pour être vendu à mon bureau d'affaires, dans la ville de Saint-Jérôme, dit district, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL mil neuf cent trente-quatre, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Saint-Jérôme, le 13 mars 1934. 1683—11-2-o
[Première publication, le 17 mars 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court of the district of Terrebonne.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 2818. } THE CURE AND CHURCHWARDENS OF L'ŒUVRE ET FABRIQUE DE LA PAROISSE DE SAINT-JEROME, said district, plaintiffs; vs HENRI PERRON, of the town of Saint Jérôme, said district, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovable, to wit:

An immovable known and designated on the official plan and book of reference for the town of Saint Jérôme, as forming part of number one (Pt.-1)—with the buildings thereon erected, less those parts sold according to titles registered at the Registry Office of the County of Terrebonne.

To be sold at my business office, in the town of Saint Jérôme, said district, on the SEVENTEENTH day of APRIL, nineteen hundred and thirty four, at TEN o'clock in the forenoon.

J. W. CYR,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Jérôme, March 13, 1934. 1684—11-2
[First publication, March 17th, 1934]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

No 2491. } ISIDORE ST-ONGE, rentier, de la cité de Shawinigan Falls, et ROSAIRE ST-ONGE, faiseur de papier, de la ville de Dolbeau, demandeurs; vs MELINA BELANGER, de la cité de Shawinigan Falls, épouse contractuellement séparée de biens de Simon Deschênes, commis, du même lieu, et ce dernier aux fins d'assister ou d'autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, défenderesse.

Un emplacement de terrain situé en la cité de Shawinigan Falls, sur la rue Viger, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent oixante-sept au plan de subdivision du lot numéro six cent vingt-quatre (624-267) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, fait pour la paroisse de Sainte-Flore—avec une maison à deux étages lambrissée en briques et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Marc, en la cité de Shawinigan Falls, le DIX-HUITIÈME jour d'AVRIL, mil neuf cent trente-quatre, à UNE heure et DEMIE de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 13 mars, 1934.
[Première publication, 17 mars, 1934]
1641—11-2-o

TROIS RIVIERES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Trois Rivières.

No. 2491. } ISIDORE ST-ONGE, annuitant, of the city of Shawinigan Falls, and ROSAIRE ST-ONGE, paper maker, of the town of Dolbeau, plaintiffs; vs MELINA BELANGER, of the city of Shawinigan Falls, wife separate as to property by marriage contract of Simon Deschênes, clerk, of the same place, and the latter to assist and authorize his wife for the purposes hereof, defendant.

An emplacement or lot of land situate in the city of Shawinigan Falls, on Viger Street, known and designated as being lot number two hundred and sixty seven of the subdivision plan of lot number six hundred and twenty four (624-267) of the official cadastral plan and book of reference for the county of Saint Maurice, made for the parish of Sainte Flore—with a two story brick encased house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Marc, in the city of Shawinigan Falls, on the EIGHTEENTH day of APRIL, nineteen hundred and thirty four, at HALF PAST ONE o'clock in the afternoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois Rivières, March 13, 1934.
[First publication, March 17th., 1934]
1642—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District des Trois-Rivières.—Cour Supérieure.

No 2435. HENRI CHAMPAGNE, rentier, de la paroisse de Saint-Sévérin de Proulxville, dans le district de Trois-Rivières, demandeur; vs JOSEPH VALLERAND et HENRI VALLERAND, tous deux du même endroit, défendeurs.

1. Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Sévérin de Proulxville, étant les lots numéros cent onze et cent douze (111 et 112) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Stanislas, et appartenant à Joseph Vallerand, cultivateur, de la dite paroisse de Saint-Sévérin—avec bâtisses dessus construites.

2. Une terre située en la paroisse de Saint-Sévérin, au lieu nommé la côte Saint-Paul, de la contenance de deux arpents de largeur sur la profondeur de vingt-cinq arpents, étant la moitié sud du lot de terre numéro trente-six (½ sud No 36), sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Stanislas—avec ensemble une maison et autres bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, la dite terre étant bornée en front au chemin public du dit rang, en profondeur aux terres de la côte Saint-Pierre, du côté nord à l'autre partie du lot No 36 appartenant à Donat Vallerand et du côté sud à la route qui conduit du rang de la côte Saint-Paul à la côte Saint-Pierre, la dite terre appartenant à Henri Vallerand.

Pour être vendues à la porte de l'Eglise de la paroisse de Saint-Séverin de Proulxville, le QUATRIEME jour d'AVRIL mil neuf cent trente-quatre, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.

Trois-Rivières, le 20 février 1934.

[Première publication, le 24 février 1934]

1151—8-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Trois Rivières.—Superior Court.

No. 2435. HENRI CHAMPAGNE, annuitant, of the parish of Saint Séverin de Proulxville, in the district of Trois Rivières, plaintiff; vs JOSEPH VALLERAND and HENRI VALLERAND, both of the same place, defendants.

1. A farm lying and situate in the parish of Saint Séverin de Proulxville, being lots numbers one hundred and eleven and one hundred and twelve (111 and 112) of the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Stanislas, and belonging to Joseph Vallerand, farmer, of the said parish of Saint Séverin—with the buildings thereon erected.

2. A farm situate in the parish of Saint Séverin, at the place called Côte Saint Paul, measuring two arpents in width by the depth of twenty five arpents, being the South half of the lot of land number thirty six (S. ½ No. 36) of the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Stanislas—together with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies, the said farm being bounded in front by the public road of said range, in depth by the lands of Côte Saint Pierre, on the North side by the other part of lot No. 36 belonging to Donat Vallerand and on the South side by the road leading from the Côte Saint Paul, range to Côte Saint Pierre, the said farm belonging to Henri Vallerand.

To be sold at the church door of the parish of Saint Séverin de Proulxville, on the FOURTH day of APRIL, nineteen hundred and thirty four, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,

Sheriff's Office, Sheriff.

Trois Rivières, February 20, 1934.

[First publication, February 24th, 1934]

1152—8-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

No 2589. JOSEPH GOUIN, cultivateur, de Wolfestown, et JOHNNY FOURNIER, journalier, des Trois-Rivières, tous deux en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Edouard Gouin, et ERNEST MERCIER, rentier, autrefois de la paroisse de l'Islet, et maintenant de Champlain, demandeurs; vs ALBERT GRAVEL, des cité et district des Trois-Rivières, défendeur.

Un lot de terre situé au côté sud-est de la rue Montcalm, en la cité des Trois-Rivières, désigné sous le numéro deux cent quarante (240) du plan de subdivision officielle du lot numéro onze cent vingt-deux (1122) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, avec l'usage de la ruelle se trouvant à la profondeur de tel lot, mais en commun avec tous autres y ayant et qui pourront y avoir droit à l'avenir—avec la maison à trois logements dessus construite, tel que le tout se trouve actuellement.

Pour être vendue au bureau du shérif, dans le Palais de Justice, en la cité des Trois-Rivières, le VINGT-HUITIEME jour de MARS, mil neuf cent trente-quatre, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.

Trois-Rivières, le 20 février, 1934.

[Première publication, 24 février, 1934]

1153—8-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Trois Rivières.

No. 2589. JOSEPH GOUIN, farmer, of Wolfestown, and JOHNNY FOURNIER, laborer, of Trois Rivières, both in their quality of testamentary executors of the late Edouard Gouin, and ERNEST MERCIER, annuitant, heretofore of the parish of l'Islet, and now of Champlain, plaintiffs; vs ALBERT GRAVEL, of the city and district of Trois Rivières, defendant.

A lot of land situate on the Southeast side of Montcalm Street, in the city of Trois Rivières, designated under number two hundred and forty (240) on the official subdivision plan of lot number eleven hundred and twenty two (1122) on the official cadastre for the city of Trois Rivières, with the use of the lane situate at the depth of such lot, but in common with all others having or who may have right thereto in the future—with the three storey house thereon erected, as the whole presently subsists.

To be sold at the Sheriff's Office, at the Court House, in the city of Trois Rivières, on the TWENTY EIGHTH day of MARCH, one thousand nine hundred and thirty four, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,

Sheriff's Office, Sheriff.

Trois Rivières, February 20, 1934.

[First publication, February 24th., 1934]

1154—8-2

Demande à la Législature

Avis est donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa présente Session, par Eugénie Décarie, Arthur Décarie et autres pour l'adoption d'une loi concernant l'évaluation des terres en culture dans la Ville de Montréal-Ouest et pour autres fins.

Montréal, 14 mars 1934.

Les procureur des requérants,

1687—11-4-o ALPHONSE DECARY.

Application to the Legislature

Notice is given that application shall be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session, by Eugénie Décarie, Arthur Décarie and others for the adoption of an act concerning the valuation of farm lands in the Town of Montreal-West and for other purposes.

Montreal, March 14th, 1934.

ALPHONSE DECARY,

1688—11-2-o Attorney for petitioners.

Arrêtés en Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 10 mars 1934, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 13 mars 1934.

—

Concernant le sous-paragraphe *bb* du paragraphe 1 de l'article 68 de la Loi des véhicules automobiles (S. R. Q., 1925, chapitre 35).

491

L'honorable Trésorier de la province, dans un mémoire en date du 10 mars 1934, recommande:

Agissant sous l'autorité du sous-paragraphe *bb* du paragraphe 1 de l'article 68 de la Loi des véhicules automobiles, (S. R. Q., 1925, chapitre 35), que, considérant leur construction, les chemins publics de la province de Québec soient, en vue des poids maxima qu'ils peuvent supporter, classifiés comme suit:

Classe 1. *Chemins pour trafic lourd*, comprenant

a) ceux compris dans le territoire de toute cité ou ville, et

b) ces parties de chemins, en dehors des limites des cités et des villes, indiquées ci-bas, à savoir:

Orders in Council

COPY of a Report of a Committee of the Honourable the Executive Council, dated March 10th., 1934, approved by the Lieutenant-Governor, the 13th. day of March, 1934.

—

Concerning paragraph *bb* of the subsection 1 of the section 68 of the Motor Vehicle Act (Chapter 35, R. S. Q., 1925).

491

The Honourable the Treasurer of the Province, in a memo dated the 10th. of March, (1934), recommends:

Acting under the authority of paragraph *bb* of the subsection 1 of the section 68 of the Motor Vehicle Act, (Chapter 35, R. S. Q., 1925), that, considering their construction the public highways of the Province of Quebec be, in view of the maximum weights they may be able to support, classified as follows:

Class 1. *Heavy traffic highways*, which comprise

a) those within the territory of any city or town and

b) those parts of the highways outside of the cities and towns which are hereinafter indicated, to wit:

Sur la Route No — On Route No.	Entre—Between	Et—And
1	Montréal	Sherbrooke.
2	Montréal (via Sainte-Anne-de-Bellevue, Vaudreuil, Saint-Zotique)	La frontière de la province d'Ontario.—The Ontario boundary.
2	Montréal (via L'Assomption)	Berthier.
4	Caughnawaga	Malone.
5	Sherbrooke	Derby Line.
7	Iberville (via Henryville et-and Phillipsburg	La frontière de la province.—The Province boundary.
8	Aylmer	Masson.
9	Pont Victoria (via Boulevard Alexandre Taschereau et-and Laprairie)	Rouse's Point.
11	Montréal (via Sainte-Rose)	Hull.
11	Hull	Chelsea.
13	Vaudreuil	Pointe Fortune.
14	Montréal (via Saint-Jean)	Rouse's Point.
19	Trois-Rivières	Shawinigan Falls.
47	Chambly	Saint-Jean.
48	Montréal (via L'Assomption)	Joliette.

Classe 2. *Chemins pour trafic léger*, comprenant tout chemin public dans la province non inclus dans la classe 1.

Certifié,

(Signé) A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

Vraie Copie,

J.-A. BÉGIN,

1659—o Contrôleur du Revenu de la Province.

Class 2. *Light traffic highways*, which comprise any public highway in the Province other than those of Class 1.

Certified,

(Signed) A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

True Copy,

J. A. BEGIN,

1660—o Comptroller of Provincial Revenue.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 10 mars 1934, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 13 mars 1934.

—

Concernant l'article 40, de la Loi des véhicules automobiles (S. R. Q. 1925, chapitre 35).

492

L'Honorable Trésorier de la province, dans un mémoire daté du 10 mars (1934), recommande: Agissant sous l'autorité de l'article 40, de la Loi des véhicules automobiles (chapitre 35, S. R. Q. 1925), que les arrêtés en conseil Nos 2050, du 14 novembre 1924, 668 du 12 avril 1929, 2065, du 11 octobre 1929, 2418, du 22 novembre 1929, 924, du 10 mai 1930, soient remplacés par les règlements suivants, à savoir:

Règlements concernant le poids maximum, le poids total maximum et le poids combiné maximum de certains véhicules automobiles et de certains convois automobiles.

DISPOSITIONS GÉ ÉRALES.

1. Pour les fins de ces règlements:

a. l'expression "poids maximum" signifie le poids du véhicule et celui de son voyage sur chaque essieu du véhicule, ou sur deux essieux du véhicule lorsque les deux sont à l'arrière;

b. l'expression "poids total" signifie le poids de chaque véhicule, qu'il remorque ou qu'il soit remorqué, au complet, y compris le poids de sa charge;

c. l'expression "poids combiné" signifie le poids total de deux véhicules, l'un traînant l'autre.

2. L'empattement d'une remorque, entre son essieu d'avant et celui d'arrière, ne doit pas être moindre que 8 pieds de centre à centre.

3. Le poids combiné d'un convoi automobile traîné par un seul essieu muni de roues simples, ne devra pas excéder 30,000 livres.

4. Le poids combiné d'un convoi automobile traîné par deux essieux moteurs munis de roues simples, ou par un essieu moteur muni de roues jumelles, ne devra pas excéder 36,000 livres.

5. Le poids combiné d'un véhicule automobile composé d'un tracteur et d'une semi-remorque, ou d'un convoi automobile composé d'un camion et d'une remorque, ne devra pas excéder 30,000 livres s'il n'y a qu'un essieu moteur muni de roues simples, ni 36,000 livres s'il n'y a qu'un essieu moteur simple muni de roues jumelles, ni 40,000 livres s'il y a des essieux moteurs jumeaux à l'arrière munis de roues jumelles, pourvu que ce dernier poids combiné ne s'applique que dans le cas d'un convoi-automobile composé tel que ci-haut.

6. Les chemins publics de cette province, pour les fins d'allouer le poids maximum, sont classifiés en "chemins pour trafic lourd" (Classe 1) et "chemin pour trafic léger" (Classe 2).

7. Les maxima des poids, des poids totaux, et des poids combinés, donnés dans ces règlements, s'appliquent au trafic sur les "chemins pour trafic lourd" (Classe 1).

8. S'il s'agit de trafic sur un "chemin pour trafic léger" (Classe 2), les maxima sont réduits de 20%.

9. Tels maxima sont établis aussi à la condition que tous les bandages des roues soient pneumatiques.

Si un véhicule automobile ou un convoi automobile est muni, en tout ou en partie, de bandages solides, ces maxima sont réduits de 20%.

10. Les réductions mentionnées aux paragraphes 8 et 9 sont cumulatives, si elles s'appliquent au même cas.

COPY of a Report of a Committee of the Honourable the Executive Council, dated March 10th, 1934, approved by the Lieutenant-Governor on March 13th, 1934.

—

Concerning section 40 of the Motor Vehicle Act (Chapter 35, R. S. Q., 1925)

492

The Honourable the Treasurer of the Province, in a memo dated the 10th of March ,(1934), recommends: Acting under the authority of section 40 of the Motor Vehicle Act (Chapter 35, R. S. Q., (1925), that the Orders in Council No. 2050, of the 14th of November, 1924, No. 668 of the 12th of April, 1929, No. 2065 of the 11th of October, 1929, No. 2418 of the 22nd of November, 1929, No. 924, of the 10th of May, 1930, be replaced by the following regulations, to wit:

Regulations concerning maximum weight, maximum total weight and maximum combined weights of certain motor vehicles or of certain motor trains.

GENERAL PROVISIONS

1. For the purposes of these regulations:

a. The expression "maximum weight" means the weight of the vehicle and that of its load on each axle of the vehicle, or on two axles of the vehicle when both in the rear;

b. The expression "total weight" means the weight of each vehicle, whether towing or towed, complete, including the weight of its load;

c. The expression "combined weight" means the total weight of two vehicles one hauling the other.

2. The wheel base of a trailer between its front axle and its rear axle shall not be less than 8 feet from center to center.

3. No motor train drawn by only one axle with single wheels can have a combined weight in excess of 30,000 pounds.

4. No motor train drawn by two driving axles with single wheels or drawn by one driving axle with twin wheels can have a combined weight in excess of 36,000 pounds.

5. No motor vehicle composed of a tractor and of a semi-trailer, and no motor train composed of a truck and of a trailer shall have a combined weight exceeding 30,000 pounds when there is only one driving axle with single wheels, nor 36,000 pounds when there is one single driving axle with twin wheels, nor 40,000 pounds when there are twin rear driving axles with twin wheels, provided that this last combined weight applies only in the case of a motor train composed as above.

6. Public Highways in this Province are, for purposes of allowing maximum weight, classified into "Heavy traffic highways" (Class 1), and "Light traffic highways" (Class 2).

7. The maximum of weights, of total weights and of combined weights given in these Regulations, apply to traffic on "Heavy traffic highways" (Class 1).

8. When traffic is done on a "Light traffic highway" (Class 2), a reduction of 20% of such maximum shall apply.

9. Such maximum are also established on the condition that all the tires are pneumatic. If any motor vehicle or any motor train is entirely or partially equipped with solid tires, a reduction of 20% of such maximum shall apply.

10. The reductions under paragraph 8 and paragraph 9, when applied in the same case, are cumulative.

DISPOSITIONS SPÉCIALES CONCERNANT LA LARGEUR DES BANDAGES DES ROUES.

Tout véhicule automobile doit être muni, sur son seul ou sur ses deux essieux moteurs à l'arrière, de bandages de roues d'une largeur suffisante pour supporter 75% de son poids total, véhicule et son voyage, sans cependant excéder 500 livres par pouce, en largeur, des bandages des roues sur ce ou ces essieux.

Par exemple:

Poids maximum sur les essieux moteurs d'arrière	Largeur des bandages des roues sur ce ou ces essieux moteurs
Pas plus que 4000	8″
Plus que 4000 et pas plus que 4500	9″
Plus que 4500 et pas plus que 5000	10″
Plus que 5000 et pas plus que 5500	11″
Plus que 5500 et pas plus que 6000	12″
Plus que 6000 et pas plus que 6500	13″
Plus que 6500 et pas plus que 7000	14″
Plus que 7000 et pas plus que 7500	15″
Plus que 7500 et pas plus que 8000	16″
Plus que 8000 et pas plus que 8500	17″
Plus que 8500 et pas plus que 9000	18″
Plus que 9000 et pas plus que 9500	19″
Plus que 9500 et pas plus que 10000	20″
Plus que 10000 et pas plus que 10500	21″
Plus que 10500 et pas plus que 11000	22″
Plus que 11000 et pas plus que 11500	23″
Plus que 11500 et pas plus que 12000	24″
Plus que 12000 et pas plus que 12500	25″
Plus que 12500 et pas plus que 13000	26″
Plus que 13000 et pas plus que 13500	27″
Plus que 13500 et pas plus que 14000	28″
Plus que 14000 et pas plus que 14500	29″
Plus que 14500 et pas plus que 15000	30″
Plus que 15000 et pas plus que 16000	32″
Plus que 16000 et pas plus que 17000	34″
Plus que 17000 et pas plus que 18000	36″

Tout véhicule automobile ou convoi automobile doit être muni de bandages de roues de largeur suffisante, sur son ou ses essieux moteurs, pour que le poids total du véhicule automobile ou le poids combiné du convoi automobile n'excède pas 1500 livres par pouce, en largeur, des bandages des roues sur ce ou ces essieux moteurs.

Par exemple:

Poids total du véhicule ou du convoi	Largeur des bandages des roues requise sur l'essieu moteur
Pas plus que 9000	6″
Plus que 9000 et pas plus que 10500	7″
Plus que 10500 et pas plus que 12000	8″
Plus que 12000 et pas plus que 13500	9″
Plus que 13500 et pas plus que 15000	10″
Plus que 15000 et pas plus que 16500	11″
Plus que 16500 et pas plus que 18000	12″
Plus que 18000 et pas plus que 19500	13″
Plus que 19500 et pas plus que 21000	14″
Plus que 21000 et pas plus que 22500	15″
Plus que 22500 et pas plus que 24000	16″
Plus que 24000 et pas plus que 25500	17″
Plus que 25500 et pas plus que 27000	18″
Plus que 27000 et pas plus que 28500	19″
Plus que 28500 et pas plus que 30000	20″
Plus que 30000 et pas plus que 31500	21″
Plus que 31500 et pas plus que 33000	22″
Plus que 33000 et pas plus que 34500	23″
Plus que 34500 et pas plus que 36000	24″
Plus que 36000 et pas plus que 37500	25″
Plus que 37500 et pas plus que 39000	26″
Plus que 39000 et pas plus que 40000	27″

SPECIAL PROVISIONS CONCERNING WIDTH OF TIRES

Any motor vehicle shall be equipped on its one or two driving axles at the rear with tires of sufficient width to carry 75% of its total weight, vehicle and load, without exceeding, however, 500 pounds per inch width of the tires on that or on those driving axles.

For instance:

Maximum weight on rear driving axles	Width of tires on that or on those driving axles
Not more than 4000	8″
More than 4000 and not more than 4500	9″
More than 4500 and not more than 5000	10″
More than 5000 and not more than 5500	11″
More than 5500 and not more than 6000	12″
More than 6000 and not more than 6500	13″
More than 6500 and not more than 7000	14″
More than 7000 and not more than 7500	15″
More than 7500 and not more than 8000	16″
More than 8000 and not more than 8500	17″
More than 8500 and not more than 9000	18″
More than 9000 and not more than 9500	19″
More than 9500 and not more than 10000	20″
More than 10000 and not more than 10500	21″
More than 10500 and not more than 11000	22″
More than 11000 and not more than 11500	23″
More than 11500 and not more than 12000	24″
More than 12000 and not more than 12500	25″
More than 12500 and not more than 13000	26″
More than 13000 and not more than 13500	27″
More than 13500 and not more than 14000	28″
More than 14000 and not more than 14500	29″
More than 14500 and not more than 15000	30″
More than 15000 and not more than 16000	32″
More than 16000 and not more than 17000	34″
More than 17000 and not more than 18000	36″

Any motor vehicle or motor train shall be equipped with tires of sufficient width on its one or more driving axles so that the total weight of the motor vehicle or the combined weight of the motor train shall not exceed 1500 pounds per inch width of the tires on that or those driving axles.

For instance:

Total weight of vehicle or train	Width of tires required on driving axle
Not more than 9000	6″
More than 9000 and not more than 10500	7″
More than 10500 and not more than 12000	8″
More than 12000 and not more than 13500	9″
More than 13500 and not more than 15000	10″
More than 15000 and not more than 16500	11″
More than 16500 and not more than 18000	12″
More than 18000 and not more than 19500	13″
More than 19500 and not more than 21000	14″
More than 21000 and not more than 22500	15″
More than 22500 and not more than 24000	16″
More than 24000 and not more than 25500	17″
More than 25500 and not more than 27000	18″
More than 27000 and not more than 28500	19″
More than 28500 and not more than 30000	20″
More than 30000 and not more than 31500	21″
More than 31500 and not more than 33000	22″
More than 33000 and not more than 34500	23″
More than 34500 and not more than 36000	24″
More than 36000 and not more than 37500	25″
More than 37500 and not more than 39000	26″
More than 39000 and not more than 40000	27″

DISPOSITIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES CAMIONS.

Sujet aux dispositions générales de ces règlements:

1. Si le véhicule automobile est un camion muni de deux essieux seulement, avec des roues simples, dont l'un est moteur, le poids sur chaque essieu ne devra pas excéder 12,000 livres, mais le poids total ne devra pas excéder 16,000 livres.

2. Si le véhicule automobile est un camion muni de deux essieux, dont celui d'avant est muni de roues simples, et l'essieu moteur de roues jumelles, le poids sur l'essieu d'avant ne devra pas excéder 12,000 livres, et sur l'essieu moteur 15,000 livres, mais le poids total ne devra pas excéder 20,000 livres.

3. Si le véhicule automobile est un camion muni de trois essieux, munis de roues simples, dont deux essieux moteurs à l'arrière, le poids sur l'essieu d'avant ne devra pas excéder 12,000 et le poids sur les essieux jumeaux d'arrière ne devra pas excéder 15,000, et le poids total ne devra pas excéder 20,000 livres.

4. Si le véhicule automobile est un camion muni de trois essieux, d'essieux moteurs jumeaux à l'arrière, et de roues jumelles sur ces essieux moteurs, le poids sur l'essieu d'avant ne devra pas excéder 12,000 livres et le poids sur les essieux jumeaux d'arrière ne devra pas excéder 18,000 livres, et le poids total ne devra pas excéder 24,000 livres.

5. Si le véhicule automobile est un camion muni de deux essieux moteurs simples à l'avant et à l'arrière, avec des roues simples, le poids sur chaque essieu ne devra pas excéder 12,000 livres, mais le poids total ne devra pas excéder 20,000 livres.

6. Si le véhicule automobile est un camion muni de deux essieux moteurs simples, celui d'avant muni de roues simples et celui d'arrière muni de roues jumelles, le poids sur l'essieu d'avant ne devra pas excéder 12,000 livres, le poids sur l'essieu d'arrière ne devra pas excéder 15,000 livres, mais le poids total ne devra pas excéder 20,000 livres.

DISPOSITIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES TRACTEURS AVEC SEMI-REMORQUES

Sujet aux dispositions générales de ces règlements:

7. Quand un véhicule automobile est composé:

a. d'un tracteur muni de deux essieux et de roues simples, et, *b.* d'une semi-remorque munie d'un seul essieu et de roues simples, le poids sur chacun des deux essieux du tracteur ne devra pas dépasser 12,000 livres, et le poids sur l'essieu de la semi-remorque ne devra pas non plus excéder 12,000 livres, mais le poids total du tracteur ne devra pas excéder 16,000 livres, le poids total de la semi-remorque ne devra pas excéder 16,000 livres, et le poids combiné du tracteur et de la semi-remorque ne devra pas excéder 24,000 livres.

8. Quand un véhicule automobile est composé:

a. d'un tracteur muni de deux essieux avec roues simples, et, *b.* d'une semi-remorque munie de deux essieux à son arrière avec des roues simples, le poids sur chacun des deux essieux du tracteur ne devra pas excéder 12,000 livres, et le poids sur les deux essieux à l'arrière de la semi-remorque ne devra pas excéder 15,000 livres, mais le poids total du tracteur ne devra pas excéder 16,000 livres, le poids total de la semi-remorque ne devra pas excéder 20,000 livres, et le poids combiné du tracteur et de la semi-remorque ne devra pas excéder 28,000 livres.

SPECIAL PROVISIONS CONCERNING TRUCKS

Subject to the general provisions of these regulations:

1. When the motor vehicle is a truck equipped with only two axles, with single wheels one of which is the driving axle, the weight on each axle shall not exceed 12,000 pounds, but the total weight shall not exceed 16,000 pounds.

2. When the motor vehicle is a truck equipped with two axles, the front one with single wheels and the driving one with twin wheels, the weight on the front axle shall not exceed 12,000 pounds and on the driving axles 15,000 pounds, but the total weight shall not exceed 20,000 pounds.

3. When a motor vehicle is a truck equipped with three axles, twin driving axles at the rear, single wheels, the weight on the front axle shall not exceed 12,000 pounds and the weight on the twin rear axles shall not exceed 15,000 pounds, and the total weight shall not exceed 20,000 pounds.

4. When a motor vehicle is a truck equipped with three axles, twin driving axles at the rear, twin wheels on the driving axles, the weight on the front axles shall not exceed 12,000 pounds and the weight on the twin rear axles shall not exceed 18,000 pounds, and the total weight shall not exceed 24,000 pounds.

5. When a motor vehicle is a truck equipped with two single driving axles, front and rear, with single wheels, the weight on each axle shall not exceed 12,000 pounds, but the total weight shall not exceed 20,000 pounds.

6. When a motor vehicle is a truck equipped with two single driving axles, the front one with single wheels and the rear one with twin wheels, the weight on the front axle shall not exceed 12,000 pounds, the weight on the rear axle shall not exceed 15,000 pounds, but the total weight shall not exceed 20,000 pounds.

SPECIAL PROVISIONS CONCERNING TRACTORS WITH SEMI-TRAILERS

Subject to the general provisions of these regulations:

7. When a motor vehicle is composed:

a. of a tractor equipped with two axles and single wheels and, *b*, of a semi-trailer equipped with one axle and single wheels, the weight on each of the two axles of the tractors shall not exceed 12,000 pounds and the weight on the axle of the semi-trailer shall not also exceed 12,000 pounds, but the total weight of the tractor shall not exceed 16,000 pounds, the total weight of the semi-trailer shall not exceed 16,000 pounds and the combined weight of both the tractor and the semi-trailer shall not exceed 24,000 pounds.

8. When a motor vehicle is composed:

a. of a tractor equipped with two axles and single wheels and, *b*, of a semi-trailer equipped with two axles on its rear and single wheels, the weight on each of the two axles of the tractor shall not exceed 12,000 pounds and, the weight on the two axles on the rear of the semi-trailer shall not exceed 15,000 pounds, but the total weight of the tractor shall not exceed 16,000 pounds, the total weight of the semi-trailer shall not exceed 20,000 pounds, and the combined weight of both the tractor and the semi-trailer shall not exceed 28,000 pounds.

9. Quand un véhicule automobile est composé:

a. d'un tracteur muni de deux essieux avec roues simples, et *b.* d'une semi-remorque munie d'un essieu avec roues jumelles, le poids sur chacun des deux essieux du tracteur ne devra pas excéder 12,000 livres, et le poids sur l'essieu de la semi-remorque ne devra pas excéder 15,000 livres, mais le poids total du tracteur ne devra pas excéder 16,000 livres, le poids total de la semi-remorque ne devra pas excéder 20,000 livres, et le poids combiné du tracteur et de la semi-remorque ne devra pas excéder 28,000 livres.

10. Quand un véhicule automobile est composé:

a. d'un tracteur muni de deux essieux avec des roues simples et, *b.* d'une semi-remorque munie à son arrière de deux essieux avec roues jumelles, le poids sur chacun des deux essieux du tracteur ne devra pas excéder 12,000 livres, et le poids sur les deux essieux à l'arrière de la semi-remorque ne devra pas excéder 18,000 livres, mais le poids total du tracteur ne devra pas excéder 16,000 livres, le poids total de la semi-remorque ne devra pas excéder 24,000 livres, et le poids combiné du tracteur et de la semi-remorque ne devra pas excéder 30,000 livres.

11. Quand un véhicule automobile est composé:

a. d'un tracteur muni de deux essieux, avec des roues simples sur celui d'avant et des roues jumelles sur celui d'arrière, et, *b.* d'une semi-remorque munie d'un seul essieu avec des roues simples, le poids sur l'essieu d'avant du tracteur ne devra pas excéder 12,000 livres, le poids sur l'essieu d'arrière du tracteur ne devra pas excéder 15,000 livres, et le poids sur l'essieu de la semi-remorque ne devra pas excéder 12,000 livres, mais le poids total du tracteur ne devra pas excéder 20,000 livres, le poids total de la semi-remorque ne devra pas excéder 20,000 livres, et le poids combiné du tracteur et de la semi-remorque ne devra pas excéder 30,000 livres.

12. Quand un véhicule automobile est composé:

a. d'un tracteur muni de deux essieux, celui d'avant avec des roues simples et celui d'arrière avec des roues jumelles, et, *b.* d'une semi-remorque munie à son arrière de deux essieux avec roues simples, le poids sur l'essieu d'avant du tracteur ne devra pas excéder 12,000 livres, le poids sur l'essieu d'arrière du tracteur ne devra pas excéder 15,000 livres, et le poids sur les deux essieux à l'arrière de la semi-remorque ne devra pas excéder 15,000 livres, mais le poids total du tracteur ne devra pas excéder 20,000 livres, le poids total de la semi-remorque ne devra pas excéder 24,000 livres, et le poids combiné du tracteur et de la semi-remorque ne devra pas excéder 32,000 livres.

13. Quand un véhicule automobile est composé:

a. d'un tracteur muni de deux essieux, celui d'avant avec des roues simples et celui d'arrière avec des roues jumelles, et *b.* d'une semi-remorque munie à son arrière d'un essieu avec des roues jumelles, le poids sur l'essieu d'avant du tracteur ne devra pas excéder 12,000 livres, le poids sur l'essieu d'arrière du tracteur ne devra pas excéder 15,000 livres, et le poids sur l'essieu de la semi-remorque ne devra pas exéder 15,000 livres, mais le poids total du tracteur ne devra pas excéder 20,000 livres, le poids total de la semi-remorque ne devra pas excéder 24,000 livres, et le poids combiné du tracteur et de la semi-remorque ne devra pas excéder 32,000 livres.

14. Quand un véhicule automobile est composé:

a. d'un tracteur muni de deux essieux, celui d'avant avec des roues simples et celui d'arrière avec des roues jumelles, et, *b.* d'une semi-remorque munie à son arrière de deux essieux avec des roues jumelles, le poids sur l'essieu d'avant du

9. When a motor vehicle is composed:

a. of a tractor equipped with two axles and single wheels and, *b*, of a semi-trailer equipped with one axle and twin wheels, the weight on each of the two axles of the tractor shall not exceed 12,000 pounds and the weight on the axle of the semi-trailer shall not exceed 15,000 pounds, but the total weight of the tractor shall not exceed 16,000 pounds, the total weight of the semi-trailer shall not exceed 20,000 pounds and the combined weight of both the tractor and the semi-trailer shall not exceed 28,000 pounds.

10. When a motor vehicle is composed:

a. of a tractor equipped with two axles and single wheels and, *b*, of a semi-trailer equipped on its rear with two axles and twin wheels, the weight on each of the two axles of the tractor shall not exceed 12,000 pounds and the weight on the two axles on the rear of the semi-trailer shall not exceed 18,000 pounds, but the total weight of the tractor shall not exceed 16,000 pounds, the total weight of the semi-trailer shall not exceed 24,000 pounds and the combined weight of both the tractor and the semi-trailer shall not exceed 30,000 pounds.

11. When a motor vehicle is composed:

a. of a tractor equipped with two axles, the front one with single wheels and the rear one with twin wheels and, *b*, of a semi-trailer equipped with a single axle and single wheels, the weight on the front axle of the tractor shall not exceed 12,000 pounds, the weight on the rear axle of the tractor shall not exceed 15,000 pounds and the weight on the axle of the semi-trailer shall not exceed 12,000 pounds, but the total weight of the tractor shall not exceed 20,000 pounds, the total weight of the semi-trailer shall not exceed 20,000 pounds and the combined weight of both the tractor and the semi-trailer shall not exceed 30,000 pounds.

12. When a motor vehicle is composed:

a. of a tractor equipped with two axles, the front one with single wheels and the rear one with twin wheels and, *b*, of a semi-trailer equipped on its rear with two axles and single wheels, the weight on the front axle of the tractor shall not exceed 12,000 pounds, the weight on the rear axle of the tractor shall not exceed 15,000 pounds, and the weight on the two axles, on the rear of the semi-trailer shall not exceed 15,000 pounds, but the total weight of the tractor shall not exceed 20,000 pounds, the total weight of the semi-trailer shall not exceed 24,000 pounds, and the combined weight of both the tractor and the semi-trailer shall not exceed 32,000 pounds.

13. When a motor vehicle is composed:

a. of a tractor equipped with two axles, the front one with single wheels and the rear one with twin wheels and, *b*, of a semi-trailer equipped on its rear with one axle with twin wheels, the weight on the front axle of the tractor shall not exceed 12,000 pounds, the weight on the rear axle of the tractor shall not exceed 15,000 pounds, and the weight on the axle of the semi-trailer shall not exceed 15,000 pounds, but the total weight of the tractor shall not exceed 20,000 pounds, the total weight of the semi-trailer shall not exceed 24,000 pounds and the combined weight of both the tractor and the semi-trailer shall not exceed 32,000 pounds.

14. When a motor vehicle is composed:

a. of a tractor equipped with two axles, the front one with single wheels and the rear one with twin wheels and, *b*, of a semi-trailer equipped on its rear with two axles and twin wheels, the weight on the front axle of the tractor shall not

tracteur ne devra pas excéder 12,000 livres, le poids sur l'essieu d'arrière du tracteur ne devra pas excéder 15,000 livres, et le poids sur les deux essieux d'arrière de la semi-remorque ne devra pas excéder 18,000 livres, mais le poids total du tracteur ne devra pas excéder 20,000 livres, le poids total de la semi-remorque ne devra pas excéder 28,000 livres, et le poids combiné du tracteur et de la semi-remorque ne devra pas excéder 36,000 livres.

DISPOSITIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES CONVOIS-AUTOMOBILES (CAMIONS ET REMORQUES)

Sujet aux dispositions générales de ces règlements:

15. Lorsqu'une remorque est utilisée en rapport avec un camion pour former un convoi, le poids sur un seul essieu avec des roues simples ne devra pas excéder 12,000 livres, et le poids sur un seul essieu avec des roues jumelles, ou sur des essieux jumeaux avec des roues simples, ne devra pas excéder 15,000 livres, et le poids total de la remorque ne devra pas excéder 16,000 livres.

16. Un camion utilisé en rapport avec une remorque pour former un convoi sera sujet, quant aux poids maxima, aux mêmes règlements que s'il était utlisé seul, sauf que si un convoi est mis en usage, comprenant un camion ayant un seul essieu moteur avec des roues simples, le poids total du convoi ne devra pas excéder 30,000 livres.

Certifié,
(Signé) A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

Vraie copie,
J.-A. Bégin,
Contrôleur du Revenu de la Province.
1657–o

exceed 12,000 pounds, the weight on the rear axle of the tractor shall not exceed 15,000 pounds, and the weight on the two rear axles of the semi-trailer shall not exceed 18,000 pounds, but the total weight of the tractor shall not exceed 20,000 pounds, the total weight of the semi-trailer shall not exceed 28,000 pounds and the combined weight of both the tractor and the semi-trailer shall not exceed 36,000 pounds.

SPECIAL PROVISIONS CONCERNING MOTOR TRAINS (TRUCKS AND TRAILERS).

Subject to the general provisions of these regulations:

15. When a trailer is used in connection with a truck to form a train, the weight on a single axle with single wheels shall not exceed 12,000 pounds and the weight on a single axle with twin wheels or twin axles with single wheels shall not exceed 15,000 pounds and the total weight of the trailer shall not exceed 16,000 pounds.

16. A truck used in connection with a trailer to form a train shall be subject as to maximum weights to the same regulations as when operated alone, except that when a train is operated with a truck having a single driving axle, and single wheels, the total weight of the train shall not exceed 30,000 pounds.

Certified,
(Signed) A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

True Copy,
J. A. Begin,
1658–o Comptroller of Provincial Revenue.

Ventes—Loi de faillite

Province de Québec, District de Montréal. No 27. Cour supérieure "En Faillite". Dans l'affaire de La Succession de Dame Emma Martineau (Veuve Z. Pesant), village Saint-Michel.

Avis est par les présentes donné que les immeubles désignés comme suit seront vendus, par le soussigné, au bureau du shérif, Palais de Justice, Montréal, JEUDI, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL 1934, à ONZE heures de l'avant-midi, soit:

1. Les terrains vacants suivants situés à Montréal-Nord, savoir:—

a. Un terrain faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro quarante-cinq de la subdivision du lot numéro soixante et six (No 66, Ptie 45) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la Paroisse du Sault-au-Récollet, mesurant trente-deux pieds de largeur par quarante-deux pieds de profondeur dans une ligne et cinquante-cinq pieds dans l'autre ligne (32 x 42 et 55) borné, en front, par une partie dudit lot numéro 66-45, appartenant à la Ville de Montréal-Nord, et servant de rue, en arrière, par le lot de terre connu et désigné sous le numéro 66-48 et d'un côté, par le lot de terre numéro 66-44 et de l'autre côté, par le lot de terre numéro 66-46, tous des mêmes plan et livre de renvoi officiels, mesure anglaise et plus ou moins;

b. Un autre terrain faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro quarante-six de la subdivision du lot numéro soixante et six (No

Sales—Bankruptcy Act

Province of Quebec, District of Montreal. No. 27. Superior Court (Sitting in Bankruptcy). In the matter of The Estate of Dame Emma Martineau (Widow of Z. Pesant), village of Saint Michel.

Notice is hereby given that the immovables designated as follows, will be sold, by the undersigned, at the Sheriff's office, in the Court House, Montreal, on THURSDAY, the NINETEENTH day of APRIL, 1934, at ELEVEN o'clock in the forenoon, to wit:

1. The vacant lots of land situate at Montreal-North, to wit:

a. A lot of land forming part of the lot of land known and designated under number forty five of the subdivision of lot number sixty six (No. 66 Pt. 45) on the official plan and book of reference for the Parish of Sault au Recollet, measuring thirty two feet in width by forty two feet in depth in one line and fifty five feet in the other line (32 x 42 and 55) bounded, in front, by a part of said lot number 66-45, belonging to the town of Montreal North and used as a street, in rear, by the lot of land known and designated under number 66-48 and on one side by the lot of land number 66-44 and on the other side by the lot of land number 66-46, all of the same official plan and book of reference, English measure and more or less;

b. Another lot of land forming part of the lot of land known and designated under number forty six of the subdivision of lot number sixty six (No.

66 Ptie 46) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la Paroisse du Sault-au-Récollet, mesurant trente-deux pieds de largeur par cinquante-cinq pieds de profondeur dans une ligne et soixante et cinq pieds dans l'autre ligne (32 x 55 et 65) mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par une partie du lot de terre numéro 66-46 appartenant à la Ville de Montréal-Nord et servant de rue, d'un côté par une partie du lot de terre numéro 66-45 ci-dessus en premier lieu décrite et de l'autre côté, par une partie du lot de terre numéro 66-47 ci-après décrite et en arrière, par le lot de terre numéro 66-48, tous des mêmes plan et livre de renvoi officiels;

c. Un autre terrain faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro quarante-sept de la subdivision du lot numéro soixante et six (No 66 Ptie 47) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la Paroisse du Sault-au-Récollet, mesurant trente-deux pieds de largeur par soixante-et neuf pieds de profondeur dans une ligne et quatre-vingt-deux pieds et huit pouces dans l'autre ligne (32 x 69 et 82′ 8″) mesure anglaise et plus ou moins, borné en front, par une partie du lot de terre numéro 66-47 appartenant à la Ville de Montréal-Nord et servant de rue, en arrière, par le lot de terre numéro 66-48, d'un côté par une partie du lot de terre numéro 66-46 ci-dessus décrit et de l'autre côté, par le Boulevard Pie IX, —le tout sans bâtisses.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées auxdits terrains.

2. Un immeuble situé rue Bruneau, à Montréal, connu et désigné sous le numéro huit de la subdivision du lot numéro trois cent trente-trois (No 333-8) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la Paroisse de la Longue-Pointe, mesurant quarante pieds de largeur par soixante-douze pieds de profondeur (40 x 72) formant une superficie de deux mille huit cent quatre-vingts (2880) pieds mesure française.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Et avec toutes les bâtisses dessus érigées et portant les numéros civiques 355 et 357 rue Bruneau, Montréal."

3. Un lot de terre vacant situé sur la rue William David, à Montréal, connu et désigné sous le numéro deux cent quarante-six de la subdivision du lot numéro quatre (No 4-246) sur le plan et au livre de renvoi officiels du Village incorporé d'Hochelaga, mesurant trente pieds de largeur par cent pieds de profondeur (30 x 100) mesure anglaise contenant une superficie de trois mille pieds (3000).

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit lot de terre.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C.P.C. et suivant l'article 45 de la loi de faillite ce qui équivaut à une vente par le shérif.

Conditions: comptant.

Un dépôt de $100.00 sera exigé par tout enchérisseur du lot No 1.

Un dépôt de $200.00 sera exigé par tout enchérisseur du lot No 2.

Un dépôt de $200.00 sera exigé par tout enchérisseur du lot No 3.

Pour autres informations s'adresser à:

Le syndic,
HERMAS PERRAS.

4 Notre-Dame-Est,
Montréal. 1691—11-2-o

66, Pt. 46) on the official plan and book of reference for the Parish of Sault au Recollet, measuring thirty two feet in width by fifty five feet in depth in one line and sixty five feet in the other line (32 x 55 and 65) English measure and more or less, bounded in front by a part of the lot of land number 66-46 belonging to the town of Montreal-North and used as a street, on one side by a part of the lot of land number 66-45 hereinabove firstly described and on the other side by a part of the lot of land number 66-47 hereinafter described and in rear by the lot of land number 66-48, all of the same official plan and book of reference;

c. Another lot of land forming part of the lot of land known and designated under number forty seven of the subdivision of lot number sixty six (No. 66, Pt. 47) of the official plan and book of reference of the Parish of Sault au Recollet, measuring thirty two feet in width by sixty nine feet in depth in one line and eighty two feet and eight inches in the other line (32 x 69 and 82′ 8″) English measure and more or less, bounded in front by a part of the lot of land number 66-47 belonging to the town of Montreal North and used as a street, in rear, by the lot of land number 66-48, on one side by part of the lot of land number 66-46 hereinabove described and on the other side by Boulevard Pie IX—the whole without buildings.

As the whole presently subsists with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said lots of land;

2. An immovable situate on Bruneau street, Montreal, known and designated under number eight of the subdivision of lot number three hundred and thirty three (No. 333-8) of the official plan and book of reference of the Parish of Longue Pointe, measuring forty feet in width by seventy two feet in depth (40 x 72) forming an area of two thousand eight hundred and eighty (2880) feet, French measurement.

As the whole presently subsists with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovable.

And with all the buildings thereon erected and bearing civic Nos. 355 and 357 Bruneau street, Montreal.

3. A vacant lot of land situate on William David street, at Montreal, known and designated under number two hundred and forty six of the subdivision of lot number four (No. 4-246) on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Hochelaga, measuring thirty feet in width by one hundred feet in depth (30 x 100) English measure, containing an area of three thousand feet (3000).

As the whole presently subsists with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said lot of land.

The said sale to be made pursuant to articles 716 and 717 of the C.C.P. and in virtue of article 45 of the Bankruptcy Act which give it the effect of a Sheriff's sale.

Conditions: cash:

A deposit of $100.00 will be exacted from each and every bidder for lot No. 1.

A deposit of $200.00 will be exacted from each and every bidder for lot No. 2.

A deposit of $200.00 will be exacted from each and every bidder for lot No. 3.

For further information apply to:

HERMAS PERRAS,
Trustee.

4 Notre Dame East,
Montreal. 1692—11-2

Province de Québec, District de Montréal. No 11. Cour supérieure "En Faillite". Dans l'affaire de Narcisse Lord, hôtelier, Saint-Jean-d'Iberville.

Avis est par les présentes donné que le soussigné vendra à l'encan public, au bureau du shérif, au Palais de Justice, à Saint-Jean-d'Iberville, MERCREDI, le DIX-HUIT AVRIL 1934, à ONZE heures a.m. les immeubles suivants, savoir:

Les lots de terre sis et situés dans les limites de la cité de Saint-Jean, district d'Iberville, connu et désignés comme étant les numéros 139, 141, 142 ainsi que les numéros 1 et 2 des subdivisions du lot numéro 140 (139-141-142 et 140-1-2) aux plan et livre de renvoi officiels de la cité de Saint-Jean —avec toutes les bâtisses dessus érigées, consistant notamment en un hôtel, certains logements et magasins.

Ces immeubles seront vendus en bloc comme étant une seule et même exploitation.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C.P.C. et aussi à l'article 45 de la loi de faillite, ce qui équivaut à une vente au shérif.

Conditions: comptant.

Un dépôt de $5,300.00 étant dix pour cent de l'évaluation municipale sera requis de chaque enchérisseur soit en argent ou par chèque accepté.

Pour autres informations s'adresser à

Le syndic,
HERMAS PERRAS.

4 Notre-Dame-Est,
Montréal. 1689—11-2-o

Canada, province de Québec, district de Montréal, No 277. Dans l'affaire de R.-H. Beaulieu, notaire, ayant sa place d'affaires au No 10 rue Saint-Jacques Est, Montréal.

Avis public est par les présentes donné que les immeubles désignés comme suit, savoir:

1. Le lot numéro un de la subdivision du lot numéro mille trois cent huit (1308-1) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec la bâtisse y érigée, portant les Nos 939 à 943 de la rue Laporte et autres bâtisses y érigées;

2. Le lot numéro un de la subdivision du lot numéro mille trois cent six (1306-1) et le lot numéro un de la subdivision du lot numéro mille trois cent sept (1307-1) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec la bâtisse y érigée, portant les Nos 945 à 949 de la rue Laporte et autres bâtisses y érigées;

3. Le lot numéro deux de la subdivision officielle du lot numéro mille trois cent six (1306-2) et le lot numéro deux de la subdivision du lot numéro mille trois cent sept (1307-2) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec la bâtisse y érigée, portant les Nos 951 à 955 de la rue Laporte et autres bâtisses y érigées;

4. Le lot numéro trois de la subdivision officielle du lot numéro mille trois cent six (1306-3) et le lot numéro trois de la subdivision officielle du lot numéro mille trois cent sept (1307-3) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec la bâtisse y érigée portant les Nos 957 à 961 de la rue Laporte et autres bâtisses y érigées;

Seront vendus séparément suivant un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, en matière de faillite, rendu le 10 mars 1934, portant le No 277 des dossiers de la

Province of Quebec, District of Montreal. No. 11. Superior Court (Sitting in Bankruptcy). In the matter of Narcisse Lord, hotelkeeper, of Saint John's Iberville.

Notice is hereby given that the undersigned will sell at public auction, at the Sheriff's Office, in the Court House, at Saint John's Iberville, on WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of APRIL, 1934, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the following immovables, to wit:

The lots of land lying and situate within the limits of the city of Saint John's, district of Iberville, known and designated as being numbers 139, 141, 142 as well as numbers 1 and 2 of the subdivisions of lot number 140 (139-141-142 and 140-1-2) of the official plan and book of reference for the city of Saint John's—with all the buildings thereon erected, consisting principally of a hotel and certain dwellings and stores.

The said immovables to be sold "en bloc" as one and the same lot of land.

The said sale to be made pursuant to articles 716 and 717 of the C.C.P. and also article 45 of the Bankruptcy Act, so as to have the effect of a Sheriff's sale.

Conditions: cash.

A deposit of $5,300.00 being ten per cent of the municipal valuation will be required from each and every bidder either in cash or by accepted cheque.

For further information apply to:

HERMAS PERRAS,
Trustee.

4 Notre-Dame East,
Montreal. 1690—11-2

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, No. 277. In the matter of R. H. Beaulieu, notary, having his place of business at No. 10, Saint James Street East, Montreal.

Public notice is hereby given that the immovables designated as follows, to wit:

1. Lot number one of the subdivision of lot number thirteen hundred and eight (1308-1) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal—with the building thereon erected, bearing civic Nos. 939 to 943 of Laporte Street and other buildings thereon erected;

2. Lot number one of the subdivision of lot number thirteen hundred and six (1306-1) and lot number one of the subdivision of lot number thirteen hundred and seven (1307-1) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal—with the building thereon erected, bearing Nos. 945 to 949 of Laporte Street and other buildings thereon erected;

3. Lot number two of the official subdivision of lot number thirteen hundred and six (1306-2) and lot number two of the subdivision of lot number thirteen hundred and seven (1307-2) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal—with the building thereon erected, bearing Nos. 951 to 955 of Laporte Street, and other buildings thereon erected;

4. Lot number three of the official subdivision of lot number thirteen hundred and six (1306-3) and lot number three of the official subdivision of lot number thirteen hundred and seven (1307-3) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal—with the building thereon erected, bearing Nos. 957 to 961 of said Laporte Street and other buildings thereon erected.

Will be sold separately, pursuant to a judgment of the Superior Court for the district of Montreal, sitting in Bankruptcy, rendered the 10th. of March 1934, bearing No. 277 of the re-

dite Cour, aux enchères publiques, suivant les formalités de l'article 45 de la Loi de Faillite, après les avis donnés conformément aux dispositions du Code de Procédure Civile de la province de Québec, de manière à donner à ces ventes l'effet du décret, au bureau du shérif, du district de Montréal, situé au Palais de Justice, en la cité de Montréal, JEUDI, le DIX-NEUVIEME jour du mois d'AVRIL, mil neuf cent trente-quatre, à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions de paiement: 10% comptant, la balance sous trois jours.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Montréal, le 14 mars 1934.

Le syndic,
ALBERT LAMARRE.

Du bureau de:
Lamarre, Lamarre & Inns,
19 est, rue Saint-Jacques,
Montréal. 1699—11-2-o

Canada, Province de Québec, District de Montréal, No 277. Dans l'affaire de R.-H. Beaulieu, notaire, ayant sa place d'affaires au No 10, rue Saint-Jacques-Est, Montréal.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un emplacement faisant front sur la rue Hurteau, à Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, comme étant le lot numéro cent vingt-cinq de la subdivision du lot originaire numéro trois mille six cent seize (3616-125)—avec toutes les bâtisses dessus érigées, portant les numéros civiques 6119 à 6125 de la rue Hurteau et droit de passage dans les ruelles qui desservent ledit emplacement, sans pouvoir les obstruer et aux conditions ordinaires d'entretien.

Sera vendu suivant un jugement de la Cour supérieure pour le district de Montréal, en matière de faillite, rendu le 26 février 1934, portant le No 277 des dossiers de ladite Cour, aux enchères publiques, suivant les formalités de l'article 45 de la Loi de Faillite, après les avis donnés conformément aux dispositions du Code de procédure civile de la province de Québec, de manière à donner à cette vente l'effet du décret, au bureau du shérif du district de Montréal, situé au Palais de Justice, en la cité de Montréal, MERCREDI, le DIX-HUITIEME jour du mois d'AVRIL, mil neuf cent trente-quatre, à DIX heures et TRENTE minutes de l'avant-midi.

Conditions de paiement: 10% comptant, la balance sous trois jours.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
ALBERT LAMARRE.

Du bureau de:
Lamarre, Lamarre & Inns,
19 est, rue Saint-Jacques,
Montréal.
Montréal, le 14 mars 1934. 1693—11-2-o

Canada, province de Québec, district de Montréal, No 277. Dans l'affaire de R.-H. Beaulieu, notaire, ayant sa place d'affaires au No 10 rue Saint-Jacques-Est, Montréal.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un emplacement faisant front sur la rue De-

cords of the said Court, at public auction, in conformity with the formalities of article 45 of the Bankruptcy Act and after notice given pursuant to the provisions of the Code of Civil Procedure of the Province of Quebec, so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, at the Sheriff's office for the district of Montreal, situate in the Court House, in the city of Montreal, on THURSDAY, the NINETEENTH day of the month of APRIL, nineteen hundred and thirty four, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions of payment: 10% cash, the balance within three days.

For information and list of charges, apply to the undersigned.

Montreal, March 14th., 1934.

ALBERT LAMARRE.
Trustee.

Of the Office of:
Lamarre, Lamarre & Inns,
19 Saint James Street East,
Montreal. 1700—11-2

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, No. 277. In the matter of R. H. Beaulieu, notary, having his place of business at No. 10 Saint James Street, East, Montreal.

Public notice is hereby given that the immovable designated as follows:

An emplacement fronting on Hurteau street, Montreal, known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, as being lot number one hundred and twenty five of the subdivision of original lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-125)—with all the buildings thereon erected, bearing civic numbers 6119 to 6125 Hurteau street and right of way in the lanes serving the said emplacement, without power to encumber same and subject to the usual conditions of maintenance.

Will be sold pursuant to a judgment of the Superior Court for the district of Montreal, sitting in Bankruptcy, rendered the 26th of February, 1934, bearing No. 277 of the records of the said Court, at public auction, in conformity with the formalities of article 45 of the Bankruptcy Act and after notice given pursuant to the provisions of the Code of Civil Procedure of the Province of Quebec, so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, at the Sheriff's office for the district of Montreal, situate in the Court House, in the city of Montreal, on WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of the month of APRIL, nineteen hundred and thirty four, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

Conditions of payment: 10% cash, the balance within three days.

For information and list of charges, apply to the undersigned.

ALBERT LAMARRE,
Trustee.

Of the Office of:
Lamarre, Lamarre & Inns,
19 Saint James Street East,
Montreal.
Montreal, March 14th., 1934. 1694—11-2

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, No. 277. In the matter of R. H. Beaulieu, notary, having his place of business at No. 10 Saint James Street East, Montreal.

Public notice is hereby given that the immovable designated as follows:

An emplacement fronting on Denonville Street,

nonville, quartier Saint-Paul, à Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, comme étant le lot numéro trois cent quarante de la subdivision du lot originaire numéro trois mille neuf cent trente (3930-340), avec droit de passage dans la ruelle située en arrière du dit emplacement en commun avec ceux y ayant droit, sans pouvoir l'obstruer et aux conditions ordinaires d'entretien. Avec une maison en bois et briques à deux étages, comprenant trois logements portant les numéros civiques 2180 à 2184 de la rue Denonville, et autres bâtisses dessus érigées.

Sera vendu suivant un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, en matière de faillite, rendu le 5 mars 1934, portant le No 277 des dossiers de la dite Cour, aux enchères publiques, suivant les formalités de l'article 45 de la Loi de Faillite, après les avis donnés conformément aux dispositions du Code de Procédure Civile de la Province de Québec, de manière à donner à cette vente l'effet du décret, au bureau du shérif du district de Montréal, situé au Palais de Justice, en la cité de Montréal, MERCREDI, le DIX-HUITIEME jour du mois d'AVRIL mil neuf cent trente-quatre, à ONZE heures et TRENTE minutes de l'avant-midi.

Conditions de paiement: 10% comptant, la balance sous trois jours.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Montréal, le 14 mars 1934.

Le syndic,
ALBERT LAMARRE.

Du bureau de:
Lamarre, Lamarre & Inns,
19-est, rue Saint-Jacques,
Montréal. 1695—11-2-o

Canada, Province de Québec, District de Montréal, No 277. Dans l'affaire de R.-H. Beaulieu, notaire, ayant sa place d'affaires au No 10 rue Saint-Jacques Est, Montréal.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un emplacement faisant front sur la rue Mazarin, quartier Saint-Paul, à Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, comme étant les lots numéros sept cent trente-huit et sept cent trente-neuf de la subdivision officielle du lot numéro originaire trois mille six cent seize (3616-738 et 739) mesurant chacun des dits lots vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus érigées, portant les numéros 6407 à 6413 de la dite rue Mazarin, comprenant une maison en bois et briques à deux étages, deux logements, et une maison en bois à un étage et autres constructions dessus érigées.

Sera vendu suivant un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, en matière de faillite, rendu le 9 février 1934, portant le No 277 des dossiers de la dite Cour, aux enchères publiques, suivant les formalités de l'article 45 de la Loi de Faillite, de manière à donner à cette vente l'effet du décret, au bureau du shérif du district de Montréal, situé au palais de justice, en la cité de Montréal, MERCREDI, le DIX-HUITIEME jour du mois d'AVRIL, mil neuf cent trente-quatre, à ONZE heures de l'avant-midi.

Saint Paul's Ward, in Montreal, known and designated on the official plan and book of reference for the Municipality of the parish of Montreal, as being lot number three hundred and forty of the subdivision of the original lot number three thousand nine hundred and thirty (3930-340)—with right of way, in common with those having rights therein, in a lane situate at the rear of said emplacement, without right to encumber the same, and subject to the customary charges of maintenance. With a wood and brick two story house, containing three dwellings, bearing civic numbers 2180 to 2184 of Denonville Street, and other buildings thereon erected.

Will be sold pursuant to a judgment of the Superior Court for the district of Montreal, sitting in Bankruptcy, rendered the 5th of March, 1934, bearing No. 277 of the records of the said Court, at public auction, in conformity with the formalities of article 45 of the Bankruptcy Act and after notice given pursuant to the provisions of the Code of Civil Procedure of the Province of Quebec, so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, at the Sheriff's office for the district of Montreal, situate in the Court House, in the city of Montreal, on WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of the month of APRIL, nineteen hundred and thirty four, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions of payment: 10% cash, the balance within three days.

For information and list of charges, apply to the undersigned.

Montreal, March 14, 1934.

ALBERT LAMARRE,
Trustee.

Of the Office of:
Lamarre, Lamarre & Inns,
19 Saint James Street East,
Montreal. 1696—11-2

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 277. In the matter of R. H. Beaulieu, notary, having his place of business at No. 10 Saint James Street East, Montreal.

Public notice is hereby given that the immovable designated as follows:

An emplacement fronting on Mazarin Street, Saint Paul's Ward, in Montreal, known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Montreal as being lots numbers seven hundred and thirty eight and seven hundred and thirty nine of the official subdivision of the original lot three thousand six hundred and sixteen (3616-738 and 739) each of said lots measuring twenty five feet in width by eighty feet in depth, English measure, more or less—with all the buildings thereon erected, bearing numbers 6407 to 6413 of said Mazarin Street including a wood and brick two story house containing two dwellings and a one story wooden house and other buildings thereon erected.

Will be sold pursuant to a judgment of the Superior Court for the district of Montreal, Sitting in Bankruptcy, rendered the 9th of February, 1934, bearing No. 277 of the records of the said Court, at public auction pursuant to the provisions of Article 45 of the Bankruptcy Act in such a manner as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, at the Sheriff's Office of the district of Montreal, situate in the Court House in the city of Montreal, on WEDNESDAY the EIGHTEENTH day of the month of APRIL, nineteen hundred and thirty four, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions de paiement: 10% comptant, la balance sous trois jours.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
ALBERT LAMARRE.

Du bureau de: Lamarre, Lamarre, & Inns,
19 est, rue Saint-Jacques,
Montréal.

Montréal, le 14 mars 1934. 1697—11-2-o

Conditions of payment: 10% cash, the balance within three days.

For information and list of charges, apply to the undersigned.

ALBERT LAMARRE,
Trustee.

Of the Office of: Lamarre, Lamarre & Inns,
19, Saint James Street East,
Montreal.

Montreal, March 14th, 1934. 1698—11-2

Lettres patentes

"John Millen Mont-Joli, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mars 1934, constituant en corporation: Ernest-Howard Cliff, Charles-Trenholme Ballantyne and Arnold Danford, Patrick Heeney, avocats, tous de la cité de Montréal, dans ladite Province, pour les fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger et généralement faire le commerce de toutes sortes d'automobiles, moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires, pièces et toutes sortes de machineries, outils, ustensiles, appareils, lubrifiants, ciments, solutions et dispositifs, soit incidents à la construction de véhicules-moteurs ou autrement, et toutes choses susceptibles d'être utilisées en rapport avec cette industrie, ou dans la fabrication, entretien et travail d'icelle respectivement;

Manufacturer, acheter, vendre, louer, prendre à bail et exploiter, importer, exporter, échanger, et généralement faire le commerce d'appareils de réception pour radios et tous appareils et choses se rapportant à l'industrie de la radio, aucun et tous appareils ou machineries d'électricité, de gaz ou de réfrigération, (comprenant des brûleurs à l'huile, poêles et réfrigérateurs de toutes sortes et de toute description), disposer de droits pour la vente de ces appareils ou machineries moyennant des droits régaliens, et acheter et vendre des marchandises de toutes sortes soit en gros ou en détail;

Acquérir, détenir, négocier et disposer d'actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les pouvoirs sont de ceux que la compagnie a l'intention d'exercer;

Acquérir par achat ou autrement, posséder et occuper aucune et toutes propriétés de tout genre ou nature, mobilières et immobilières, réelles et personnelles, et situées en n'importe quel endroit, et tout intérêt ou droit appartenant à aucune des dites propriétés; détenir, améliorer, développer et exploiter aucune des dites propriétés ou aucune partie d'icelles; construire et maintenir des constructions ou autres structures sur aucune desdites propriétés; vendre, louer ou autrement disposer d'aucune des dites propriétés, ou tous intérêts ou droits sur icelles; et généralement négocier et agir en rapport avec ladite propriété de toute manière quelconque;

Prêter de l'argent, avec ou sans garantie, et prendre des bons, notes, débentures, contrats, locations, mortgages, comptes ouverts, dettes actives et autres valeurs, droits éventuels, titres de créances et obligations de toute sorte et nature comme garantie collatérale pour les valeurs susdites;

Aider d'aucune manière tout individu, société, association, syndicat, compagnie de fiducie,

Letters patent

"John Millen Mont-Joli, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1934, incorporating: Ernest Howard Cliff, Charles Trenholme Ballantyne and Arnold Danford, Patrick Heeney, advocates, all of the city of Montreal, in the said Province, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, exchange and generally deal in all kinds of automobiles, motors, engines, machines, carburetors, accessories, parts, and all kinds of machinery, implements, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions and appliances, whether incidental to the construction of motor cars or otherwise, and all things capable of being used therewith, or in the manufacture, maintenance and working thereof respectively;

To manufacture, buy, sell, lease, let and operate, import, export, exchange, and generally deal in radio receiving sets and all apparatus and things in connection with the radio industry, any and all electrical, gas or refrigerating apparatus or machinery, (including oil-burners, stoves and refrigerators of all kinds and description), to dispose of rights for the sale of such apparatus or machinery on royalties, and to buy, and sell merchandise of all kinds either wholesale or retail;

To acquire, hold, deal with and dispose of shares, bonds, or other securities of any other company any of whose powers are within the scope of those of the Company;

To acquire, by purchase or otherwise, own and possess, any and all property of any kind or nature, moveable and immoveable, real and personal, and wheresoever situate, and any interests, in or right appertaining to any of said property; to hold, improve, develop and operate any of said property or any part thereof; to build and maintain, buildings and other structures on any of said property; to sell, lease or otherwise dispose of any of said property, or any interests in or rights thereto; and generally to deal with and act in relation to said property in any and every way;

To lend money, with or without security, and to take bonds, notes, debentures, contracts, leases, mortgages, open accounts, book debts and other securities, *choses*-in-action, evidences of indebtedness and obligations of every kind or nature as collateral security therefor;

To aid in any manner any individual, partnership, association, syndicate, trust company, joint

association ou corporation à fonds social dont aucune des valeurs, droits éventuels ou obligations sont devenus par ou pour la compagnie ou dans lesquels ou au succès desquels la compagnie aura aucun intérêt, et faire tous actes ou choses en vue de protéger, préserver, améliorer ou augmenter la valeur de toutes telles garanties, droits éventuels ou obligations ou autre propriété en tout temps détenus ou contrôlés par la compagnie ou dans lesquels elle peut être en aucun temps intéressée;

Agir comme agent ou représentant d'individus, sociétés, compagnies, associations ou corporations et comme tel aider au développement et à l'extension de leur commerce et aider toute entreprise légale;

Garantir le paiement de dividendes sur toutes actions du capital-actions, ou la réalisation de tout contrat par toute autre compagnie, corporation ou association dans lesquelles ou au succès desquelles la compagnie aura un intérêt, et endosser ou autrement garantir le paiement de toutes obligations de toute telle autre compagnie, corporation ou association;

Demander, acheter, ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis, ou les faire valoir autrement;

Promouvoir, subventionner ou aider autrement toute corporation, compagnie ou entreprise ou y contribuer, dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant ou se proposant d'exercer une industrie semblable à celle de la compagnie, ou toute industrie pouvant être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Se fusionner, s'associer ou faire des arrangements pour le partage des bénéfices ou dépenses, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques, ou faire des arrangements d'exploitation conjointe avec toute personne, compagnie ou entreprise exerçant un commerce semblable à celui que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou tout commerce pouvant être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et gérer, exploiter, et conduire les propriétés, entreprises et affaires de tel commerce et l'acquérir ainsi que sa clientèle, droit, passif et autres accessoires, par achat, location ou autrement;

Emettre, répartir et livrer comme entièrement libérées et non sujettes à appel, ou comme partiellement libérées, les actions, débentures ou autres valeurs de cette compagnie en paiement ou paiement partiel de toutes valeurs, droits ou choses qu'elle peut acquérir et en paiement ou paiement partiel de tout service rendu à la compagnie, soit en rapport avec sa formation et l'organisation de son commerce ou autrement, ou en paiement ou à l'acquit de dettes et obligations dues par la compagnie;

Vendre, louer ou autrement disposer ou approprier la totalité ou toute partie de l'entreprise de la compagnie et son actif et clientèle, ses droits et obligations de toutes sortes, pour telles considérations que la compagnie croira convenables, y compris les actions, débentures et valeurs de

stock association or corporation, any securities, *choses*-in-action or obligations of which may be held by or for the Company, or in which or in the welfare of which the Company shall have any interest, and to do any acts or things designed to protect, preserve, improve, or enhance the value of any such securities, *choses*-in-action or obligations or other property, at any time held or controlled by the Company or in which it may be at any time interested;

To act as agent or representative, of individuals, partnerships, companies, associations or corporations, and as such to aid in the development and extension of their business, or to aid any lawful enterprise;

To guarantee the payment of dividends upon any shares of the Capital Stock of, or the performance of any contract by any other company, corporation or association in which, or in the welfare of which the Company shall have an interest, and to endorse or otherwise guarantee the payment of any obligations of any such other company, corporation or association;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To promote, contribute to, subsidize or otherwise assist any corporation, company or enterprise having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on or proposing to carry on business similar to that of the company, or any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To amalgamate, enter into partnership, or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, or make other working arrangements with any person, company or enterprise carrying on any business similar to that which the company is authorized to carry on, or business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to manage, operate and carry on the property, undertakings and affairs of any such business and to acquire the same, including its good-will, rights, liabilities and other accessories, by purchase, lease or otherwise;

To issue, allot and deliver, as fully paid up and non-assessable or partly paid up, the shares, debentures or other securities of the company in payment or part payment of any securities, rights, or things that it can acquire or in payment or part payment of any services rendered to the company, whether in connection with the promotion and organization of its business or otherwise, or in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company;

To sell, lease or otherwise dispose of or deal with the whole or any part of the undertaking of the company and of its assets and good-will and rights and obligations of any kind, for such consideration as the company may think fit, including shares, debentures and other securities of any

toute autre corporation ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de la compagnie;

Placer et négocier tous fonds ou biens qui ne sont pas immédiatement requis pour les fins de la compagnie, de la manière qui sera jugée convenable;

Faire toutes conventions avec tout gouvernement ou autorité, municipal, local ou autre, qui sembleront appropriées aux objets de la compagnie ou aucun d'iceux et obtenir de telle autorité ou gouvernement tous droits, privilèges, concessions, subsides ou autres avantages qu'elle croira désirable d'obtenir, et exécuter ou exercer tels arrangements, droits et avantages et s'y conformer et faire autoriser, enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger, et y désigner des personnes pour faire tous actes et choses jugés nécessaires, en vertu des lois de tel pays, pour représenter la compagnie et lui permettre d'exercer effectivement son commerce ou poursuivre ses affaires là et ailleurs;

Exercer toute autre industrie que cette compagnie croira pouvoir convenablement exercer en rapport avec son commerce, ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Conformément aux dispositions de l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, distribuer entre les actionnaires de la compagnie et autres personnes y ayant droit, en nature, aucun des biens de la compagnie et particulièrement toutes actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie ou dont elle a le pouvoir de disposer;

Payer tous les frais encourus pour l'obtention de la charte d'incorporation ou en rapport avec la formation ou l'organisation de la compagnie, et faire toutes les choses qui se rattachent ou qui sont appropriées à la réalisation des objets précités; et promouvoir une ou des compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou toute partie des entreprises, de l'actif, des droits ou du passif de cette compagnie ou pour toute autre fin jugée de nature à profiter à cette compagnie;

Exercer tous ou aucune partie des objets et fins susdits comme principal facteur, agent, entrepreneur ou autrement, soit seuls ou par l'intermédiaire ou conjointement avec toute personne, société, association, compagnie ou corporation, et faire tous ou aucun des actes et choses nécessaires, profitables, convenables ou propres à l'accomplissement d'aucune des fins, et pour la réalisation d'aucun des objets énumérés dans les présentes ou connexes à aucun pouvoir conféré dans les présentes;

Les fins et pouvoirs spécifiés dans les clauses susdites ne seront en aucune manière limités ou restreints par déduction ou induction des termes de toute autre clause, mais seront regardés comme fins et pouvoirs indépendants, et l'intention des présentes est que les spécifications contenues dans les présentes, ne seront pas, et ne sont pas pour limiter, mais pour augmenter les pouvoirs octroyés par la dite Loi des compagnies aux compagnies de cette nature, et la compagnie est autorisée d'exercer tous les pouvoirs qui sont conférés ou qui seront à l'avenir conférés à telles compagnie par les lois de la province de Québec.

Les dispositions suivantes sont, sur requête, insérées dans ces lettres patentes, à savoir:

A défaut de fraude, nul contrat ou autre transaction entre la compagnie et toute autre corporation et nul acte de la compagnie ne seront en aucune manière affectés ou invalidés par le fait qu'aucuns des directeurs de la compagnie sont

other corporation having objects similar in whole or in part to those of the company;

To invest and deal with any funds or assets not immediately required for the purposes of the Company as may be deemed expedient;

To enter into any arrangement with any authority or government, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority or government any rights, privileges, concessions, subsidies or other benefits which it may seem desirable to obtain, and to carry out, or exercise and comply with any such arrangements, rights and benefits and to procure the company to be licensed, registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein to do such acts and things as may be expedient, under the laws of such country, to represent the company and enable it effectively to carry on business or prosecute its affairs there and elsewhere;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

Subject to the provisions of Section 81 of the Quebec Companies' Act, to distribute amongst the shareholders of the company and other persons entitled thereto, in kind, any property of the company and in particular any shares, debentures or securities of any other company belonging to the company, or which the company may have power to dispose of;

To pay all costs incidental to procuring the charter of incorporation or in connection with the formation and organization of the company, and to do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, and to promote any company or companies for the purpose of acquiring any or all of the undertakings, assets, rights or liabilities of the company or for any other purposes which may seem calculated to benefit the company;

To carry out all or any part of the foregoing objects and purposes as principal, factor, agent, contractor or otherwise, either alone or through or in conjunction with any person, partnership association, company or corporation, and to do any and all acts and things necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment of any of the purposes, or for the attainment of any of the objects herein enumerated or incidental to any power herein conferred;

The purposes and powers specified in the foregoing clauses shall be in no wise limited or restricted by reference to, or inference from the terms of any other clause hereof, but shall be regarded as independent purposes and powers, and the specification herein contained of particular powers is not intended to be, and is not, in limitation but in furtherance of the powers granted by said Companies' Act to com anies of this character, and the Company shall be authorized to exercise all the powers conferred or which may hereafter be conferred upon such Companies by the laws of the Province of Quebec,

The following provisions are, by request, embodied in these Letters Patent, to wit:

In the absence of fraud, no contracts or other transaction between the Company and any other corporation and no act of the Company shall in any way be affected or invalidated by the fact that any of the Directors of the Company are

pécuniairement ou autrement intéressés dans, ou sont officiers ou directeurs de telle autre corporation. Tout directeur, individuellement, ou toute société dont tout directeur peut être membre, peuvent être partie à, ou être pécuniairement ou autrement intéresses dans tout contrat ou transaction de la compagnie, pourvu que le fait qu'il ou telle société est ainsi intéressé soit révélé ou soit connu de la majorité du bureau de direction; et tout directeur de la compagnie qui est aussi un directeur ou officier de telle autre corporation ou qui est ainsi intéressé peut être compris en déterminant l'existence d'un quorum à toute assemblée du bureau de direction, ou à tout comité de la compagnie qui pourra autoriser tout tel contrat ou transaction, et pourra voter pour autoriser tout tel contrat ou transaction, avec semblal les autorité et pouvoir comme s'il n'était pas le directeur ou officier de telle autre corporation ou comme s'il n'était pas ainsi intéressé, et

Il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions, sous le nom de "John Millen Mont-Joli, Limitée".

Le capital-actions de la compagnie sera divisé en mille deux cents (1,200) actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant de capital avec lequel la compagnie exploitera son industrie sera de six mille dollars ($6,000.00);

Les actions seront émises et réparties de temps à autre, pour telle considération qui sera fixée de temps en temps, par le bureau de direction. L'émission, par le bureau de direction, de la totalité ou de toute partie déterminée des actions de la compagnie comme partiellement acquittées et sujettes à appel jusqu'à ce que la totalité d'icelles ait été entièrement acquittée, est par les présentes, autorisée;

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Mont-Joli, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de mars 1934.

ALEX. DESMEULES,
1685 Sous-secrétaire de la Province.

pecuniarily or otherwise interested in or are officers or directors of such other corporation. Any director individually, or any firm of which any director may be a member, may be a party to or be pecuniarily or otherwise interested in, any contract or transaction of the Company, provided that the fact that he or such firm is so interested shall be disclosed or shall be known to a majority of the Board of Directors; and any director of the Company who is also a director or officer of such other corporation or who is so interested may be counted in determining the existence of a quorum at any meeting of the Board of Directors, or of any committee of the Company which shall authorize any such contract or transaction, and may vote to authorize any such contract or transaction, with like force and effect as if he were not such director or officer of such other corporation or not so interested;

Any appeal to the public to subscribe for shares of the Company is forbidden, under the name of "John Millen Mont-Joli, Limitée".

The capital of the Company will be divided into one thousand two hundred (1,200) shares without nominal or par value, and the amount of capital with which the Company will carry on business will be six thousand dollars ($6,000.00).

Shares shall be issued and allotted from time to time for such consideration as may be fixed from time to time by the Board of Directors. The issue of the whole or any part determined by the Board of Directors of the shares of the Company as partly paid and subject to calls thereon until the whole thereof shall have been paid, is hereby authorized.

The head office of the company will be at the Town of Mont-Joli, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1686-o Assistant Provincial Secretary.

Vente pour taxes municipales

PROVINCE DE QUÉBEC

VILLE DE ROBERVAL

Avis public est par le présent donné, par le soussigné, Tancrède Garant, secrétaire-trésorier de la ville de Roberval, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, en la salle des délibérations du conseil municipal de la susdite ville, à l'hôtel de ville, en la ville de Roberval, MARDI, le DIXIEME jour d'AVRIL, mil neuf cent trente-quatre, à DIX heures de l'avant-midi; pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires, intérêts, ainsi que des frais subséquemment encurus, à moins que les taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente:

1. Comme appartenant à Joseph Larouche: Un emplacement situé en la ville de Roberval, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent dix-huit (ptie 118) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de Roberval, de forme irrégulière, mesurant vingt-huit (28) pieds de front en ligne parallèle à la rue Saint-Joseph, jusqu'à une profondeur de cinquante-quatre (54) pieds, allant vers le sud-ouest, d'où il prend une largeur de trente-huit (38) pieds, jusqu'à une profondeur additionnelle de

Sale for municipal taxes

PROVINCE OF QUEBEC

TOWN OF ROBERVAL

Public notice is hereby given, by the undersigned, Tancrède Garant, secretary-treasurer of the town of Roberval, that the hereinafter designated properties, will be sold by public auction, in the meeting room of the town of Roberval, TUESDAY, the TENTH day of APRIL, nineteen hundred and thirty four, at TEN o'clock in the forenoon, for the non payment of the municipal, school and other taxes, with interest, also the costs subsequently incurred, unless the said taxes, with interests and costs, be paid before the sale.

1. As belonging to Joseph Larouche: An emplacement situated in the town of Roberval, being part of that lot of land known and designated under number one hundred and eighteen (pt. 118) of the official plan and book of reference for the village of Roberval, of irregular form, measuring twenty eight (28) feet in front, in parallel line to the Saint Joseph's Street, down to an additional depth of fifty four (54) feet, running to the Southwest, where it takes a width of thirty eight (38) feet, to an additional depth

soixante-deux (62) pieds, formant une profondeur totale de cent seize (116) pieds, renfermé dans les bornes suivantes: en front au nord-est à la rue Saint-Joseph, en profondeur au sud-ouest au terrain de Dame Jos.-Elz. Fortin, tenant au sud-est au terrain de Dame L.-E. Otis et au nord-ouest, partie au terrain de ladite Dame Fortin et partie à un chemin mitoyen faisant partie du même lot, adjoignant le dit emplacement et commun entre M. Larouche et la dite Dame Fortin—avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Taxes municipales	$ 266.77
Intérêts	58.84
Taxes scolaires	178.50
Intérêts	6.90
Total	$ 511.01

2. Comme appartenant à MM. Joseph et Jean-Baptiste Gauthier:

a. Un terrain faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro soixante et onze (partie de 71) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Roberval, mesurant soixante (60) pieds de largeur sur cent trente-trois (133) pieds de profondeur, borné en front au sud-ouest au chemin public, en profondeur au nord-est et tenant au nord-ouest, à la partie du même lot restant à Hubert Villeneuve, et au sud-est, partie au terrain ci-après décrit et partie à la partie du même lot apparteenant aux Messieurs Gauthier ou représentants;

b. Un terrain faisant partie du dit lot connu et désigné sous le numéro soixante et onze (partie 71) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Roberval, mesurant soixante et deux pieds de largeur sur trente pieds de profondeur, borné en front au sud-ouest à la partie du même lot possédée par les Messieurs Gauthier ou représentants, en profondeur au nord-est à Hubert Villeneuve, tenant au nord-ouest au terrain ci-dessus en premier lieu décrit et au sud-ouest au terrain de Sieur Joseph Fraser, tel que le tout se trouve actuellement—avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances;

c. Un terrain faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro soixante et onze (partie 71 aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton Roberval, mesurant soixante et deux pieds de largeur sur cent trois pieds de profondeur, borné au sud-ouest au chemin public, au nord-est au terrain ci-dessus en deuxième lieu décrit, au nord-ouest au terrain ci-dessus en premier lieu décrit et au sud-est au terrain de Sieur Joseph Fraser ou représentants;

Les dits trois terrains ci-dessus, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Taxes municipales	$ 103.35
Intérêts	14.07
Taxes scolaires	36.80
Intérêts	1.50
Total	$ 155.72

3. Comme appartenant à Ferdinand Brassard: Les lots cent quatre-vingt-douze et cent quatre-vingt-treize (192 et 193) du cadastre du village Roberval, sauf à distraire du dit lot cent quatre-vingt-treize (193) les droits de la Cie de Téléphone Roberval ou représentants; 2. Un terrain mesurant vingt pieds (20 pieds) de largeur sur

of sixty two (62) feet, to form a total depth of one hundred and sixteen (116) feet, and bounded as follows: In front to the North East by the Saint Joseph's Street; in depth to the Southwest by by the lot of land of Mrs. Jos. Elz. Fortin, bordering to the Southeast by the lot of land of Mrs. L. E. Otis, and to the Northwest, part by the lot of land of said Mrs. Fortin and part by a common road, being part of said lot of land, adjoining the said emplacement and common road, between Mr. Larouche and the said Mrs. Fortin—with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

Municipal taxes	$ 266.77
Interests	58.84
School taxes	178.50
Interests	6.90
Total	$ 511.01

2. As belonging to Joseph and Jean Baptiste Gauthier:

a. A lot of land being part of the lot known and designated under number seventy one (pt. 71] of the official plan and book of reference for the township of Roberval, measuring sixty (60) feet in width by one hundred and thirty three (133) feet in depth, bounded in front, to the Southwest by the public road, in depth to the Northeast and bordering to the Northwest by the part of the same lot of land remaining to Hubert Villeneuve and to the Southeast, part by the lot of land hereinafter mentioned and part by the part of same lot of land belonging to Messrs. Gauthier or representatives;

b. A lot of land being part of said lot known and designated under the number seventy one (pt. 71) of the official plan and book of reference for the township of Roberval, measuring sixty two (62) feet in width by thirty (30) feet in depth, bounded in front to the Southwest by the part of same lot of land belonging to Messrs. Gauthier or representatives; in depth to the Northeast by Hubert Villeneuve, bordering to the Northwest by the lot of land hereabove described and to the Southwest by the lot of land of Mr. Joseph Fraser, as actually situated—with buildings thereon, appurtenances and dependencies;

c. A lot of land being part of lot known and designated under number seventy one (pt. 71) of the official plan and book of reference for the said township of Roberval, measuring sixty two (62) feet in width by one hundred and three (103) feet in depth, bounded to the Southwest by the public road, to the Northeast by the lot of land hereabove secondly described, to the Northwest by the lot of land hereabove firstly described and to the Southeast by lot of land of Mr. Joseph Fraser or representatives;

The said three lots of land above mentioned, with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies:

Municipal taxes	$ 103.35
Interests	14.07
School taxes	36.80
Interests	1.50
Total	$ 155.72

3. As belonging to Ferdinand Brassard: The lots of land numbers one hundred and ninety two and one hundred and ninety three (Nos. 192 and 193), of the official cadastre for the village of Roberval, to be deducted from the said lot one hundred and ninety three (193) the rights of La Cie de Telephone Roberval or representatives; 2. A

cent soixante (160) de profondeur, plus ou moins, comprenant la juste moitié sud-ouest du lot cent quatre-vingt-onze (191) du cadastre officiel du village de Roberval, borné comme suit: du front au sud-est à la rue Marcoux, à l'autre bout au lot cent soixante-quatre (164) tenant du côté sud-ouest au lot numéro cent quatre-vingt-douze (192); côté nord-est à la partie nord-est du même lot, possédée par Dame Pitre Boily; le tout avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances;

Taxes municipales	$ 264.10
Intérêts	29.81
Taxes scolaires	191.88
Intérêts	7.45
Total	$ 493.24

4. Comme appartenant à la Cie de Granit Noir du Lac Saint-Jean, Limitée, de Roberval: Les bâtisses et machineries (sauf à distraire l'installation et les accessoires électriques) sises sur un terrain faisant partie du numéro quatre cent seize du cadastre officiel du canton Roberval, compris dans les bornes suivantes, savoir: à l'est, borné à une voie d'évitement du Canadian National Railway, au sud au terrain de M. Arthur Tremblay, à l'ouest au terrain de Messieurs Eugène, Roméo et Wilfrid Boivin ou représentants et enfin au nord à un chemin privé conduisant à la ferme Boivin et celle des Ursulines de Roberval—avec appartenances et dépendances;

Taxes municipales	$ 225.20
Intérêts	32.75
Taxes scolaires	245.40
Intérêts	9.35
Total	$ 512.70

5. Comme appartenant à M. Joseph-Edouard Fortin: Un terrain comprenant les trente-huit pieds (38 pieds) nord-ouest du lot numéro cent trente-quatre et les sept pieds sud-est du lot numéro cent trente-trois (133) du cadastre officiel du village de Roberval, borné comme suit: au nord-est à la rue Otis, au sud-ouest par le chemin de fer Canadien National, au nord-ouest au lot numéro cent trente-trois et au sud-est à la partie sud-est du lot numéro cent trente-quatre—avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances;

Taxes municipales	$ 105.08
Intérêts	20.19
Taxes scolaires	42.00
Intérêts	1.40
Total	$ 168.67

6. Comme appartenant à M. Alfred Fortin: Un terrain étant la partie nord-ouest du lot numéro cent trente-trois du cadastre officiel du village de Roberval, borné comme suit: au nord-est à la rue Otis, au sud-ouest au chemin de fer Canadien National, au nord-ouest au lot numéro cent trente-deux et au sud-est à la partie sud-est du lot numéro cent trente-trois—avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances;

lot of land measuring twenty (20) feet in width by one hundred and sixty (160) feet in depth, more or less, comprising the half Southwest of lot one hundred and ninety one (191) of the official cadastre of the village of Roberval; bounded as follows: in front to the Southeast by the Marcoux's Street, to the other end of lot number one hundred and sixty four (164), bordering to the Southwest side to the lot number one hundred and ninety two (192); Northeast side by the part Northeast of the same lot, which belongs to Mrs. Pitre Boily—with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies:

Municipal taxes	$ 264.10
Interests	29.81
School taxes	191.88
Interests	7.45
Total	493.24

4. As belonging to La Cie de Granit Noir du Lac St-Jean, Limitée, of Roberval: The buildings and machineries (to be deducted the installation and electrical accessories), situated on a lot of land being part of the number four hundred and sixteen (416) of the official cadastre of the township of Roberval, comprised in the following boundaries, viz: To the East, by a siding of the Canadian National Railways; to the South, by the land of Mr. Arthur Tremblay; to the West, by the land of Messrs. Eugene, Romeo and Wilfrid Boivin or representatives and to the North by a private road conducting to Boivin's and Ursulines de Roberval's farms, with appurtenances and dependencies:

Municipal taxes	$225.20
Interests	32.75
Schools taxes	245.40
Interests	9.35
Total	$ 512.70

5. As belonging to Joseph Edouard Fortin: A lot of land comprising the thirty eight (38) feet Northwest of lot number one hundred and thirty four (134) and the seven feet Southeast of the lot number one hundred and thirty three (133) of the official cadastre of the village of Roberval, bounded as follows: to the Northeast by the Otis' Street; to the Southwest by the Canadian National Railway; to the Northwest by the lot number one hundred and thirty three (133) and to the Southeast by the Southeast part of lot number one hundred and thirty four (134)—with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies:

Municipal taxes	$105.08
Interests	20.19
School taxes	42.00
Interests	1.40
Total	$168.67

6. As belonging to Alfred Fortin: A lot of land being the part Northwest of lot number one hundred and thirty three (133) of the official cadastre for the village of Roberval, bounded as follows: to the Northeast by the Otis' street; to the Southwest by the Canadian National Railways; to the Northwest by the lot number one hundred and thirty two (132) and to the Southeast by the Southeast part of lot number one hundred and thirty three (133)—with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies;

Taxes municipales	$ 62.75
Intérêts	12.97
Taxes scolaires	49.25
Intérêts	1.65
Total	$126.62

7. Comme appartenant à M. J.-D. Laberge: Un emplacement de cent pieds de largeur sur cent dix pieds de profondeur, faisant partie du lot numéro huit (Ptie No 8) du cadastre officiel du village de Roberval, borné au sud-est à la rue Ménard, au nord-ouest et sud-ouest au résidu du lot numéro huit, au nord-est au chemin de fer Canadien National—avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances;

Taxes municipales	$146.20
Intérêts	19.87
Taxes scolaires	124.90
Intérêts	3.70
Total	$294.67

8. Comme appartenant à Dame Aimé Girard: Le lot portant le numéro cent cinquante-cinq du cadastre officiel du village de Roberval—avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances;

Taxes municipales	$177.23
Intérêts	24.55
Taxes scolaires	44.50
Intérêts	1.60
Total	$247.88

9. Comme appartenant à Hubert Villeneuve, comme suit:

a. Un terrain faisant partie du lot numéro soixante et onze (Ptie No 71) du cadastre du canton Roberval,mesurant soixante (60) pieds de front sur quatre-vingt-dix (90) de profondeur, borné en front sud-ouest au chemin de front du rang B au nord-ouest et tenant au nord-ouest au terrain ci-après décrit et au sud-est aux représentants légaux de feu Arthur Audet—avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances;

b. Un autre terrain de forme irrégulière faisant partie du même lot numéro soixante et onze (ptie 71) mesurant cent trente-cinq (135) pieds plus ou moins, sur le chemin public du rang B, du canton Roberval, et cent vingt (120) pieds, plus ou moins, en ligne paralèle au dit chemin, à quatre-vingt-dix pieds de ce dernier; cent quarante pieds, plus ou moins, dans une ligne droite tirée du dit chemin et trait-carré avec ce chemin du côté nord du dit terrain; de cette profondeur la ligne courant nord-est à la rivière Ouiatchouaniche sur une largeur de trois cent quatorze (314) pieds, plus ou moins; trente-cinq (35) pieds plus ou moins, le long de la dite rivière Ouiatchouaniche; deux cent cinquante-neuf (259) pieds plus ou moins, dans une ligne droite, trait-carré avec le dit chemin et partant à quatre-vingts (80) pieds d'icelui en courant nord-est à l'extrémité de laquelle ligne ce terrain se rétrécit sur une longueur de soixante (60) pieds, plus ou moins, jusqu'à la rivière Ouiatchouaniche; et lequel terrain est borné en front au sud-ouest, partie au dit chemin de front, partie au terrain ci-dessus en premier lieu décrit et partie au terrain des représentants légaux de feu Arthur Audet, en profondeur au nord-est, à la rivière Ouiatchouaniche, tenant des côtés nord et nord-est à Sieur Pitre Villeneuve ou représentants et des côtés sud et

Municipal taxes	$ 62.75
Intesrests	$ 12.97
School taxes	49.25
Interests	1.65
Total	$ 126.62

7. As belonging to J.-D. Laberge: An emplacement of one hundred (100) feet in width by one hundred and ten (110) feet in depth, being part of lot number eight (pt. 8) of the official cadastre for the village of Roberval; bounded to the Southeast by Menard's street; to the Northwest and Southwest by the residue of lot number eight (8); to the Northeast, by the Canadian National Railways—with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies;

Municipal taxes	$ 146.20
Interests	19.87
School taxes	124.90
Interests	3.70
Total	$ 294.67

8. As belonging to Mrs. Aimé Girard: The lot of land being the number one hundred and fifty five (155) of the official cadastre for the village of Roberval—with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies;

Municipal taxes	$ 177.23
Interests	24.55
School taxes	44.50
Interests	1.60
Total	$ 247.88

9. As belonging to Hubert Villeneuve, as follows:

a. A lot of land being part of the lot number seventy one (71) of the official cadastre for the township of Roberval, measuring sixty (60) feet in front, by ninety (90) feet in depth; bounded in front Southwest by the front road of range B to the Northwest and bordering to Northwest to the lot of land hereinafter described and to the Southeast by the legal representatives of late Arthur Audet—with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies;

b. An other lot of land of irregular form, being part of same lot number seventy one (71), measuring one hundred and thirty five (135) feet more or less, on the public road on range B, of the township of Roberval, and one hundred and twenty (120) feet, more or less, in parallel line to the said road, at ninety (90) feet of this road; one hundred and forty (140) feet, more or less, in a straight line drawn from that said road and square-line with this road by the North side of this lot of land; from this depth the line running Northeast to the river Ouiatchouaniche on a width of three hundred and fourteen (314) feet, more or less; thirty five (35) feet, more or less, along the said river Ouiatchouaniche; two hundred and fifty nine (259) feet, more or less, in a straight line, square-line with the said road and from eighty (80) feet of this road, running Northeast to the extremity of which line this lot of land is contracting on a depth of sixty (60) feet, more or less, as far as the river Ouiatchouaniche; and which lot of land is bounded, in front, to the Southwest, part by the said front road, part by the land hereabove formerly described and part by the lot of land of the legal representatives of late Arthur Audet, in depth to the Northeast, by the river Ouiatchouaniche, bordering to North and Northeast sides by Mr. Pitre Ville-

sud-est, partie à Herménégilde Leclerc ou représentants, partie à Luc Girard ou représentants et partie au terrain ci-dessus décrit—avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances; sauf à distraire des terrains mentionnés aux paragraphes *a* et *b* ci-dessus, le terrain ou emplacement appartenant à MM. Jean-Baptiste et Joseph Gauthier ou représentants;

c. Un emplacement faisant partie du lot numéro cinquante-trois (ptie 53) du cadastre du village de Roberval, mesurant cinquante pieds de front, en ligne parallèle à la rue Saint-Joseph; de là courant nord-est en rétrécissant sur une profondeur de cinquante pieds où le dit terrain mesure quarante-deux pieds de largeur, en ligne parallèle de la dite rue Saint-Joseph; de là, courant nord-est en rétrécissant de la même proportion jusqu'à une profondeur additionnelle de quatre-vingt-six pieds dans la ligne nord-ouest, et quatre-vingt-neuf (89) pieds dans la ligne sud-est, plus ou moins quant à la profondeur, borné en front, sud-ouest, à la rue Saint-Joseph, en profondeur nord-est au Lac-Saint-Jean ou à la ligne extérieure nord-est du quai protecteur érigé par Duke-Price Power Co., Ltd., tenant au nord-ouest à Dame Veuve Isaïe Galarneau ou représentants et au sud-est aux représentants légaux de feu Joseph Boivin—avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances;

Taxes municipales	$101.92
Intérêts	13.94
Taxes scolaires	77.90
Intérêts	2.45
Total	$196.21

10. Comme appartenant à Joseph de la Boissière, comme suit:

a. Un emplacement situé en la ville de Roberval, faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro deux cent soixante-dix-sept (Ptie No 277) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de Roberval, comprenant:

1. Un terrain mesurant cinquante pieds et front sur quatre-vingt-dix-sept de profondeur, borné en front au sud-est à la rue de la Fabrique, en profondeur, au sud-ouest, aux représentants légaux de feu Télesphore Pilote ou représentants, tenant au nord-ouest au terrain ci-après décrit et au nord-est au terrain de M. Alfred Lévesque;

2. Un terrain mesurant cinquante pieds de largeur sur vingt pieds de profondeur, borné au sud-est au terrain ci-dessus décrit, au nord-est au terrain de Sieur Horace Pilote ou représentants, et au sud-ouest et au nord-ouest, aux représentants légaux de feu Télesphore Pilote ou représentants —avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances, sans réserve, tel que le dit emplacement se trouve actuellement;

3. Un certain terrain d'une contenance de vingt et un pieds de largeur, plus ou moins, sur dix-huit pieds de profondeur, faisant partie du lot de terre numéro deux cent soixante-dix-sept du cadastre du village de Roberval, borné en front vers le sud-est à une partie du même lot appartenant à feu Télesphore Guillemette ou représentants, ou à quatre-vingt-dix-sept pieds de la rue de la Fabrique, en profondeur au nord-ouest au terrain de Arthur Brassard ou représentants, vers le nord-est au terrain du dit Joseph de la Boissière, vers le sud-ouest à partie du lot numéro

neuve or representatives, and to the South and Southeast sides, part by Hermenegilde Leclerc or representatives, part by Luc Girard, or representatives and part by the lot of land above described—with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies; to be deducted from the lots of land mentioned in paragraphs *a* and *b* hereabove, the lot or emplacement belonging to Messrs Jean Baptiste and Joseph Gauthier, or representatives;

c. An emplacement being part of lot number fifty three (pt. 53), of the official cadastre for the village of Roberval, measuring fifty (50) feet in front, in parallel line to the Saint Joseph's street; from there, running Northeast in contracting on a depth of fifty (50) feet, where the said land measures forty two (42) in width, in parallel line from the said Saint Joseph's street; from there, running Northeast in contracting in the same proportion to an additional depth of eighty six (86) feet in the Northwest line and eighty nine (89) feet in the Southeast line, more or less, as for the depth; bounded in front Southwest by the Saint Joseph's street, in depth Northeast by the Lake Saint John or by the exterior Northeast line of the wharf erected by Duke Price Power Co. Ltd, bordering to the Northwest by Mrs widow Isaie Galarneau or representatives and to the Southeast by the legal representatives of late Joseph Boivin—with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies;

Municipal taxes	$ 101.92
Interests	13.94
School taxes	77.90
Interests	2.45
Total	$ 196.21

10. As belonging to Joseph de la Boissiere, as follows:

a. An emplacement situated in the Town of Roberval, being part of lot of land known and designated under the number two hundred and seventy seven (277) of the official plan and book of reference for the village of Roberval, comprising:

1. A lot of land measuring fifty (50) feet in front by ninety seven (97) feet in depth; bounded in front to the Southeast by the Fabrique's street; in depth to the Southwest, by the legal representatives of late Telesphore Pilote or representatives, bordering to the Northwest by the land hereinafter described and to the Northeast by the lot of land of Alfred Levesque;

2. A land measuring fifty (50) feet in width by twenty (20) feet in depth, bounded to the Southeast by the land hereabove described, to the Northeast by the lot of land of Mr. Horace Pilote or representatives and to the Southwest and Northwest, by the legal representatives of late Telesphore Pilote or representatives—with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies, without reserve, and as the said emplacement is actually;

3. A certain lot of land of about twenty one (21) feet in width, more or less, by eighteen (18) feet in depth, being part of lot of land number two hundred and seventy seven (277) of the cadastre for the village of Roberval, bounded in front to the Southeast by a part of same lot belonging to late Telesphore Guillemette or representatives, or at ninety seven (97) feet from the Fabrique's Street, in depth to the Northwest by the lot of land of Arthur Brassard or representatives; to the Northeast by the land of said Joseph de la Boissiere; to the Southwest, part

deux cent soixante-dix-sept (ptie 277) appartenant à M. Bolduc ou représentants; Le dit emplacement désigné ci-dessus avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances;

Taxes municipales	$196.05
Intérêts	26.93
Taxes scolaires	96.30
Intérêts	2.30
Total	$321.58

11. Comme appartenant à Nérée Bolduc: Un emplacement situé dans la ville de Roberval connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-six du cadastre du village de Roberval, de figure irrégulière, mesurant quarante-deux pieds de largeur, sur la rue Saint-Joseph, et environ trente-deux pieds de largeur sur la rue Arthur, sur la profondeur qu'il y a entre ces deux rues; borné au sud-ouest à la rue Saint-Joseph, au nord-est à la rue Arthur, au sud-est à la propriété de Abraham Parent ou représentants et au nord-ouest à celle de J.-Eugène Boivin ou représentants—avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances; les lignes sud-ouest et nord-ouest du dit emplacement ont été modifiées par entente verbale avec les propriétaires voisins, mais aucun acte n'a été passé à cet effet.

Taxes municipales	$ 120.80
Intérêts	16.86
Taxes Scolaires	81.30
Intérêts	1.90
Total	$ 220.86

12. Comme appartenant à William Brassard: Les lots de terre connus et désignés sous les numéros trente-neuf et quarante (39 et 40) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le rang B, du canton Roberval, sauf à distraire du dit lot numéro quarante (No 40) les parties d'icelui possédées par Sieur Napoléon Savard et Sieur Auguste Bernier ou représentants;

Taxes municipales	$ 173.21
Intérêts	24.03
Taxes scolaires	97.05
Intérêts	5.10
Total	$ 299.39

Les immeubles ci-dessus seront vendus au plus haut et dernier enchérisseur et l'adjudicataire devra payer immédiatement le prix de son adjudication.

Donné à Roberval, ce quatorzième jour de mars, mil neuf cent trente-quatre (1934).

Le secrétaire-trésorier de la ville de Roberval,
T. GARANT.

1669—11-2-o

by the lot number two hundred and seventy seven (pt. 277) belonging to Mr. Bolduc or representatives. The said emplacement described above, with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies:

Municipal taxes	$196.05
Interests	26.93
School taxes	96.30
Interests	2.30
Total	$321.58

11. As belonging to Nerée Bolduc: An emplacement situate in the town of Roberval, known and designated under the number eighty six (86) of the cadastre for the village of Roberval, of irregular form, measuring forty two (42) feet in width on Saint Joseph Street and about thirty two (32) feet in width on Arthur Street, by the depth between those two Streets; bounded to the Southwest by the Saint Joseph Street; to the Northeast by the Arthur Street; to the Southeast by Abraham Parent's property or representatives and to the Northwest by the property of J. Eugene Boivin or representatives—with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies. The lines Southwest and Northwest of said emplacement have been modified by a verbal agreement with the neighbouring proprietors, but no deed has been passed to confirm agreement:

Municipal taxes	$120.80
Interests	16.86
School taxes	81.30
Interests	1.90
Total	$220.86

12. As belonging to William Brassard: The lots of land known and designated under the numbers thirty nine and forty (Nos. 39 and 40) of the official plan and book of reference for the range B of the township of Roberval, to the deducted from the lot number forty (40) the parts of this lot belonging to Mr. Napoleon Savard and Auguste Bernier, or representatives:

Municipal taxes	$173.21
Interests	24.03
School taxes	97.05
Interests	5.10
Total	$299.39

The above immoveables will be sold to the last and highest bidder and the purchaser must pay immediately the price of his adjudication.

Given at Roberval, this fourteenth day of March, nineteen hundred and thirty four.

T. GARANT,
Secretary-treasurer of the town of Roberval.

1670—11-2-o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 11

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Dame Guysenir vs Gertsman..... 1301
" Rochefort vs Allan..... 1301

ANNONCEURS:—AVIS AUX—..... 1257

Index of the Quebec Official Gazette, No. 11

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Guysenir vs Gertsman..... 1301
" Rochefort vs Allan..... 1301

ADVERTISERS:—NOTICE TO—..... 1257

ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:—

Concernant l'article 40 de la Loi des véhicules automobiles..... 1338
Concernant le sous-paragraphe *bb* du paragraphe I de l'article 68 de la Loi des véhicules automobiles..... 1337

ASSEMBLÉE:—

Montreal Tramways Company..... 1298

ASSURANCES:—

Association de Fraternité Spirituelle.... 1300
Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Louis-de-Chambord... 1300
London Guarantee and Accident Co., Ltd..... 1300

AVIS DIVERS:—

Algonquin Power Company..... 1310
Commission du salaire minimum des femmes..... 1311

BUREAUX-CHEFS:—

John Millen Mont-Joli, Ltée..... 1308
Lanoraie Natural Gas Co., Ltd..... 1308
McLean-McNicoll, Limited..... 1301
Midland Mining Corporation, Ltd..... 1307
Pharmacies Modernes, Inc..... 1301

CHARTES:—ABANDON DE:—

Algonquin Power Company..... 1308
Bruneau, Inc..... 1299
Montreal Commercial Coal Co., Ltd.... 1299

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

Corporation de Crédit & d'Entreposage. 1297
Décarie, Eugénie *et al*..... 1337
Hardy Gustave..... 1298
Succession L.-O. Grothé..... 1298
Syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier-de-Chicoutimi..... 1297
Ville Laval-des-Rapides..... 1297
Ville Mont-Royal *re:* B. No 81..... 1297

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Notre-Dame-Auxiliatrice..... 1312
Paroisse d'Hébertville..... 1312

LETTRES PATENTES:—

Association d'Amusements Populaires, Inc..... 1258
Consolidated Chibougamau Gold Fields, Ltd..... 1260
Construction and Maintenance, Limited. 1261
Customized Clothes, Ltd..... 1262
Dessaulles Seigniory Company..... 1263
Frances Emblems (Canada), Ltd..... 1266
John Millen Mont-Joli, Ltée..... 1347
Lionel LeBel Automobile, Ltée—Lionel LeBel Automobile, Ltd..... 1267
Magog Gold Mines Corporation..... 1269
Maison Sylvia, Inc..... 1270
McLean-McNicoll, Limited..... 1271
Morris Shaffer, Incorporated..... 1275
National Associated Women's Wear Bureau (Quebec Division), Ltd..... 1278
Nu-Way Fuel Oil Service, Limited..... 1280

ORDERS-IN-COUNCIL:—

Concerning section 40 of the Motor Vehicle Act..... 1338
Concerning paragraph *bb* of the subsection I of the section 68 of the Motor Vehicle Act..... 1337

MEETING:—

Montreal Tramways Company..... 1298

INSURANCES:—

Association de Fraternité Spirituelle.... 1300
Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Louis-de-Chambord... 1300
London Guarantee and Accident Co., Ltd..... 1300

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Algonquin Power Company..... 1310
Minimum Wage Board..... 1311

CHIEF-OFFICES:—

John Millen Mont-Joli, Ltée..... 1308
Lanoraie Natural Gas Co., Ltd..... 1308
McLean-McNicoll, Limited..... 1301
Midland Mining Corporation, Ltd..... 1307
Pharmacies Modernes, Inc..... 1301

CHARTERS—SURRENDER OF:—

Algonquin Power Company..... 1308
Bruneau, Inc..... 1299
Montreal Commercial Coal Co., Ltd.... 1299

APPLICATIONS TO PARLIAMENT:—

Credit & Warehousing Corporation..... 1297
Décarie, Eugénie *et al*..... 1337
Hardy Gustave..... 1298
Estate L.-O. Grothé..... 1298
Trustees for the parish of Saint François Xavier de Chicoutimi..... 1297
Town of Laval des Rapides..... 1297
Town of Mount-Royal *re:* B. No. 81.... 1297

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Notre-Dame-Auxiliatrice..... 1312
Parish of Hebertville..... 1312

LETTERS PATENT:—

Association d'Amusements Populaires, Inc..... 1258
Consolidated Chibougamau Gold Fields, Ltd..... 1260
Construction and Maintenance, Limited. 1261
Customized Clothes, Ltd..... 1262
Dessaulles Seigniory Company..... 1263
Frances Emblems (Canada), Ltd..... 1266
John Millen Mont-Joli, Ltée..... 1347
Lionel LeBel Automobile, Ltée—Lionel LeBel Automobile, Ltd..... 1267
Magog Gold Mines Corporation..... 1269
Maison Sylvia, Inc..... 1270
McLean-McNicoll, Limited..... 1271
Morris Shaffer, Incorporated..... 1275
National Associated Women's Wear Bureau (Quebec Division), Ltd..... 1278
Nu-Way Fuel Oil Service, Limited..... 1280

Ritz Lace & Embroidery, Limited..... 1282
Silks & Textiles, Inc..... 1283
Sterling Realties, Limited..... 1285
St. Urbain Realties, Incorporated..... 1290
The Eleanor Garment Company..... 1292
West Indies Iron & Metal Exporters, Ltd 1293

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Au Petit Versailles, Ltée..... 1294
British Colonial Clothes Shops, Inc..... 1296
Elias Rogers Company Montreal, Ltd... 1295
Northmount Land Co..... 1295
The J. M. Stobo Co., Ltd..... 1295
Thelma Hat Shop, Limited..... 1296

LIQUIDATION, AVIS DE:—

Société Saint-Jean-Baptiste de Salaberry-de-Valleyfield..... 1298
The Union Indemnity Co..... 1308

MINUTES DE NOTAIRES:—

Desaulniers, Henri, en faveur de..... 1309

NOMINATIONS:—

Diverses..... 1309

SOUMISSIONS:—

Municipalité scolaire de la cité de Lachine 1301

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS:—

Canadian Pacific Express Co..... 1310

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Abercorn House, Limited..... 1303
Beaulieu, R.-H..... 1304
Beaulieu, R.-H..... 1306
Beaulieu, R.-H..... 1306
Beaulieu, R.-H..... 1307
Beaulieu, R.-H..... 1344
Beaulieu, R.-H..... 1345
Beaulieu, R.-H..... 1345
Beaulieu, R.-H..... 1346
L'Étoile, Incorporée..... 1304
Lord, Narcisse..... 1344
Succession de Dame Emma Martineau.. 1342

VENTES POUR TAXES:—

Village de Val-Barrette..... 1302
Ville de Roberval..... 1350

VENTES PAR LES SHERIFS:—

BEAUCE:—

Fournier vs Giguère..... 1313
Lebrun vs Genest..... 1313

CHICOUTIMI:—

Bergeron vs Allard..... 1313
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Claveau..... 1314

GASPÉ:—

McKenzie vs Fraser..... 1315

Ritz Lace & Embroidery, Limited..... 1282
Silks & Textiles, Inc..... 1283
Sterling Realties, Limited..... 1285
St. Urbain Realties, Incorporated..... 1290
The Eleanor Garment Company..... 1292
West Indies Iron & Metal Exporters, Ltd 1293

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Au Petit Versailles, Ltée..... 1294
British Colonial Clothes Shops, Inc..... 1296
Elias Rogers Company Montreal, Ltd... 1295
Northmount Land Co..... 1295
The J. M. Stobo Co., Ltd..... 1295
Thelma Hat Shop, Limited..... 1296

WINDING UP NOTICE:—

Société Saint-Jean-Baptiste de Salaberry-de-Valleyfield..... 1298
The Union Indemnity Co..... 1308

NOTARIAL MINUTES:—

Desaulniers, Henri, en faveur de..... 1309

APPOINTMENTS:—

Miscellaneous..... 1309

TENDERS:—

School municipality of the city of Lachine 1301

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:—

Canadian Pacific Express Co..... 1310

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Abercorn House, Limited..... 1303
Beaulieu, R.-H..... 1304
Beaulieu, R.-H..... 1306
Beaulieu, R.-H..... 1306
Beaulieu, R.-H..... 1307
Beaulieu, R.-H..... 1344
Beaulieu, R.-H..... 1345
Beaulieu, R.-H..... 1345
Beaulieu, R.-H..... 1346
L'Étoile, Incorporée..... 1304
Lord, Narcisse..... 1344
Estate of Dame Emma Martineau..... 1342

SALES FOR TAXES:—

Village of Val-Barrette..... 1302
Town of Roberval..... 1350

SHERIFFS' SALES:—

BEAUCE:—

Fournier vs Giguère..... 1313
Lebrun vs Genest..... 1313

CHICOUTIMI:—

Bergeron vs Allard..... 1313
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Claveau..... 1314

GASPÉ:—

McKenzie vs Fraser..... 1315

HULL:—

Canton de Hincks vs Emond..... 1315

IBERVILLE:—

Cartier vs Chevalier..... 1316

MONTMAGNY:—

Dorval vs Proulx..... 1316

MONTRÉAL:—

Alliance Nationale vs Pigeon..... 1318
Alliance Nationale vs Prévost..... 1324
Arsenault vs Poirier *et al*..... 1325
Beaudry vs Décarie *et vir*..... 1317
Beaulieu vs Cousineau..... 1325
Cassidy vs Archambault..... 1317
Comtois vs Monarque *et al*..... 1326
Continental Guaranty Corp. of Canada, Ltd. vs Pearson..... 1319
Deguire vs Martin *et vir*..... 1320
Déry vs Giroux *et vir*..... 1325
Dupuis vs Skelly *et al*..... 1320
Empire Trust Co. vs Windsor Investment Co., Ltd. *et al*..... 1325
Gauthier *et al* vs Jeannotte dit Belhumeur..... 1324
Kondrick vs Charak..... 1319
Labrèche vs Jodoin..... 1318
Lapierre vs Beaulieu..... 1321
Lavoie vs Lavoie..... 1321
Painchaud vs Faust..... 1320
Royal Victoria Hospital vs Clancy..... 1326
Société d'Administration et de Fiducie vs Tessier dit Lavigne..... 1327
The Prudential Ins. Co. of America vs Bruneau..... 1322
Vanier vs Jodoin..... 1319
Vermette vs Huot..... 1323

PONTIAC:—

Labine vs Harkness..... 1327

QUÉBEC:—

La Société de Prêts et Placements de Québec vs Tremblay..... 1328

RICHELIEU:—

Laperrière vs Lalancette *et al*..... 1328
Laperrière vs Lalancette *et al*..... 1329
Maclure vs Chauvette..... 1329

ROBERVAL:—

Cie Equitable d'ass. mutuelle contre le feu vs Monger..... 1330
Perron vs Fortin *et al*..... 1331
Tremblay vs Simard..... 1330

SAINT-FRANÇOIS:—

L.-O. Noël, Inc. vs Grégoire..... 1331
National Bank of Derby Line vs Humphrey..... 1332
Village de Rock-Island vs Woodworth.. 1332

SAINT-HYACINTHE:—

Caouette vs Morissette..... 1333
Gevry vs Ménard..... 1333

HULL:—

Township of Hincks vs Emond..... 1315

IBERVILLE:—

Cartier vs Chevalier..... 1316

MONTMAGNY:—

Dorval vs Proulx..... 1316

MONTREAL:—

Alliance Nationale vs Pigeon..... 1318
Alliance Nationale vs Prévost..... 1324
Arsenault vs Poirier *et al*..... 1325
Beaudry vs Décarie *et vir*..... 1317
Beaulieu vs Cousineau..... 1325
Cassidy vs Archambault..... 1317
Comtois vs Monarque *et al*..... 1326
Continental Guaranty Corp. of Canada, Ltd. vs Pearson..... 1319
Deguire vs Martin *et vir*..... 1320
Déry vs Giroux *et vir*..... 1325
Dupuis vs Skelly *et al*..... 1320
Empire Trust Co. vs Windsor Investment Co., Ltd. *et al*..... 1325
Gauthier *et al* vs Jeannotte dit Belhumeur..... 1324
Kondrick vs Charak..... 1319
Labrèche vs Jodoin..... 1318
Lapierre vs Beaulieu..... 1321
Lavoie vs Lavoie..... 1321
Painchaud vs Faust..... 1320
Royal Victoria Hospital vs Clancy..... 1326
Société d'Administration et de Fiducie vs Tessier dit Lavigne..... 1327
The Prudential Ins. Co. of America vs Bruneau..... 1322
Vanier vs Jodoin..... 1319
Vermette vs Huot..... 1323

PONTIAC:—

Labine vs Harkness..... 1327

QUEBEC:—

La Société de Prêts et Placements de Québec vs Tremblay..... 1328

RICHELIEU:—

Laperrière vs Lalancette *et al*..... 1328
Laperrière vs Lalancette *et al*..... 1329
Maclure vs Chauvette..... 1329

ROBERVAL:—

The Equitable Mutual Fire Ins. Co. vs Monger..... 1330
Perron vs Fortin *et al*..... 1331
Tremblay vs Simard..... 1330

SAINT FRANCIS:—

L.-O. Noël, Inc. vs Grégoire..... 1331
National Bank of Derby Line vs Humphrey..... 1332
Village de Rock-Island vs Woodworth.. 1332

SAINT HYACINTHE:—

Caouette vs Morissette..... 1333
Gevry vs Ménard..... 1333

TERREBONNE:—

Les Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Jérôme vs Perron..... 1335
Thustakevich vs Allen..... 1333
Vaillancourt vs Hogue..... 1334
Venne vs Perron..... 1334

TROIS-RIVIÈRES:—

Champagne vs Vallerand *et al*..... 1336
Gouin *et al* vs Gravel 1336
St-Onge *et al* vs Bélanger *et vir*..... 1335

TERREBONNE:—

The Curé and Churchwardens of l'Œuvre et Fabrique of the parish of Saint Jerome vs Perron..... 1335
Thustakevich vs Allen..... 1333
Vaillancourt vs Hogue..... 1334
Venne vs Perron..... 1334

TROIS-RIVIERES:—

Champagne vs Vallerand *et al*..... 1336
Gouin *et al* vs Gravel..... 1336
St-Onge *et al* vs Bélanger *et vir*..... 1335

QUÉBEC:—Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC:—Printed by REDEMPTI PARADIS, King's Printer.